

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

AVRIL 2019

N°191

SOMMAIRE
RAA
AVRIL 2019

	<i>Pages</i>
<u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS <i>(Conseil du 18 avril 2019)</i>	2
<u>PARTIE 2</u> : DECISIONS <i>(Conseil du 18 avril 2019)</i>	255
<u>PARTIE 3</u> : ARRETES <i>(Mois d'avril 2019)</i>	521
1- ARRETES REGLEMENTAIRES	522
2- ARRETES INDIVIDUELS	534

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

ADMINISTRATION GENERALE, AFFAIRES JURIDIQUES CONTENTIEUX	8
CULTURE.....	12
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION ET ARTISANAT.....	43
FINANCES.....	60
HORS COMMISSION.....	91
LOGEMENT.....	126
PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER.....	153
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES.....	201
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC.....	212
RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE.....	217
RESSOURCES HUMAINES.....	225
SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	232
TRANSPORTS ET MOBILITE.....	236
VOIRIE, ESPACE PUBLIC.....	240

PARTIE 1 SOMMAIRE

N° DELIB	ADMINISTRATION GENERALE, AFFAIRES JURIDIQUES, CONTENTIEUX	PAGE
M2019-224	Avenant n°2 à la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité - Approbation et autorisation de signature	9
N° DELIB	CULTURE	PAGE
M2019-205	Convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2022 avec l'association Centre International de Musiques Médiévales, le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, la Ville de Montpellier, la Ville de Saint-Guilhem-le-Désert et l'Université Paul Valéry - Autorisation de signature	13
M2019-206	Affectation de subventions - Conventions de partenariat - Approbation et autorisation de signature	16
M2019-207	Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'association Essor - Autorisation de signature	19
M2019-208	Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Domaine du Haut Lirou - Autorisation de signature	22
M2019-209	Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'association Line Up - Autorisation de signature	25
M2019-210	Direction des médiathèques et du livre - Prise en charge de frais de déplacement dans le cadre des rencontres d'auteurs organisées par le réseau des médiathèques - Approbation	28
M2019-211	Direction des médiathèques et du livre - Demandes de subventions dans le cadre du projet d'intégration des services de la médiathèque Federico Fellini au sein de la médiathèque centrale Emile Zola - Approbation	31
M2019-212	Direction des médiathèques et du livre - Conventions de partenariat avec l'Ecole Normale Supérieure et l'Université Paris 3 Sorbonne nouvelle pour la numérisation de la bibliothèque de Vittorio Alfieri - Autorisation de signature	34
M2019-213	Direction des Médiathèques et du Livre - Comédie du Livre 2019 - Convention de partenariat avec le Syndicat des vignerons du Pic Saint-Loup - Charte des auteurs du Forum du Off - Autorisation de signature - Approbation	37
M2019-214	Convention de partenariat avec le Ministère de la Culture pour la mise en œuvre du festival des médiations et de la transmission les 2 et 3 juillet 2019 - Autorisation de signature	40
N° DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT	PAGE
M2019-186	Convention de partenariat de recherche et de développement avec Cerema - Modélisation Open-source - Approbation - Autorisation de signature	44
M2019-187	Partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et bpiFrance en faveur de l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de la Ville - Avenants aux conventions 2018 et 2019 conclues avec l'Agence France Entrepreneur (AFE) - Approbation - Autorisation de signature	47
M2019-188	Montpellier Capital Santé - Fondation pour la Recherche Médicale (FRM) - Soirée des Lauréats le 13 mai 2019 - Convention de partenariat - Autorisation de signature	50

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT (Suite)	PAGE
M2019-189	Montpellier Capital Santé - Pacte Métropolitain d'Innovation - Mission à Philadelphie - Participation au salon Bio International Convention du 2 au 6 juin 2019 - Approbation	53
M2019-190	Cité Intelligente - Chaire internationale sur les usages et les pratiques de la ville intelligente - Mission institutionnelle - Participation au workshop de lancement à Montréal du 21 au 26 mai 2019 - Approbation	57
N°DELIB	FINANCES	PAGE
M2019-193	Trophée des Leaders de la Finance 2019 - Déplacement à Paris - Remboursement des frais - Autorisation	61
M2019-194	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens du Département de l'Hérault nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	64
M2019-195	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens mis initialement à disposition par la Commune du Montferrier-sur-Lez nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	67
M2019-196	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Commune de Saint Georges d'Orques nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	70
M2019-197	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens mis initialement à disposition par la Commune de Clapiers nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	73
M2019-198	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens du Syndicat Bérange Cadoule Salaison nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	76
M2019-199	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Commune de Fabrègues nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Ajustement	79
M2019-200	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Commune de Murviel-lès-Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Ajustement	82
M2019-201	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Commune de Montaud nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Ajustement	85
M2019-202	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Castelnau-le-Lez nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1	88
N°DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
M2019-168	Participation à l'appel à projets ' Capitale Européenne de l'Innovation '	92
M2019-225	Stratégie pour le sol en milieu urbain - Attribution de subvention à l'Université Paul Valéry - Approbation	95

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	HORS COMMISSION (Suite)	PAGE
M2019-226	Chambre Régionale des Comptes Occitanie - SAEML Montpellier Events - Rapport d'observations définitives	99
M2019-227	Domaine d'Ô - Régularisation des autorisations d'urbanisme relatives aux constructions appartenant à l'EPIC du Domaine d'Ô et à l'association Balthazar - Approbation	102
M2019-228	Attribution des sous-concessions de plages sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Approbation - Autorisation de signature	105
M2019-229	Déviation Est de Montpellier (DEM) - Convention de partenariat - Autorisation de signature	109
M2019-230	Requalification du secteur d'activités économique "Lauze - Dassault" - Commune de Saint Jean de Védas - Prise en considération d'un projet d'aménagement et délimitation des terrains affectés à ce projet - Approbation - Autorisation de signature	112
M2019-231	Frais de déplacements en Europe et à l'International des agents de la Direction Innovation Politiques Contractuelles et Système d'Information Géographique (DICOSig) de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation	115
M2019-232	Représentations - Organismes internes et externes - Désignations et actualisations	118
M2019-233	Participation de Montpellier Méditerranée Métropole à la souscription nationale pour la reconstruction de la cathédrale Notre-Dame de Paris - Approbation	121
M2019-234	Procès-verbal de la séance du 22 mars 2019 - Adoption	124
N°DELIB	LOGEMENT	PAGE
M2019-178	Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Avenants aux conventions signées avec l'État et l'Agence Nationale de l'Habitat pour l'année 2019 - Autorisation de signature	127
M2019-179	Mise en œuvre de la délégation de compétence de l'État d'attribution des aides à la pierre - Approbation de la programmation du logement social public pour l'année 2019	131
M2019-180	Intervention de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur du logement social - Garanties d'emprunts - Règlement intérieur - Délibération n°13266 du 30 septembre 2015 - Modification	134
M2019-181	Construction de 31 logements sociaux à Montpellier et Saint Jean de Védas - Attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Conventions - Autorisation de signature	137
M2019-182	Construction de 726 logements sociaux - Garantie globale des emprunts mobilisés par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Autorisation de signature	140
M2019-183	Construction de 6 logements sociaux - Résidence ' Parc Saint-André ' - Avenue Etienne Méhul - Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Patrimoine Languedocienne - Convention - Autorisation de signature	143
M2019-184	Convention cadre FDI SACICAP - Montpellier Méditerranée Métropole - Interventions sur les copropriétés - Autorisation de signature	147

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER	PAGE
M2019-185	Opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2018 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 55 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature - Délibération n°M2019-71 du 21 février 2019 - Modification	150
M2019-169	Élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) de Montpellier Méditerranée Métropole - Débat sur les orientations du RLPI	154
M2019-170	Ville de Montpellier - Modification n°12 du Plan Local d'Urbanisme - Approbation	157
M2019-171	Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de la Commune de Pignan - Pôle oléicole - Adoption	165
M2019-171 BIS	Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de la Commune de Pignan - Pôle oléicole – Adoption <i>(Version envoi manuel au contrôle de légalité)</i>	171
M2019-172	Modification du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lattes - Motivations de l'ouverture à l'urbanisation partielle de la zone AUI0 du ' Font de la Banquière ' - Approbation	177
M2019-173	Commune de Saint-Geniès-des-Mourgues - Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation	181
M2019-174	Modification des Périmètres Délimités des Abords (PDA) de l'église Saint Jean-Baptiste et du Castellans - Commune de Murviel-lès-Montpellier - Avis simple	184
M2019-175	Projet Urbain Partenarial (PUP) La Promenade des Costes - Hectare - Commune de Saint Geniès des Mourgues - Convention de PUP et convention de reversement à la commune - Approbation et autorisation de signature	187
M2019-176	Projet Urbain Partenarial (PUP) Couleurs de pays - Commune de Saussan - Convention de PUP et convention de reversement à la commune - Approbation et autorisation de signature	192
M2019-177	Projet Urbain Partenarial (PUP) Ilot Favan - Urbis Réalisations - Commune de Baillargues - Convention de PUP et convention de reversement à la commune - Approbation et autorisation de signature	196
N°DELIB	PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	PAGE
M2019-216	Adhésion à l'association France Dignes - Désignation de représentants - Approbation	202
M2019-217	Protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues - Déclaration d'un système d'endiguement au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement - Dossiers d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et autres procédures administratives - Approbation	205
M2019-218	Convention relative aux conditions de mise à disposition à titre gratuit et d'utilisation du logiciel Hydraclis du Service Départemental Incendie et Secours (SDIS) de l'Hérault pour la gestion des Points d'Eau Incendie - Autorisation de signature	209

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	PAGE
M2019-219	Projet d'extension des consignes de tri des emballages - Dossier en réponse à la 2ème phase de l'appel à candidatures lancé par CITEO pour l'extension des consignes de tri - Approbation	213
N°DELIB	RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE	PAGE
M2019-191	Projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Définition des enjeux et objectifs, du périmètre d'intervention, du programme et du bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement - Approbation - Autorisation de signature	218
M2019-192	Concession d'aménagement du projet de parc d'activités de la Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Désignation de la SA3M en qualité de concessionnaire - Approbation - Autorisation de signature	222
N°DELIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGE
M2019-203	Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS) - Modalités de plafonnement - Modification - Approbation	226
M2019-204	Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	229
N°DELIB	SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	PAGE
M2019-215	Associations et clubs sportifs - Affectations de subventions - Conventions d'attribution - Autorisation de signature	233
N°DELIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGE
M2019-167	Participation à l'appel à projets ' H2 Mobilités 2019	237
N°DELIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGE
M2019-220	Convention relative au financement des études et travaux liés à la suppression du passage à niveau n°33 sur la commune de Baillargues - Avenant n°1 - Autorisation de signature	241
M2019-221	Programmation 2019 - Travaux de rénovation et de mise en conformité de l'éclairage public sur les communes de Grabels, Juvignac, Saint Georges d'Orques et Montaud - Demande de subventions - Autorisation de signature	244
M2019-222	Adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM) - Approbation	249
M2019-223	Traversée du domaine public autoroutier concédé par un ensemble de fourreaux nécessaires à l'installation de six équipements d'éclairage et de deux feux tricolores dans l'ouvrage d'art n°895 de l'autoroute A9 - Convention - Autorisation de signature	252

**ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET
AFFAIRES JURIDIQUES**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Administration générale, Affaires
Juridiques, Contentieux

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Joël VERA

Administration générale, Affaires Juridiques, Contentieux - Avenant n°2 à la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité - Approbation et autorisation de signature

Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°7399 du 22 décembre 2006, le Conseil a approuvé la signature de la convention relative à la dématérialisation des actes soumis au contrôle de légalité avec la Préfecture de l'Hérault.

La télétransmission sécurisée, via le protocole @CTES mis en place par le Ministère de l'Intérieur, présente un avantage conséquent pour la Métropole, sécurisant et rendant plus rapide la transmission en Préfecture, condition du caractère exécutoire de ses actes.

Un avenant n°1 à la convention, a été conclu en 2010 en vue d'étendre la nature des actes et de prendre en compte, suivant les possibilités techniques, la totalité des actes susceptibles d'être télétransmis au contrôle de légalité.

Il est proposé aujourd'hui de conclure un avenant n°2 à cette convention, ayant pour objet de modifier l'opérateur de télétransmission exploitant le dispositif homologué de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'Etat.

L'Association ADULLACT par l'intermédiaire de la plate-forme S²LOW, est agréée opérateur de transmission par le Ministère de l'Intérieur. Il est donc proposé par cet avenant n°2 d'utiliser la solution S²LOW et l'association ADULLACT en tant qu'opérateur de télétransmission des actes de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°2 ; modifiant l'opérateur de télétransmission des actes de Montpellier Méditerranée Métropole au contrôle de légalité ;
- autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n°2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81816-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet avenant tiers télétransmission

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CULTURE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR

Culture - Convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2022 avec l'association Centre International de Musiques Médiévales, le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, la Ville de Montpellier, la Ville de Saint-Guilhem-le-Désert et l'Université Paul Valéry - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Fondée sur la synergie entre chercheurs, artistes, archéo-luthiers et étudiants, l'association Centre International de Musiques Médiévales - Du ciel aux marges (CIMM), basée à Montpellier, promeut la création, la diffusion et la transmission des musiques médiévales en prenant en compte l'apport de la recherche (musicologique, anthropologique) et les enjeux contemporains du spectacle vivant.

Le CIMM désire sensibiliser un large public à la richesse et l'originalité de ces musiques et s'est donné pour missions d'articuler création et recherche en phase avec le monde contemporain, de développer la pratique des musiques médiévales par la formation spécialisée et professionnelle, de participer à la formation des amateurs par l'organisation de stages, d'impulser la pratique de l'archéo-lutherie et de valoriser le patrimoine immatériel local et régional.

La convention d'objectifs, conclue avec le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, la Ville de Montpellier, la Ville de Saint-Guilhem-le-Désert et l'Université Paul Valéry Montpellier 3 (UPVM), a pour vocation de définir les grandes orientations et de préciser les conditions de mise en œuvre du projet artistique de l'association sur la période 2019-2022.

Elle prévoit un programme d'actions ayant notamment pour ambition :

- d'accompagner la création par l'accueil en résidences d'artistes et la coproduction de projets entrant dans le champ des musiques médiévales,
- de soutenir leur diffusion par l'élaboration d'une programmation musicale annuelle, construite en complémentarité avec les structures et acteurs culturels locaux,
- de favoriser la sensibilisation du public à ce type de musiques, notamment en direction des publics scolaires et publics empêchés, par leur participation aux spectacles (pratiques artistiques amateurs, expériences participatives), l'organisation d'ateliers et rencontres avec des artistes et luthiers,
- de mettre les cycles de formation spécialisée en musiques médiévales à disposition des cursus d'études de Musique et Musicologie de l'UPVM (niveaux licence, master et doctorat) et des cursus d'études du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, et d'œuvrer à la création d'une formation diplômante en musiques médiévales,
- de soutenir l'artisanat d'art en accueillant un salon d'archéo-lutherie et en organisant des ateliers de lutherie ouverts,
- de participer à la création d'un réseau européen des musiques médiévales,
- de favoriser l'accès aux droits culturels pour tous en proposant une politique tarifaire favorisant l'accès du plus grand nombre aux concerts et aux autres activités du CIMM.

En contrepartie de ces engagements, l'État, la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la Ville de Saint-Guilhem-le-Désert et l'UPVM s'engagent, pendant la durée de la convention, à soutenir ce programme d'actions et à contribuer à son financement par l'attribution de subventions annuelles de fonctionnement, qui feront l'objet d'avenants ou de conventions spécifiques de financement conclus à cet effet.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2022 avec le Centre International de Musiques Médiévales ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Guy BARRAL.

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82442-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention C IMM.pdf
- Annexe 1 - Projet artistique 2019-2022.pdf
- Annexe 2 - Budget prévisionnel 2019-2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR

Culture - Affectation de subventions - Conventions de partenariat - Approbation et autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

Nom de la structure	Type	Montant
Association Dernier Cri	Fonctionnement	19 000 €
Association Tout à Fond (TAF)	Fonctionnement	9 000 €
Association des Producteurs Indépendants de la Filière Audiovisuelle en Occitanie (APIFA)	Fonctionnement	5 000 €
EPCC Montpellier Contemporain (MoCo)	Fonctionnement	3 230 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de subventions aux associations et structures susmentionnées, sous réserve de la signature des conventions d'attribution afférentes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Guy BARRAL, M. Thierry BREYSSE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82235-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DCP 3M Convention Subventions Fonctionnement 2019.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR

Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'association Essor - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, dans sa volonté d'ouverture au public le plus large, affirme sa mission de développement et de diversification des publics pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Par l'organisation de projets spécifiques, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens permettant d'encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création pour des usagers dits « éloignés » des pratiques culturelles.

En 2018, c'est ainsi près de 1500 usagers issus du secteur social, médico-social ou du secteur du handicap qui ont été accueillis dans le cadre de visites guidées ou d'ateliers de pratiques artistiques découlant de projets conçus en collaboration avec les institutions et associations accompagnant ces publics.

Afin de poursuivre et d'inscrire dans la durée les projets menés avec l'association Essor, il est aujourd'hui proposé de mettre en place une politique tarifaire incitative, et d'établir une convention qui précise les engagements de chacune de parties.

L'association Essor a pour vocation de proposer des activités culturelles et artistiques favorisant l'insertion et l'autonomie sociale des enfants, des adolescents et des familles du quartier du Petit Bard, Pergola. Le partenariat concerne une trentaine d'usagers en situation d'exclusion sociale, qui seront accompagnés par le service des publics dans leur découverte du musée et de ses collections, par le biais de visites thématiques ou d'ateliers adaptés, dont les travaux seront présentés dans le cadre de l'évènement annuel « Le musée sans exception ».

A ce titre, l'association Essor s'engage à :

- Proposer aux usagers une participation aux activités se déroulant au musée Fabre. Cette activité s'intégrera au projet prédéfini en concertation avec le service des publics du musée Fabre,
- Prévoir les modalités et assurer le déplacement des bénéficiaires, leur prise en charge et leur encadrement,
- Respecter et faire respecter les lieux et le matériel mis à disposition par le musée Fabre,
- Valoriser le partenariat établi et informer le musée Fabre de toute communication sur le projet,
- Souscrire à un abonnement annuel de la structure pour un montant 30 euros.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage quant à lui à :

- Proposer un tarif préférentiel : abonnement annuel de la structure pour un montant de 30 euros, sur le modèle du tarif prévu pour les établissements scolaires,
- S'assurer du bon déroulement des rencontres en termes de surveillance des biens et des personnes, dans le cadre de son règlement intérieur,
- Inscrire ce partenariat dans son projet culturel et le valoriser,
- Mettre à disposition ses plasticiens et médiateurs pour assurer les activités.

Cette convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable deux fois pour la même durée par reconduction tacite.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'association Essor,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81262-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Musée Fabre_Convention_ESSOR_vdef.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR

Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Domaine du Haut Lirou - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre, acteur majeur dans le paysage culturel métropolitain, présente sur environ 9200 m² un ensemble de 900 œuvres et a inscrit au cœur de ses missions des objectifs d'accessibilité au plus grand nombre et de promotion de la transdisciplinarité. Il est à ce titre un instrument majeur pour le développement culturel territorial et souhaite favoriser l'ouverture de ses collections à l'ensemble des publics et des champs disciplinaires, notamment à celui de l'œnologie.

Le Domaine du Haut Lirou, situé sur le territoire de la Communauté de Communes du Pic Saint-Loup, est un domaine familial historique qui dispose d'une solide expertise en œnotourisme et de compétences avérées en langues étrangères, qui permettront de proposer des visites en français et en anglais à l'occasion de l'exposition *Vincent Bioulès, chemins de traverse*.

Les visites œnologiques du musée Fabre consisteront en des visites guidées à double voix, portées par un médiateur du musée et un spécialiste de l'œnotourisme, suivies d'une dégustation de vin du domaine du Haut Lirou menée par le spécialiste de l'œnotourisme. Elles se dérouleront au sein des espaces consacrés à l'exposition temporaire *Vincent Bioulès, chemins de traverse*, du 15 juin au 6 octobre 2019, puis au sein des espaces consacrés aux collections permanentes du musée à l'issue de cette exposition.

Elles ont pour objectif de proposer un dispositif de médiation original et de fidéliser un public sensible à cette démarche, en faisant dialoguer des dégustations de vins du domaine avec les peintures de Vincent Bioulès et les œuvres des collections permanentes du musée.

Ces visites se dérouleront selon le calendrier et les horaires suivants pendant la durée de l'exposition *Vincent Bioulès, chemins de traverse* : jeudi 20 juin à 16h, jeudi 11 juillet à 16h, jeudi 25 juillet à 16h (visite en anglais) et jeudi 22 août 2019 à 16h. Le calendrier des visites organisées au sein des collections permanentes du musée sera défini ultérieurement, en fonction des disponibilités des parties, et à raison d'au moins un rendez-vous par mois.

La convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre et d'organisation de ces visites.

Le musée Fabre mettra à disposition, pour chaque visite œnologique, un médiateur, et donnera accès à l'intervenant du domaine du Haut Lirou aux espaces d'exposition du musée et aux ateliers de pratiques artistiques pour la partie dégustation de ces visites. Il assurera l'émission de la billetterie et son encaissement, et prendra en charge le coût des bouteilles de vin sélectionnées pour les dégustations, pour un montant maximal de 800 €.

Le domaine du Haut Lirou s'engage quant à lui à fournir les bouteilles de vin ainsi que le matériel nécessaire pour l'ensemble des visites œnologiques, à animer la partie des visites consacrée aux dégustations, et à apporter de manière générale ses connaissances et son savoir-faire en matière d'œnologie lors de ces visites thématiques.

La présente convention entrera en vigueur à compter de la date de sa signature par l'ensemble des parties et est conclue pour la durée nécessaire à sa réalisation, soit jusqu'au 31 décembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec le Domaine du Haut Lirou,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la présente convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81282-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Musée Fabre - Convention Domaine Haut Lirou vdef.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR

Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'association Line Up - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre, acteur majeur dans le paysage culturel métropolitain, présente sur environ 9200 m² un ensemble de 900 œuvres et a inscrit, au cœur de ses missions, des objectifs d'accessibilité au plus grand nombre et de promotion de la transdisciplinarité. Il est à ce titre un instrument majeur pour le développement culturel territorial et souhaite favoriser l'ouverture de ses collections à l'ensemble des publics et des champs disciplinaires, notamment à celui du street art.

L'association Line Up, qui regroupe des artistes plasticiens et passionnés de la culture du street art et du graffiti, a vocation à partager les savoirs et savoir-faire liés à ce patrimoine culturel vivant.

Le musée Fabre et l'association Line Up ont souhaité s'associer afin de faire découvrir ou redécouvrir arts classiques et arts urbains à travers les collections du musée et la ville de Montpellier, et d'explorer le terrain de jeu d'artistes urbains locaux et internationaux ainsi que leurs références et inspirations au sein de l'histoire de l'art.

La convention a pour objet de définir les modalités d'organisation, en partenariat avec l'association Line up, de visites guidées sur le thème du street art, qui se dérouleront dans la ville de Montpellier et au sein du musée, et dont l'objectif sera de proposer un nouveau regard sur ses collections permanentes et d'offrir au public une médiation renouvelée, encourageant la fréquentation du musée par des publics n'ayant pas pour habitude de s'y rendre.

Ces visites seront organisées selon le calendrier et les horaires suivants : jeudi 11 avril à 14h, jeudi 2 mai à 14h, jeudi 20 juin à 16h, jeudi 18 juillet à 16h et jeudi 1^{er} août 2019 à 16h.

Dans ce cadre, le musée Fabre s'engage à mettre à disposition un médiateur pour chacune des visites organisées, à assurer l'émission et l'encaissement de la billetterie, et à prendre le coût de la prestation de la médiatrice de l'association Line Up lors de chaque visite, pour un montant total estimé à 600 €.

L'association Line Up s'engage quant à elle à animer la partie de la visite hors des murs du musée et à apporter des connaissances techniques lors de la partie de la visite au sein du musée.

La convention entrera en vigueur à compter de la date de sa signature par l'ensemble des parties et est conclue pour la durée nécessaire à sa réalisation, soit jusqu'au 31 décembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'association Line Up,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81279-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Musée Fabre - Convention Line Up vdef.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR

Culture - Direction des médiathèques et du livre - Prise en charge de frais de déplacement dans le cadre des rencontres d'auteurs organisées par le réseau des médiathèques - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa programmation annuelle de rencontres littéraires, la Direction des médiathèques et du livre a le privilège de recevoir Monsieur Jean-Claude Thiriet, professeur émérite de Lettres à Toulouse, spécialiste de l'écrivain italien Curzio Malaparte.

Il interviendra le jeudi 23 mai 2019 au sein de la médiathèque Émile Zola à l'occasion de la rencontre littéraire : « Curzio Malaparte au catalogue des *Cahiers de l'Herne* » (cahier consacré à l'écrivain italien dirigé par Maria Pia De Paulis).

Compte tenu de l'importance de cet événement, il est proposé que soit prise en charge la totalité des frais de déplacement liés à sa venue à Montpellier, pour un montant maximal évalué à 300 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge aux frais réels des frais de transport, hébergement et restauration liés à la venue de cet auteur, pour un montant maximum de 300 euros TTC,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81814-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR

Culture - Direction des médiathèques et du livre - Demandes de subventions dans le cadre du projet d'intégration des services de la médiathèque Federico Fellini au sein de la médiathèque centrale Emile Zola - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence construction, aménagement, entretien et fonctionnement des équipements culturels d'intérêt métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé, par délibération du 17 mai 2017, de l'intégration des services de la médiathèque centrale Federico Fellini (Département images en mouvement) au site de la médiathèque centrale Émile Zola. Ce projet est prévu dans le programme scientifique et culturel des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole. Il a donné lieu au vote d'une autorisation de programme par délibération du Conseil du 26 juillet 2017. Les usagers pourront ainsi bénéficier de l'ensemble des services proposés au sein d'un seul et unique lieu.

Cette opération induit la reconfiguration d'une partie des espaces (2 407 m² utiles sur 15 700 m² de surface hors œuvre nette) : création de surfaces supplémentaires de plancher par la construction d'une mezzanine en R+1 et réutilisation de surfaces libérées, à terme, par le départ des archives municipales, pour installer une salle d'exposition permanente. Ce projet permettra également de répondre à certaines problématiques spatiales rencontrées actuellement à la médiathèque centrale Émile Zola, notamment la saturation des espaces de stockage et la mise en place et le développement des nouveaux usages numériques. Le programme prévoit également la transformation de l'actuelle salle polyvalente en salle de projection et de conférences, dotée d'un gradin fixe, bien plus confortable et adaptée à ces usages.

Par décision en date du 4 juillet 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) la réalisation de cette opération. Par décision du 25 avril 2018, le marché de maîtrise d'œuvre a été attribué au groupement d'entreprises Traverses (Jean-Luc Lauriol), Frustié, Astier, Inse, Aker et Jourdan. Les études de maîtrise d'œuvre ont été engagées et le représentant du Maître d'ouvrage a approuvé, le 29 novembre 2018, l'Avant-Projet Définitif remis en date du 5 novembre 2018. Le calendrier prévisionnel de l'opération prévoit un démarrage des travaux dès l'été 2019.

Dans le cadre de la Dotation Générale de Décentralisation (DGD), un pré-dossier de demande de subventions a été déposé auprès de la Direction régionale des affaires culturelles d'Occitanie (Ministère de la Culture) et a reçu un avis favorable. Afin de poursuivre cette démarche, deux dossiers de subventions distincts devront être présentés : d'une part, pour la rénovation et l'extension du bâtiment ; d'autre part, pour le mobilier, le matériel et l'informatique.

A ce stade, le bilan prévisionnel des dépenses est conforme au bilan initial de l'opération ; il s'élève à 5 198 680 € HT, soit 6 226 609 € TTC, respectant les crédits alloués par le maître d'ouvrage de l'opération. La décomposition du montant des dépenses subventionnables par l'État est la suivante :

- Pour la construction, la restructuration et l'extension, le montant estimé des dépenses subventionnables s'élève à 3 767 780 € HT, soit 4 509 529 € TTC.
- Pour l'équipement mobilier et matériel, le montant estimé des dépenses subventionnables s'élève à 1 430 900 € HT, soit 1 717 080 € TTC.

Il est donc proposé au Conseil d'autoriser, dans le cadre de cette opération, le dépôt de demandes de subventions auprès de l'Etat, ainsi que de la Région Occitanie, du Département de l'Hérault et de tout organisme susceptible d'y apporter un soutien financier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les demandes de subventions du montant le plus large possible auprès de l'État, de la Région Occitanie, du Département de l'Hérault et de tout organisme susceptible d'apporter un soutien financier à l'opération d'intégration des services de la médiathèque Federico Fellini au sein de la médiathèque centrale Émile Zola,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir en délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Carole DONADA, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81336-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR

Culture - Direction des médiathèques et du livre - Conventions de partenariat avec l'Ecole Normale Supérieure et l'Université Paris 3 Sorbonne nouvelle pour la numérisation de la bibliothèque de Vittorio Alfieri - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

La médiathèque centrale Émile Zola possède un important fonds de Vittorio Alfieri (1749-1803) reçu en don en 1825, par l'intermédiaire de la Comtesse d'Albany, épouse du dernier Stuart. Entre 1775 et 1786, il publie vingt tragédies, qui rappellent à ses compatriotes leur glorieux passé et suscitent l'admiration des plus grands écrivains de son temps, de Goethe à Byron. La médiathèque centrale de Montpellier Méditerranée Métropole a déjà pu faire numériser 245 documents issus de ce fonds sur ses crédits propres : médailles et gravures le représentant, manuscrits de ses poèmes et de ses tragédies, correspondances reçues et écrites par l'écrivain, catalogue de sa bibliothèque rédigé par son secrétaire Francesco Tassi.

Le partenariat mis en œuvre permettra de poursuivre cette démarche en numérisant l'ensemble des 5000 livres de sa bibliothèque : éditions rares d'auteurs antiques et de la Renaissance, exemplaires de sa première bibliothèque dispersée en août 1792, et livres annotés par le poète.

Né grâce au soutien de la Commission Européenne, *Digital Alfieri* a été lauréat en 2016 de l'appel à projets « PSL - Explore » et, en 2019, de l'appel à projet « CollEx-Persée ». Ce projet a pour objectif la valorisation et l'exploitation scientifique des archives littéraires de l'écrivain Vittorio Alfieri. L'enjeu du projet est de réaliser une édition génétique numérique des manuscrits et des livres annotés ayant appartenu à l'écrivain, afin d'en étudier les relations génétiques.

Au regard de l'intérêt patrimonial des matériaux qui seront diffusés par le site *Digital Alfieri*, le projet a obtenu le label « Année Européenne du Patrimoine Culturel » 2018. Le projet a également été labellisé par le consortium « Cahier » (Corpus d'Auteurs pour les Humanités : Informatisation, Edition, Recherche), qui veille au partage de standards fiables pour les projets d'humanités numériques en sciences humaines et sociales. Grâce au soutien du CollEx Persée, le projet vient d'intégrer le Consortium International COBNIF « Fonte Gaia », dont l'objectif est la valorisation, au travers d'un portail numérique, des gisements documentaires franco-italiens.

Les soutiens obtenus dans ce cadre permettront de numériser une partie des livres ayant appartenu à la bibliothèque personnelle de Vittorio Alfieri, et portant des traces de lecture. Ce financement sous la forme de deux subventions accordées à l'École Normale Supérieure et à l'Université de La Sorbonne Nouvelle sera réparti entre la médiathèque centrale Émile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole et la Bibliothèque de l'Institut de France, qui conservent la majorité des ouvrages annotés ayant appartenu à Alfieri.

Le montant alloué à la numérisation s'élève à 90 000 euros, dont 60 % environ seront utilisés pour numériser des ouvrages conservés à la médiathèque centrale Émile Zola.

La numérisation sera confiée à un prestataire, qui sera choisi par les porteurs du projet sur la base d'un cahier des charges établi de concert avec la médiathèque. La médiathèque mettra les livres à disposition du prestataire retenu pour l'opération et en assurera la préparation matérielle.

Les images numérisées appartiendront à la médiathèque centrale Émile Zola. Les partenaires disposeront d'un droit de libre accès, de diffusion et d'exploitation des images numérisées pour leurs besoins de recherche dans la cadre du projet *Digital Alfieri*. La mise en ligne s'effectuera à l'automne 2019, à la fois sur le site patrimonial des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole - Memonum - et sur la plateforme d'édition génétique franco-italienne. L'objectif est de reconstituer les archives littéraires et la bibliothèque d'Alfieri conservées dans plusieurs institutions et éclatées entre la France et l'Italie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des conventions de partenariat avec l'Ecole Normale Supérieure et l'Université de La Sorbonne Nouvelle relatives à la numérisation du fonds Vittorio Alfieri.
- autoriser Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81080-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_Ecole_Normale_Supérieure
- Convention_Université_Paris_3_Sorbonne_Nouvelle

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR

Culture - Direction des Médiathèques et du Livre - Comédie du Livre 2019 - Convention de partenariat avec le Syndicat des vignerons du Pic Saint-Loup - Charte des auteurs du Forum du Off - Autorisation de signature - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Depuis 2013, le Syndicat des vignerons du Pic Saint-Loup est partenaire de la manifestation La Comédie du Livre, organisée par Montpellier Méditerranée Métropole, et dont la 34^{ème} édition se déroulera les 17, 18 et 19 mai 2019. Ce partenariat a permis à la manifestation de s'ouvrir à un territoire plus large, aux portes de Montpellier, et met en valeur l'excellence de la production viticole en Pic Saint-Loup.

Dans le cadre de ce partenariat sera organisée une soirée d'accueil des auteurs, éditeurs et professionnels invités le jeudi 16 mai 2019, au Domaine du Haut Lirou, situé au Triadou. Montpellier Méditerranée Métropole prendra en charge le repas et les frais liés à l'organisation logistique de ce projet. Le Syndicat des vignerons du Pic Saint-Loup mettra quant à lui à disposition cinquante bouteilles de vins issus de l'AOP du Pic Saint-Loup, facilitera l'organisation de la soirée avec l'aide des propriétaires du domaine et organisera des pôles de dégustation avec 3 à 5 vignerons de son choix.

La convention précise les engagements respectifs et les modalités de collaboration des parties autour de ce projet. Le montant maximal des frais liés à cette soirée est estimé à 21 000 euros.

Par ailleurs, il est également proposé d'approuver les termes de la charte des auteurs du Forum du Off de la Comédie du Livre, qui a vocation à définir les conditions de participation des auteurs sélectionnés à ce nouveau dispositif, dont l'objectif est de permettre aux auteurs autoédités issus du territoire de la Métropole de présenter leur travail et leurs ouvrages au public de la manifestation. Un stand sera ainsi mis à disposition des auteurs invités dans ce cadre, afin de créer un espace convivial favorisant la discussion et les échanges avec les publics.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec le Syndicat des vignerons du Pic Saint-Loup
- approuver la prise en charge des frais liés à la soirée d'accueil pour un montant maximal de 21 000 euros ;
- approuver la charte des auteurs du Forum du Off de la Comédie du Livre,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-80934-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- conventionpartenariat_PicSaintLoup
- Charte Forum du Off

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEOUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR

Culture - Convention de partenariat avec le Ministère de la Culture pour la mise en œuvre du festival des médiations et de la transmission les 2 et 3 juillet 2019 - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

En mai 2016, le ministère de la Culture créait la mission « Musées du XXI^{ème} siècle, pour un musée ouvert, inclusif et citoyen ». Dix mesures ont été préconisées à la suite de cette mission, parmi lesquelles l'organisation d'un colloque en juin 2017, intitulé « Vie des musées - Temps des publics », puis d'un second en janvier 2018, intitulé « Inclure les publics, transmettre les patrimoines ».

Ces deux événements ont permis de faire émerger l'idée d'un Festival des médiations et de la transmission, qui marquerait les avancées des politiques publiques en matière d'accueil, de médiation et de citoyenneté dans les lieux patrimoniaux, et plus largement dans les structures culturelles.

Cet événement est conçu comme un forum interdisciplinaire ouvert aux acteurs et aux penseurs de la muséologie d'aujourd'hui, mais aussi d'autres disciplines, pour une approche plurielle. Il proposera des conférences, ateliers, tables-rondes, rencontres et expérimentations. Médiateurs, chercheurs, et professionnels des patrimoines engagés dans la démarche ont notamment exprimé leur souhait de faire un focus sur les nouvelles pédagogies et l'éducation artistique et culturelle, ainsi que de travailler sur la question des territoires et de la mobilité. En outre, de grands témoins étrangers seront associés afin de créer des liens forts entre les établissements patrimoniaux français et les institutions culturelles internationales, et de favoriser ainsi le partage d'expériences.

La Direction de la Culture et du Patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole a proposé de co-organiser, aux côtés de la Direction générale des patrimoines du Ministère de la Culture, la première édition de ce tout nouveau festival national, qui se déroulera les 2 et 3 juillet 2019. Cent-vingt participants sont attendus, chercheurs ou membres de réseaux professionnels des services des publics.

Ce festival impliquera le musée Fabre, à l'initiative de ce projet, mais aussi d'autres musées et lieux d'art tels que le MoCo ou le musée Henri Prades-site archéologique Lattara. L'interdisciplinarité étant un axe fort de ce festival, seront également associés des équipements de spectacle vivant tels que l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie, les Centres Dramatique et Chorégraphique Nationaux, le Domaine d'Ô ou le théâtre Jean Vilar, acteurs essentiels de la médiation sur notre territoire.

Accueillir et porter ce projet est une opportunité de valoriser les actions de médiation menées sur le territoire de la Métropole, grâce à l'implication de ses établissements culturels et de leurs équipes, et de permettre aux médiateurs d'échanger avec des professionnels de haut niveau.

Par ailleurs, organiser ce festival début juillet est d'autant plus pertinent que le MoCo - Hôtel Montcalm aura récemment ouvert ses portes, renforçant ainsi sa visibilité auprès de la centaine de professionnels attendus.

Dans le cadre de la convention et conformément aux différents échanges entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction générale des patrimoines (Ministère de la Culture), un comité de pilotage composé de représentants de Montpellier Méditerranée Métropole, de la DRAC Occitanie, du musée Fabre et de la Direction générale des patrimoines est chargé de suivre l'organisation et le déroulement du Festival des médiations et de la transmission.

Cette convention définit également les modalités de collaboration des parties autour de ce projet, et répartit les charges entre le Ministère de la Culture et la Métropole pour un budget prévisionnel estimé à 10 000 euros TTC à la charge de la Métropole, auquel le Ministère de la Culture abondera par le versement d'une subvention de 5 000 euros TTC. Cette subvention du Ministère permettra de couvrir les frais liés au transport et à l'hébergement des intervenants invités pour ce festival.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention relative à l'organisation du Festival des médiations et de la transmission et la demande de subvention afférente auprès du Ministère de la Culture ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81969-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
ARTISANAT**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Convention de partenariat de recherche et de développement avec Cerema - Modélisation Open-source - Approbation - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans la construction d'une Métropole de référence à l'échelle européenne. Elle multiplie les initiatives et projets, tout particulièrement en termes de mobilité. La loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles a conforté les Métropoles comme autorités organisatrices de la mobilité.

Dans ce contexte la Métropole a mis à jour en 2015 son modèle multimodal de déplacement, créé dans les années 1990, se dotant d'un outil pertinent, à l'échelle du territoire, pour l'aide à la décision quant à la planification territoriale et l'évaluation pré-opérationnelle des infrastructures de mobilité. La Métropole, engagée dans une démarche d'Open-data, a souhaité inscrire ces travaux dans une démarche ouverte et partagée, garantissant performance, évolutivité, et réutilisation par d'autres entités.

Ainsi, dès le cahier des charges du modèle, la Métropole a précisé qu'elle souhaitait dans la mesure du possible privilégier une réponse technique qui utiliserait au maximum des solutions logicielles Open-source.

La convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Cerema réalise avec la Métropole un partenariat de recherche et de développement, dont le but est d'étudier la possibilité de mettre en place une chaîne de modélisation Open-source à partir des données et des codes mis en place pour le modèle de l'aire urbaine de Montpellier.

Cette opération est prise en charge à 20 % par la Métropole et à 80 % par le Cerema. La contribution financière de la Métropole est fixée à un montant global de 8 400 € HT, soumis à la TVA. Le Cerema mobilise pour sa part 33 600 € HT sous forme de temps passé à la réalisation des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de partenariat de recherche et de développement affectation Open-source pour le modèle multimodal des mobilités,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82146-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de partenariat de recherche et de développement affectation open source pour le modèle multimodal des mobilités

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et bpifrance en faveur de l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de la Ville - Avenants aux conventions 2018 et 2019 conclues avec l'Agence France Entrepreneur (AFE) - Approbation - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences de développement économique et politique de la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place un partenariat avec l'Agence France Entrepreneur (AFE) visant à soutenir l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville depuis 2018.

Le 1^{er} février 2017, l'AFE avait lancé un appel à manifestation d'intérêt dédié à co-construire avec les Métropole et les Régions des appels à projets pour soutenir des initiatives structurantes pour l'entrepreneuriat dans les territoires fragiles portés par les Régions et Métropoles.

A la suite d'un dépôt de candidature et d'une sélection, Montpellier Méditerranée Métropole avait été retenue par l'AFE pour co-construire et cofinancer des appels à projets pour les années 2018 et 2019.

Deux conventions de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence France Entrepreneurs ont donc été signées, précisant les modalités de partenariat et de cofinancement de la dotation des appels à projets annuels :

- la convention de partenariat de l'appel à projets conjoint 2018 « Programme d'initiatives structurantes pour l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de Montpellier Méditerranée Métropole » a été signée le 7 février 2018. Sur une enveloppe de dotation de 120 000 euros, l'AFE s'est engagée à apporter un cofinancement à hauteur de 60 000 euros maximum ;
- la convention de partenariat de l'appel à projets conjoint 2019 « Programme d'initiatives structurantes pour l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de Montpellier Méditerranée Métropole » a été signée le 6 décembre 2018. Sur une enveloppe de dotation de 120 000 euros, l'AFE s'est engagée à apporter un cofinancement à hauteur de 60 000 euros maximum.

Au 1^{er} janvier 2019, l'ensemble des missions assurées par l'AFE en matière de soutien aux entreprises et à l'entrepreneuriat ont été transférées à Bpifrance.

Il convient donc d'acter par voie d'avenants la substitution de Bpifrance à l'AFE, dans tous ses droits et obligations, au titre des conventions de partenariat 2018 et 2019 sus-citées, et ce, à compter du 1^{er} janvier 2019.

Ceci implique notamment que Montpellier Méditerranée Métropole appellera auprès de Bpifrance les fonds restant à percevoir liés aux cofinancements des dotations des appels à projets 2018 (maximum 60 000 euros) et 2019 (maximum 60 000 euros).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la substitution de Bpifrance à l'Agence France Entrepreneurs dans le cadre du partenariat en faveur de l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville de Montpellier Méditerranée Métropole engagé depuis 2018,
- approuver l'avenant n°1 à la convention de partenariat « Appel à projets conjoint 2018 - Programme d'initiatives structurantes pour l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de Montpellier Méditerranée Métropole »,
- approuver l'avenant n°1 à la convention de partenariat « Appel à projets conjoint 2019 - Programme d'initiatives structurantes pour l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de Montpellier Méditerranée Métropole »,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82014-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant N1_AAP 2019 Montpellier Métropole.docx
- Avenant N1_AAP 2018 Montpellier Métropole_190312.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Montpellier Capital Santé - Fondation pour la Recherche Médicale (FRM) - Soirée des Lauréats le 13 mai 2019 - Convention de partenariat - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Au service de la recherche et de la santé depuis plus de 70 ans, la Fondation pour la Recherche Médicale (FRM) est l'un des plus importants financeurs caritatifs de la recherche médicale française sur toutes les pathologies. Elle soutient chaque année plus de 400 nouvelles recherches menées dans les laboratoires des organismes publics de recherche et d'enseignement supérieur. Indépendante et reconnue d'utilité publique, la FRM agit grâce à la générosité de ses donateurs, testateurs et partenaires. Les Comités régionaux, composés exclusivement de bénévoles, représentent la FRM au niveau local. Ils mettent en œuvre des actions de collecte et de développement de sa notoriété.

Basé à Montpellier, le Comité Occitanie / Languedoc-Roussillon est Présidé par Monsieur Gilles Roche. Entre 2014 et 2016 la FRM a financé 76 projets en Languedoc-Roussillon pour un montant total de 8,46 M €. Et en 2017 ce sont 3,4 M € de financements qui ont bénéficié à la recherche montpelliéraine. A noter que Montpellier se classe parmi les villes les plus soutenues par la FRM.

Dans ce contexte, la FRM souhaite organiser à Montpellier, le 13 mai 2019 à l'Opéra Comédie, la première édition de la Soirée des Lauréats de la FRM, en partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole. Cette soirée sera consacrée à la remise de prix et diplômes valorisant et récompensant les projets soutenus par la FRM localement. Les chercheurs récompensés présenteront rapidement leurs travaux de manière vulgarisée. La volonté de la FRM est de pérenniser cette manifestation et d'en faire un événement annuel à Montpellier.

Ainsi, ce projet d'évènement orienté autour de la santé, de la recherche et de l'innovation s'inscrit pleinement dans les axes de développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole et dans la démarche Montpellier Capital Santé, qu'elle pilote et anime.

Il est donc proposé la mise en place d'un partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la FRM, pour l'organisation de la première édition à Montpellier de la Soirée des Lauréats de la FRM, le 13 mai 2019.

La participation de Montpellier Méditerranée Métropole se traduira par l'appui à l'organisation de la soirée, avec notamment la mise à disposition de la salle Molière de l'Opéra Comédie et une prise en charge partielle du cocktail (pour une valeur globale estimée à 4 500 € en nature).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- acter le partenariat de Montpellier Méditerranée Métropole avec la Fondation pour la Recherche Médicale pour l'organisation à l'Opéra Comédie de Montpellier de la première édition de la Soirée des Lauréats de la FRM,
- approuver la convention de partenariat avec la Fondation pour la Recherche Médicale pour l'organisation de la Soirée des Lauréats de la FRM
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81231-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention avec la FRM

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Montpellier Capital Santé - Pacte Métropolitain d'Innovation - Mission à Philadelphie - Participation au salon Bio International Convention du 2 au 6 juin 2019 - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le projet « Montpellier Capital Santé » porté par Montpellier Méditerranée Métropole vise à stimuler le développement et la croissance des entreprises, donner une visibilité européenne et internationale à Montpellier en mettant en valeur son potentiel et le dynamisme de son économie locale tout en attirant les meilleurs investisseurs et talents étrangers dans le domaine de la santé.

Cette démarche se veut fédérative, associant l'ensemble de l'écosystème local dans toute sa diversité : entreprises et clusters, offre de soins, mutuelles, acteurs institutionnels, associations. Ainsi la Métropole convie les acteurs locaux à renforcer ensemble leur engagement, en étant porteurs de projets visant aussi bien la croissance des entreprises, le rayonnement, la diffusion des innovations ou encore la ville santé de demain.

Des opérations internationales permettent notamment de développer l'image santé du territoire à l'international mais aussi d'accompagner les entreprises dans leur développement international, clef de la croissance des entreprises. Ce besoin prégnant des entreprises a été remonté lors des différents groupes de travail mis en place dans le cadre du projet Montpellier Capital Santé.

La Biotechnology Industry Organization (BIO), basée à Washington DC, est l'association professionnelle la plus représentative au niveau mondial de l'industrie biotechnologique. Cette association compte plus de 1 100 membres (entreprises, institutions de recherche et organisations professionnelles) originaires de 31 pays.

Depuis 1993, l'association américaine BIO organise chaque année en Amérique du Nord un congrès international consacré aux biotechnologies.

Le salon BIO se positionne désormais comme l'évènement incontournable pour les entreprises du secteur de la biotechnologie. Il accueille chaque année plus de 2000 exposants, 15 000 visiteurs et permet l'organisation de plus de 25 000 meeting en B2B.

Cette manifestation comporte :

- une exposition mettant en valeur les réalisations les plus importantes de l'industrie biotechnologique dans ses trois grands domaines d'application : santé, agroalimentaire, environnement,
- un programme de conférences techniques axé sur la commercialisation de produits et technologies du secteur,
- diverses activités de networking à haut niveau.

C'est dans ce contexte, et au titre de Montpellier Capital Santé, qu'en 2017 et 2018 une action collective a été menée sur le salon Bio International Convention (respectivement à San Diego et Boston) en partenariat avec le pôle de compétitivité Eurobiomed.

L'édition 2019 se tient du 3 au 6 juin à Philadelphie (Pennsylvanie), siège d'un des premiers clusters de biotechnologies aux Etats-Unis.

Il est donc proposé une présence de Montpellier Méditerranée Métropole sur le salon BIO International Convention sous la forme d'un stand au sein du Pavillon France (géré par Business France), aux côtés du pôle de compétitivité santé Eurobiomed.

Ce stand orienté « Montpellier Capital Santé » permettra de représenter et promouvoir le territoire santé et les entreprises de Montpellier Méditerranée Métropole qui feront parties de la délégation emmenée par Eurobiomed.

En sus de la présence sur le salon il est proposé d'effectuer une mission exploratoire à Philadelphie et à proximité, à laquelle une délégation pourra se greffer (acteurs économiques de la Métropole et entreprises participantes au salon qui seraient disponibles). Ainsi des rendez-vous pourront être organisés hors du salon pour découvrir l'écosystème, en particulier biotech, de Philadelphie, et pour identifier les potentialités d'échanges économiques avec l'écosystème local.

A ce titre des visites institutionnelles mais également d'entreprises, d'incubateurs et d'accélérateurs pourront être envisagées. L'objectif est également de promouvoir le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole et ses entreprises santé en particulier.

Aussi, il est proposé la présence sur le salon d'un(e) technicien(ne) et pour la mission exploratoire d'un(e) élu(e) et un(e) technicien(ne).

Cette action entre dans le cadre du volet « Animation Montpellier Capital Santé » du Pacte Métropolitain d'Innovation.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 35 000 € TTC.

Ce montant sera affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : stand sur le salon, transport interne de la délégation pour les rencontres et visites mises en place par Montpellier Méditerranée Métropole, frais éventuels de traduction...etc, ainsi qu'aux frais de déplacement d'un(e) élu(e) et de deux techniciens(nes) et aux frais d'inscription au salon d'un(e) technicien(ne) de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires du 2 au 6 juin 2019 à Philadelphie à l'occasion du salon BIO International Convention,
- approuver la présence d'entreprises et autres acteurs économiques dans la délégation,
- approuver la participation d'un(e) élu(e) et de deux techniciens(nes) à la mission,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 35 000 € sur la base des frais réels,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81224-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Cité Intelligente - Chaire internationale sur les usages et les pratiques de la ville intelligente - Mission institutionnelle - Participation au workshop de lancement à Montréal du 21 au 26 mai 2019 - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est impliquée dans un processus de Cité intelligente depuis près de 10 ans, concomitamment à la labellisation EcoCité pour le projet « de Montpellier à la mer ». En partenariat avec les entreprises, les universités, les organismes de recherche et opérateurs d'État, Montpellier Méditerranée Métropole développe des solutions numériques pour améliorer les services et applications en direction de ses citoyens et usagers conformément aux orientations et principes fondateurs de la feuille de route adoptée par délibération n°13817 en date du 26 mai 2016.

La Cité intelligente renforce ainsi la dynamique d'innovation, notamment en matière d'adaptation au changement climatique et contribue activement au développement économique durable du territoire.

Dans ce contexte, l'École des Sciences de la Gestion (ESG) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), partenaire de la Ville de Montréal, et l'Institut Montpellier Management (IMM) de l'Université de Montpellier créent une « Chaire internationale sur les usages et les pratiques de la ville intelligente » qui a pour ambition d'être un pôle d'expertise transversal dédié à la description, l'explication et la prédiction des nouveaux usages de la ville intelligente « servicielle », connectée et durable. En effet, la vocation de cette chaire est de mieux comprendre et analyser les usages et pratiques des utilisateurs, citoyens et consommateurs dans des villes qui connaissent une profonde transformation numérique.

Par délibération n°M2019-35 du 31 janvier 2019, Montpellier Méditerranée Métropole est partenaire de cette Chaire qui réunit la Ville de Montréal, l'UQAM et l'IMM de l'Université de Montpellier ainsi que des industriels.

Le lancement officiel de cette chaire est programmé du 22 au 25 mai 2019 à Montréal au moment où se tiendra un événement majeur autour de l'innovation : « C2 Montréal ».

Ce workshop de lancement permettra de rencontrer les responsables de la Smart City de la Ville de Montréal, participer à des ateliers et tables rondes mais également de découvrir des projets locaux (ex : le quartier de l'innovation) et des start-up. Un point sur les avancées des recherches menées par la Chaire sera également programmé.

Il est donc proposé dans le cadre de ce réseau de partenariats d'effectuer une mission institutionnelle au Québec permettant de participer au workshop de lancement de la chaire et au « C2 Montréal », salon dédié à l'innovation.

Les objectifs de la mission sont les suivants :

- renforcer la visibilité de la Métropole sur les questions de Smart City,
- favoriser le rapprochement avec la Ville de Montréal,
- partager des expériences sur la Smart City avec la Ville de Montréal,
- contribuer à la connaissance du tissu québécois,
- participer à C2Montréal,
- découvrir l'écosystème de Montréal.

Cette mission s'inscrit dans la stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique que Montpellier Méditerranée Métropole conduit depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine, en Russie, aux Etats-Unis et au Canada et est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

La mission se déroulera du 21 au 26 mai 2019. Il est proposé la participation d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(e). Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 4 500 € TTC. La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels (principalement transport, hôtels, restauration, frais de visas...).

En conséquence il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission au Québec du 21 au 26 mai 2019,
- approuver la participation d'un(e) élu(e) et de un(e) technicien(e),
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 4 500 € TTC,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82247-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

FINANCES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR

Finances - Trophée des Leaders de la Finance 2019 - Déplacement à Paris - Remboursement des frais - Autorisation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont été sélectionnées pour participer à la 9^e édition du Trophée Leaders de la Finance, dans la catégorie « Direction financière du secteur public ». Ce trophée remis par le groupe Leaders League récompense les acteurs incontournables en matière financière dans le secteur public et le secteur privé.

Dans leur dossier commun de candidature la Ville de Montpellier et la Métropole ont mis en avant deux projets majeurs en matière financière : la mutualisation de la direction des finances et l'expérimentation de la certification des comptes de la Ville de Montpellier.

A la suite des délibérations du jury, la Ville de Montpellier et la Métropole ont été retenues pour participer au Sommet des Leaders de la Finance qui a eu lieu le jeudi 11 avril 2019 à Paris. Au cours de cette cérémonie ont été remis les trophées venant récompenser les lauréats retenus par les membres du jury.

Dans ce cadre, la Ville et la Métropole sont représentées par Monsieur Max Levita, premier Adjoint au Maire et Vice-Président de la Métropole et Monsieur Vincent Domeizel, directeur des finances de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est proposé de prendre en charge les frais de mission (déplacement, hébergement et repas) au réel, dans la limite de 1000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le déplacement de Monsieur Max Levita et de Monsieur Vincent Domeizel ;
- approuver la prise en charge des frais dans le cadre du Sommet des leaders de la Finance 2019, pour un montant maximal de 1000 euros ;
- dire que les crédits sont inscrits au Budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82141-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR

Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens du Département de l'Hérault nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et à la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs en pleine propriété vers la Métropole.

L'article 90 de la loi portant Nouvelle Organisation de la République (NOTRe) prévoit le transfert de la gestion de tout ou partie des routes départementales à la Métropole au 1er janvier 2017.

Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault ont délibéré en ce sens le 22 décembre 2016 par délibérations respectives n°14401 et n° AD/221217/H/1 en approuvant le transfert des routes départementales sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, relevant du schéma départemental.

Les longueurs des routes transférées sont de 400,8 km de routes départementales et 55,86 km de pistes cyclables comme indiqué dans la convention pour la gestion des voies limitrophes.

La présente délibération a pour objectif de transférer dans un premier temps les voiries en pleine propriété.

Les biens mobiliers et immobiliers concernant les autres compétences transférées feront l'objet d'une délibération ultérieure.

Il est précisé que :

- la valeur nette comptable des voiries transférées par le Département de l'Hérault s'établit à 254 928 759.60 € à la date du transfert.
- le transfert comptable du Département de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des voiries transférées en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le PV comptable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82503-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- pv comptable

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR

Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens mis initialement à disposition par la Commune du Montferrier-sur-Lez nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et à la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1er janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actif en pleine propriété vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibérations n°M2018-604 et M2018-700, le Conseil de Métropole a entériné le transfert en pleine propriété de :

- 8 957 789.66 € de biens transférés suite à la mise en place de la Métropole ;
- 508 794.22 € de subventions d'équipement reçues.

Il convient également d'entériner la valeur des biens initialement mis à disposition de la communauté d'agglomération de Montpellier et transférés en pleine propriété, par la commune de Montferrier-sur-lez, pour un montant de 3 221 267.28 €.

Ainsi, il est proposé de transférer et d'intégrer à l'actif de la Métropole les mises à disposition pour un montant de 3 221 267.28 €.

Il est précisé que le transfert comptable de la commune de Montferrier-sur-lez à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le PV comptable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82492-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- pv comptable
- annexe - biens mis initialement à disposition

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR

Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Commune de Saint Georges d'Orques nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et à la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs en pleine propriété vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2015 et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, les compétences suivantes :

- Espace public :
 - Voirie
 - Eclairage public
 - Espaces verts attenants à la voirie
 - Réseaux d'eau pluviale, de communications électroniques, d'électrification, de gaz, ...
- Nettoyement
- Défense contre l'incendie
- Aire d'accueil des gens du voyage
- PLU

Depuis le 1^{er} janvier 2018, et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du CGCT, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations » (GEMAPI).

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-5 du CGCT, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier utilisés pour l'exercice de ces compétences sont transférés à la Métropole en pleine propriété.

La présente délibération a pour objectif d'assurer l'ensemble des régularisations comptables nécessaires.

Toutefois une clause de revoyure est prévue au PV comptable annexé, afin de prendre en compte tout élément juridique qui nécessiterait un nouvel ajustement comptable.

Il est précisé que :

- La valeur nette comptable des biens transférés par la Commune de Saint Georges d'Orques s'établit à 13 180 263.66 € à la date du transfert. Elle se décompose de la façon suivante :
 - Biens transférés en pleine propriété suite à la mise en place de la Métropole pour 12 347 267.31 € ;
 - Biens initialement mis à disposition de la communauté d'agglomération de Montpellier et transférés en pleine propriété à la Métropole pour 832 996.35 € ;
- La valeur des subventions d'équipement reçues transférées s'établit à 28 219.65 € ;
- Le transfert comptable de la Commune de Saint Georges d'Orques à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le PV comptable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82497-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- pv comptable
- annexe 1 - biens transférés
- annexe 2 - subventions transférées

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR

Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens mis initialement à disposition par la Commune de Clapiers nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et à la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1er janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actif en pleine propriété vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération n°M2018-603 en date du 03 décembre 2018, le Conseil de Métropole a entériné le transfert en pleine propriété de :

- 12 558 165.19 € de biens transférés à la suite de la mise en place de la Métropole ;
- 464 490.76 € de subventions d'équipement reçues.

Il convient également d'entériner la valeur des biens initialement mis à disposition de la communauté d'agglomération de Montpellier et transférés en pleine propriété, par la commune de Clapiers, pour un montant de 1 571 856.43 €.

Ainsi, il est proposé de transférer et d'intégrer à l'actif de la Métropole les mises à disposition pour un montant de 1 571 856.43 €.

Il est précisé que le transfert comptable de la commune de Clapiers à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le PV comptable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-72080-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- pv comptable
- annexe 1 - biens transférés

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR

Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens du Syndicat Bérange Cadoule Salaison nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et à la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1er janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs en pleine propriété vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis le 1er janvier 2015 et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, les compétences suivantes :

- Espace public :
 - Voirie
 - Eclairage public
 - Espaces verts attenant à la voirie
 - Réseaux d'eau pluviale, de communications électroniques, d'électrification, de gaz, ...
- Nettoyement
- Défense contre l'incendie
- Aire d'accueil des gens du voyage
- PLU

Depuis le 1er janvier 2018, et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du CGCT, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence « gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations » (GEMAPI).

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-5 du CGCT, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier utilisés pour l'exercice de ces compétences sont transférés à la Métropole en pleine propriété.

La présente délibération a pour objectif d'assurer l'ensemble des régularisations comptables nécessaires.

Toutefois une clause de revoyure est prévue au PV comptable annexé, afin de prendre en compte tout élément juridique qui nécessiterait un nouvel ajustement comptable.

Il est précisé que :

- La valeur nette comptable des biens transférés par le Syndicat Bérange Cadoule Salaison s'établit à 459 230.38 € à la date du transfert. Elle se décompose de la façon suivante :
 - Biens transférés en pleine propriété suite à la mise en place de la Métropole pour 229 174.52 € ;
 - Biens initialement mis à disposition de la communauté d'agglomération de Montpellier et transférés en pleine propriété à la Métropole pour 230 055.86 € ;
- Le transfert comptable du Syndicat Bérange Cadoule Salaison à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le PV comptable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-68021-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- annexe 1
- annexe 2
- pv comptable

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR

Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Commune de Fabrègues nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Ajustement

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et à la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1er janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actif en pleine propriété vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération n°M2018-606 en date du 03 décembre 2018, le Conseil de Métropole a entériné le PV comptable de transfert d'actif de Fabrègues à la Métropole, pour un montant de 20 468 200.69 € de biens, 1 843 225.96 € de biens initialement mis à disposition et 354 947.60 € de subventions.

A la suite d'un échange entre la commune de Fabrègues et la Métropole, un ajustement s'avère nécessaire. Le montant arrêté conjointement s'élève à 18 726 050.75 € pour les biens et à 513 037.64 € pour les subventions. Le montant des biens mis initialement à disposition demeure inchangé.

Il est précisé que le transfert comptable de la commune de Fabrègues à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des subventions transférées en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le PV comptable modifié,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82480-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- pv comptable
- annexe 1 - biens transférés
- annexe 2 - biens finalement non transférés
- annexe 3 - subventions transférés
- annexe 4 - subventions finalement non transférées

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR

Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Commune de Murviel-lès-Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Ajustement

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et à la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1er janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actif en pleine propriété vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération en date du 21 décembre 2018, le Conseil de Métropole a entériné le transfert pour un montant de 3 896 676.99 € de biens et 357 874.86 € de subventions.

A la suite d'un échange entre la commune de Murviel-lès-Montpellier et la Métropole, un ajustement sur le montant des biens s'avère nécessaire. Le montant arrêté conjointement s'élève à 3 897 086.19 €, soit un complément de 409.20 €.

Il est précisé que le transfert comptable de la commune de Murviel-lès-Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le PV comptable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-72093-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- pv comptable
- annexe - transfert complémentaire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR

Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Commune de Montaud nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Ajustement

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et de la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1er janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actif en pleine propriété vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération n°M2018-373 en date du 19 juillet 2018, le Conseil de Métropole a entériné le transfert des biens pour un montant de 3 091 742.61 €.

A la suite d'un échange entre la commune de Montaud et la Métropole, un ajustement s'avère nécessaire. Le montant arrêté conjointement s'élève à 2 945 646.28 €.

Il est précisé que le transfert comptable de la commune de Montaud à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le PV comptable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-72088-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- pv comptable
- annexe - transferts

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR

Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Castelnau-le-Lez nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et à la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1er janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs en pleine propriété vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération en date du 21 décembre 2018, le Conseil de Métropole a entériné le transfert en pleine propriété de :

- 48 634 273,60 € de biens transférés à la suite de la mise en place de la Métropole ;
- 3 429 642,65 € de biens initialement mis à disposition de la Communauté d'agglomération.

Une clause de revoyure était prévue au PV comptable afin de prendre en compte tout élément nouveau qui nécessiterait un ajustement comptable.

A la suite d'un échange entre la commune de Castelnau-le-Lez et la Métropole, et considérant le fait que le PV comptable avait déjà été signé, un ajustement sur le montant des biens, par un avenant n°1, s'avère nécessaire. Le montant arrêté conjointement s'élève à 49 610 062,11 €, soit un complément de 975 788,51 €.

Il est précisé que le transfert comptable de la commune de Castelnau-le-Lez à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au PV comptable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82474-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PV comptable - Avenant n°1
- Tableau transfert complémentaire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Carole DONADA, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Joël VERA

Hors commission - Participation à l'appel à projets ' Capitale Européenne de l'Innovation '

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le concours de la « Capitale Européenne de l'Innovation » s'adresse aux villes ou intercommunalités de plus de 100 000 habitants situées dans les États membres de l'Union Européenne et les pays associés au programme « Horizon 2020 ». Le programme-cadre de recherche Horizon 2020 (2014-2020), regroupe dans un seul programme, les programmes de recherche et d'innovation européens. Les critères d'attribution – expérimenter, engager, développer, autonomiser – mettent l'accent sur le parti que les collectivités et intercommunalités tirent de l'innovation et des nouvelles technologies pour relever les défis sociétaux, pour engager largement les communautés locales dans le processus décisionnel et pour améliorer la qualité de vie de leurs citoyens. La première édition du concours a eu lieu en 2014. Parmi les lauréats des années précédentes, figurent notamment Barcelone (2014), Amsterdam (2016), Paris (2017) et Athènes (2018).

Une nouvelle édition du prix capitale européenne de l'innovation s'ouvre en 2019.

Les finalités attendues des projets proposés par les territoires sont de :

- Porter des solutions innovantes en réponse aux défis sociaux locaux,
- Intégrer ces solutions innovantes dans les politiques locales mises en œuvre sur le territoire, dans le processus de développement urbain,
- Faire participer les citoyens à l'élaboration de ces solutions et dans leur utilisation, au quotidien,
- Fournir des indicateurs et des impacts concrets de ces pratiques novatrices pour le territoire,
- Accroître l'attractivité du territoire en attirant de nouveaux talents, de nouvelles ressources, de nouveaux financements, des investissements, et devenir ainsi, un modèle pour d'autres villes.

Les lauréats bénéficient d'une visibilité internationale et d'un prix.

Premier prix : 1 000 000 €

Le gagnant est nommé « Capitale Européenne de l'Innovation 2019 » et reçoit un prix de 1 000 000 €. Ce prix est consacré à la promotion des pratiques novatrices du gagnant, à accroître sa visibilité internationale en tant que modèle pour l'innovation urbaine.

Par ailleurs, un classement des 5 premières villes ou intercommunalités portant des solutions innovantes, ayant les impacts les plus importants pour leur territoire leur permet de bénéficier d'une aide de 100 000 €.

Enfin, douze entités finalistes sont retenues, auxquelles il est donné l'occasion de présenter leurs solutions et leurs expériences à d'autres. De plus, les douze finalistes seront inclus dans le réseau des anciens lauréats de ce concours.

Montpellier Méditerranée Métropole apparaît bien positionnée pour répondre à ce type d'appel à projets, en faisant valoir sa stratégie d'innovation, adossée à une économie de la connaissance depuis les origines de l'Université.

Il est proposé de formaliser un acte de candidature sur le thème de « la Santé et le Bien-être ». En effet, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole possèdent un écosystème unique en matière hospitalière, universitaire, d'entreprises et de jeunes pousses spécialisées dans le domaine de la santé. En s'appuyant sur ces atouts et sur la qualité de vie reconnue du territoire, la Métropole souhaite, en collaboration avec les territoires voisins, lutter contre la désertification médicale en travaillant à une complémentarité renforcée entre le CHRU de Montpellier et les centres hospitaliers locaux. De nombreuses initiatives accompagnent l'adaptation à la perte d'autonomie et au vieillissement à travers le développement

de services ou la mise en œuvre d'aménités liées à la qualité du projet urbain. En parallèle, la Métropole s'engage en matière d'agroécologie et d'alimentation, notamment par la mise en place d'un système alimentaire plus durable au sein du territoire, avec comme objectif d'offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre.

La variété des initiatives développées sur le territoire dans ces champs de la santé et du bien-être, peut être mise en exergue dans une candidature valorisante pour le territoire et ses acteurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation à l'appel à projets lancé par la Commission Européenne H2020 « Capitale Européenne de l'Innovation 2019 »,
- solliciter les différents partenaires afin de construire une réponse adaptée,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81077-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Joël VERA

Hors commission - Stratégie pour le sol en milieu urbain - Attribution de subvention à l'Université Paul Valéry - Approbation

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agroécologique et d'alimentation durable autour de cinq finalités :

- Offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre ;
- Soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire ;
- Préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter face au changement climatique ;
- Favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

L'urbanisation des territoires a provoqué une perte d'interactions entre l'homme et la nature. C'est notamment le cas pour le sol, souvent profondément perturbé en ville et qui fournit pourtant de nombreux services écosystémiques, dont dépendent des activités vitales pour la société, comme l'agriculture.

Cette dernière pourrait participer à la mise en place de villes plus durables et résilientes aux changements globaux. Il apparaît donc nécessaire de mieux connaître les liens entre pratiques et sols pour participer à la transition écologique et solidaire et plus spécifiquement répondre à des enjeux sociétaux (reconnexion à la nature, lien social), environnementaux (lutte contre l'érosion de la biodiversité, contre le changement climatique) et scientifiques.

C'est un enjeu territorial en contexte méditerranéen, particulièrement sensible aux changements globaux.

Dans ce cadre, le développement d'une stratégie pour le sol en milieu urbain et péri-urbain est capital.

L'intérêt de la Métropole à intervenir dans un projet autour du sol se situe en effet à plusieurs niveaux :

- Au niveau planification et stratégie territoriale, dans la traduction du SCoT en PLUi, se pose la question du zonage pluvial et de la stratégie de reconstitution des sols notamment pour permettre une meilleure réponse à la perméabilité des sols et à la limitation du ruissellement : un sol de bonne qualité organique assure de meilleures performances à l'échelle des parcelles publiques et privées ;
- Au sein du Plan Climat, est questionné le rôle du sol dans le stockage carbone et dans l'amélioration de l'hygrométrie globale en période de réchauffement climatique ;
- Au cœur de la politique publique d'incitation à la transition agroécologique et au changement de pratiques, l'enjeu est de préserver les ressources en eau, air et sol. Il convient d'examiner l'impact sur le sol des pratiques agroécologiques / permaculture et de la limitation des intrants. Dans le déploiement de l'archipel des fermes ressources, l'incitation au changement de pratiques ne pourra se faire que sur la base de résultats concrets et localisés ;
- Enfin, en matière de biodiversité et de paysage, les pratiques qui préservent les sols améliorent de façon significative la biodiversité des milieux et des paysages urbains.

L'action proposée : le projet COFERTI

Le projet COFERTI vise à mieux connaître les sols des jardins collectifs urbains en tant que socio-écosystèmes, en articulant connaissances des perceptions et représentations des acteurs urbains utilisateurs de ces sols, et des propriétés bio-physico-chimiques des sols. Un focus sera réalisé sur la méthode des buttes de culture.

Ce projet de recherche-action propose une démarche originale de co-construction de l'action et des connaissances entre l'association Oasis Citadine, Montpellier Méditerranée Métropole et un consortium scientifique pluridisciplinaire constitué d'écologues du sol (Université Paul Valéry / UMR CEFÉ), de géographes et ethnologues (UMR Innovation / Equipe AgriCités).

Le projet repose sur trois axes :

1. Mobiliser des connaissances complémentaires sur les sols en co-expérimentant autour des pratiques agroécologiques en buttes ;
2. Analyser les sols suivant une grille pluridisciplinaire couplant biodiversité, physico-chimie et certains SE (régulation climatique et provision), et la perception des sols par les utilisateurs ;
3. Valoriser et diffuser auprès du grand public et des acteurs publics.

L'appel à projets CO³

Pour conduire ce projet estimé à 33 000 € sur l'année 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a répondu avec les partenaires précités à l'appel à projets « CO³. Co-Construction des Connaissances ».

Il s'agit d'un nouveau dispositif expérimental conçu par l'ADEME, Agropolis Fondation, la Fondation de France et la Fondation Charles Léopold Mayer qui vise à donner une place plus visible à la recherche participative dans l'espace public et à soutenir des projets de recherche favorisant la transition écologique et solidaire.

La recherche participative désigne une collaboration étroite entre chercheurs et société civile non marchande. Il s'agit d'identifier les bonnes pratiques et d'assurer leur diffusion au sein du territoire.

Le projet COFERTI est lauréat de l'appel à projets et peut ainsi bénéficier d'un co-financement de 15 000 €. Il est proposé de verser à l'Université Paul Valéry, coordinateur du projet, une subvention de 15 000 € en co-financement du projet.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du projet et de la convention de partenariat,
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 906,
- approuver le versement d'une subvention à l'Université Paul Valéry d'un montant de 15 000 €,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de partenariat, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Guy BARRAL, Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81549-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Joël VERA

Hors commission - Chambre Régionale des Comptes Occitanie - SAEML Montpellier Events - Rapport d'observations définitives

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Chambre Régionale des Comptes Occitanie a récemment transmis, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le rapport d'observations définitives concernant le contrôle des comptes et la gestion de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au cours des exercices 2013 à 2018. Ce rapport est accompagné des réponses reçues par la Chambre dans le délai prévu à l'article L.243-5 du Code des juridictions financières.

En application de l'article L.243-6 du Code des juridictions financières, ce rapport a fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 18 avril 2019, a été joint à la convocation adressée à chacun de ses membres, et doit donner lieu à débat en séance.

Sur proposition du Président, un débat a lieu en séance.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du débat relatif au rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie sur le contrôle des comptes et de la gestion de la SAEML MONTPELLIER EVENTS pour les exercices 2013 à 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le Conseil prend acte.

Ne prennent pas part au débat : 2 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-83227-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRC Montpellier Events ROD2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Laurent JAOU, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Joël VERA

Hors commission - Domaine d'Ô - Régularisation des autorisations d'urbanisme relatives aux constructions appartenant à l'EPIC du Domaine d'Ô et à l'association Balthazar - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

En application des dispositions de la loi NOTRe, et par convention en date du 23 décembre 2016, le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole ont défini le transfert au 1^{er} janvier 2018 de la compétence « Culture » comme la mise à disposition de la Métropole des équipements culturels dédiés aux spectacles vivants situés dans la partie nord du Domaine d'Ô.

Conformément à la convention de transfert susvisée et au Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole dispose par conséquent depuis cette date de l'ensemble des droits et obligations du propriétaire sur la partie du site mise à sa disposition pour l'exercice de la compétence transférée.

A la suite à ce transfert, a été constatée par les services de la Métropole l'absence d'autorisation d'urbanisme pour un certain nombre de constructions présentes sur le site et appartenant à l'EPIC du Domaine d'Ô (bâtiments modulaires, bungalows et chapiteau de 96m² de surface) et à l'association Balthazar (chapiteau rond de 18 mètres de diamètre).

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole a donc sollicité les propriétaires de ces constructions, afin qu'ils régularisent cette situation par la demande des autorisations d'urbanisme nécessaires.

Ces demandes ont été déposées auprès des services compétents de la Ville de Montpellier et ont obtenu un avis favorable de Madame l'Architecte des Bâtiments de France et des commissions de sécurité et d'accessibilité pour les Etablissements Recevant du Public. Les permis de construire afférents ont par conséquent pu être délivrés et la situation juridique de ces constructions régularisée.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la démarche de régularisation des autorisations d'urbanisme nécessaires pour les constructions présentes sur la partie nord du site du Domaine d'Ô et appartenant à l'EPIC du Domaine d'Ô et à l'association Balthazar,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 18 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

Mme Lorraine ACQUIER, M. Jean-Marc ALAUZET, M. Thierry BREYSSE, Mme Rosy BUONO, M. Renaud CALVAT, Mme Perla DANAN, Mme Véronique DEMON, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, Mme Eliane LLORET, Mme Caroline NAVARRE, M. Eric PENSO, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-83900-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Laurent JAOU, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Joël VERA

Hors commission - Attribution des sous-concessions de plages sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

La commune de Villeneuve-lès-Maguelone s'est vu confier, par l'Etat, par arrêté préfectoral n°DDTP34 – 2013 – 01 – 02857, la concession de la gestion du domaine maritime de sa plage naturelle. Cette concession est échue depuis le 31 décembre 2017.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dispose dans son article 2, alinéa I-6-k, que la Métropole est l'autorité concessionnaire de l'Etat, en lieu et place des communes, pour les plages, dans les conditions prévues à l'article L. 2124-4 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Après avis de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, la Métropole a lancé une nouvelle procédure de demande de concession en juin 2016 (délibération n°13965). Le dossier définitif a été enregistré par les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) le 10 février 2017 et a été soumis le 6 juillet 2017, après instruction des différents services concernés, à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, qui a émis un avis favorable sous réserve de la prise en compte, avant l'enquête publique, de deux observations mineures qui ont été levées.

Par délibération n°15082 du 28 décembre 2017, la Métropole a sollicité l'Etat pour la prorogation d'un an de la concession de plage et de la délégation de service public des lots de plage afférents, en application de l'article L.1411-2 du Code général des collectivités territoriales.

Par arrêté préfectoral n°DDTM34-2018-09226, les services de l'Etat ont acté la prorogation d'un an à Montpellier Méditerranée Métropole de la concession des plages naturelles situées sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

En mars 2018, les intempéries accompagnées de submersion marines exceptionnelles ont notablement modifié le trait de côte sur le secteur du Pilou, ce qui a conduit la Métropole à reprendre le dossier de concession en repositionnant les lots sur ce secteur.

L'enquête publique relative au projet d'attribution par l'Etat à la Métropole de concession des plages naturelles de Villeneuve-lès-Maguelone s'est déroulée du 3 décembre 2018 au 4 janvier 2019 conformément à l'arrêté préfectoral n°2018-1-1191. Le procès-verbal du Commissaire Enquêteur, faisant suite, ne fait l'objet d'aucune opposition.

Parallèlement à cette enquête publique, la Métropole a lancé une consultation pour l'attribution de conventions d'exploitation de ces plages en délégation de service public.

Toutefois cette procédure a dû être abandonnée, la Métropole n'étant pas en capacité de confier l'exploitation de ces plages tant qu'elle n'a pas, elle-même, été titrée par l'Etat.

La tardiveté de l'arrêté Préfectoral concédant l'exploitation de ces plages ne permet plus à la Métropole de lancer dans des conditions normales la procédure de délégation telle que prévue par le code général des collectivités territoriales avant le début de la période estivale 2019.

Dans cette situation d'urgence, afin de permettre la continuité du service public balnéaire et après avis des services de l'Etat, il vous est proposé de contractualiser pour cette saison avec les exploitants en place en application de l'article L3121-2 du code de la commande publique, ceci tout en préparant les conditions d'une procédure de délégation de service public pour les saisons suivantes.

A ce titre, il est proposé que :

Le lot n°1, situé sur la plage du Prévost, ayant comme activité principale la location de matériels de plage et comme activité accessoire la restauration froide ou chaude, soit attribué à la SARL LOISIRS D'ETE.

Surface du lot n°1 : 1 000 m² avec la répartition suivante :

- Surface réservée aux activités balnéaires : 800 m²,
- Surface réservée aux terrasses (couvertes ou pas) : 200 m²

L'exploitant s'acquittera, envers le concessionnaire, d'une redevance d'un montant de 12 400 euros au titre de l'année 2019 payable en deux échéances d'un montant identique.

Le lot n°2, situé sur la plage du Prévost, ayant comme activité principale la location d'engins de plage motorisés ou pas, et de sports nautiques au-delà de la bande des 300 m, soit attribué à la société JET7 LOCATION.

Surface du lot n°2 : 300 m² avec la répartition suivante :

- Surface réservée aux activités balnéaires : 279 m²,
- Surface réservée aux terrasses (couvertes ou pas) : 21 m².

L'exploitant s'acquittera, envers le concessionnaire, d'une redevance d'un montant de 10 270 euros au titre de l'année 2019 payable en deux échéances d'un montant identique.

Le lot n°3, situé sur la plage du Pilou, ayant comme activité principale la location de matériels avec engins nautiques non motorisés, soit attribué à l'association Plage Maguelone.

Surface du lot n°3 : 750 m² avec la répartition suivante :

- Surface réservée aux activités balnéaires : 600 m² ;
Dont surface de bâti clos et fermé uniquement réservé au rangement du matériel de l'activité balnéaire : 12 m² ;
- Surface réservée aux terrasses (couvertes ou pas) : 150 m² ;
Dont surface de bâti clos et fermé : 88 m².

L'exploitant s'acquittera, envers le concessionnaire, d'une redevance d'un montant de 300 euros au titre de l'année 2019.

Par conséquent, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature des conventions, dès que la Métropole aura été titrée par l'Etat,
- approuver l'attribution des lots 1, 2 et 3 des sous-concessions de plage pour la saison estivale 2019 dans les conditions fixées ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82712-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION EXPLOITATION PLAGE LOT 1.docx
- CONVENTION EXPLOITATION PLAGE LOT 2.docx
- CONVENTION EXPLOITATION PLAGE LOT 3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Laurent JAOUL, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Joël VERA

Hors commission - Déviation Est de Montpellier (DEM) - Convention de partenariat - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le contournement de Montpellier constitué à terme par l'actuelle A709, la R65, le Contournement Ouest de Montpellier (COM) et la Déviation Est de Montpellier (DEM), revêt dans son ensemble un intérêt tout particulier pour les échanges entre communes et territoires, sans toutefois se limiter à un projet routier.

Le contournement sera également mis à profit pour organiser une couronne de Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM) permettant de capter les flux automobiles et de favoriser les transferts modaux vers les lignes de transport en commun, notamment au niveau des pôles d'échanges métropolitains. La stratégie de mobilité qui en découle doit permettre d'apaiser les quartiers de la ville-centre et des communes de la première couronne. En outre, l'excellence de l'accessibilité multimodale des pôles d'échanges métropolitains conduira à y développer des programmes urbains stratégiques, intenses et multifonctionnels. En particulier ces espaces seront les localisations préférentielles des polarités urbaines mixtes, économiques, voire commerciales et des équipements et services collectifs.

Le contournement s'affirme aussi comme le support structurant du grand projet de territoire, alternant séquences urbaines et paysagères. Son aménagement doit permettre d'assurer une transition urbaine et fonctionnelle entre le Cœur de Métropole et les villes et villages du grand territoire héraultais.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la réalisation de la dernière section de la Déviation Est de Montpellier, qui constitue un maillon essentiel du contournement routier de Montpellier. Outre sa fonction de contournement, elle permettra d'améliorer les accès aux quartiers du Millénaire et de Eureka à Montpellier et à Castelnau-le-Lez, au PEM de Sablassou sur cette dernière et aux villes du Crès et de Vendargues.

De ce fait, l'agglomération de Montpellier, puis Montpellier Méditerranée Métropole se sont clairement prononcées, de manière constante, en faveur de la réalisation de la DEM, en l'inscrivant au SCoT approuvé en 2006, au Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé en 2010 et la réaffirmant dans le projet de révision de SCoT arrêté en juillet 2018.

En 2007, l'État a transféré les routes nationales d'intérêt local aux Départements. À cette occasion, la DEM est passée sous maîtrise d'ouvrage du Département de l'Hérault. Ainsi, la section comprise entre la RM613 et le boulevard Philippe Lamour a été mise en service en décembre 2008. La deuxième section de la DEM, entre le boulevard Philippe Lamour et l'autoroute A709 (ex A9), reste à réaliser.

Cette section de la DEM étant située au moins pour moitié en dehors du périmètre de la Métropole, la convention de transfert de compétence en application de l'article 90 de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République en date du 22 décembre 2016 précise que le Département conserve la maîtrise d'ouvrage de la DEM en projet.

Conformément au Contrat de Plan État Région - Languedoc Roussillon - 2015/2020, signé le 20 juillet 2015, la Région Occitanie et la Métropole Montpellier Méditerranée offrent leur concours financier au Département.

À ce stade, l'estimation prévisionnelle des études et travaux est de 63 000 000 € HT. Le financement des études et des acquisitions foncières sera assuré pour un montant global de 1 960 000 € HT avec les participations à part égale de la Région Occitanie d'un montant de 653 333 € (1/3) et de Montpellier Méditerranée Métropole pour 653 333 € (1/3).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à la réalisation des études et acquisitions foncières préalables à la réalisation de la Déviation Est de Montpellier entre le Boulevard Philippe Lamour et l'autoroute A709 ;
- autoriser le financement des études et acquisitions foncières ;
- approuver le projet de convention relative aux modalités de participation financière entre le Département de l'Hérault, la Région Occitanie, et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser le versement de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole d'un montant de 653 333 € net de taxe ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer ladite convention et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-83921-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention financière

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Laurent JAOU, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Joël VERA

Hors commission - Requalification du secteur d'activités économique "Lauze - Dassault" - Commune de Saint Jean de Védas - Prise en considération d'un projet d'aménagement et délimitation des terrains affectés à ce projet - Approbation - Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

La Zone Industrielle de la Lauze, créée par le District de Montpellier dans les années 60, s'est vu adjoindre dans les années 80/90, le parc d'activités économiques Marcel Dassault, qui a fait l'objet, par la suite, d'une première extension. Sur environ 80 hectares, cet ensemble accueille environ 170 entreprises dédiées principalement aux activités productives (industries, artisanat), au négoce et à la logistique. Près de 2 000 emplois y ont été créés.

Alors que de nouvelles extensions sont prévues (Marcel Dassault 2^{ème} extension et Lauze Est), ces parcs d'activités existants apparaissent comme vieillissants. Ce secteur mérite d'être réinvesti en tenant compte des récentes évolutions en matière d'infrastructure (possibilité de raccordement sur l'A709, impact des projets de Contournement Ouest de Montpellier et de Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan).

Aussi, un mandat d'étude et de travaux pour le réinvestissement urbain de ce parc d'activités a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) le 28 juin 2018. Après une phase de diagnostic, ce mandat s'attachera non seulement à rénover et adapter les infrastructures aux besoins actuels (voiries, réseaux, cheminements doux, stationnement, plantations, fibre optique, ...), mais également à améliorer l'environnement urbain et paysagers des entreprises et des usagers de la zone, encourager la densification du tissu économique existant et de limitation de l'étalement urbain conformément aux objectifs du projet de SCoT arrêté par délibération du Conseil de Métropole du 18 juillet 2018, et favoriser l'implantation de nouveaux services urbains.

Pour garantir l'atteinte de ces objectifs, il convient de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution de ce secteur. L'article L.424-1 3° du Code de l'urbanisme dispose que lorsque des travaux, constructions ou installations sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation d'une opération d'aménagement, un sursis à statuer peut être opposé aux demandes de permis de construire ou de déclaration préalable, dès lors que le projet d'aménagement a été pris en considération et que les terrains affectés par ce projet ont été délimités. Aussi, il est proposé de prendre en considération le projet lié au réinvestissement du secteur « Lauze – Dassault » et d'en délimiter le périmètre d'étude.

Ce périmètre d'étude sera reporté sur les documents graphiques du Plan Local d'Urbanisme et la Métropole sera consultée sur toute demande d'occupation ou d'utilisation du sol comprise dans le périmètre d'études. Le périmètre d'étude est délimité suivant le plan joint en annexe de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au conseil de bien vouloir :

- prendre en considération la mise à l'étude d'un projet d'aménagement pour le réinvestissement du secteur d'activités existant « Lauze – Dassault » situé sur la commune de Saint Jean de Védas,
- approuver la délimitation des terrains concernés par ce projet d'aménagement, suivant le plan annexé à la présente délibération,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Carole DONADA, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81918-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan périmètre d'étude

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Laurent JAOU, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Joël VERA

Hors commission - Frais de déplacements en Europe et à l'International des agents de la Direction Innovation Politiques Contractuelles et Système d'Information Géographique (DICOsig) de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La mobilisation de financements multiples, pour assurer le développement des projets de la Métropole (Contrat de Plan État Région, Fonds Européens, Programmes Investissements d'Avenir, ADEME, CDC...), fait partie des missions de la Direction Innovation, Politiques Contractuelles, Système d'Information Géographique (DICOsig), en lien également avec la Cité Intelligente, créée par la délibération n° 15018 du 27 novembre 2017.

La Direction doit notamment mobiliser les financements européens et contractuels de veilles, de prises de contact et d'échanges, auprès de la Commission Européenne, des Ministères, des administrations déconcentrées de l'État et de la Région, pour les fonds européens délégués.

Par ailleurs, certains programmes (Interreg, H20-20, Life...) imposant de mener les projets en coopération européenne, voire internationale (Interreg - Euromed...), l'identification, la mise en place et le suivi des partenaires à l'échelle européenne devient de plus en plus incontournable.

Aussi, pour mener à bien ses missions, la DICOsig est amenée à participer à des réunions au sein de plusieurs villes et capitales européennes. Ces déplacements suscitent des frais de transports, d'hébergement et de repas pour les agents. Ils font systématiquement l'objet de compte rendus de mission.

Le montant prévisionnel dédié à ces déplacements est prévu au budget 2019 et est évalué à 5 000 € sur l'année 2019.

Il est proposé d'autoriser ces déplacements et la prise en charge des frais afférents prévus au budget de la Métropole, sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser pour les besoins de services de la DICOsig, les déplacements des agents à l'échelle européenne et internationale ainsi que la prise en charge des frais réels des aspects logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception -- Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-80269-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Laurent JAOU, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Carole DONADA, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Joël VERA

Hors commission - Représentations - Organismes internes et externes - Désignations et actualisations

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Il est nécessaire d'actualiser la représentation de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'organisme suivant :

Association IDATE DIGIWORLD :

IDATE DigiWorld, l'un des instituts européens les plus renommés sur l'économie numérique, est spécialisé sur les marchés télécoms, Internet, médias et territoires numériques. A la suite du renouvellement du Conseil d'administration et de la modification des statuts de cette instance, il convient de désigner un élu représentant.

Le Président propose la candidature de Madame Chantal MARION.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- désigner Madame Chantal MARION comme représentante de la Métropole et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-80629-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Audrey LLEDO, Yvon PELLET

Hors commission - Participation de Montpellier Méditerranée Métropole à la souscription nationale pour la reconstruction de la cathédrale Notre-Dame de Paris - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le 15 avril dernier, un terrible incendie ravageait une partie substantielle de la cathédrale Notre-Dame, notamment l'immense « forêt » de sa charpente et sa flèche culminant à 93 mètres du sol, à la grande émotion de millions de Français, de fidèles et d'amoureux du patrimoine mondial.

Monument le plus visité de France et d'Europe (14 millions de visiteurs annuels) et figure emblématique du paysage quotidien des Parisiens, Notre-Dame de Paris est un symbole de tolérance, un lieu de civilisation qui a traversé les siècles et les aléas politiques de l'Histoire.

Le Président de la République a annoncé sa volonté de rebâtir la cathédrale, ainsi que le lancement à cet effet d'une souscription nationale.

Montpellier Méditerranée Métropole appuie entièrement cette volonté de reconstruction d'un des fleurons du patrimoine mondial, pour permettre sa transmission aux générations futures. Elle s'associe également à l'objectif affiché par les acteurs patrimoniaux français et mondiaux de faire de ce nouveau chantier un lieu de conservation, d'apprentissage et d'enseignement de techniques et de métiers.

La souscription nationale pour la reconstruction de Notre-Dame a été prise en charge par la Fondation du Patrimoine. Créée par la loi du 2 juillet 1996 et reconnue d'utilité publique en 1997, la Fondation du patrimoine a pour sa mission la sauvegarde et la valorisation du patrimoine. Elle aide à ce jour plus de 2 100 projets, et peut lancer dans ce cadre des souscriptions, mobiliser le mécénat populaire en faveur de projets de sauvegarde du patrimoine public ou associatif.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que Montpellier Méditerranée Métropole est solidaire de l'Etat, des collectivités touchées et des acteurs de la conservation du patrimoine dans cette tragédie à l'ampleur sans précédent pour le patrimoine français ;
- s'associer, par le versement d'une participation financière d'un montant de 100 000 euros, à la campagne de dons centralisée par la Fondation du Patrimoine pour la reconstruction de la cathédrale Notre-Dame de Paris, après concertation avec les Maires de la Métropole ;
- autoriser le prélèvement de cette somme sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-84988-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Titina DASYLVA, Thierry DEWINTRE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Yvon PELLET

Hors commission - Procès-verbal de la séance du 22 mars 2019 - Adoption

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le procès-verbal est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le procès-verbal de la séance du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 22 mars 2019 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-85138-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PV_Conseil_22.03.19.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

LOGEMENT



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

Logement - Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Avenants aux conventions signées avec l'État et l'Agence Nationale de l'Habitat pour l'année 2019 - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, Montpellier Méditerranée Métropole, s'est vue déléguer par l'Etat pour une durée de 6 ans (2016-2021), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole a signé, le 30 mai 2016, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé. Ces conventions prévoient qu'un avenant précise chaque année la dotation de crédits effectivement allouée à Montpellier Méditerranée Métropole, au regard des objectifs de réalisation prévus.

Les aides à la réalisation de logements sociaux

L'avenant n°6 à la convention principale de délégation de compétence signée avec l'Etat, fixe pour 2019 un objectif de 2 341 logements locatifs sociaux à financer au regard des projets recensés par la Métropole auprès des opérateurs, dont la répartition par catégories de financement est la suivante :

Types de financement	Rappel objectifs PLH 2013-2018	Rappel prévisions 2018 délégation	Réalisé 2018	Objectifs PLH 2019-2024 arrêté le 21/02/19	Objectifs 2019 délégation
PLAI	450	444	607	environ 635	853
PLUS	800	867	658	environ 840	1076
PLS ordinaires	250	224	204	environ 375	261
PLS spécifiques		252	219		151
TOTAL	1500	1 787	1 688	entre 1770 et 1935	2341

Les objectifs PLUS/PLAI s'élèvent ainsi à 1 929, dont 853 PLAI se décomposant en 604 logements familiaux et 249 logements d'insertion réalisés en structures collectives de type résidences sociales et d'hébergement d'urgence. L'Etat délègue par ailleurs à Montpellier Méditerranée Métropole un contingent de 261 agréments PLS « ordinaires », ainsi que de 151 PLS « spécifiques » permettant de financer la création d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) et d'une résidence autonomie (ex : logements-foyers pour personnes âgées non dépendantes).

Pour atteindre ces objectifs, le montant global des crédits mobilisables par Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 7 055 800 €, dont 1 014 000 € de « bonus » destinés à la production de logements sociaux dans les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU et de logements d'insertion en structures collectives pour des personnes défavorisées. Du fait de l'augmentation de la programmation de logements en PLAI, cette dotation est en hausse de 79% par rapport à 2018.

Les enveloppes d'aide de l'Etat ont été établies sur la base d'un taux de 35% de logements financés en PLAI familiaux par opération (parmi les PLUS/PLAI), conformément aux orientations du plan « Logement d'abord » de la Métropole. En conséquence, il est proposé de maintenir le montant du forfait de base pour le PLAI à 7 800 € sur toutes les communes de la Métropole et celui du PLUS à 0 €.

Afin d'encourager le dépôt des dossiers au cours du 1er semestre, il est également proposé de mettre en place un « bonus » de 1 000 € pour les 175 premiers logements PLAI familiaux ayant fait l'objet d'un dépôt de dossier complet avant le 30 juin 2019.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, quant à elle, à mobiliser pour 2019, sur ses fonds propres, un budget global de 2,1 M € afin de participer à la mise en œuvre de ces objectifs.

Les aides à la rénovation de l'habitat privé

L'avenant n°5 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir avec l'ANAH fixe pour 2019 un objectif de 275 logements à réhabiliter, dont 32 locatifs à loyer maîtrisé, 243 occupés par des propriétaires aux ressources modestes et trois copropriétés dégradées à rénover représentant 20 lots d'habitation. Il prévoit par ailleurs un objectif de 25 logements à loyer maîtrisé, loués dans le cadre du dispositif d'intermédiation locative, avec ou sans la réalisation de travaux.

S'agissant des propriétaires occupants modestes, les priorités de l'ANAH se traduisent par les objectifs qualitatifs suivants :

- lutte contre l'habitat indigne et très dégradé : 5 logements ;
- lutte contre la précarité énergétique : 165 logements ciblés par le programme national « Habiter Mieux » (amélioration d'au moins 25% de la performance énergétique du logement) ;
- adaptation du logement à la perte d'autonomie liée au handicap ou au vieillissement : 73 logements.

Le montant des droits à engagement mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole par l'ANAH, pour la rénovation de l'habitat privé, est fixé à 2 657 219 €. Celui-ci est constitué d'une réserve de 197 400 € dédiée aux copropriétés dégradées dont les fonds seront débloqués au fur et à mesure du dépôt des demandes de subventions auprès des services de la Métropole. La dotation 2019 de l'ANAH, en baisse de 34 % par rapport à l'enveloppe consommée en 2017, pourra faire l'objet d'une révision à mi-parcours.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mobiliser pour 2019, sur ses fonds propres, un budget global de 1,1 M € afin de faciliter la réalisation de ces objectifs.

L'avenant à la convention de gestion des aides de l'ANAH précise, en outre, les règles locales de recevabilité et d'octroi des aides de l'Agence applicables pour l'année 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°6 à la convention principale de délégation d'attribution des aides à la pierre à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat ;
- approuver le projet d'avenant n°5 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de l'Habitat ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer ces avenants, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82563-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant 5 Métropole-ANAH 2019.docx

- PROJET avenant 6 Métropole-Etat_2019.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

Logement - Mise en œuvre de la délégation de compétence de l'État d'attribution des aides à la pierre - Approbation de la programmation du logement social public pour l'année 2019

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire de la compétence d'attribution des aides à la pierre pour une période de 6 ans (2016-2021), établit chaque année, en concertation avec les communes et les opérateurs concernés, la programmation des logements sociaux susceptibles d'être financés.

Faisant suite à un exercice 2018 comptabilisant 1688 logements locatifs sociaux financés, ainsi que 35 logements en location-accession et 122 logements locatifs intermédiaires agréés par Montpellier Méditerranée Métropole, les prévisions de financement pour 2019 s'établissent en nette hausse à 2304 logements locatifs sociaux, à rapporter à l'objectif du PLH 2019-2024 arrêté le 21 février dernier, de réaliser entre 1770 et 1935 logements locatifs sociaux par an :

- 1878 logements locatifs sociaux familiaux se répartissent en 1123 Prêts locatifs à Usage Social (PLUS) (49% du total pour 45% prévus au nouveau PLH), 610 Prêts Locatifs Aidés d'Intégration (PLAI) (26 % pour 25 % minimum prévus au PLH) et 145 Prêts Locatifs Sociaux (PLS) (6% pour 8% maximum prévus au PLH) ;
- 249 logements locatifs sociaux d'insertion en structures collectives seront financés en PLAI soit 11 % du total pour 10 % prévu au PLH ;
- 177 logements financés en PLS correspondent à des logements sociaux étudiants ou des logements-foyers destinés à des personnes âgées autonomes ou dépendantes, soit 8% du total pour 13% envisagé par le PLH.

Dans le contexte de réformes qui impactent l'environnement fiscal et économique de la production de logement sociaux (baisse des APL compensée par une réduction de loyer des bailleurs sociaux notamment), ces bons chiffres peuvent surprendre mais s'expliquent en partie par l'achèvement fin 2019 de la période triennale à l'issue de laquelle l'Etat s'assurera du respect des obligations des lois SRU / « Duflot » au risque d'un constat de carence et de pénalités financières pour les communes concernées.

S'y ajoutent 39 logements à financer en Prêts Sociaux de Location Accession (PSLA), très inférieurs aux prévisions du nouveau PLH, ainsi que 82 logements locatifs intermédiaires. Pour rappel, le PSLA est désormais décompté au titre de l'article 55 de la loi SRU, pendant une durée de 5 ans à compter de la levée d'option par le locataire-accédant.

Les 249 logements locatifs sociaux d'insertion PLAI programmés permettront la création à Montpellier d'une résidence sociale généraliste de 200 places et d'un centre d'hébergement d'urgence de 49 places. Les 177 logements spécifiques PLS financeront la réalisation de 50 logements étudiants à Montpellier, ainsi que d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) de 72 places à Cournonterral (relocalisation-extension d'un établissement existant), et d'une résidence autonomie de 55 places à Montpellier.

La production sociale globale se répartit spatialement à 46% pour la Ville de Montpellier et 54% pour les 30 communes périphériques. Les opérations recensées concernent ainsi 23 communes de Montpellier Méditerranée Métropole en 2019.

Le tableau annexé à la présente délibération détaille les projets de logements proposés pour être financés en 2019, sous réserve des dotations qui seront déléguées par l'Etat à la Métropole.

Cette programmation sera notifiée à l'ensemble des maîtres d'ouvrages concernés, dès son approbation par le Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la programmation du logement social pour l'année 2019, dont le détail figure dans le tableau joint à la présente délibération ;
- dire que les crédits prévus à cet effet sont inscrits pour partie au budget 2019, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer les décisions d'attribution de subventions et d'agréments des opérations de logements aidés, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

M. Renaud CALVAT, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Véronique DEMON, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Yvon PELLET, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEUS.

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82473-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe programmation 2019_10.04.19.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

Logement - Intervention de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur du logement social - Garanties d'emprunts - Règlement intérieur - Délibération n°13266 du 30 septembre 2015 - Modification

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Par délibérations n°11747 du 25 juillet 2013 et n°13266 du 30 septembre 2015, le Conseil a adopté un règlement intérieur en matière de garanties d'emprunts contractés par les opérateurs de logements aidés pour financer leurs projets. Celui-ci a pour objet de permettre la réalisation des opérations concourant aux objectifs de production du Programme Local de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, en complémentarité avec les garanties accordées par le Département de l'Hérault.

Afin de soutenir les initiatives d'habitat solidaire, il est proposé d'étendre la garantie de la Métropole aux sociétés adossées à une coopérative d'habitants s'agissant des types d'emprunteurs éligibles.

Pour rappel, l'habitat coopératif permet aux citoyens de faire face à la tension du marché en concevant, de manière participative ou non, un projet de logements autour de considérations sociales, écologiques et économiques. La propriété est partagée collectivement par le biais de la coopérative qui possède l'immeuble. Les habitants détiennent quant à eux des parts sociales de la coopérative.

Sous réserve du respect des plafonds de ressources règlementaires par les coopérateurs occupants, ce type d'opération peut être financée au moyen d'un financement en Prêt Locatif Social (PLS).

Par ailleurs, il est proposé de permettre la garantie de 50% à 100% des emprunts pour la réalisation d'Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD), dès lors que le Département de l'Hérault intervient au maximum à hauteur de 50% pour ce type de structure habilitées à l'aide sociale départementale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'ajustement des règles d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de garantie des emprunts relatifs aux opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements sociaux et d'accession-location ;
- approuver le projet de règlement intérieur modifié,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82570-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- reglement_intervGE_MMM_2019.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

Logement - Construction de 31 logements sociaux à Montpellier et Saint Jean de Védas - Attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de deux opérations de construction prenant place dans les communes de Montpellier et Saint Jean de Védas, totalisant 31 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 3 700 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des deux opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

Opération	« Néo » Rue de l'Agathois Montpellier Zone 2	« Les Jardins d'Eden » Rue des Coteaux Saint Jean de Védas Zone 2
Caractéristiques : Promoteur si VEFA Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	- Serrado Collectif 1 792,80 m² 25 LLS 16 PLUS / 9 PLAI 6 T2, 7 T3, 12 T4	REAL IMMO Théodora Soumet Individuel groupé 584,32 m² 6 LLS 4 PLUS / 2 PLAI 6 T4
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Prêt CDC Participation Montpellier Méditerranée Métropole	3 709 467 € 78 300 € 55 500 € 3 483 167 € 92 500 €	1 254 046 € 15 600 € 6 000 € 1 210 246 € 22 200 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à ACM Habitat de 92 500 € pour la construction de 25 logements locatifs sociaux, résidence « Néo », rue de l'Agathois à Montpellier ;
- apporter une subvention à ACM Habitat de 22 200 € pour la réalisation de 6 logements locatifs sociaux, résidence « Les Jardins d'Eden », rue des Coteaux à Saint Jean de Védas ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81509-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_Subv_ACM_Jardins_d_Eden_St_Jean
- Néo_Conv_Subv_ACM_Néo_Montpellier.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

Logement - Construction de 726 logements sociaux - Garantie globale des emprunts mobilisés par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements sociaux réalisées par les organismes habilités, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L.5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Par délibération n°14168 du 25 octobre 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la contractualisation globale des prêts signés par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat), avec la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), entre le 30 novembre 2016 au 31 mai 2018. Cet accord a concerné 13 opérations, représentant 534 logements, pour un montant total d'emprunt de 54 251 722 €, garanti à hauteur de 100% par Montpellier Méditerranée Métropole.

Sur la base du plan d'affaires d'ACM Habitat couvrant la période du 15 mars 2019 au 15 septembre 2020, la CDC et le bailleur ont décidé de conclure une nouvelle lettre d'offre globale, regroupant l'ensemble des financements qui seront apportés par la Caisse des Dépôts et Consignation à l'organisme durant cette période. Celle-ci concerne la réalisation de 25 opérations prenant place dans les communes de Castries, Clapiers, Courmonterral, Montpellier et Saint Jean de Védas, dont la liste prévisionnelle est annexée à la présente délibération, représentant 726 logements locatifs sociaux. Elle fait état de prêts pour un montant maximum de 92 506 410 €.

Dans ce cadre, la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est proposée à hauteur de 100% des emprunts à contracter par ACM Habitat auprès de la CDC, pour la durée totale des prêts, soit 40 ans pour les prêts PLUS et PLAI construction, sans période de préfinancement. La garantie est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par ACM Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Aussi, sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à ACM Habitat, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Les caractéristiques précises des prêts consentis par la CDC dans la cadre de la lettre d'offre sont annexées à la présente délibération. Le taux d'intérêt et de progressivité des prêts sont susceptibles d'évoluer en fonction de la variation du taux du livret A. Chaque contrat de prêt à intervenir entre ACM Habitat et la CDC dans le cadre de la lettre d'offre, devra être préalablement soumis pour avis à Montpellier Méditerranée Métropole, à qui il sera ensuite adressé copie dudit contrat signé.

ACM Habitat et la CDC pourront être amenés à modifier à la marge les opérations financées, ainsi que les montants versés, toujours à la baisse. Dans cette hypothèse, une nouvelle délibération devra être soumise à l'approbation du Conseil de Métropole, avant la fin de la validité de la Lettre d'Offre Globale, afin de prendre acte des opérations réellement financées et du montant des prêts effectivement émis dans le cadre de celle-ci.

En conséquence, il est proposé au conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole associée à la lettre d'offre globale qui sera accordée par la Caisse des Dépôts et consignations à ACM Habitat, pour une période de 18 mois, ainsi que la liste des opérations annexées à la présente délibération ;
- garantir le remboursement de la somme globale de 92 506 410 €, représentant 100% des prêts qui seront consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations à ACM Habitat, au titre de la lettre d'offre globale, et dont les caractéristiques sont annexées à la présente délibération, ainsi que l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur dans ce cadre ;
- actualiser son engagement aux termes d'une délibération rectificative au plus tard à l'issue de la durée de validité de la lettre d'offre dans l'hypothèse où des montants de prêts réalisés diffèrent à la baisse ou si une ou plusieurs opération(s) financée(s), et/ou des caractéristiques des prêts émis diffèrent des éléments mentionnés en annexe de la présente délibération ;
- approuver le projet de convention partenariale ;
- autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82100-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Offre de prêt + liste des opérations.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

**Logement - Construction de 6 logements sociaux - Résidence ' Parc Saint-André '
- Avenue Etienne Méhul - Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM
Patrimoine Languedocienne - Convention - Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Patrimoine Languedocienne a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 6 logements locatifs sociaux, résidence « Parc Saint-André », avenue Etienne Méhul à Montpellier.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur H2 Immo, comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain Serrado.

Patrimoine SA Languedocienne demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 478 000 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 105 000 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 156 800 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant total de 124 000 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant total de 92 200 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.2252-1 et L.5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations définies dans le contrat n°93217 annexé à la présente délibération sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	105 000 €	156 800 €	124 000 €	92 200 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,30 %	- 0,20 %	+ 0,30 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité			
Taux annuel de progressivité	-3 % à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Patrimoine SA Languedocienne, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Patrimoine SA Languedocienne est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Patrimoine SA Languedocienne opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à Patrimoine SA Languedocienne pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 358 500 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total 478 000 €, sollicités par Patrimoine SA Languedocienne auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 6 logements locatifs sociaux, résidence « Parc Saint-André », avenue Etienne Méhul à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Patrimoine SA Languedocienne, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-80585-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_GE_Pat SA_Parc St Andre_Mtp.doc
- contrat pret 93217__parc st andre.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

Logement - Convention cadre FDI SACICAP - Montpellier Méditerranée Métropole - Interventions sur les copropriétés - Autorisation de signature

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été retenue fin 2018 par l'Etat et l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), avec 13 autres sites au niveau national, au titre du plan « Initiative Copropriétés ». Localement, le plan va concerner essentiellement les copropriétés incluses dans le périmètre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) (Mosson et Cévennes), et viser à renforcer l'action publique en mobilisant des financements plus importants, via notamment le financement de travaux d'urgence ou le financement d'outils de portage de lots de copropriété facilitant la réhabilitation des parties communes.

A cette fin deux dispositifs vont être mis en place rapidement pour décliner le plan au niveau opérationnel :

- Une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriétés Dégradées sur les 15 copropriétés de la Mosson ;
- Un Plan de sauvegarde sur la copropriété de 918 lots des Cévennes (12 bâtiments).

La mise en place de ces deux dispositifs a pour objectif notamment l'amélioration de la gestion des copropriétés et de la situation sociale des copropriétaires, le financement à très courte échéance des travaux d'urgence pour les mises en conformité ou sécurisation qui impactent l'habitabilité du logement, et le financement, dans un second temps, des travaux de réhabilitation, notamment thermique.

Pour accompagner le plan « Initiative Copropriétés », l'Etat, l'ANAH et le réseau PROCIVIS UES-AP ont signé une convention, en date du 11 octobre 2018, par laquelle les SACICAP (Sociétés Anonymes Coopératives d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété) se sont engagées à mettre en œuvre diverses mesures d'accompagnement des syndicats de copropriétés et des copropriétaires les plus modestes.

Dans ce cadre, FDI SACICAP propose par convention à Montpellier Méditerranée Métropole de mobiliser une caisse d'avance de 4 800 000 € permettant de financer l'avance du solde des subventions publiques collectives et individuelles (subventions de la Métropole par délégation de l'ANAH et sur fonds propres dans le cadre du plan « Initiative Copropriétés ») au profit des syndicats de copropriétés notamment de Mosson et de Cévennes et des copropriétaires occupants les plus fragiles. FDI SACICAP propose également de réserver une enveloppe de 400 000 € de fonds propres pour financer le reste à charges des copropriétaires occupants les plus fragiles (soit la part non subventionnée des travaux).

Cette convention n'a pas d'incidence financière sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

En tant que maître d'ouvrage du plan « Initiative Copropriétés », Montpellier Méditerranée Métropole sera coordonnateur de la mise en œuvre de la convention.

La convention cadre de territoire FDI SACICAP / Montpellier Méditerranée Métropole sera effective à compter de la date de sa signature et jusqu'au 31 décembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention relative aux dispositifs de financement des travaux pour les copropriétés impactées par le plan « Initiative Copropriétés », entre FDI SACICAP et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81798-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Arnaud MOYNIER

**Logement - Opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2018
- Attribution de subventions pour la réhabilitation de 55 logements situés dans
diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature - Délibération
n°M2019-71 du 21 février 2019 - Modification**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°M2019-71 du 21 février 2019, le Conseil de Métropole a décidé l'attribution de subventions à Mesdames PINEL, FDILI et RAYMOND pour la réhabilitation de leurs logements situés respectivement à Montpellier (2800 avenue des Moulins et 2 rue de Cherchel) et à Lattes (849 avenue Léonard de Vinci).

Une erreur matérielle a porté le montant total de la subvention à un montant inférieur au montant possible pour l'usager. Le calcul, bien que conforme aux règles d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole et aux ressources très modestes des pétitionnaires, n'incluait pas l'éco prime de 500 € allouée pour les travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique du logement.

Ainsi :

- Pour Madame PINEL la subvention attribuée est de 3 293 € correspondant à un taux de 25% de subvention appliqué au montant de travaux de 13 171 € HT. La subvention attribuée, éco prime comprise aurait dû être d'un montant total de 3 793 €.
- Pour Madame FADILI la subvention attribuée est de 2 881 € correspondant à un taux de 25% de subvention appliqué au montant de travaux de 11 523 € HT. La subvention attribuée, éco prime comprise aurait dû être d'un montant total de 3 381 €.
- Pour Madame RAYMOND la subvention attribuée est de 605 € correspondant à un taux de 25% de subvention appliqué au montant de travaux de 2 420 € HT. La subvention attribuée, éco prime comprise aurait dû être d'un montant total de 1 105 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier la délibération n°M2019-71 du 21 février 2019 et attribuer des subventions d'un montant maximum de : 3 793 € à Madame PINEL demeurant 2800 avenue des Moulins à Montpellier, en lieu et place des 3 293 € attribués antérieurement ; de 3 381 € à Madame FADILI demeurant 2 rue de Cherchel à Montpellier, en lieu et place des 2 881 € attribués antérieurement et de 1 105 € à Madame RAYMOND demeurant 849 avenue Léonard de Vinci à Lattes, en lieu et place des 605 € attribués antérieurement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH par délégation, sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81140-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU
TERRITOIRE, FONCIER**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Carole DONADA, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Joël VERA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) de Montpellier Méditerranée Métropole - Débat sur les orientations du RLPI

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

L'article L.581-14-1 du Code de l'environnement dispose que les Règlements Locaux de Publicité (RLP) sont élaborés conformément à la procédure d'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), qui prévoit notamment qu'avant l'arrêt du projet par l'organe délibérant, un débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU soit organisé au sein de cet organe, ainsi que dans les Conseils Municipaux des Communes membres.

Conformément à la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, la transformation, au 1er janvier 2015, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole », a entraîné le transfert de la compétence PLU des Communes membres à la Métropole.

Sur cette base, une délibération du Conseil de Métropole n° 14932 du 27 septembre 2017 a prescrit l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) et a défini les objectifs et les modalités de la concertation ainsi que les modalités de collaboration entre les Communes membres dans le cadre de l'élaboration du RLPi.

Le Code de l'environnement ne prévoit pas qu'un RLP comporte un PADD, mais son article R.581-73 dispose que les orientations du règlement doivent être définies dans son rapport de présentation.

Il convient dès lors que les orientations générales du RLPi fassent l'objet d'un débat en Conseil de Métropole et dans chacun des Conseils municipaux.

La Conférence des Maires, réunie le 19 février 2019, a permis aux Maires d'échanger et de débattre des orientations du projet de RLPi.

Les orientations sont les suivantes :

LES ORIENTATIONS GENERALES :

- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle de la Métropole,
- Prendre en compte les nouvelles dispositions réglementaires et anticiper la caducité des RLP en vigueur (Castelnau-le-Lez, Juvignac, Lattes, Montpellier et Saint Jean de Védas),
- Protéger le cadre de vie, limiter la pollution visuelle et les atteintes à l'environnement, concilier lisibilité des acteurs économiques et protection des paysages,
- Envisager, là où se rencontrent cœur de ville, activités économiques et tourisme, la « réintroduction » de certaines formes de publicité dans des espaces où la législation interdit la publicité, mais admet qu'une réglementation locale puisse en admettre la présence.

LES ORIENTATIONS PROPRES A LA PUBLICITE :

- Valoriser le cadre de vie sur l'ensemble du territoire,
- Valoriser les axes d'entrée vers la première couronne de la Métropole, pôles d'échanges,
- Encadrer l'affichage publicitaire dans les secteurs remarquables et les centres-villes,
- Limiter la pollution lumineuse.

LES ORIENTATIONS PROPRES AUX ENSEIGNES :

- Réduire l'impact de certaines enseignes, améliorer la visibilité des activités,
- Valoriser la qualité des centres historiques, améliorer la lisibilité du patrimoine bâti,
- Limiter la pollution lumineuse.

Conformément aux dispositions de l'article L.581-14-1 du Code de l'environnement, un débat portant sur les orientations du RLPi a eu lieu au sein de chacun des 31 conseils municipaux des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le prolongement de ces débats, il est proposé, lors de la présente séance du Conseil de Métropole, d'engager un débat sur les orientations générales du projet de RLPi.

Ce débat prend appui sur le document présenté, synthétisé par les éléments exposés ; il est également alimenté des échanges et des débats qui se sont déroulés en Communes.

Les éléments nécessaires à la tenue du débat sur les orientations du RLPi ont été transmis aux 31 communes. La Conférence des Maires réunie le 19 février a notamment permis aux Maires d'échanger et de débattre de ces orientations. 28 communes ont d'ores et déjà débattu, une commune l'a programmé en mai. Pour les 2 autres ce débat est réputé avoir été tenu.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'existence et de la transmission aux élus du projet de délibération et du document annexé relatif aux orientations du Règlement Local de Publicité intercommunal,
- prendre acte de la tenue du débat sur les orientations générales Règlement Local de Publicité intercommunal.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81215-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Orientations RLPi_Version 3_22022019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier



Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Carole DONADA, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Joël VERA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Ville de Montpellier - Modification n°12 du Plan Local d'Urbanisme - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

La maîtrise du développement de la Ville de Montpellier et des projets urbains qu'elle implique en matière d'urbanisme, rendent les adaptations du Plan Local d'Urbanisme (PLU) fréquentes et nécessaires. C'est dans ce contexte que le projet de modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier a été engagé, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, par arrêté n°MAR2018-0101 en date du 21 mars 2018. Ce projet intègre des modifications de fond et de forme visant notamment :

- l'intégration au document de dispositions réglementaires et conservatoires relatives à l'aménagement des quartiers existants de la Ville de Montpellier et d'opérations d'urbanisme nouvelles ou en cours de réalisation (ZAC, création de nouveaux secteurs de zone, création, modification ou suppression d'emplacements réservés pour équipements publics d'infrastructure et de superstructure...) ;
- le complément et l'adaptation du règlement du PLU aux projets de construction en cours ou envisagés à court et moyen termes ;
- des corrections de forme relatives notamment à des erreurs ou omissions matérielles constatées depuis la dernière modification du PLU et concernant les divers documents qui le composent.

1 – Modifications du PLU

Les modifications de fond

Modification n°1 : HOPITAUX FACULTES - Avenue du Père Soulas - Institut médico-éducatif (IME) : classement en zone d'unités foncières institutionnelles 3U1-1bw de la parcelle de l'IME pour permettre le développement de l'établissement.

Modification n°2 : PLAN DES QUATRE SEIGNEURS - Rue de la Thériaque : classement en secteur de zone 4U1-1e de la totalité de l'unité foncière de l'IDRAC (école supérieure de commerce) pour permettre l'extension de l'établissement.

Modification n°3 : CENTRE - ANTIGONE - résidence Port Juvénal : intégration de la totalité des redents de la façade arrière de la résidence Port Juvénal (arcs nord et sud) dans l'emprise constructible de la zone 1U4 afin de faciliter la gestion de ces espaces.

Modification n°4 : HOPITAUX FACULTES – rue de la Croix Verte – Institut du Cancer de Montpellier (ICM) : création d'un secteur de hauteur maximale des constructions à 15 mètres pour permettre le développement de l'établissement.

Modification n°5 : CENTRE - GARES - ZAC Nouveau St Roch - rue Leenhardt : augmentation des hauteurs constructibles à l'intersection de la rue du Grand Saint Jean et de la rue Leenhardt (passage de 13,50 m à 19 m) afin d'améliorer la composition d'ensemble du carrefour.

Modification n°6 : PLAN DES 4 SEIGNEURS – rue de l'Hortus - route de Mende : modification du règlement du secteur de zone 1AU-2w et réduction ponctuelle de l'emplacement réservé C2b afin de favoriser les perspectives d'évolution de ce secteur prochainement desservi par la ligne 5 du tramway.

Modification n°7 : PRES D'ARENES – rue de Saint Hilaire : extension du secteur 2U1-8cw pour accompagner les mutations le long de la ligne 4 du tramway.

Modification n°8 : PRES D'ARENES - avenue de Palavas : extension ponctuelle du secteur 2U1-8cw afin d'introduire de la mixité (logements) et de permettre le renouvellement urbain du secteur.

Modification n°9 : PRES D'ARENES – avenue du Docteur Fourcade : levée partielle de l'emplacement réservé N1 pour l'ancien autoroute A9 sur la parcelle DO n°51, cet emplacement réservé n'étant plus nécessaire à cet endroit.

Modification n°10 : HOPITAUX FACULTES - rue de Puech Villa : extension du secteur de zone 4U3-2 le long de la rue Puech Villa afin de favoriser le renouvellement urbain du secteur et de permettre des opérations de logements.

Modification n°11 : CROIX D'ARGENT - Avenue Villeneuve d'Angoulême - rue Colucci : modification de l'emplacement réservé C26 afin de permettre la desserte du secteur.

Modification n°12 : BEAUX ARTS - rue Henri Dunant-route de Mende : création d'un secteur de zone 1U2-7 afin de permettre la mutation d'un secteur à l'angle de deux axes majeurs.

Modification n°13 : PRES D'ARENES – Boulevard d'Orient – Avenue Albert Dubout : modification de l'orientation d'aménagement et de programmation « Boulevard d'Orient » afin de prendre en compte les récentes études sur la desserte du quartier.

Modification n°14 : PRES D'ARENES - ZAC de la Restanque : création d'un secteur de zone 2U1-15cw rue de l'Industrie pour permettre la création d'un groupe scolaire, création d'un secteur d'activités 4U1-5cw sur le secteur du Marché d'Intérêt National pour permettre l'accueil de la cuisine centrale, création d'un secteur de zone 2U1-15cw entre la rue Montesquieu et la voie ferrée Sète-Tarascon pour permettre la réalisation de programmes de logements, modifications, suppressions et créations d'emplacements réservés pour prendre en compte les récentes évolutions du plan guide de la ZAC.

Modification n°15 : CROIX D'ARGENT - PAS DU LOUP - Avenue de Vanières - Quai Flora Tristan : extension du secteur de zone 2U1-1f pour introduire une mixité fonctionnelle (logements).

Modification n°16 : MALBOSC : suppression de l'emplacement réservé R54 pour groupe scolaire, l'équipement étant réalisé.

Modification n°17 : ESTANOVE - EAI : modification du règlement (articles 4 et 6) du secteur de zone 2U1-13 pour prendre en compte la rétention pluviale à l'échelle de l'opération d'aménagement et pour autoriser des saillies plus importantes sur le domaine public.

Modification n°18 : PAS DU LOUP - OVALIE - domaine de la Providence : évolutions réglementaires à l'angle place de la Providence – avenue de Toulouse (extension du secteur de zone 7AU-1, création d'un périmètre de hauteur à 27 m et d'une implantation obligatoire) et modification du règlement de la zone 7AU (articles 6 et 7) afin de prendre en compte les évolutions programmatiques de la ZAC Ovalie ; suppression de l'emplacement réservé C107 pour création de la place de la Providence, cet espace public étant réalisé.

Modification n°19 : PORT MARIANNE – Pompignane – rue de Salaison - rue de la Vieille Poste – rue de Pinville : création de trois secteurs de zone 2U1-19, création d'un secteur de zone 4U2-4, création d'une orientation d'aménagement et de programmation « *Plateau de la Pompignane* » afin de permettre le renouvellement urbain du secteur et l'introduction d'une mixité fonctionnelle (logements), création de l'emplacement réservé C258 entre la rue de la Vieille Poste et la rue de Pinville et élargissement de l'emplacement réservé C131 le long de la rue de la Vieille Poste afin d'améliorer les liaisons du secteur.

Modification n°20 : PORT MARIANNE – ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - secteur 1U9 : augmentation ponctuelle de la hauteur maximale des constructions sur deux secteurs de la ZAC (de 36,5 m à 41,5 m) et élargissement de l'emprise maximale des constructions sur le secteur de la rue des Sept Cans (secteur de Projet Urbain Partenarial) pour prendre en compte les modifications mineures du plan de masse.

Modification n°21 : PORT MARIANNE – ZAC Port Marianne – Parc Marianne - Avenue du Mondial 98 - lotissement des Combelles : création d'une zone 1U10 couvrant les secteurs urbanisés de la ZAC et le secteur compris entre l'avenue Joan Miro et l'avenue du Mas Rouge, modification de l'emplacement réservé C99, modification de l'orientation d'aménagement et de programmation « ZAC Parc Marianne » et extension ponctuelle de la zone N, afin de prendre en compte les évolutions du plan guide de la ZAC.

Modification n°22 : CENTRE – FIGUEROLLES – Avenue de la Liberté – rue Adam de Craponne : création d'un secteur de zone 2U1-18 et d'une orientation d'aménagement et de programmation « Liberté – Chaptal » afin d'orienter la mutation et le renouvellement urbain du secteur.

Modification n°23 : CENTRE – ARCEAUX - avenue de la Gaillarde-rue de Louvain : suppression ponctuelle de l'emplacement réservé C31, l'élargissement de la voie n'étant plus nécessaire à cet endroit.

Modification n°24 : MOSSON – Avenue des Moulins : modification de la règle de hauteur suppression de l'indice b et création de deux secteurs de zone 2U1-12 et 2U1-17 sur le secteur de l'Ecole supérieure de commerce afin d'optimiser le renouvellement urbain du site.

Modification n°25 : PORT MARIANNE – avenue Albert Einstein – rue de la Mogère : création d'un secteur de zone 1AU-7w, création d'une orientation d'aménagement et de programmation « Einstein-Grammont » et création d'un emplacement réservé C257 le long de l'avenue Albert Einstein pour cheminement piéton afin de permettre la valorisation du secteur.

Modification n°26 : HOPITAUX-FACULTES – Place de la Voie Domitienne – avenue du Major Flandre : réduction ponctuelle de l'emplacement réservé C145 afin d'améliorer les conditions de mutation du bâti.

Modification n°27 : CENTRE – BOUTONNET – rue Crova – rue du Colonel Marchand : extension du secteur de zone 3U1-4w afin d'ouvrir le secteur à la mixité (logements) et extension de la règle de mixité sociale au secteur 3U1-4.

Modification n°28 : PORT MARIANNE – rue de la Mogère – avenue Albert Einstein – Montaubérou – Condamine : suppression des emplacements réservés C5, C6, C51, C77, C79, C136 et C217 pour prendre en compte de nouveaux scénarii de circulation sur le secteur.

Modification n°29 : HOPITAUX-FACULTES – Campus Saint-Priest : modification de l'emplacement réservé C150 pour faciliter l'implantation d'un restaurant universitaire.

Les modifications de forme

Modification de forme : Article 12 : remplacement des mentions « logements sociaux aidés par l'Etat » par « logements locatifs sociaux » pour prendre en compte la dénomination officielle du Code de la construction et de l'habitation.

2 – Déroulement de la procédure

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment l'article L.153-37, le projet de modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier a été engagé par un arrêté en date du 21 mars 2018.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a émis, par délibération n°V2018-118 en date du 3 mai 2018, un avis favorable sur le projet de modification n°12 du PLU.

Le projet de modification n°12 du PLU a pour effet de modifier les règles d'urbanisme spécifiquement applicables aux Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch, Restanque, Coteau, Ovalie, EAI, Consuls de Mer et Parc Marianne, créées à l'initiative de la Ville de Montpellier. L'avis de celle-ci a été sollicité au titre de l'article L.153-39 du Code de l'urbanisme. Par délibération n°V2018-299 en date du 27 septembre 2018, le Conseil Municipal a émis un avis favorable.

Le projet de modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier a été notifié avant ouverture de l'enquête publique aux Préfets de Région et de Département, au Président du Conseil régional, au Président du Conseil départemental, à la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, à la Chambre de métiers, à la Chambre d'agriculture, personnes publiques associées mentionnées à l'article L. 132-7 du Code de l'urbanisme, ainsi qu'au Maire de la Ville de Montpellier conformément aux dispositions de l'article L.153 - 40 du Code de l'urbanisme.

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale n°MRAe 2018 DKO 249 en date du 23 octobre 2018, le projet a été dispensé d'évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme.

Par arrêté n°MAR2018-0293, en date du 10 décembre 2018, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ensuite soumis à enquête publique, du 2 janvier 2019 au 4 février 2019 inclus, le projet de modification n°12 du PLU.

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur désigné par Monsieur le Président du Tribunal administratif a émis, dans le cadre de son rapport d'enquête et de ses conclusions motivées remis le 28 février 2019 à Montpellier Méditerranée Métropole, un avis favorable au projet de modification n°12 du PLU.

En ce qui concerne les personnes publiques destinataires des dossiers de modification n°12 du PLU avant enquête publique, les avis suivants ont été exprimés :

- par courrier en date du 21 décembre 2018, la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier a émis un avis favorable sur le projet de modification n°12 du PLU ;
- par courrier en date du 15 janvier 2019, la Préfecture de l'Hérault - Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) a émis plusieurs remarques sur le projet de modification n°12 du PLU :
 - concernant le point de modification n°25, elle a rappelé que le PLU fait l'objet d'une révision lorsqu'il ambitionne d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives ; que, dans l'hypothèse où Montpellier Méditerranée Métropole venait à maintenir ce point, le dossier devait être complété par un état des acquisitions foncières réalisées sur le secteur afin de justifier le recours à la procédure de modification ;
 - également sur le point n°25, elle a demandé que l'orientation d'aménagement et de programmation créée aborde spécifiquement le traitement des franges avec les domaines classés monuments historiques du château de Flaugergues et de Montaubérou, afin de garantir une intégration paysagère et architecturales exemplaire ;
 - concernant les modifications portant notamment sur l'adaptation réglementaire de la hauteur autorisée des bâtiments (modification n°2, 12, 22 et 24), elle a demandé que le dossier de modification soit complété par les études paysagères ayant justifié ces points de modification, ceci afin de démontrer l'absence d'impact sur le paysage ;
 - concernant le point de modification n°28, elle considère que l'application de la servitude de mixité sociale aux secteurs de zone 3U1-4 pourrait être en contradiction avec le caractère général de la zone qui est de répondre aux besoins d'évolution des constitutions qui occupent ces secteurs et suggère une modification de zonage du type 2U ;
 - enfin, elle souligne que les changements de zonages opérés sur d'anciennes zones à vocation économique (secteurs Pompignane et rue de Puech Villa) risquent de générer un nouveau besoin de foncier pour les activités économiques à relocaliser.

En ce qui concerne les remarques exprimées par le public durant l'enquête publique

Dix-sept observations ont été émises, qu'elles aient été inscrites sur l'un des registres d'enquête mis à sa disposition à la Mairie de Montpellier et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, ou qu'elles aient été adressées par courriel au Commissaire enquêteur. Ces observations peuvent se résumer de la manière suivante :

- une remarque concernant l'évolution du zonage le long de la rue de Puech Villa (modification n°10), demandant que la parcelle TC n°2 soit incluse dans l'extension du secteur de zone 4U3-2 le long de la rue Puech Villa (modification n°10) ;
- une remarque contestant la modification de l'emplacement réservé C26 entre l'avenue Villeneuve d'Angoulême et la rue Michel Colucci (modification n°11) ;
- une remarque concernant le site de l'EAI (modification n°17), demandant de porter à 24 mètres la hauteur de trois bâtiments situés autour de la place d'Armes ;
- des remarques concernant le secteur de la Pompignane (modification n°19) :
 - s'inquiétant de l'accroissement des circulations, notamment rue de Pinville, et des difficultés de stationnement ;
 - déplorant l'absence d'une desserte en transports en commun performante, d'un réseau de déplacements doux cohérent et adapté et le manque d'espaces verts ;
 - demandant l'engagement de la réalisation du projet d'aménagement présenté par Roland Castro ;

- s'inquiétant de la dépollution des sols ;
- **des remarques concernant le secteur Gambetta –Figuerolles (modification n°22) :**
 - déplorant la densification du secteur, avec notamment l'évolution des hauteurs jusqu'à 24 mètres ;
 - contestant, dans l'orientation d'aménagement et de programmation créée sur le secteur « Liberté – Chaptal », la disposition prévoyant une bande végétalisée de 10 mètres minimum en pleine terre, le long de l'avenue de la Liberté et proposant de remplacer la contrainte de pleine terre par une contrainte de végétalisation de la dalle ;
- **des remarques concernant le secteur avenue Albert Einstein – rue de la Mogère (modification n°25) ;**
 - demandant si des terrains particuliers allaient devenir constructibles ;
 - demandant la garantie que l'aménagement de la parcelle RC 2 maintienne notamment une voie d'accès privée à la parcelle RC 6 ainsi que des dispositifs de lutte contre le risque inondations ;
 - contestant l'urbanisation de terres agricoles et sollicitant la création dans le PLU de périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains ou de zones agricoles protégées ;
- **des remarques concernant les règles de stationnement (modification de forme) :**
 - déplorant les quotas de places de stationnement dans les secteurs proches du tramway ;
- **des remarques sans rapport direct avec les documents soumis à enquête publique :**
 - souhaitant qu'une attention soit portée au patrimoine bâti, au patrimoine archéologique, au patrimoine naturel et aux espaces boisés du quartier Gare ;
 - demandant que le projet du quartier Nouveau Saint-Roch soit un projet équilibré incluant des activités économiques, des équipements scolaires et sportifs, une maison des associations ;
 - s'inquiétant des impacts du projet de quartier Nouveau Saint Roch sur la circulation automobile ;
- **des remarques d'ordre général portant sur la procédure de consultation, l'orientation générale des modifications proposées et l'uniformisation de la ville.**

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire enquêteur et d'une réponse circonstanciée de la part de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse dressé par le Commissaire enquêteur.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-43 du Code de l'urbanisme, **il est proposé d'amender le projet de modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier**, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur. En particulier :

- **Concernant l'observation de l'Etat relative au secteur avenue Albert Einstein-rue de la Mogère (point n°25),** il est à noter que Montpellier Méditerranée Métropole considère que cette évolution vise avant tout à corriger une erreur d'appréciation du PLU quant au classement des parcelles concernées, celles-ci étant desservies par les réseaux depuis l'avenue Einstein, et non une ouverture à l'urbanisation partielle de la zone AU0-4w. Il convient d'ajouter que la maîtrise foncière publique à l'échelle de l'ensemble de la zone AU0 est amplement suffisante à ce jour pour justifier le reclassement global de la zone AU0-4w en zone AU ouverte mais que cette hypothèse n'avait pas été initialement retenue. Considérant la différence d'appréciation entre la Métropole et les services de l'Etat s'agissant de la procédure à conduire pour corriger cette erreur de classement, il a été proposé au commissaire enquêteur, par souci de sécurité juridique, de retirer le point n°25 du projet de modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier. Ce dernier, qui n'avait pas de remarque particulière sur le fond quant aux évolutions proposées dans ce secteur, a convenu de cette réponse. Montpellier Méditerranée Métropole envisagera cette évolution dans le cadre d'une procédure ultérieure.

- **Concernant la remarque de l'Etat portant sur les adaptations réglementaires de la hauteur autorisée des bâtiments (points n°2, 12, 22 et 24)**, Montpellier Méditerranée Métropole a proposé de compléter la notice du projet de modification par des insertions paysagères démontrant l'absence d'impacts des évolutions projetées.
- **Concernant l'observation relative à l'extension du secteur de zone 4U3-2 le long de la rue Puech Villa (point n°10)**, Montpellier Méditerranée Métropole, favorable au maintien d'une cohérence urbaine et réglementaire le long de la rue Puech Villa, a proposé au commissaire enquêteur qui a souligné la cohérence de cette position, de prendre en compte cette demande en étendant le secteur de zone 4U3-2 aux parcelles TC 2 et TC 137.
- **Concernant l'observation relative à la modification de l'emplacement réservé C26 (point n°11) pour voirie**, considérant que la création d'un emplacement réservé constitue une disposition conservatoire traduisant l'intention de réaliser à plus ou moins long terme une voie publique sans pour autant que les modalités de mise en œuvre opérationnelle de cette voie ne soient d'ores et déjà définies, considérant par ailleurs qu'il n'existe pas de projet d'évolution du square, situé sur la parcelle EL 178, propriété de la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole a proposé au Commissaire enquêteur, qui en a convenu, de retirer ce point du dossier de modification n°12 du PLU. Montpellier Méditerranée Métropole envisagera une évolution de cet emplacement réservé dans le cadre d'une solution opérationnelle partagée et d'une procédure ultérieure d'évolution du document d'urbanisme.
- **Concernant la demande d'évolution de la hauteur autour de la place d'Armes (point n°17), dans le quartier de l'EAI**, Montpellier Méditerranée Métropole, considérant la qualité architecturale du projet qui viendrait améliorer l'habitabilité des bâtiments existants et la qualité de la façade urbaine autour de la place, a proposé au Commissaire enquêteur qui considère que la réponse de la Métropole est cohérente avec sa politique urbaine, de prendre en compte cette demande en élargissant le périmètre de hauteur 24 mètres autour de la place, et d'intégrer en conséquence cette adaptation réglementaire au projet de modification n°12 du PLU soumis à approbation.
- **Concernant la proposition de remplacer, dans l'orientation d'aménagement et de programmation « Liberté – Chaptal » (point n°22)**, la contrainte de pleine terre par une prescription de plantation sur dalle permettant le développement de sujets à grand développement le long de l'avenue de la Liberté, Montpellier Méditerranée Métropole, propose, en accord avec le Commissaire enquêteur qui a convenu de l'opportunité de cette adaptation, de prendre en compte cette demande en modifiant l'orientation d'aménagement et de programmation dans le dossier de modification n°12 du PLU.

Au vu :

- de l'enquête publique ouverte par arrêté de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°MAR2018-0293 en date du 10 décembre 2018,
- des avis formulés par la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, l'Etat et la Ville de Montpellier,
- des remarques formulées au cours de l'enquête publique,
- du rapport, des conclusions et de l'avis favorable du Commissaire enquêteur sur le projet de modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier,
- de la prise en considération de ces avis, remarques et conclusions dans le dossier de modification n°12 du PLU,

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier,
- approuver le dossier de modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier tel que modifié après enquête publique,
- tenir le dossier de modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Montpellier et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Stéphanie JANNIN, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le **29 AVR. 2019**

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de la Commune de Pignan - Pôle oléicole - Adoption

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Lors du Conseil de Métropole du 26 avril 2018, une procédure de mise en compatibilité du PLU de la Commune de Pignan a été engagée afin de permettre l'installation d'un pôle oléicole et diverses composantes sur un secteur en entrée sud de la Commune.

L'opération « Pôle oléicole de Pignan », a pour objet l'aménagement d'une polarité économique réunissant sur un même site la nouvelle cave coopérative oléicole intercommunale de Pignan et le nouvel établissement du Crédit Agricole, articulants ainsi les éléments d'une organisation économique cohérente, de la production à la vente en passant par un support financier et stratégique.

Insérés dans le cœur du village, en vitrine de la route départementale, le site proposé, d'une emprise d'environ 8000 m², remplit toutes les conditions de surface, de visibilité et d'accessibilité permettant à la cave oléicole et à l'établissement bancaire de délocaliser leurs locaux, de les moderniser pour répondre aux exigences légales de performances économique et de valoriser leurs activités.

Cette opération répond à la fois aux objectifs de développement économique et du pilier stratégique de la politique agro-alimentaire de la Métropole.

Le pôle oléicole est conçu comme un projet d'ensemble promouvant l'oléiculture sur le secteur élargi de Pignan et recouvrant toutes les étapes de la filière oléicole : de la production à la commercialisation, en passant par la formation, la sensibilisation et le montage financier et stratégique. Le projet s'inscrit dans une optique de (re)déploiement de l'oléiculture dans la plaine de Fabrègues, misant sur un potentiel de développement non exploité et des productions de qualité.

A. Un projet d'intérêt général

Le projet de pôle oléicole recouvre plusieurs dimensions complémentaires :

- **dimension économique** : la relocalisation de la cave coopérative oléicole de Pignan et de son moulin à huile sur un site plus étendu, permettant de moderniser les installations et ainsi d'accroître la production d'huiles d'olives issues des productions locales, dans une démarche de valorisation qualitative des produits du terroir et des circuits courts ; ce projet s'accompagne de la relocalisation du Crédit Agricole de Pignan, partie prenante dans le conseil stratégique au développement de la filière oléicole auprès de la cave comme auprès des exploitants ;

- **dimension environnementale** : le projet de pôle oléicole comprend la plantation d'une oliveraie témoin, d'une trentaine de pied d'essences variées, permettant l'expérimentation de nouvelles techniques culturales respectueuses de l'environnement et anticipant le changement climatique ;

- **dimension pédagogique et agri-touristique** : l'oliveraie expérimentale donnera lieu à des formations culturelles auprès des professionnels et des particuliers ; couplée à des visites du moulin à huile, elle permettra de mettre en place une démarche pédagogique et de sensibilisation de divers publics (écoles, associations, touristes, ...) à la culture de l'olive, sa valeur patrimoniale et ses enjeux d'avenir.

Au-delà des enjeux économiques, le site retenu en bordure de la RM 5 pour l'installation du pôle oléicole constituera un avant-poste du village de Pignan. Ce positionnement en entrée de ville, dans un contexte de développement du village vers le Sud, soumet l'aménagement du site à des enjeux d'insertion qualitative, sur un plan urbain comme sur le plan paysager. Il s'agit non seulement d'intégrer la greffe urbaine dans le fonctionnement général du village mais aussi de l'inscrire qualitativement dans son environnement naturel et paysager, pour une entrée de ville valorisante.

L'intérêt général du pôle oléicole s'apprécie à travers l'aménagement d'un pôle d'activités économiques contribuant à la mise en œuvre des politiques de la Métropole au regard du contexte et des besoins locaux et à la valorisation de l'entrée de ville.

1- Une opération contribuant à la politique agro-écologique et alimentaire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a initié une politique ambitieuse en matière d'agro-écologie et d'alimentation (politique P2A), qui participe activement à l'économie du territoire et au maintien ou à la création d'emplois. Cette politique a notamment pour objectif de créer le socle de développement de la filière de production agricole d'amont en aval (production, transformation, distribution et commercialisation).

Elle vise à renforcer le redéploiement agricole et pastoral à l'échelle de la Métropole, en s'appuyant sur le levier de la demande alimentaire locale (dont la restauration scolaire et les circuits courts).

La politique P2A de la Métropole poursuit ainsi cinq finalités :

- Offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre,
- Soutenir l'économie et l'emploi agricoles et agro-alimentaires,
- Préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles,
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique,
- Favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature et les liens entre urbain et rural.

L'intérêt général du pôle oléicole de Pignan s'apprécie au regard de ces cinq finalités.

2- Une opération contribuant au développement économique local

Dans le cadre de sa compétence « Développement économique », Montpellier Méditerranée Métropole a élaboré un Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) approuvé par délibération du Conseil le 24 novembre 2016. Le SAE identifie, sur les 15 prochaines années un besoin annuel de 17,5 hectares cessibles de foncier économique, complété par une programmation de 50 à 200 hectares destinée à renforcer l'économie productive du territoire. Un des enjeux énoncés par le SAE réside dans le renforcement de l'offre de foncier d'activités, notamment celle de type économie productive, vecteur de « richesse » et d'emploi, mais aussi pour les activités constitutives de l'économie présentielle qui ne peuvent s'insérer en tissu urbain mixte.

Dans ce contexte, le pôle oléicole de Pignan présente un intérêt général au regard de quatre dimensions du développement économique de la plaine Ouest :

- il contribue au renforcement et au développement de l'économie productive sur le secteur de la plaine Ouest,
- il contribue au renforcement et au développement de l'économie présentielle et au maillage d'entreprises du territoire de la Métropole,
- il contribue à la création d'emplois locaux,
- il contribue au rayonnement économique de l'espace métropolitain au-delà de ses frontières administratives.

L'intérêt général du projet de pôle oléicole de Pignan s'inscrit donc à la fois dans les objectifs du développement économique de la Métropole et dans ceux du pilier stratégique agroécologie et alimentation, puisqu'il intègre au sein d'une même opération d'aménagement, des activités productives et de services qui concourent au développement de la filière oléicole dans son ensemble.

Sur un plan urbanistique, il s'apprécie au travers d'un traitement qualitatif de l'entrée de ville s'inscrivant dans une continuité paysagère et identitaire de la commune dans son ensemble.

B. Un projet nécessitant la mise en compatibilité du PLU de la commune de Pignan par voie de déclaration de projet

Au regard du PLU en vigueur, le document est incompatible avec la réalisation du projet de pôle oléicole sur les points suivants :

- au niveau du PADD, la carte des orientations à l'échelle du bourg classe le site en secteur cultivé ouvert à maintenir pour préserver les vues ; en outre, aucune nouvelle zone d'activités n'est prévue sur la commune ;
- la zone N, à caractère d'espace naturel, n'est pas compatible, par nature, avec la réalisation d'une opération d'aménagement ;
- la zone N est réglementairement frappée d'une inconstructibilité de principe qui n'autorise pas la réalisation de constructions nouvelles,

- la marge de recul aux abords de la RD5 exclut toutes constructions dans une bande de 35 mètres de l'axe de la voie.

Au vu des incompatibilités identifiées, des objectifs de l'opération, et considérant son caractère d'intérêt général, il a été nécessaire :

- d'adapter les orientations du PADD pour le bourg,
- d'adapter le zonage applicable au site,
- d'établir un règlement adapté à l'aménagement du site,
- de définir des orientations d'aménagement et de programmation.

Considérant l'incompatibilité des règles d'urbanisme du PLU de la Commune de Pignan applicables au site du futur Pôle Oléicole, le Conseil de Métropole, lors sa séance du 26 Avril 2018, a donc pris acte de l'engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU afin d'adapter les règles du document d'urbanisme applicables sur la commune de Pignan à ce projet d'intérêt général.

Conformément à la Charte de Gouvernance le Conseil Municipal de Pignan, lors de la séance du 28 juin 2018, a émis un avis simple sur le dossier.

Le dossier a été ensuite notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme, transmis pour avis simple à l'Autorité Environnementale et soumis à enquête publique conformément aux dispositions des articles L.123-1 et suivants du Code de l'environnement :

Conformément à l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme une réunion d'examen conjoint a eu lieu le 27 septembre 2018, en présence de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM 34) de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI 34), de la Commune de Pignan, et de la Métropole afin de présenter les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU.

Le Conseil Départemental s'est excusé de son absence. Il a indiqué que le dossier n'appelait pas de remarque particulière et a donné un avis favorable. La Chambre d'Agriculture s'est également excusée de son absence. Elle a indiqué que le dossier n'appelait pas de remarque particulière et a donné un avis favorable.

La DDTM 34 est intervenue en conclusion de la séance et a émis un avis défavorable sur le volet intérêt général estimant que la procédure de Déclaration de Projet n'était pas la procédure adaptée. Elle a indiqué néanmoins que *« c'est un beau projet et qu'elle entend les enjeux de sa réalisation. »*

La CCI 34 a émis un avis favorable et a indiqué que ce projet participait au développement économique au sens large et qu'il s'inscrit dans cette dynamique.

L'Autorité Environnementale sollicitée le 25 juillet 2018 au titre des articles R.104-21 et suivants du Code de l'urbanisme par courrier réponse du 26 octobre 2018 n'a pas émis d'avis sur le dossier.

Enfin le dossier a été soumis à enquête publique du 21 janvier au 21 février 2019 inclus, soit 32 jours consécutifs, et a porté à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU qui en est la conséquence.

Les observations émises durant l'enquête sont au nombre de cinq et ont été regroupées en trois thèmes :

- La notion d'intérêt général,
- L'accès et l'aménagement du carrefour,
- L'impact environnemental du projet.

A l'issue de l'enquête, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son procès-verbal de synthèse le 25 février 2019 ; il fait état principalement des trois thèmes évoqués portant sur les enjeux principaux du projet : notion d'intérêt général, accès aménagement du carrefour et impact environnemental du projet

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en réponse, a adressé à Monsieur le Commissaire Enquêteur, un mémoire exposant notamment les éléments suivants :

• **Sur la notion d'intérêt général :**

Ce projet est un projet important pour la commune et pour la Métropole. Celui-ci répond pleinement aux enjeux de la Politique Agro-écologique et alimentaire de la Métropole :

- remise en culture des terres agricoles,
- redéploiement de la filière oléicole,
- accompagnement de l'activité agricole par la promotion de nouvelles pratiques phytosanitaires,
- soutien à l'économie et l'emploi agricole,
- développement des circuits courts.

La cave actuelle est, de plus, mal positionnée, trop petite, et ne permet pas d'accroître son activité. Le nombre d'adhérents sera augmenté et la filière oléicole va être réactivée : taille, récolte, production. Au-delà de la filière oléicole professionnelle, cet équipement permettra également de produire des quantités familiales d'huile d'olive, favorisant ainsi le maintien d'oliveraies non-professionnelles.

Cette procédure de déclaration de projet valant mise en comptabilité permet de donner **rapidement** des perspectives de re-structuration de la filière oléicole, la cave n'étant plus en capacité d'accroître son activité sur le site existant.

Parallèlement, cette redynamisation de la filière aura une action sur le paysage du secteur :

- rétablissement d'oliveraies,
- entretien et nouvelles pratiques phytosanitaires (action sur le « non-désherbage »...)

• **Sur les accès et l'aménagement du carrefour :**

Les questions relatives au chantier de travaux ne relèvent pas de la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU. Néanmoins, afin d'assurer une bonne information du public, la Métropole souhaite apporter quelques éléments de réponse. L'aménagement du carrefour au droit Avenue de la Bornière et l'avenue du Passet a pour objectif de :

- sécuriser le carrefour par la réduction des largeurs de croisement et des girations des véhicules,
- maintenir la circulation cyclable au droit du carrefour et Amélioration de la sécurité des cyclistes,
- améliorer le croisement entre les bus et les véhicules, notamment dans le sens Bornière – ancienne route de Cournonterral,
- identifier l'accès de à la cave Oléicole en voirie ouverte, pour obtenir un carrefour en croix et dont le régime de priorité sera matérialisé par un stop.

La date de réalisation des travaux, sera en fonction des démarches administratives, mais le plus judicieux serait probablement en période scolaire. Quoi qu'il en soit, les travaux seront réalisés pour leurs majeures parties en alternat tricolore. Une déviation sera mise en place lors de certaines interventions de chantier, notamment en ce qui concerne la réalisation de la couche de roulement.

• **Sur l'impact environnemental du projet :**

La Métropole confirme que l'Evaluation Environnementale, présentée dans le dossier, n'identifie pas le secteur du futur pôle oléicole comme mettant en difficulté l'habitat de la pie grièche à poitrine rose. La zone d'études a fait l'objet d'un passage de terrain par un naturaliste. Onze espèces à enjeux faible à modéré ont été recensées lors de la prospection de terrain de fin mars 2018 :

- Quatre oiseaux, soit en alimentation, soit en transit ; (*Tourterelle turque*, *Etourneau Sansonnet*, *Linotte mélodieuse* et *Fauvette à tête noire*)
- Deux mammifères ;
- Un amphibien ;
- Quatre lépidoptères (papillons).

Le dossier précise les mesures prises pour préserver les espaces les plus sensibles.

Aussi constatant le bon déroulement de l'enquête, vu les éléments de réponse apportés et considérant que les engagements pris par Montpellier Méditerranée Métropole étaient de nature à répondre favorablement aux observations formulées durant l'enquête publique, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées le 21 mars 2019 et a émis un avis favorable sans réserve quant au projet de pôle oléicole.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- déclarer l'intérêt général du projet de pôle oléicole,
- approuver la mise en compatibilité du PLU de la commune de Pignan,
- mettre le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, à disposition du public à la Mairie de Pignan ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 place Zeus - 34961 Montpellier) à leurs jours et heures d'ouverture respectifs et de procéder aux mesures de publicités et d'affichage conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-83611-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier



Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUNBOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de la Commune de Pignan - Pôle oléicole - Adoption

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Lors du Conseil de Métropole du 26 avril 2018, une procédure de mise en compatibilité du PLU de la Commune de Pignan a été engagée afin de permettre l'installation d'un pôle oléicole et diverses composantes sur un secteur en entrée sud de la Commune.

L'opération « Pôle oléicole de Pignan », a pour objet l'aménagement d'une polarité économique réunissant sur un même site la nouvelle cave coopérative oléicole intercommunale de Pignan et le nouvel établissement du Crédit Agricole, articulants ainsi les éléments d'une organisation économique cohérente, de la production à la vente en passant par un support financier et stratégique.

Inserés dans le cœur du village, en vitrine de la route départementale, le site proposé, d'une emprise d'environ 8000 m², remplit toutes les conditions de surface, de visibilité et d'accessibilité permettant à la cave oléicole et à l'établissement bancaire de délocaliser leurs locaux, de les moderniser pour répondre aux exigences légales de performances économique et de valoriser leurs activités.

Cette opération répond à la fois aux objectifs de développement économique et du pilier stratégique de la politique agro-alimentaire de la Métropole.

Le pôle oléicole est conçu comme un projet d'ensemble promouvant l'oléiculture sur le secteur élargi de Pignan et recouvrant toutes les étapes de la filière oléicole : de la production à la commercialisation, en passant par la formation, la sensibilisation et le montage financier et stratégique. Le projet s'inscrit dans une optique de (re)déploiement de l'oléiculture dans la plaine de Fabrègues, misant sur un potentiel de développement non exploité et des productions de qualité.

A. Un projet d'intérêt général

Le projet de pôle oléicole recouvre plusieurs dimensions complémentaires :

- **dimension économique** : la relocalisation de la cave coopérative oléicole de Pignan et de son moulin à huile sur un site plus étendu, permettant de moderniser les installations et ainsi d'accroître la production d'huiles d'olives issues des productions locales, dans une démarche de valorisation qualitative des produits du terroir et des circuits courts ; ce projet s'accompagne de la relocalisation du Crédit Agricole de Pignan, partie prenante dans le conseil stratégique au développement de la filière oléicole auprès de la cave comme auprès des exploitants ;

- **dimension environnementale** : le projet de pôle oléicole comprend la plantation d'une oliveraie témoin, d'une trentaine de pied d'essences variées, permettant l'expérimentation de nouvelles techniques culturales respectueuses de l'environnement et anticipant le changement climatique ;

- **dimension pédagogique et agri-touristique** : l'oliveraie expérimentale donnera lieu à des formations culturelles auprès des professionnels et des particuliers ; couplée à des visites du moulin à huile, elle permettra de mettre en place une démarche pédagogique et de sensibilisation de divers publics (écoles, associations, touristes, ...) à la culture de l'olive, sa valeur patrimoniale et ses enjeux d'avenir.

Au-delà des enjeux économiques, le site retenu en bordure de la RM 5 pour l'installation du pôle oléicole constituera un avant-poste du village de Pignan. Ce positionnement en entrée de ville, dans un contexte de développement du village vers le Sud, soumet l'aménagement du site à des enjeux d'insertion qualitative, sur un plan urbain comme sur le plan paysager. Il s'agit non seulement d'intégrer la greffe urbaine dans le fonctionnement général du village mais aussi de l'inscrire qualitativement dans son environnement naturel et paysager, pour une entrée de ville valorisante.

L'intérêt général du pôle oléicole s'apprécie à travers l'aménagement d'un pôle d'activités économiques contribuant à la mise en œuvre des politiques de la Métropole au regard du contexte et des besoins locaux et à la valorisation de l'entrée de ville.

1- Une opération contribuant à la politique agro-écologique et alimentaire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a initié une politique ambitieuse en matière d'agro-écologie et d'alimentation (politique P2A), qui participe activement à l'économie du territoire et au maintien ou à la création d'emplois. Cette politique a notamment pour objectif de créer le socle de développement de la filière de production agricole d'amont en aval (production, transformation, distribution et commercialisation).

Elle vise à renforcer le redéploiement agricole et pastoral à l'échelle de la Métropole, en s'appuyant sur le levier de la demande alimentaire locale (dont la restauration scolaire et les circuits courts).

La politique P2A de la Métropole poursuit ainsi cinq finalités :

- Offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre,
- Soutenir l'économie et l'emploi agricoles et agro-alimentaires,
- Préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles,
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique,
- Favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature et les liens entre urbain et rural.

L'intérêt général du pôle oléicole de Pignan s'apprécie au regard de ces cinq finalités.

2- Une opération contribuant au développement économique local

Dans le cadre de sa compétence « Développement économique », Montpellier Méditerranée Métropole a élaboré un Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) approuvé par délibération du Conseil le 24 novembre 2016. Le SAE identifie, sur les 15 prochaines années un besoin annuel de 17,5 hectares cessibles de foncier économique, complété par une programmation de 50 à 200 hectares destinée à renforcer l'économie productive du territoire. Un des enjeux énoncés par le SAE réside dans le renforcement de l'offre de foncier d'activités, notamment celle de type économie productive, vecteur de « richesse » et d'emploi, mais aussi pour les activités constitutives de l'économie présentielle qui ne peuvent s'insérer en tissu urbain mixte.

Dans ce contexte, le pôle oléicole de Pignan présente un intérêt général au regard de quatre dimensions du développement économique de la plaine Ouest :

- il contribue au renforcement et au développement de l'économie productive sur le secteur de la plaine Ouest,
- il contribue au renforcement et au développement de l'économie présentielle et au maillage d'entreprises du territoire de la Métropole,
- il contribue à la création d'emplois locaux,
- il contribue au rayonnement économique de l'espace métropolitain au-delà de ses frontières administratives.

L'intérêt général du projet de pôle oléicole de Pignan s'inscrit donc à la fois dans les objectifs du développement économique de la Métropole et dans ceux du pilier stratégique agroécologie et alimentation, puisqu'il intègre au sein d'une même opération d'aménagement, des activités productives et de services qui concourent au développement de la filière oléicole dans son ensemble.

Sur un plan urbanistique, il s'apprécie au travers d'un traitement qualitatif de l'entrée de ville s'inscrivant dans une continuité paysagère et identitaire de la commune dans son ensemble.

B. Un projet nécessitant la mise en compatibilité du PLU de la commune de Pignan par voie de déclaration de projet

Au regard du PLU en vigueur, le document est incompatible avec la réalisation du projet de pôle oléicole sur les points suivants :

- au niveau du PADD, la carte des orientations à l'échelle du bourg classe le site en secteur cultivé ouvert à maintenir pour préserver les vues ; en outre, aucune nouvelle zone d'activités n'est prévue sur la commune ;
- la zone N, à caractère d'espace naturel, n'est pas compatible, par nature, avec la réalisation d'une opération d'aménagement ;
- la zone N est réglementairement frappée d'une inconstructibilité de principe qui n'autorise pas la réalisation de constructions nouvelles,

- la marge de recul aux abords de la RD5 exclut toutes constructions dans une bande de 35 mètres de l'axe de la voie.

Au vu des incompatibilités identifiées, des objectifs de l'opération, et considérant son caractère d'intérêt général, il a été nécessaire :

- d'adapter les orientations du PADD pour le bourg,
- d'adapter le zonage applicable au site,
- d'établir un règlement adapté à l'aménagement du site,
- de définir des orientations d'aménagement et de programmation.

Considérant l'incompatibilité des règles d'urbanisme du PLU de la Commune de Pignan applicables au site du futur Pôle Oléicole, le Conseil de Métropole, lors sa séance du 26 Avril 2018, a donc pris acte de l'engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU afin d'adapter les règles du document d'urbanisme applicables sur la commune de Pignan à ce projet d'intérêt général.

Conformément à la Charte de Gouvernance le Conseil Municipal de Pignan, lors de la séance du 28 juin 2018, a émis un avis simple sur le dossier.

Le dossier a été ensuite notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme, transmis pour avis simple à l'Autorité Environnementale et soumis à enquête publique conformément aux dispositions des articles L.123-1 et suivants du Code de l'environnement :

Conformément à l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme une réunion d'examen conjoint a eu lieu le 27 septembre 2018, en présence de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM 34) de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI 34), de la Commune de Pignan, et de la Métropole afin de présenter les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU.

Le Conseil Départemental s'est excusé de son absence. Il a indiqué que le dossier n'appelait pas de remarque particulière et a donné un avis favorable. La Chambre d'Agriculture s'est également excusée de son absence. Elle a indiqué que le dossier n'appelait pas de remarque particulière et a donné un avis favorable.

La DDTM 34 est intervenue en conclusion de la séance et a émis un avis défavorable sur le volet intérêt général estimant que la procédure de Déclaration de Projet n'était pas la procédure adaptée. Elle a indiqué néanmoins que « *c'est un beau projet et qu'elle entend les enjeux de sa réalisation.* »

La CCI 34 a émis un avis favorable et a indiqué que ce projet participait au développement économique au sens large et qu'il s'inscrit dans cette dynamique.

L'Autorité Environnementale sollicitée le 25 juillet 2018 au titre des articles R.104-21 et suivants du Code de l'urbanisme par courrier réponse du 26 octobre 2018 n'a pas émis d'avis sur le dossier.

Enfin le dossier a été soumis à enquête publique du 21 janvier au 21 février 2019 inclus, soit 32 jours consécutifs, et a porté à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU qui en est la conséquence.

Les observations émises durant l'enquête sont au nombre de cinq et ont été regroupées en trois thèmes :

- La notion d'intérêt général,
- L'accès et l'aménagement du carrefour,
- L'impact environnemental du projet.

A l'issue de l'enquête, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son procès-verbal de synthèse le 25 février 2019 ; il fait état principalement des trois thèmes évoqués portant sur les enjeux principaux du projet : notion d'intérêt général, accès aménagement du carrefour et impact environnemental du projet

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en réponse, a adressé à Monsieur le Commissaire Enquêteur, un mémoire exposant notamment les éléments suivants :

- **Sur la notion d'intérêt général :**

Ce projet est un projet important pour la commune et pour la Métropole. Celui-ci répond pleinement aux enjeux de la Politique Agro-écologique et alimentaire de la Métropole :

- remise en culture des terres agricoles,
- redéploiement de la filière oléicole,
- accompagnement de l'activité agricole par la promotion de nouvelles pratiques phytosanitaires,
- soutien à l'économie et l'emploi agricole,
- développement des circuits courts.

La cave actuelle est, de plus, mal positionnée, trop petite, et ne permet pas d'accroître son activité. Le nombre d'adhérents sera augmenté et la filière oléicole va être réactivée : taille, récolte, production. Au-delà de la filière oléicole professionnelle, cet équipement permettra également de produire des quantités familiales d'huile d'olive, favorisant ainsi le maintien d'oliveraies non-professionnelles.

Cette procédure de déclaration de projet valant mise en comptabilité permet de donner **rapidement** des perspectives de re-structuration de la filière oléicole, la cave n'étant plus en capacité d'accroître son activité sur le site existant.

Parallèlement, cette redynamisation de la filière aura une action sur le paysage du secteur :

- rétablissement d'oliveraies,
- entretien et nouvelles pratiques phytosanitaires (action sur le « non-désherbage »...)

- **Sur les accès et l'aménagement du carrefour :**

Les questions relatives au chantier de travaux ne relèvent pas de la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU. Néanmoins, afin d'assurer une bonne information du public, la Métropole souhaite apporter quelques éléments de réponse. L'aménagement du carrefour au droit Avenue de la Bornière et l'avenue du Passet a pour objectif de :

- sécuriser le carrefour par la réduction des largeurs de croisement et des girations des véhicules,
- maintenir la circulation cyclable au droit du carrefour et Amélioration de la sécurité des cyclistes,
- améliorer le croisement entre les bus et les véhicules, notamment dans le sens Bornière – ancienne route de Courmonterral,
- identifier l'accès de la cave Oléicole en voirie ouverte, pour obtenir un carrefour en croix et dont le régime de priorité sera matérialisé par un stop.

La date de réalisation des travaux, sera en fonction des démarches administratives, mais le plus judicieux serait probablement en période scolaire. Quoi qu'il en soit, les travaux seront réalisés pour leurs majeures parties en alternat tricolore. Une déviation sera mise en place lors de certaines interventions de chantier, notamment en ce qui concerne la réalisation de la couche de roulement.

- **Sur l'impact environnemental du projet :**

La Métropole confirme que l'Evaluation Environnementale, présentée dans le dossier, n'identifie pas le secteur du futur pôle oléicole comme mettant en difficulté l'habitat de la pie grièche à poitrine rose. La zone d'études a fait l'objet d'un passage de terrain par un naturaliste. Onze espèces à enjeux faible à modéré ont été recensées lors de la prospection de terrain de fin mars 2018 :

- Quatre oiseaux, soit en alimentation, soit en transit ; (*Tourterelle turque, Etourneau Sansonnet, Linotte mélodieuse et Fauvette à tête noire*)
- Deux mammifères ;
- Un amphibien ;
- Quatre lépidoptères (papillons).

Le dossier précise les mesures prises pour préserver les espaces les plus sensibles.

Aussi constatant le bon déroulement de l'enquête, vu les éléments de réponse apportés et considérant que les engagements pris par Montpellier Méditerranée Métropole étaient de nature à répondre favorablement aux observations formulées durant l'enquête publique, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées le 21 mars 2019 et a émis un avis favorable sans réserve quant au projet de pôle oléicole.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- déclarer l'intérêt général du projet de pôle oléicole,
- approuver la mise en compatibilité du PLU de la commune de Pignan,
- mettre le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, à disposition du public à la Mairie de Pignan ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 place Zeus - 34961 Montpellier) à leurs jours et heures d'ouverture respectifs et de procéder aux mesures de publicités et d'affichage conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

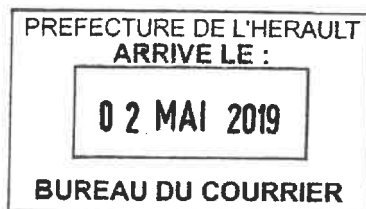
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-83611-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Modification du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lattes - Motivations de l'ouverture à l'urbanisation partielle de la zone AUI0 du ' Font de la Banquière ' - Approbation

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, en collaboration avec la commune de Lattes, a souhaité engager une modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune.

Celle-ci permettra de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, notamment :

- ✓ Le passage de la zone AU de l'entrée de Maurin (zone construite en totalité), en zone UD5 ;
- ✓ La réduction de l'emplacement réservé C26, rue du Mistral ;
- ✓ La suppression des règles relatives à la Voie Ferrée d'Intérêt Local dans le règlement, article 6 du PLU ;
- ✓ L'introduction de l'obligation de création de logements sociaux et logements abordables dans le règlement des zones UA, UB et UD ;
- ✓ La modification des obligations en matière de stationnement dans le règlement des zones UB, UI, AUI, A et N ;
- ✓ La dérèglementation de la hauteur des constructions dans le sous-secteur UI1 ;
- ✓ Modification de la liste des emplacements réservés pour intégration des emplacements réservés du projet Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP), au bénéfice de SNCF Réseaux, à la suite de la notification de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2019 qualifiant la LNMP en projet d'intérêt général.

De plus, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite également ouvrir partiellement à l'urbanisation la zone AUI0 du « Font de la Banquière ». La loi ALUR du 24 mars 2014, impose que *« lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones »* (L.153-38 du Code de l'urbanisme).

Les motifs qui conduisent à l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur sont exposés ci-après.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée en 2017 dans une démarche prospective « Montpellier Territoires, une Métropole productive » qui l'a conduit à définir 5 axes répondant à son développement futur. L'un d'eux s'attache à préciser les dynamiques de développement urbain, en particulier les « pôles d'échanges urbains » (initialement intitulés « portes métropolitaines ») qui concentrent une bonne partie des flux entre Montpellier et les communes de la première couronne, dans le souci de préserver l'équilibre du territoire. Sept pôles d'échanges ont ainsi été identifiés. L'objectif principal est de développer et d'optimiser ces pôles pour en faire des lieux de centralité, permettant de desserrer les fonctions du centre-ville de Montpellier, de limiter les déplacements sur le territoire et de valoriser les interfaces avec les territoires voisins de la Métropole.

Le secteur AUI0 « Font de la Banquière » de Lattes est localisé au sein d'un secteur stratégique identifié comme tel dès le SCoT de 2006 : pôle national et international, situé à proximité immédiate à la fois du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de la gare Montpellier Sud de France et de la RD66 qui donne accès directement, vers le sud, à l'aéroport international Montpellier Méditerranée et, vers le nord, à l'autoroute A709 (barreau de contournement sud) prolongée elle-même par l'autoroute A9 (Lyon-Marseille, Barcelone-Toulouse).

En outre, une démarche volontaire visant à remédier à la carence constatée en matière de foncier économique et à favoriser l'économie productive et présente du territoire, a été engagée dans les premiers mois de la création de la Métropole, à travers l'élaboration d'un Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE). Celui-ci a été adopté par délibération du Conseil de Métropole le 24 novembre 2016. Le diagnostic territorial économique réalisé dans le cadre du SAE a permis de mettre en évidence les grands enjeux en termes d'offres immobilières et foncières pour les entreprises déjà présentes ou souhaitant s'installer sur le territoire. D'un côté, le SAE a souligné l'insuffisance d'immobilier d'entreprise adapté et la carence en foncier d'activité, et de l'autre, il a mis en évidence que le manque de diversification de l'offre tertiaire dessert l'attractivité de la Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole se distingue par son territoire attractif et très dynamique en termes de création d'entreprises et d'emploi, qui connaît une croissance démographique largement supérieure à la moyenne nationale.

Un des corollaires de cette croissance démographique est un taux de chômage plus élevé que la moyenne nationale.

Le SAE a révélé le déséquilibre de l'offre immobilière professionnelle et l'insuffisance de foncier à vocation d'activités économiques sur le territoire de la Métropole.

Le territoire dispose d'un immobilier professionnel :

- ✓ Attractif pour les bureaux : les prix pratiqués (à la location et à la vente) sont comparables à ceux des Métropoles de même taille mais l'offre reste peu diversifiée en gamme ;
- ✓ En « sous-offre » pour les surfaces d'activités, compte-tenu d'une demande importante d'entreprises concernant des entrepôts, ainsi que des locaux d'activités.

Le territoire dispose d'un foncier économique :

- ✓ A vocation tertiaire : suffisant à court terme et potentiellement légèrement excédentaire à moyen et long terme compte tenu des programmations actuellement projetées dans les quartiers à vocation mixte ;
- ✓ A vocation « Activité » : très insuffisant à court terme et potentiellement un déséquilibre très inquiétant à moyen et long terme.

Afin de pouvoir favoriser au mieux la création, l'accueil et l'épanouissement des entreprises sur le territoire, l'objectif est de proposer une offre foncière et immobilière la plus large et la plus adaptée aux besoins des entreprises en consolidant le tissu des entreprises installées sur le territoire et en l'enrichissant via l'accueil de nouvelles entreprises.

En termes de foncier d'activités, le rythme annuel nécessaire est de l'ordre de 17,5 hectares cessibles, pour répondre aux demandes des entreprises de la Métropole.

Les demandes des entreprises exogènes d'envergure nationale ou internationale se cumulant à cette nécessité, le projet de SCoT arrêté permet de répondre à ce besoin, en identifiant plus de 600 hectares de foncier d'activités.

Aussi, étant donné le déficit actuel d'offre de foncier d'activités, l'urbanisation du secteur du « Font de la Banquière » à Lattes, polarité économique rayonnante identifiée dans le SCoT arrêté en juillet 2018, est, compte tenu de sa localisation, un site privilégié pour répondre aux demandes d'entreprises en développement et notamment celles de grands comptes situés à proximité, en accueillant des activités et filières à dominante industrielle et logistique, d'ateliers, bureaux technologiques, locaux artisanaux, tertiaires recherchant des sites spécifiques : toute activité participant de la vocation et du rayonnement du territoire.

La commune de Lattes se caractérise par un fort dynamisme. De nombreuses entreprises, y compris des grands comptes ont fait le choix de s'installer sur la commune en raison de son attractivité, sa proximité à Montpellier, et la qualité de ses équipements. Des groupes tels que Carrefour, Asics, Ineo Engie, Schneider Electric et Septeo sont présents. Les zones d'activités de Lattes présentent une forte mixité économique bureaux/activités et commerces. Toutefois, actuellement, les opportunités d'implantation sont limitées à l'échelle de la commune.

L'ouverture à l'urbanisation de la zone AUI0 permettra de répondre aux besoins de développement des entreprises implantées sur ce secteur et de conforter cette polarité économique rayonnante de la Métropole. En effet, les secteurs d'accueil des activités économiques (hors activités commerciales) offrent peu de possibilité de densification :

- Les secteurs de Fontvin et Puech Radier, offrent un potentiel de densification qui ne correspond pas aux besoins (petites unités foncières déjà bâties) ;
- Le secteur d'activités, en continuité de la zone AUI0 du « Font de la Banquière », objet de la présente modification, ne dispose plus de foncier disponible et a un potentiel de densification limité (petites unités foncières déjà bâties).

Au regard de la faisabilité opérationnelle, le secteur « Font de la Banquière », extension du secteur d'activités existant est le plus à même d'accompagner, à court terme, la production de foncier à vocation économique sur la commune de Lattes. En effet, la maîtrise foncière sous maîtrise publique (commune de Lattes, Montpellier Méditerranée Métropole, Etablissement Public Foncier d'Occitanie) est significative sur la seule partie à ouvrir à l'urbanisation.

En outre, de par sa localisation géographique, ce secteur répond également au critère de maîtrise des déplacements (proximité de la Gare Montpellier Sud de France, de l'aéroport Montpellier Méditerranée et des autoroutes A9/A709 notamment). En outre, ce secteur a fait l'objet d'un aménagement récent avec la création d'une voie interne, qui sera à prolonger dans le cadre de l'ouverture partielle de la zone AUI0.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'ouverture partielle à l'urbanisation du secteur AUI0 dit « Font de la Banquière », conformément à l'article L.153-38 du Code de l'urbanisme ;
- prendre acte de la décision d'engager la procédure de modification du PLU de Lattes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Carole DONADA, Mme Stéphanie JANNIN, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Chantal MARION, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82281-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier



Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Saint-Geniès-des-Mourgues - Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par arrêté n°A2016-383 du 5 janvier 2017, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Geniès des Mourgues, afin de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, en vue notamment :

- de traduire l'étude urbaine du secteur « Encornet – Clair Soleil »,
- d'adapter l'emprise au sol de la zone urbaine (UD3), afin de préserver son caractère paysager spécifique,
- et de réaliser quelques adaptations mineures.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal a émis, par délibération en date du 25 septembre 2018, un avis favorable sur le projet de modification n°1 du PLU.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L.153-40, le projet de modification du PLU de la Commune de Saint Geniès des Mourgues a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) le 19 octobre 2018.

Par arrêté n°MAR2019-002 du 11 janvier 2019, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, du 4 février 2019 au 6 mars 2019 inclus, portant sur le projet de modification n°1 du PLU de la Commune de Saint Geniès des Mourgues.

Aucune remarque n'a été exprimée par le public durant l'enquête, au sein du registre mis à disposition.

La Commune de Saint Geniès des Mourgues a procédé quant à elle à :

- une demande relevant de l'enquête, à savoir, une adaptation règlementaire mineure de l'article 3 « Accès et voirie » de la zone urbaine (UD1c), afin de supprimer l'obligation de réaliser un local technique pour le ramassage des ordures ménagères, non opportun au sein du future quartier « Encornet » ;
- une demande en dehors du cadre de l'enquête publique, à savoir la création d'une protection paysagère ; sujet non présenté au lors de l'enquête publique.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier a émis un avis favorable au projet, par courrier du 21 décembre 2018.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire Enquêteur. Ce dernier a pris acte des réponses qui lui ont été apportées dans le cadre du mémoire en réponse, transmis à son attention le 25 mars 2019.

Dans ce contexte, Madame le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées à Montpellier Méditerranée Métropole le 3 avril 2019. Constatant que l'enquête publique s'est tenue dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, Madame le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable, sans réserve, sur le projet de modification du PLU de la Commune de Saint Geniès des Mourgues en y intégrant la modification de l'article 3 de la zone urbaine (UD1c).

Le dossier de la modification du PLU est donc repris à la suite de l'enquête publique, afin de procéder à cette adaptation règlementaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU de Saint Geniès des Mourgues ;
- approuver le dossier de modification n°1 du PLU de la Commune de Saint Geniès des Mourgues tel que modifié à la suite de la demande du Commissaire Enquêteur ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix



Fait à Montpellier, le 29 AVR. 2019

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Modification des Périmètres Délimités des Abords (PDA) de l'église Saint Jean-Baptiste et du Castellas - Commune de Murviel-lès-Montpellier - Avis simple

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La commune de Murviel-lès-Montpellier dispose sur son territoire de plusieurs sites protégés pour leur valeur historique et patrimoniale. En particulier, le site de l'église paroissiale abside (intérieur et extérieur), dit site de l'église Saint Jean-Baptiste, classé au titre des monuments historiques par arrêté du 07 août 1963 et le site de l'Oppidum pré-romain, dit site du Castellas, composé des remparts d'Altimurium classés au titre des monuments historiques par arrêté du 08 mai 1896 et des vestiges du rempart antique inscrits à l'inventaire patrimonial par arrêté du 24 mars 1971.

Afin de protéger et mettre en valeur le patrimoine classé et inscrit, une servitude des abords intervient automatiquement au bénéfice de l'Architecte des Bâtiments de France. Elle attribue à ce dernier un droit de regard sur toute intervention envisagée à l'intérieur d'un périmètre de 500 mètres de rayon autour des monuments historiques identifiés. Conformément aux dispositions prévues par le Code du patrimoine (articles L.621-30 et suivants), dans ce périmètre, *« la protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui »*.

Cette servitude permet de préserver les monuments historiques et leur environnement direct en s'assurant notamment de la qualité des travaux et aménagements qui interviennent dans le champ de visibilité ou de co-visibilité des monuments historiques.

La loi du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains, a ouvert la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres. En complément, la loi du 07 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords de monuments historiques.

Dans ce contexte, conformément aux articles R.621-92 et suivants du Code du patrimoine, l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la direction régionale des affaires culturelles, représentée par l'Architecte des Bâtiments de France, a porté à la connaissance de la commune de Murviel-lès-Montpellier, le 28 novembre 2016, une proposition de deux nouveaux périmètres délimités des abords localisés autour de l'église Saint Jean-Baptiste d'une part et du site archéologique du Castellas d'autre part. L'Architecte des Bâtiments de France, avec une analyse de terrain plus fine, propose des périmètres délimités des abords car ils sont plus adaptés en terme de co-visibilité que les rayons de 500 mètres actuellement mis œuvre.

Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du patrimoine la commune de Murviel-lès-Montpellier, par délibération en date du 02 mars 2017, a émis un avis favorable sur les deux projets de périmètre délimité des abords proposés par l'Architecte des Bâtiments de France.

Montpellier Méditerranée Métropole doit maintenant se prononcer sur ces deux propositions de périmètre, avant de les soumettre à enquête publique.

A l'issue d'une enquête publique unique, après avoir reçu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur, le Préfet sollicitera de nouveau Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir son accord sur les deux projets de périmètre délimité des abords, éventuellement modifiés pour tenir compte des conclusions de cette enquête publique.

En cas d'accord, le périmètre délimité des abords sera créé par arrêté du Préfet, puis annexé au PLU au titre des servitudes d'utilité publique, aux conditions prévues à l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable sur les projets de périmètre délimité des abords de l'église Saint Jean-Baptiste et du site archéologique du Castellàs, tels qu'annexés à la présente délibération ;
- prendre acte que le projet de périmètre délimité des abords sera soumis à enquête publique unique menée conjointement à l'enquête publique relative à la procédure de modification n°3 du Plan local d'urbanisme de Murviel-lès-Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82226-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Proposition de périmètre de protection modifié

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) La Promenade des Costes - Hectare - Commune de Saint Geniès des Mourgues - Convention de PUP et convention de reversement à la commune - Approbation et autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Le secteur d'implantation de la future opération est situé au nord du cœur historique de la commune de Saint Geniès des Mourgues, dans la rue d'Encornet. Le terrain d'emprise du projet est classé en zone UD1 du PLU. Cette zone est composée d'une urbanisation mixte où habitat et activités se côtoient.

La société « HECTARE » va déposer sur ce secteur un permis d'aménager sur une unité foncière de 3 289 m² sur les parcelles cadastrées AP 173, AP 174 et AP 175p* (p* = pour partie de parcelle cadastrale). Une partie de la parcelle AP 173 est déjà bâtie et présente une maison d'habitation en R+1 qui sera conservée. Le projet d'aménagement consistera en la réalisation d'un lotissement de 8 lots. Les lots seront réservés à l'habitation, à raison d'une seule construction et un seul logement par lot et de 10 places de stationnement. Ces lots seront répartis de part et d'autre d'une voie interne centrale.

Cette opération rendant nécessaire un certain nombre d'équipements publics, la société « HECTARE » s'est rapprochée de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'une convention de PUP.

Ces équipements publics sont les suivants :

- Des équipements publics d'aménagement d'espaces publics et Voirie Réseaux Divers (VRD) :
 - o Une participation au renforcement du réseau d'électricité ENEDIS ;
 - o Une participation aux travaux de voirie impasse des Ecoles ;
 - o Une participation aux travaux de voirie rue d'Encornet ;
 - o L'acquisition d'une partie du foncier à hauteur 63 m² pour permettre la réalisation des travaux d'aménagement de la voirie.
- Des équipements publics de superstructures :
 - o Participation à l'extension de l'école primaire ;
 - o Participation à l'extension de l'école maternelle.

La convention de PUP ne peut mettre à la charge des aménageurs que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention ou, lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, le montant prévisionnel du coût total HT des équipements publics s'élève à **134 712 € HT**.

Nbr de logts	8	PROGRAMME D'EQUIPEMENTS	Coût HT
		Participation aux Equipements Publics communaux de superstructure : extension école primaire (10 752 euros) et école maternelle (10 432 euros)	21 184 €
		Foncier (63 m²)	3 150 €
		Enedis (40% pris en charge par Enedis)	9 985 €
		Voirie Impasse des écoles	36 041 €
		Voirie rue d'Encornet	57 937 €
		TOTAL GENERAL DU PROGRAMME	128 297 €
		TOTAL GENERAL DU PROGRAMME + MOA conduite PUP 5%	134 712 €

La part mis à la charge de l'aménageur s'élève à **74 164 € HT**. La répartition des coûts est la suivante :

- Les travaux d'aménagement de la voirie Impasse des écoles sont pris en charge à 50% par « HECTARE ». 28% sont pris en charge par un autre opérateur privé hors périmètre de PUP « La Promenade des Costes » mais dont l'opération, situé plus au nord, participera à l'aménagement de cette voirie pour les besoins de ses futurs habitants. Les 22% restant sont pris en charge par la Métropole dans le cadre des Attributions de Compensation (AC) communales ;
- Les travaux de la Rue d'Encornet sont pris en charge à 50% par « HECTARE ». Les 50% restants sont affectés à un autre opérateur privé hors périmètre de PUP « La Promenade des Costes » dont l'opération se situe de l'autre côté de la rue d'Encornet ;
- Une participation à l'extension de l'école primaire ainsi qu'une participation à l'extension de l'école maternelle ont été calculées sur la base d'un montant forfaitaire au logement.
- Le renforcement du réseau électrique ENEDIS a été mis à la charge du pétitionnaire privé à 100% (soit 60% car ENEDIS prend en charge 40% du montant) car il répond exclusivement aux besoins de l'opération.

Une contribution foncière est prévue dans le cadre de cette convention de PUP. En effet, La société « HECTARE » s'engage à apporter en paiement le terrain non bâti ci-après :

- 63 m² détachés des parcelles cadastrées AP 173 et AP 174, le long de la rue d'Encornet pour permettre la réalisation des travaux publics d'aménagement de la voirie d'accès aux futurs lots.

Cette contribution foncière est évaluée à hauteur de 3 150 € HT par France Domaine et sera déduite de la participation numéraire de la société « HECTARE ».

Nbr de logts	8	PROGRAMME D'EQUIPEMENTS	Coût HT	A la charge de HECTARE (HT)		Part publique (HT)	
				Participation foncière	Participation numéraire		
		Participation aux Equipements Publics communaux de superstructure : extension école primaire (10 752 euros) et école maternelle (10 432 euros)	21 184 €		100%	21 184 €	
		Foncier (63 m²)	3 150 €	3 150 €		- 3 150 €	
		Enedis (40% pris en charge par Enedis)	9 985 €		60%	5 991 €	
		Voirie Impasse des écoles	36 041 €		50%	18 021 €	
		Voirie rue d'Encornet	57 937 €		50%	28 968 €	
		TOTAL GENERAL DU PROGRAMME	128 297 €	3 150 €		71 014 €	
		TOTAL GENERAL DU PROGRAMME + MOA conduite PUP 5%	134 712 €	3 150 €		71 014 €	5%
							6 415 €

Ce PUP propose donc de mettre à la charge de la société « HECTARE » la réalisation d'une part des aménagements qui s'élève à 74 164 € HT, dont 71 014 € HT de participation numéraire et 3 150 € HT de participation foncière.

Une quote-part de cette participation, soit 21 184 € HT, sera reversée par Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Saint Geniès des Mourgues pour les travaux de superstructures, relevant de sa compétence. Les modalités de ce reversement sont définies par voie de convention.

La convention de PUP sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « HECTARE » et précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre du PUP est fixé pour une durée maximale de quinze ans et correspond à l'emprise du terrain d'assiette du PUP. Il exonère cette parcelle de taxe d'aménagement (part métropolitaine) pour une durée maximale de cinq ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de Projet Urbain Partenarial tel qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver le périmètre du Projet Urbain Partenarial ;
- approuver les termes de la convention de Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « HECTARE » et notamment le montant de participation de la société au vu du coût prévisionnel de l'opération, de la nature des travaux ainsi que du périmètre du projet ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 5 années ;
- approuver le projet de convention de reversement établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint Geniès des Mourgues dans le cadre de la convention de PUP « La Promenade des Costes » ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de la Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82536-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de localisation et périmètre du PUP "La Promenade des Costes"
- Projet de convention de reversement à la commune
- Projet de convention initiale de PUP La Promenade des Costes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) Couleurs de pays - Commune de Saussan - Convention de PUP et convention de reversement à la commune - Approbation et autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

La société « Couleurs de Pays » titulaire d'une promesse de vente des parcelles cadastrées AH 12 et AH 27, sur le territoire de Saussan envisage de réaliser une opération d'aménagement sur une superficie totale de 1 733 m².

Le programme prévisionnel de cette opération d'aménagement prévoit la création de deux bâtiments en R+1 constitués de 12 villas duplex accolées avec 23 places de parking extérieures.

Cette opération rendant nécessaire un certain nombre d'équipements publics, la société « Couleurs de Pays » s'est rapprochée de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'une convention de PUP.

Compte tenu de sa localisation et de son contexte, la réalisation de ce programme de logements nécessite :

- La réalisation d'aménagements d'espaces publics et Voirie Réseaux Divers (VRD) :
 - La création d'un poteau incendie
 - La création d'un réseau des eaux pluviales de rejet du projet et réfection voirie correspondante
- La réalisation d'équipements publics de superstructure :
 - La création de classe
 - La création d'une place en crèche

La convention de PUP ne peut mettre à la charge des propriétaires fonciers, constructeurs, aménageurs que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention ou, lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, le montant prévisionnel du coût total HT des équipements publics s'élève à **89 306 € HT**.

Ce tableau présente le coût des équipements publics à réaliser :

Nature	Détail	Montant € HT
Espace public	La création d'un réseau des eaux pluviales de rejet du projet et réfection voirie correspondante	29 413
AEP	Pose d'un poteau incendie	9 000
Superstructures	Participation pour la création de classe	35 573
	Participation pour la création de place en crèche	11 067
TOTAL Programme PUP		85 053
TOTAL GENERAL DU PROGRAMME +MOA conduite PUP (5%)		89 306

Les modalités de partage des coûts des équipements, conformément aux dispositions de l'article L. 332-11-3-II° du Code de l'urbanisme, sont fixées en annexe 1 de la présente délibération.

La part mis à la charge de l'aménageur représente un montant prévisionnel de **83 582 € HT**.

La répartition des coûts est la suivante :

- La création du réseau des eaux pluviales de rejet et la réfection de la voirie sont imputés à 95% aux pétitionnaires privés, car ils sont nécessaires pour répondre aux besoins de l'opération ;
- Le renforcement incendie est mis en totalité à la charge des pétitionnaires privés dans la mesure où son dimensionnement répond aux besoins des futurs résidents au sein du périmètre du PUP ;
- Une participation aux financements des équipements publics de superstructure sont imputés aux pétitionnaires privés.

La convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « Couleurs de Pays » et précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Une quote-part de cette participation, soit **46 640 € HT**, sera reversée par Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Saussan pour les travaux de superstructures.

Les modalités de ce reversement sont définies par voie de convention.

Le périmètre de PUP, dans lequel les constructions seront exonérées de la part intercommunale de la Taxe d'Aménagement pour une durée de cinq ans, est joint à la convention. Cette exonération prendra effet à compter de l'affichage de la mention de la signature de la convention en mairie de Saussan et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le périmètre de PUP, tel qu'annexé à la présente délibération, ainsi que les modalités de partage des coûts des équipements publics qui seront mis à la charge du constructeur intervenant dans ce périmètre tel qu'annexé,
- approuver les termes de la convention de PUP entre la société « Couleurs de Pays » et Montpellier Méditerranée Métropole,
- appliquer une exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement dans le périmètre de PUP pour une période de cinq ans,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de la Métropole, chapitre 908,
- approuver le projet de convention de reversement établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saussan dans le cadre de la convention de PUP « Couleurs de Pays » susvisée,
- autoriser Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81942-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de localisation du PUP
- convention de reversement à la commune
- tableau de repartition financière
- convention initial de projet urbain partenarial

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) Ilot Favan - Urbis Réalisations - Commune de Baillargues - Convention de PUP et convention de reversement à la commune - Approbation et autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même Code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Le secteur d'implantation de la future opération est situé à l'Est de la commune de Baillargues et est classé en zone UB du PLU. Ce secteur constitue en partie l'entrée Est de la commune et comprend principalement des constructions à usage d'habitat individuel et des bâtiments d'activités de type artisanal et industriel. Plusieurs opérations de requalification de l'espace et de réinvestissement urbain sont mises en œuvre sur cette zone.

La société « Urbis Réalisations » a déposé sur ce secteur une demande de permis de construire en mairie de Baillargues, sur une unité foncière de 6 896 m², correspondant aux parcelles cadastrées AC 144, AC 145, AC 189 et AC 190. L'opération de construction qui se situe au n°565 de la Route Impériale et au n°141 du Chemin du Petit Bonheur, consiste en la création de 72 logements individuels dont 22 logements sociaux. L'opération comprend un ensemble de bâtiments A, B et C en R+2 construits sur un niveau de parking en sous-sol communs aux trois bâtiments et un bâtiment D en R+1 répartis en 2 îlots. Le projet comptabilise 147 places de stationnement.

Les travaux seront réalisés en une tranche. Cette opération rendant nécessaire un certain nombre d'équipements publics, la société « Urbis Réalisations » s'est rapprochée de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'une convention de PUP.

Ces équipements publics sont les suivants :

- Une participation aux équipements publics communaux liés à la petite enfance,
- Une extension du réseau d'adduction et renforcement en eau potable,
- La création d'un Poteau Incendie (PI) et le renforcement des conduites AEP,
- Une participation à la création de la Station d'Épuration (STEP),
- Une participation au renforcement des pompes et du réseau de refoulement,
- Une participation aux travaux d'aménagement de la voirie Route Impériale et Chemin du Petit Bonheur.

La convention de Projet Urbain Partenarial ne peut mettre à la charge des aménageurs que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention ou, lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, le montant prévisionnel du coût total HT des équipements publics s'élève à **1 989 468 € HT**.

Nbr de logts	72	PROGRAMME D'EQUIPEMENTS	Coût H.T.
		Participation aux Equipements Publics communaux liés à la petite enfance	42 350 €
		0,69 Salles de classe	209 400 €
		Extension adduction et renforcement eau potable	36 504 €
		Défense incendie	60 840 €
		Participation STEP	52 632 €
		Renforcement pompe et réseau refoulement	30 240 €
		Voirie route impériale et chemin du petit bonheur	1 462 765 €
		Renforcement ERDF	0 €
		TOTAL GENERAL DU PROGRAMME	1 894 731 €
		TOTAL GENERAL DU PROGRAMME + 5 %MOA conduite PUP	1 989 468 €

La part mis à la charge de l'aménageur représente un montant prévisionnel de **557 815 € HT**.

La répartition des coûts est la suivante :

- Les travaux d'aménagement de voirie sont pris en charge à 24% par la part publique et imputée à 10% aux pétitionnaires privés car l'aménagement de la portion du Chemin du Petit Bonheur est nécessaire essentiellement aux futurs résidents du programme,
- L'aménagement de la Route Impériale profite à tous les résidents le long de cette voie, 66% reste donc à financer par les autres opérateurs privés le long de la Route Impériale (hors périmètre PUP Îlot Favan),
- La création du poteau incendie est mis en totalité à la charge des pétitionnaires privés dans la mesure où son dimensionnement répond uniquement à la sécurité de l'opération.

La répartition financière est présentée dans le tableau en annexe de la présente délibération.

Aucune contribution foncière n'est prévue dans le cadre de cette convention de PUP.

Une quote-part de cette participation, soit **226 575 € HT**, sera reversée par Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Baillargues pour les travaux relevant de sa compétence. Les modalités de ce reversement sont définies par voie de convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de Projet Urbain Partenarial (PUP) tel qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver le périmètre du Projet Urbain Partenarial ;
- approuver les termes de la convention de Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « Urbis Réalisations » et notamment le montant de participation de la société au vu du coût prévisionnel de l'opération, de la nature des travaux ainsi que du périmètre du projet ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- approuver le projet de convention de reversement établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Baillargues dans le cadre de la convention de PUP « Îlot Favan » ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer les deux conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-78596-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

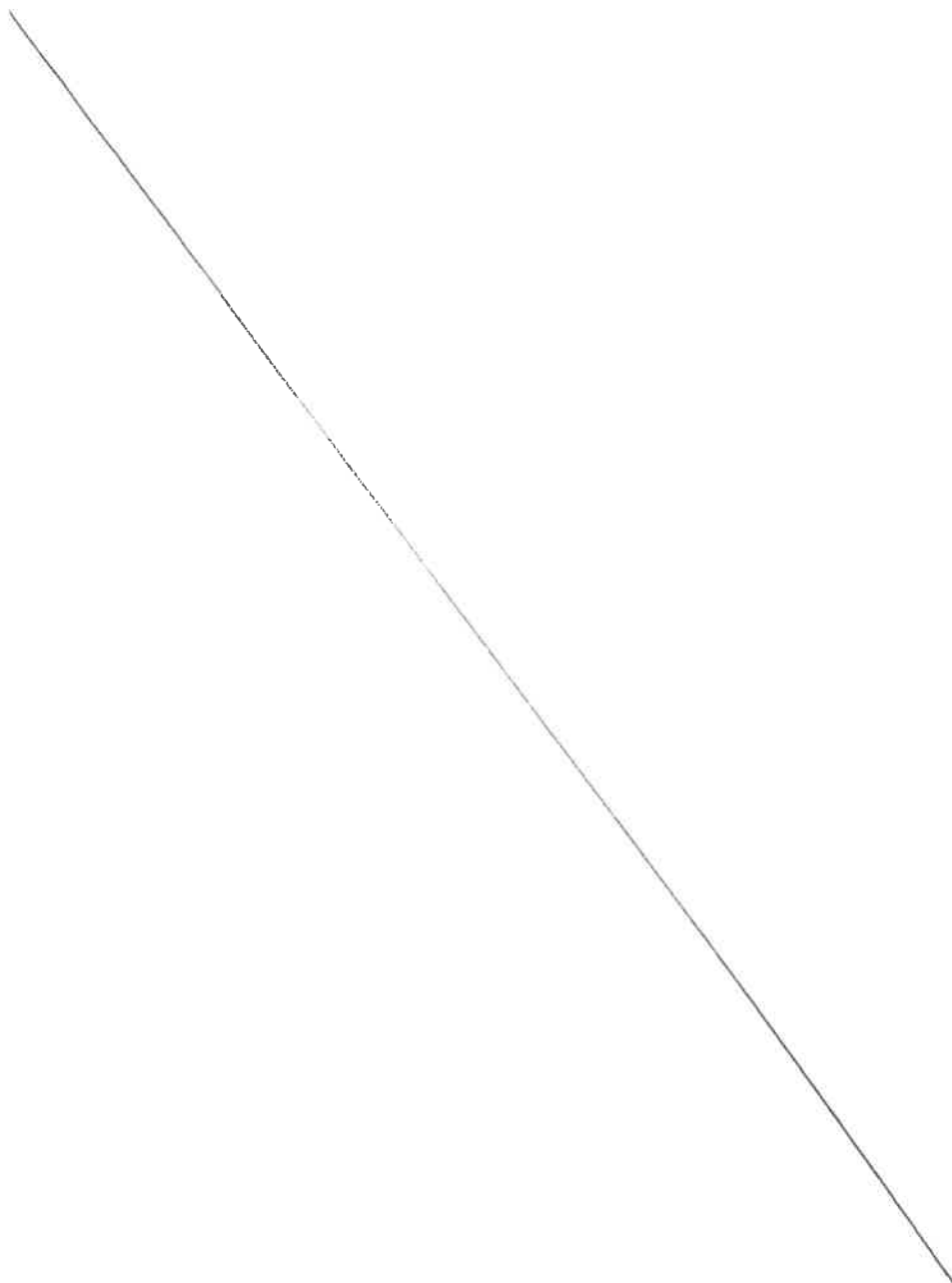
Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de localisation et périmètre de PUP
- Projet de convention initiale PUP Ilot Favan
- Tableau de répartition financière PUP Ilot Favan
- Projet de convention de reversement à la commune

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION
DES MILIEUX AQUATIQUES**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Adhésion à l'association France Dignes - Désignation de représentants - Approbation

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est gestionnaire des ouvrages de protection contre les inondations qu'elle a construits sur son territoire, notamment ceux sur la Commune de Lattes. Dans le cadre de la compétence GEMAPI, les ouvrages communaux de protection contre les inondations sont aussi transférés à la Métropole qui doit en assurer la gestion. Ces ouvrages sont constitués pour la plupart de digues et de barrages.

L'exercice de la compétence GEMAPI impose de construire les ouvrages dans les règles de l'art, puis d'en assurer une gestion efficace, afin de maintenir dans le temps le niveau de protection pour lequel les ouvrages ont été réalisés. Outre la gestion courante comprenant l'entretien de la végétation et la surveillance régulière des ouvrages, les missions de gestion concernent notamment, le respect des consignes de surveillance en période de crue et post-crue, la réalisation de visites techniques approfondies, des procédures d'intervention d'urgence pour réparer d'éventuels dommages aux ouvrages et de transmission de l'information en période de crise aux services de l'État chargés de la sécurité publique, dont la Préfecture, la DREAL et le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile ainsi qu'aux communes concernées.

France Dignes est une association de 1901, dont l'objectif est de structurer et consolider la profession de gestionnaire de digues en favorisant les échanges techniques, le partage des savoir-faire et l'échange d'expériences, en développant les connaissances des gestionnaires par des formations et en créant des outils métiers spécifiques.

Cette association est l'aboutissement de l'action « création d'une filière professionnelle destinée aux gestionnaires de digues » telle que définie par le Plan de Submersion Rapide publié en février 2011.

L'association France Dignes a pour missions de :

- mettre en réseau, animer et assister les gestionnaires de digues et d'ouvrages de protection contre les inondations en constituant un lieu d'échanges et de partage d'expériences, de savoirs et d'informations ;
- renforcer les compétences métier des gestionnaires de digues par des actions de formation et de professionnalisation de la filière ;
- représenter la profession auprès des différentes instances, être porte-parole des gestionnaires, interlocuteur et force de proposition ;
- assurer une veille technique et réglementaire ;
- assurer la conception et la maintenance d'outils et méthodes spécifiques et assister ses membres à leur utilisation ;
- conduire des analyses pour le réseau de gestionnaires et participer à des projets européens et internationaux.

France Dignes propose à ses adhérents, entre autres, de bénéficier d'un important réseau de gestionnaires et de professionnels de la gestion des digues, de participer gratuitement à des journées techniques ciblées sur les besoins de ses adhérents, de bénéficier d'une veille réglementaire, de disposer de documents et notes techniques destinés aux gestionnaires. Les adhérents peuvent aussi orienter les actions de l'association, prendre part à différentes réunions (Comité Technique, Groupes de travail thématiques...), avoir un accès privilégié et une assistance à l'utilisation du logiciel métier de gestion des digues appelé « SIRS Dignes », avoir accès à une plate-forme d'échanges où participent des professionnels et des experts et contenant une veille journalistique et technique, un forum, des documents techniques, ...

Dans un contexte de constantes évolutions réglementaires et techniques, et face à la complexité de ces dernières, il est pertinent que Montpellier Méditerranée Métropole rejoigne ce réseau national afin de participer aux échanges d'expériences et d'améliorer ses bonnes pratiques en matière de gestion des digues et barrages.

Il est ainsi proposé d'adhérer à l'association nationale des gestionnaires de digues, France Dignes. La cotisation annuelle à l'association est fixée à 750 € à laquelle s'ajoute un montant de 30 €/km de digue géré. Montpellier Méditerranée Métropole gère un linéaire de 35,4 km de digue. Les frais d'adhésion annuelle à l'association France Dignes s'élèveraient ainsi à 1 812 € TTC.

S'agissant d'une structure associative, il est par ailleurs proposé de désigner un représentant de la Métropole et son suppléant au sein du Conseil d'Administration.

Le Président propose les candidatures suivantes :

- M. Jean-Marc LUSSET (titulaire) ;
- Mme Jackie. GALABRUN-BOULBES (suppléante).

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association France Dignes,
- décider à l'unanimité de procéder à la désignation d'un représentant de la Métropole et de son suppléant au sein du Conseil d'Administration par un vote à main levée ;
- désigner Monsieur Jean-Marc LUSSET comme représentant titulaire et Madame Jackie GALABRUN-BOULBES comme représentante suppléante de la Métropole et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82075-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues - Déclaration d'un système d'endiguement au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement - Dossiers d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et autres procédures administratives - Approbation

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Le projet de protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues est inscrit au PAPI2 Lez Mosson Etangs palavasiens sous l'action 7.2. Cette action consiste à démolir les digues actuelles et à les reconstruire dans les règles de l'art pour augmenter leur niveau de protection jusqu'à une crue du Coulazou d'occurrence centennale.

Montpellier Méditerranée Métropole a confié à un bureau d'études spécialisé une mission de maîtrise d'œuvre complète pour la conception des aménagements et le suivi des travaux de reconstruction des digues du Coulazou. Par délibération n°M2018-743 du 21 décembre 2018, le Conseil de Métropole a approuvé l'avant-projet des aménagements. Ceux-ci prévoient :

- la démolition de la digue de la Plantade et la construction d'une nouvelle digue sur un linéaire d'environ 1 km,
- la démolition de la digue des Campanelles et la construction d'une nouvelle digue sur un linéaire d'environ 1,2 km,
- la création d'un mur de protection en rive droite du Merdanson,
- le recalibrage du ruisseau des Combes et l'aménagement de sa traversée sous la nouvelle digue au niveau du quartier des Campanelles.

Le montant de l'avant-projet est estimé par le maître d'œuvre à 4 040 000 € HT.

Ces travaux sont soumis à autorisation environnementale au titre des articles R.181-13 et R.181-15-1-IV du Code de l'environnement. En vue de la sollicitation de cette autorisation, un dossier a été élaboré comprenant notamment :

- l'estimation de la population de la zone protégée et l'indication du niveau de protection dont bénéficie cette dernière,
- l'étude d'impact établie conformément aux dispositions des articles R.122-2 et R.122-3 du Code de l'environnement,
- l'étude de dangers établie conformément aux dispositions de l'article R.214-116 du Code de l'environnement,
- des consignes de surveillance des ouvrages en toutes circonstances et des consignes d'exploitation en période de crue, sur lesquelles s'engage la Métropole, gestionnaire des ouvrages, pour garantir le niveau de protection assuré.

Ce dossier conduit à déclarer le système d'endiguement « Coulazou » au titre des articles 181-1 à 181-4 du Code de l'environnement. Il sera composé :

- de la nouvelle digue de la Plantade, comprise entre l'ancienne voie SNCF et la façade Est du cimetière, au niveau de la rue Jean-Marc Rouan ;
- de la nouvelle digue des Campanelles, comprise entre les équipements sportifs communaux et la RD613 ;
- du mur de protection en rive droite du Merdanson.

Montpellier Méditerranée Métropole sera propriétaire des emprises foncières supportant les ouvrages hydrauliques à réaliser et le gestionnaire de ce système d'endiguement.

Les ouvrages constituant le système d'endiguement « Coulazou » et la zone protégée correspondante sont précisés sur la carte annexée à la délibération. La zone protégée est la zone soustraite à l'inondation qui serait causée en l'absence d'ouvrage et pour le niveau de crue retenue. Elle résulte ainsi de la différence entre les zones inondables estimées par modélisations hydrauliques avec et sans les digues du Coulazou. La zone protégée comporte notamment les secteurs densément habités des quartiers de la Plantade et des Campanelles, ainsi que le quartier situé en rive droite du ruisseau du Merdanson, représentant au total une population d'environ 500 personnes sur la commune de Fabrègues.

Au regard des enjeux à protéger et du fonctionnement hydraulique après aménagement, le niveau de protection défini correspond à la crue centennale du Coulazou, soit un débit de 300 m³/s au niveau de la traversée urbaine de Fabrègues. Ce niveau de protection correspond au débit de crue au-delà duquel la zone protégée est inondée.

Les principales mesures que va mettre en œuvre la Métropole afin de maîtriser les risques et de maintenir le niveau de protection défini ci-avant du système d'endiguement « Coulazou » sont les suivantes :

- réalisation de consignes de surveillance, périodes normale et post-crues, visites régulières de l'ouvrage par des agents de la Métropole, réalisation de Visites Techniques Approfondies et suivi topographique d'éventuels tassements, conformément aux dispositions des articles R.214-122 et R.214-123 du Code de l'environnement,
- mise en œuvre d'une procédure de suivi du débit du Coulazou en période de crue, information en cas de crise des services de l'État chargés de la sécurité publique, dont la Préfecture, la Direction Régionale Environnement Aménagement Logement (DREAL), le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile et de la commune de Fabrègues,
- mise en œuvre d'une procédure d'intervention d'urgence, par le déplacement sur place d'agents de la Métropole, recours aux marchés publics existants, avec clauses d'astreinte, pour interventions d'entreprises afin de réparer d'éventuels dommages graves aux ouvrages, dès la décrue du Coulazou,
- diffusion de l'étude de dangers au Maire de Fabrègues, afin de lui permettre d'actualiser le Plan Communal de Sauvegarde.

En complément de la demande d'autorisation de réaliser le système d'endiguement décrit ci-avant, il y a lieu d'engager les procédures d'enquêtes publiques afin de permettre :

- l'acquisition, si besoin par expropriation, du foncier nécessaire sur les emprises du projet,
- l'obtention des autorisations requises pour la réalisation des travaux.

Les dossiers soumis à ces procédures d'enquêtes sont établis conformément au Code de l'expropriation, au Code de l'environnement, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur. On distingue :

- le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP),
- le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Intérêt Général (DIG),
- le dossier d'enquête parcellaire.

Il est enfin proposé au Conseil de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour qu'il déclare l'urgence en application de l'article R.232-1 du Code de l'expropriation, compte tenu de l'intérêt à réaliser les travaux dans les délais les plus courts, au regard de la vulnérabilité de la commune de Fabrègues face à une crue Coulazou.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'autorisation du système d'endiguement constitué par la digue de la Plantade, la digue des Campanelles et le mur de protection en rive droite du Merdanson, définissant une zone protégée d'une crue du Coulazou d'occurrence centennale, telle que précisée sur la carte annexée,
- approuver les dossiers d'enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique, à la déclaration d'intérêt général et parcellaire,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture des enquêtes publiques conjointes nécessaires à l'obtention de l'arrêté d'autorisation relatif au système d'endiguement ci-dessus, de la DUP, de la DIG et des éventuelles procédures d'expropriation,
- requérir, à l'issue des enquêtes, le prononcé des arrêtés correspondants,
- solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault afin qu'il déclare l'urgence en application de l'article R.232-1 du Code de l'expropriation,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82045-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DLE_Coulazou-v1b.pdf

- Carte des zones_protégées.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Convention relative aux conditions de mise à disposition à titre gratuit et d'utilisation du logiciel Hydraclis du Service Départemental Incendie et Secours (SDIS) de l'Hérault pour la gestion des Points d'Eau Incendie - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Le service public de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) est une des compétences communales transférées, depuis la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole, au 1^{er} janvier 2015. Le patrimoine correspondant comporte à ce jour plus de 7 000 Points d'Eau Incendie (PEI) sur les 31 communes de la Métropole.

Ce patrimoine doit faire l'objet d'une maintenance quotidienne afin de garantir la meilleure efficacité possible en cas de sinistre. Il est géré en étroite collaboration avec le Service Départemental d'Incendie et Secours de l'Hérault (SDIS 34). En effet, si les sapeurs-pompiers ont à leur charge l'extinction des incendies, il est de la responsabilité de la Métropole d'assurer, sur son territoire, la fourniture de l'eau nécessaire aux secours, pour la lutte contre les incendies. L'efficacité des opérations de lutte contre les incendies dépend notamment de la connaissance des risques du secteur et de l'existence des ressources en eau suffisantes, à proximité des lieux exposés au risque incendie, de manière à permettre aux sapeurs-pompiers d'attaquer le sinistre sans retard et de s'en rendre maîtres dans les meilleurs délais.

Afin d'optimiser la connaissance en temps réel du patrimoine et de son état de disponibilité, le SDIS 34 s'est doté d'un logiciel de gestion des PEI acquis auprès de la société DATAKODE, le logiciel « Hydraclis ». La licence de ce logiciel permet à l'ensemble des acteurs participant à la DECI de visualiser et de modifier les informations sur leur territoire de compétence respectif. Ce nouvel outil collaboratif doit ainsi permettre le partage d'une seule et même base de données et la mise à jour en temps réel de l'état du parc des équipements de sécurité incendie de la Métropole. Ces données seront accessibles à l'ensemble des acteurs et des décideurs concernés par la problématique.

Ce logiciel inclut en particulier les fonctionnalités suivantes :

- la consultation des informations relatives aux PEI ;
- la mise à jour de certaines données (implantation ou création, demande de suppression, déplacement, performances hydrauliques, modifications des caractéristiques, anomalies, ...) ;
- le suivi des contrôles techniques ;
- le suivi des actions de maintenance en condition opérationnelle ;
- la modification de l'état des PEI (indisponibilité temporaire, remise en service, conforme/non conforme) ;
- l'impression de documents ;
- la réalisation de statistiques ;
- la visualisation de cartographies.

Le SDIS 34 propose une mise à disposition de la licence non exclusive d'utilisation du logiciel « Hydraclis » à chacun des services assurant le service public de DECI dans les limites géographiques de son territoire de compétence.

Pour cela, il convient d'établir une convention avec le SDIS 34 venant encadrer les conditions de mise à disposition gratuite auprès de la Métropole. Le rôle du SDIS 34 est d'assurer l'administration du logiciel et le stockage des données, de gérer les modalités d'accès au logiciel ainsi que le bon fonctionnement général du système.

Conformément au paragraphe 5.4 du règlement départemental de la DECI, à compter de la signature de cette convention, la gestion courante des PEI et les échanges d'informations entre le SDIS et la Métropole se feront exclusivement par le biais du logiciel visé par la présente, en dehors des situations non programmées ou urgentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- établir avec le SDIS 34 une convention de mise à disposition à titre gratuit du logiciel « Hydraclic » pour la gestion des Points d'Eau Incendie,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-80178-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention MAD Hydraclic PEI.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des
déchets, propreté de l'espace
public

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Projet d'extension des consignes de tri des emballages - Dossier en réponse à la 2ème phase de l'appel à candidatures lancé par CITEO pour l'extension des consignes de tri - Approbation

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

La loi de transition énergétique d'août 2015 a fixé des objectifs ambitieux en matière de recyclage matière, en imposant notamment une généralisation de l'extension des consignes de tri des emballages ménagers à l'ensemble des emballages plastiques à l'horizon 2022.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée résolument dans l'amélioration des performances de tri, en particulier des emballages ménagers en procédant à la modernisation et à l'agrandissement de son centre de tri Demeter, devenus nécessaires du fait de l'obsolescence de la chaîne de tri conçue au début des années 90 et de la croissance démographique soutenue sur son territoire. Les travaux, qui ont démarré en janvier 2019 et s'achèveront en fin d'année, permettront de porter la capacité du centre de tri de 20 000 à 35 000 tonnes par an de déchets entrants et de trier tous les emballages plastiques.

Cette opération d'extension et de modernisation du centre de tri s'élève à 16 156 000 € TTC. Elle a déjà obtenu le soutien financier de l'ADEME à hauteur de 1 328 000 € et un dossier a été déposé en février 2019 dans le cadre de la réponse à un appel à projets lancé par l'éco-organisme CITEO, pour l'adaptation des centres de tri à l'extension des consignes de tri (pour un montant de soutien financier attendu de 900 000 €).

Simultanément, entre septembre 2019 et début 2020, les habitants de la Métropole se verront progressivement proposer une simplification de leur geste de tri : seront désormais à déposer dans les bacs ou sacs jaunes, en plus des papiers et des emballages ménagers déjà autorisés (cartons, briques, métal, aluminium, bouteilles et flacons en plastique), tous les autres emballages plastiques, vidés, non lavés (barquettes, pots, blisters, films, ...). Ces apports complémentaires dans le bac de tri sont estimés entre 3 et 4 kg de résines plastiques supplémentaires triés par habitant et par an.

La mise en œuvre de l'extension des consignes de tri sur le territoire de la Métropole a été détaillée dans un dossier remis également le 26 février 2019 à CITEO dans le cadre d'un appel à candidatures spécifique, permettant ainsi de mettre en cohérence le processus global de mobilisation auprès des habitants de ce nouveau gisement de plastiques valorisables d'une part et de réalisation des travaux d'adaptation du centre de tri Demeter d'autre part. Si ces dossiers sont retenus par CITEO, ils vaudront accord pour le soutien à l'investissement de 900 000 € sur le centre de tri, mais aussi la bonification du soutien à la tonne triée de l'ensemble des emballages plastiques, ce dernier passant de 600 à 660 € conformément au nouveau barème F signé le 26 avril 2018 entre la Métropole et CITEO.

Le dossier de mise en œuvre de l'extension des consignes de tri comprend :

- un état des lieux du tri des déchets recyclables secs en bacs ou sacs jaunes ;
- une stratégie pour l'amélioration des moyens de pré-collecte, afin de permettre au plus grand nombre d'accéder dans les meilleures conditions possibles au geste de tri dans un contexte de simplification des consignes ;
- un plan de communication et de sensibilisation permettant de mobiliser les habitants déjà trieurs vers le nouveau geste, mais aussi d'engager de nouveaux habitants au geste de tri du fait de la simplification du message (« tous les emballages se trient »).

L'état des lieux doit être complété au printemps et pendant l'été 2019, par des enquêtes dans les locaux à conteneurs qui seront diligentées dans les résidences collectives anciennes, afin de définir les besoins éventuels en bacs de tri supplémentaires, qui viendront, dans certains cas, en substitution de bacs d'ordures ménagères.

Sur certains secteurs, en particulier les Quartiers Prioritaires de la Ville, qui connaissent un fort déficit en volume de tri, des solutions de collecte en points d'apports volontaires seront étudiées. Ces investissements complémentaires sont en partie budgétés en 2019 et devront faire l'objet d'inscriptions complémentaires au budget 2020. Ils conduiront la Métropole à déposer un projet au titre du levier d'amélioration de la desserte en tri sur les zones mal équipées lors d'un prochain appel à projets CITEO, afin de solliciter un soutien financier pouvant aller jusqu'à 50% des dépenses supplémentaires engagées.

Le plan de communication et de sensibilisation actionnera tous les relais internes (réseaux des communicants des communes, guichets uniques, personnels des services) et certains relais externes (bailleurs, syndicats, associations de quartier, scolaires). Les supports de communication seront mis à jour, les habitants des zones de logements individuels recevront de nouveaux autocollants par courrier avec un mémotri, les bailleurs et syndicats se verront proposés un « kit résidence » comprenant des panneaux pour les locaux, affiches et nouveaux autocollants.

La mise en œuvre de l'extension des consignes se fera en 2 phases consécutives.

Une première phase débutera en septembre 2019 concernant 17 communes de la Métropole, dont la Ville de Montpellier et représentant 73% de la population. Cette première phase correspond aux capacités du nouveau centre de tri rénové Delta Recyclage de Lansargues que la société PAPREC s'engage à mettre à disposition de la Métropole pendant la phase de fermeture pour travaux de Demeter. Respectant le cahier des charges de CITEO pour l'extension des consignes de tri, Delta Recyclage permettra ainsi de réduire l'impact du transport des flux détournés pendant les travaux de Demeter et simultanément de démarrer l'extension des consignes de tri sur une partie du territoire de la Métropole afin de disposer d'un gisement conforme pour la vérification des performances du nouveau centre de tri.

Une phase complémentaire interviendra à partir de janvier 2020 sur les 14 communes restantes.

Enfin, il sera procédé à des campagnes régulières (environ tous les 6 mois) de rappel à destination du grand public de l'extension des consignes de tri, s'appuyant notamment sur une évaluation rigoureuse des résultats, de la diffusion des supports de communication, des quantités collectées, de la conformité des dépôts, de l'évolution des moyens de pré-collecte, etc...

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la mise en œuvre du projet d'extension des consignes de tri des emballages tel que décrit dans le dossier de candidature transmis le 26 février 2019 à CITEO ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82425-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS
D'ACTIVITE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR

Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Définition des enjeux et objectifs, du périmètre d'intervention, du programme et du bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération du 25 octobre 2016, le Conseil de Métropole a approuvé les objectifs poursuivis par le projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Lauze Est à Saint Jean de Védas et a défini les modalités de la concertation. Celle-ci s'est déroulée en 2017 et 2018 et le dossier mis à disposition du public a été enrichi au fur et à mesure de l'avancement des études. Le bilan de la concertation a été tiré par délibération n°M2019-38 du Conseil de Métropole du 31 janvier 2019.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-4 du Code de l'urbanisme, il est possible d'attribuer une concession d'aménagement avant la création d'une ZAC, dès lors que la personne publique à l'initiative de la ZAC a arrêté le bilan de la concertation prévue à l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme et a délibéré sur les enjeux et objectifs de l'opération, son périmètre d'intervention, son programme et son bilan financier prévisionnel.

L'objet de cette délibération est d'approuver les enjeux et objectifs, le périmètre d'intervention, le programme et le bilan prévisionnel de l'opération d'aménagement liée à la réalisation de ce nouveau parc d'activités dans la perspective d'attribuer une concession d'aménagement avant la création prochaine de la ZAC.

1. Enjeux et objectifs de l'opération

Le Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) de Montpellier Méditerranée Métropole a mis en évidence l'état de carence en foncier à vocation d'activités économiques sur le territoire métropolitain estimant un besoin de foncier cessible de 15 ha/an. Ce projet de nouveau parc d'activités de la « Lauze Est » va contribuer à répondre à ce besoin.

Il se situe dans la continuité géographique des parcs d'activités existants de Saint Jean de Védas (Lauze et Marcel Dassault). Ce projet figure en zone d'extension urbaine du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006 et dans le projet de révision du SCoT, arrêté par délibération du Conseil de Métropole en date du 19 juillet 2018.

Les objectifs poursuivis par l'opération de la « Lauze Est » restent ceux décrits dans la délibération du 25 octobre 2016, à savoir :

- conforter le pôle d'activités économiques existant à l'entrée ouest de la Métropole constitué de la zone industrielle de la Lauze, Marcel Dassault et Garosud,
- répondre à la demande d'implantation d'entreprises pour des activités productives et logistiques sur ce secteur, et permettre la création d'emplois,
- adopter une approche innovante en matière de développement durable des parcs d'activités,
- donner une lisibilité du lieu depuis les grands réseaux d'infrastructures (autoroutes, Contournement Ouest de Montpellier et RM612),
- s'appuyer sur la trame de l'eau et de la végétation pour organiser les modes actifs de déplacement,
- créer une connexion sur la RM 612 permettant d'assurer une desserte du secteur de la Lauze Est mais également de connecter ce nouveau parc d'activités à la zone industrielle existante à l'ouest,
- assurer une transition paysagère entre le secteur de projet et la plaine agricole.

2. Périmètre d'intervention

Le périmètre de la concession d'aménagement projetée s'étend sur deux sites de part et d'autre de la RM 612 pour une surface totale de 32,9 hectares (Grande Lauze à l'Est de la RM 612 sur 22,1 hectares et Petite Lauze à l'Ouest de la RM 612 sur 10,8 hectares). Il est délimité par :

- l'emprise du futur Contournement Ouest de Montpellier (COM) et les autoroutes A709 et A9 au nord,

- le chemin de desserte du Bois de Maurin et quelques parcelles bâties situées en frange au sud,
- le parc du Domaine de la Lauze au Nord-ouest,
- la zone d'activités de la Lauze à l'ouest,
- la zone inondable du ruisseau du Rieucoulon à l'est.

3. Programme de l'opération

Les études préalables ont permis de définir un schéma d'aménagement soucieux de :

- s'appuyer sur la trame paysagère et patrimoniale (préservation de 6,2 hectares d'allée alluviale, parc de l'ancien château, ...) ainsi que sur la topographie pour composer le site,
- faire de la contrainte hydraulique un élément fort du projet par la création d'un réseau paysager de bassins de rétention pluviale et d'une allée alluviale,
- organiser les déplacements doux par des aménagements dédiés accompagnant les futures voies ainsi que par l'aménagement de l'allée alluviale, et permettre des connexions « modes doux » avec les secteurs environnants,
- améliorer le schéma viaire de déplacement par la création de nouvelles connexions. Une liaison routière Est-Ouest sera réalisée avec des caractéristiques permettant d'accueillir tous les flux et notamment ceux liés aux activités économiques. Ce barreau se connectera sur la RM612 et irriguera la Grande Lauze (à l'Est) et la Petite Lauze (à l'Ouest) pour se raccorder au parc d'activités existant de la Lauze. Le schéma viaire sera complété par des voies secondaires intégrant les réseaux nécessaires à la desserte des constructions,
- aménager une nouvelle entrée de ville par l'aménagement des abords de la RM 612 (réalisation d'une entrée urbaine),
- accueillir des entreprises inscrites essentiellement dans l'ensemble de la chaîne économique productive par le développement d'un environnement économique diversifié et équilibré. Les thématiques suivantes sont à ce titre déjà pressenties et relèvent de tout ou partie des secteurs suivants :
 - secteur productif de type « artisanal »,
 - secteur industriel et logistique,
 - secteur production et distribution,
 - secteur « grande logistique » (Grande Lauze, nord Capoulière),
 - et éventuellement, un pôle de service à destination des entreprises et de leurs salariés,

Au total près de 100 000 m² de surface de plancher dédiés à de l'activité sont attendues pour une surface cessible prévisionnelle d'environ 19,4 hectares.

4. Bilan financier prévisionnel

Au regard des études menées dans le cadre du mandat, le bilan prévisionnel s'établit à environ 14 401 000 € en dépenses (acquisitions foncières, études, travaux, rémunération de l'aménageur, fond de concours pour aménagements extérieurs, frais financiers, ...). Afin d'équilibrer le bilan financier, les recettes (cessions, convention de participation avec les constructeurs, ...) devront être complétées par une participation à apporter par Montpellier Méditerranée Métropole estimée à 4 206 000 €.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création de l'opération d'aménagement de la « Lauze Est » à Saint Jean de Védas et sa mise en œuvre dans le cadre d'une concession d'aménagement préalablement à la création d'une ZAC ;
- approuver les conclusions des études préalables relatives à la définition des enjeux et objectifs de cette opération d'aménagement, de son périmètre d'intervention, de son programme et de son bilan financier prévisionnel ;
- délimiter le périmètre de la future concession d'aménagement, conformément au plan annexé à la présente délibération ;
- préciser que le programme prévisionnel global des constructions porte sur environ 100 000 m² de surface de plancher d'activités à vocation économique ;
- préciser que le programme d'équipement public comprend l'ensemble des voiries et réseaux divers nécessaires à la desserte des constructions, y compris la réalisation du carrefour avec la RM 112 et de la voirie de liaison avec la ZAE existante Lauze/Marcel Dassault. Il intègre également le traitement et la valorisation des espaces qui resteront à usage naturel et la réalisation des aménagements à caractère hydraulique ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-77267-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan périmètre d'intervention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Concession d'aménagement du projet de parc d'activités de la Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Désignation de la SA3M en qualité de concessionnaire - Approbation - Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 25 octobre 2016, le Conseil de Métropole a approuvé les objectifs poursuivis par le projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Lauze Est à Saint Jean de Védas et a défini les modalités de la concertation. Celle-ci s'est déroulée en 2017 et 2018 et le dossier mis à disposition du public a été enrichi au fur et à mesure de l'avancement des études. Le bilan de la concertation a été tiré par délibération n°M2019-38 du Conseil de Métropole du 31 janvier 2019.

Il est proposé au Conseil de Métropole par délibération précédente, de définir les enjeux et objectifs de l'opération d'aménagement, son périmètre d'intervention, son programme et son bilan financier prévisionnel. Conformément aux dispositions de l'article L. 300-4 du Code de l'urbanisme, dans la perspective d'engager les études opérationnelles et l'ensemble des missions relatives à la mise en oeuvre de cette opération, il est proposé d'attribuer une concession d'aménagement à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) avant même la création de la ZAC.

Cette concession d'aménagement porte sur la réalisation et la commercialisation de la future ZAC de la Lauze Est (logistique, distribution, activités productives, ...). Les missions confiées au concessionnaire et définies dans le traité de concession, sont notamment :

- d'assurer les acquisitions foncières nécessaires,
- de reprendre à son compte les études antérieures et procéder à toutes études opérationnelles utiles à la réalisation du projet,
- d'assurer les démolitions nécessaires pour la réalisation de l'opération d'aménagement,
- de réaliser tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement,
- d'assurer la commercialisation,
- de négocier les conventions de participation en application de l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme,
- d'assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération,
- de négocier et contracter les moyens de financement les plus appropriés,
- d'engager et conduire la procédure de certification « HQE Aménagement » concernant l'opération de la Lauze Est.

Le bilan prévisionnel défini sur la base des études préalables, s'établit à 14 401 000 € en dépense (acquisitions foncières, études, travaux, rémunération de l'aménageur, frais financiers, ...) et en recette. Les recettes proviennent des cessions, convention de participation avec les constructeurs, subventions éventuelles et d'une participation d'équilibre de Montpellier Méditerranée Métropole s'établissant à 4 206 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- confier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, la réalisation et la commercialisation de l'opération d'aménagement « Lauze Est » sur la commune de Saint Jean de Védas,
- approuver le traité de concession d'aménagement,
- approuver l'apport d'une participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole de 4 206 000 €,
- dire que le traité de concession est établi pour une durée de 10 ans à compter de sa notification,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Carole DONADA, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-77730-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- périmètre de la concession
- projet traité de concession
- bilan prévisionnel

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES HUMAINES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR

Ressources Humaines - Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS) - Modalités de plafonnement - Modification - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

La délibération n°8074 du 30 janvier 2008 approuve l'Indemnisation Horaire des Travaux Supplémentaires (IHTS) et encadre les modalités de réalisation de ces heures supplémentaires, conformément aux dispositions du décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 modifié.

Ainsi, en application de l'article 6 du décret n°2002-60 précité, le Conseil détermine notamment les conditions dans lesquelles est autorisé le dépassement du contingent maximum de 25 heures supplémentaires mensuelles par agent.

Il est proposé de compléter la liste des cas pour lesquels le dépassement du contingent maximum de 25 heures supplémentaires (semaine, nuit, dimanche ou jour férié) mensuelles par agent est autorisé à raison de la nature des fonctions exercées

Aux fonctions spécifiques recensées par les délibérations n°8074 du 30 janvier 2008, n°13612 du 27 janvier 2016 et n°13758 du 14 avril 2016 après avis du Comité Technique du 2 avril 2019, sont ajoutées les fonctions concourant à la bonne réalisation de la Comédie du livre.

En effet, si la délibération n°13758 précitée prévoyait déjà la possibilité de dépasser le plafond de 25 heures supplémentaires mensuelles aux personnels d'équipements culturels et sportifs dès lors que les manifestations attachées à ces équipements le nécessitent, ce dispositif ne suffit pas à assurer tous les concours nécessaires à la tenue de cette manifestation annuelle de grande ampleur.

Au-delà des personnels mobilisés sur la base du volontariat pour des missions de montage, de maintenance technique, d'entretien, d'accueil du public et de surveillance, il convient de mobiliser, au-delà du plafond de 25 heures supplémentaires mensuelles :

- L'équipe de production de la manifestation (3 agents en 2019) ;
- Une équipe technique supervisant les montages / démontages et la veille technique (5 à 7 agents en 2019)
- Du personnel administratif (2 agents en 2019) participant à la coordination des différentes actions des services techniques ainsi que des prestataires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- actualiser la liste des exceptions au plafond de 25 heures supplémentaires mensuelles comme indiqué ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81638-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR

Ressources Humaines - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

I- Créations de postes CAP 2019 :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire, de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe ;

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès aux postes mentionnés en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité technique du 2 avril 2019 ;

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

III- Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité technique du 2 avril 2019 ;

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

IV- Suppression de poste :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à la suppression des postes mentionnés en **annexe 4** jointe, après avis du Comité technique lors de sa séance du 2 avril 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des transformations, des mises en conformité et des confirmations de poste ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitres 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-77967-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 Création CAP
- Annexe 2 Mise en conformité
- Annexe 3 Transformations de poste
- Annexe 4 Suppressions de poste

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO

Sports et Traditions sportives - Associations et clubs sportifs - Affectations de subventions - Conventions d'attribution - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 31 janvier 2018, le Conseil de Métropole a voté le budget primitif 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que l'ensemble des subventions de fonctionnement, permettant de soutenir l'action des différentes structures œuvrant dans les domaines de compétences de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, et plus spécifiquement au regard de sa compétence en matière de sport de haut niveau, il est proposé de voter l'affectation des subventions de fonctionnement accordées aux structures sportives pour les aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets.

Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant
Association Pérois Footing	Fonctionnement	Aide pour un athlète de haut niveau dans la discipline des « 24h ». Monsieur Raphaël GERARDIN est Vice-Champion de France, Champion de France Master, Vice-Champion de France par équipe et Champion d'Occitanie. Participation prévue aux championnats du Monde des 24h en 2019 avec l'équipe de France.	500 €
Association Génération Taekwondo	Fonctionnement	Aide pour un athlète de Taekwondo de 15 ans. Monsieur Khalid ABOULHASSANE est Champion de France Cadet 2017, sélectionné en équipe de France 2017/2018, Champion de France Junior 2018. En préparation pour les Jeux Olympiques Paris 2024.	1 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, nature 65748, chapitre 933 ;
- approuver les conventions d'attribution ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82151-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- BP 2019 CONVENTION GENERATION TAEKWONDO (conseil du 18 avril 2019).doc

- BP 2019 CONVENTION PEROLS FOOTING (conseil du 18 avril 2019).doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

TRANSPORTS ET MOBILITE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Carole DONADA, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Joël VERA

Transports et Mobilité - Participation à l'appel à projets ' H2 Mobilités 2019 '

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

L'appel à projets « H2Mobilités 2018 » de l'Agence De l'Environnement et de la Maitrise d'Energie (ADEME) s'inscrit dans le cadre du Plan de déploiement de l'hydrogène pour la transition énergétique annoncé le 1er juin 2018. Il mobilise les financements du grand emprunt Programme d'Investissement d'Avenir (PIA).

Il vise à favoriser la définition d'un écosystème de mobilité hydrogène sur une zone, un territoire ou un espace géographique donné, sur lequel s'organisent simultanément une logistique de production et de distribution d'hydrogène (par électrolyse, procédés valorisant de la biomasse ou du biogaz, mais aussi source locale d'hydrogène coproduit par électrolyse ; stations de distribution, etc.), ainsi que des usages locaux de véhicules de transport de personnes ou de marchandises véhicules légers, utilitaires légers, camions, navettes fluviales, bateaux, engins logistiques, bus, etc.

L'objectif du présent appel à projets est d'accompagner des investissements permettant la mise en œuvre opérationnelle d'écosystèmes de mobilité organisés autour de l'hydrogène. Ceux dédiés aux investissements de production d'hydrogène, destinés à alimenter les stations de distribution et de l'écosystème de mobilité, ainsi que les véhicules qui y sont associés.

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé des réflexions avec l'exploitant du réseau de transport TaM délégataire.

Une hypothèse de mobilisation pourrait être envisagée à partir des enjeux de production photovoltaïque d'électrolyse et de stockage sous forme d'hydrogène. En effet, la solution de stockage de l'énergie électrique sous forme d'hydrogène apparaît comme une piste intéressante comme modalité de production affectée ou hors des pics de demande d'énergie électrique pour transformer les surplus de production électrique notamment photovoltaïques. Un dispositif d'injection d'hydrogène dans le réseau gaz GRDF, pour les besoins domestiques ou pour alimenter le réseau de desserte bus de la Métropole, peut être une solution à mettre en œuvre.

Ce dispositif pourrait être déployé sur les centres techniques de TaM existants (dépôt Hironnelles ou Jeune Parque ou futurs dans le cadre de la ligne 5).

Il est proposé de formaliser une candidature de Montpellier Méditerranée Métropole avec son opérateur de transport TaM.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projets initié par l'Agence de l'Environnement et de la Maitrise d'Énergie « H2Mobilités 2018 », dans le cadre du Programme Investissement d'Avenir,
- solliciter les différents partenaires institutionnels pour contribuer au financement de ce programme,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81109-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO

Voirie, Espace public - Convention relative au financement des études et travaux liés à la suppression du passage à niveau n°33 sur la commune de Baillargues - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 110001 du 19 juillet 2012, le Conseil d'Agglomération, devenu Montpellier Méditerranée Métropole, a acté le plan de financement global de l'opération d'aménagement du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) qui comprend les opérations suivantes :

- Le PEM sous maîtrise d'ouvrage de la Région Occitanie,
- La suppression du Passage à Niveau (PN) n°33 et la création d'un nouveau barreau de raccordement du giratoire Philippe Lamour sous voie sous maîtrise d'ouvrage de Réseau Ferré de France (RFF),
- La rectification de la RD26 au sud de cet ouvrage dénivelé en direction de Mauguio sous maîtrise d'ouvrage du Département.

La convention relative au financement des études et travaux prévoit, sur la base d'un coût prévisionnel de 8 595 000 € HT (aux conditions économiques de 2011), une participation de la Métropole à hauteur de 13,73%, soit la somme de 1 180 000 €.

Il est apparu que le montant total était inférieur aux estimations initiales. En revanche, les difficultés dans la maîtrise du foncier, les évolutions de programme devenus indispensables, et la complexité des procédures administratives à respecter, généraient au final un besoin de financement complémentaire de 752 500 € à trouver.

Après débats en comités techniques et comités de pilotage et conformément aux clauses figurant dans la convention de financement initiale précitée, SNCF Réseau soumet donc aux signataires de la convention de 2012 un avenant n°1, en vertu duquel la participation financière de chacun est ajustée selon le même prorata, soit 13,73% représentant 1 283 310 € à la charge de la Montpellier Méditerranée Métropole.

La participation totale de la Métropole au projet de dénivellation du PN33, dont le coût est passé de 8 595 000 € HT à 9 347 500 € HT (conditions économiques 2011), passe de 1 181 000 € à 1 283 310 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au protocole de financement des études et travaux relatifs à la suppression de Passage à Niveau n°33 ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant n°1 à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82366-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1 Convention PN33

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Joël VERA

Voirie, Espace public - Programmation 2019 - Travaux de rénovation et de mise en conformité de l'éclairage public sur les communes de Grabels, Juvignac, Saint Georges d'Orques et Montaud - Demande de subventions - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

En application de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales et du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'entretien et l'aménagement de la voirie et des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et leurs accessoires, sur le territoire des 31 communes membres.

De plus, elle est également autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et à ce titre assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire.

Cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux.

Le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole.

Dans le cadre des projets d'aménagements locaux, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite rénover les réseaux d'éclairage public ou les enfouir, dans une double dynamique d'amélioration du cadre de vie des habitants et de rationalisation de l'action et de la dépense publique.

Au titre de la programmation de travaux 2019, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention, pour les projets liés à des travaux de rénovation, de mise en conformité, d'enfouissement des réseaux d'éclairage public.

Travaux de mise en conformité et rénovation sur le réseau de distribution publique d'électricité et d'éclairage public :

Pôle Piémont et Garrigues : Commune de Grabels

Travaux de rénovation et de mise en conformité des réseaux d'éclairage public sur les rues du Faubourg (lotissement Lucia), Glycines, des Amandiers, des Aires, des Jardins, du Camp Fabre et impasse du Plein Soleil.

Commune - Voie	Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	Montant HT	T.V.A déduite par Hérault Energies	Financement Hérault Energies	Dépenses à la charge de la Métropole
Grabels - Rue du Faubourg - Lotissement Lucia	Mise en conformité et remplacement de candélabre	24 756,60	20 630,50			
Grabels - Place Saint Charles et village	Mise en conformité et remplacement de candélabre	16 002,89	13 335,74			
Grabels - Rue des Romarins	Mise en conformité et remplacement de candélabre	2 990,09	2 491,74			
Grabels - Rue des Micocoulier	Mise en conformité et remplacement de candélabre	964,81	804,01			
Grabels - Centre commercial Saint Charles	Mise en conformité et remplacement de candélabre	1 514,26	1 261,88			
Total Grabels		46 228,65	38 523,87		20 000	18 523,87

Commune de Juvignac

Travaux de d'extension des réseaux d'éclairage public sur les liaisons piétonnières du parvis de la Mairie et de la rue du Pergasan.

Commune - Voie	Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	Montant HT	T.V.A déduite par Hérault Energies	Financement Hérault Energies	Dépenses à la charge de la Métropole
Juvignac - Liaison piétonnière parvis Mairie	Extension éclairage public	8 643,54	7 202,95		7202,95	0
Juvignac - Liaison piétonnière rue Pergasan	Extension éclairage public	9 325,44	7 771,20		7771,20	0
Total Juvignac		17 968,98	14 974,15		14 974,15	0

Commune de Saint Georges d'Orques

Travaux de rénovation de l'éclairage public sur les rues des Carignans, des Baraques, du Fanabregou et de l'impasse des carignans.

Commune - Voie	Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	T.V.A déduite par Hérault Energies	Financement Hérault Energies	Dépenses à la charge de la Métropole
Saint Georges d'Orques - Rue et impasse des Carignans	Remplacement des luminaires vapeur de mercure	15 859,90	13 216,58		
Saint Georges d'Orques - Rue des Baraques	Remplacement des luminaires vapeur de mercure	14 585,34	12 154,45		
Saint Georges d'Orques - Rue du Fanabregou	Remplacement des luminaires vapeur de mercure	8 495,80	7 079,83		
Total Saint Georges d'Orques		38 941,04	32 450,86	20 000	12 450,86

Pôle Cadoule et Béranger : commune de Montaud.

Travaux de rénovation de l'éclairage public sur la rue des Asprès.

Commune - Voie	Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	Montant HT	T.V.A déduite par Hérault Energies	Financement Hérault Energies	Dépenses à la charge de la Métropole
Montaud - Rue des Asprès	Remplacement luminaires	27 602,54	23 002,20		15 000	8 002,20

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les travaux de rénovation et de mise en conformité des réseaux de l'éclairage public situés sur les communes de Grabels, Juvignac, Saint Georges d'Orques et Montaud ;
- approuver les plans de financement dédiés à ces opérations ;
- solliciter les subventions les plus élevées possibles pour ces travaux ;
- solliciter Hérault Energies pour l'inscription de ces opérations à son prochain programme de travaux ;
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 908 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. Jean-Marc ALAUZET, Mme Rosy BUONO, Mme Titina DASYLVA, Mme Aline DESTAILLATS, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOU, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Eric PETIT.

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82176-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Joël VERA

Voirie, Espace public - Adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM) - Approbation

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Créé en 2010 à l'initiative du Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer, de l'Assemblée des Départements de France et des fédérations nationales de l'ingénierie privée et des travaux publics, l'Institut Des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM) fédère l'ensemble des acteurs publics et privés de la communauté des infrastructures de transport. Véritable lieu d'échanges, animateur du réseau scientifique et technique, l'IDRRIM a pour vocation de répondre aux problématiques de l'ensemble de ses adhérents, de concevoir de manière collégiale des documents de référence, avis techniques et guides techniques, et de promouvoir le savoir-faire français à l'international.

Les 4 missions essentielles de l'IDRRIM sont de :

- Fédérer et mobiliser l'ensemble des acteurs de la profession,
- Produire des documents de référence,
- Contribuer à l'amélioration des compétences,
- Faire rayonner l'excellence française.

L'objectif de l'IDRRIM est de répondre de manière homogène à des problématiques techniques ou stratégiques, de faire évoluer les patrimoines d'infrastructures et d'espaces publics vers une conception et une gestion durables ainsi qu'une plus grande optimisation de leur utilisation.

L'adhésion à cette association permettra à Montpellier Méditerranée Métropole de :

- Participer, aux côtés notamment d'autres métropoles membres de cet institut comme Bordeaux Métropole, l'Eurométropole de Strasbourg, la Métropole Européenne de Lille, Nantes Métropole, la Métropole de Rouen Normandie et Orléans Métropole, à une réflexion collective sur les besoins de chacun, les enjeux économiques, technologiques et sociétaux,
- Bénéficier d'opportunités d'échanges,
- Accéder à un réseau privilégié d'informations validées par la communauté scientifique et technique,
- Anticiper les évolutions futures pour mieux accompagner les décideurs et pour mieux prescrire envers nos prestataires entrepreneurs et ingénieurs.

Le montant de l'adhésion annuelle est forfaitaire et s'élève pour l'année 2019 à 750 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'IDRRIM à compter de l'année 2019,
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 938,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81869-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Joël VERA

Voirie, Espace public - Traversée du domaine public autoroutier concédé par un ensemble de fourreaux nécessaires à l'installation de six équipements d'éclairage et de deux feux tricolores dans l'ouvrage d'art n°895 de l'autoroute A9 - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

La réhabilitation d'un ouvrage franchissant l'autoroute sur la commune de Baillargues est nécessaire pour la sécurité des riverains.

L'ouvrage appartient à la société Autoroutes du Sud de la France (ASF).

La convention autorise Montpellier Méditerranée Métropole à établir sur le domaine public autoroutier concédé un ensemble de fourreaux nécessaires à l'installation de six équipements d'éclairage ainsi que lesdits éclairages, traversant l'autoroute au droit du PR 89,538 à l'intérieur d'un ouvrage d'art de type buse ARMCO et de deux feux tricolores de part et d'autre de ladite buse.

La convention a pour objet de déterminer les conditions techniques, administratives et financières, auxquelles est subordonnée l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public de l'Etat, concédée à ASF par cet ouvrage, ainsi que ses modalités d'entretien ultérieur.

A la signature de la convention, aucune participation financière de ASF n'est prévue.

L'enveloppe financière prévisionnelle globale à la charge de la Métropole est de 85 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature de la convention nécessaire à la réhabilitation de l'ouvrage présent sur la commune de Baillargues ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-80926-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE 2 - SOMMAIRE

Conseil du 18 avril 2019
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-915	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4650DC16 de maîtrise d'œuvre dans le cadre de l'opération de rénovation du Théâtre du Hangar	264
MD2019-012	Décision relative au marché de travaux n°5212 VD 18 - Lots n° 1, 2, 3 et 4 pour la réhabilitation du Point Propreté de Cournonterral	266
MD2019-016	Décision relative à l'acquisition de 5 lots volumes Ensemble immobilier Le Crescent Place Jean Bene - Commune de Montpellier	269
MD2019-024	Décision relative au marché n°4983MG18 - Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 1 "Bâtiments administratifs et bâtiments annexes"- Avenant n°1 - Autorisation de signature	271
MD2019-026	Décision relative au mandat d'études avec la SA3M portant sur la rénovation thermique de copropriétés - Avenant n°2	273
MD2019-046	Décision relative à la signature du marché subséquent n°5023A08 - Travaux de requalification des rues du Calvaire, des Aires et du Plan du Faubourg - Commune de Grabels	275
MD2019-061	Décision relative à un marché n°5143RI18 - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement technique à la maîtrise et gestion des infrastructures de télécommunications	277
MD2019-070	Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°8.882 portant sur le système d'information du projet (GED) dans le cadre de la ligne 5 de tramway	279
MD2019-071	Décision relative au marché n°9.115 de reconnaissances géotechniques dans le cadre de l'extension de la 1ère ligne de tramway vers la nouvelle gare - Avenant n°2	281
MD2019-072	Décision relative au marché n°9.111 de prestations topographiques dans le cadre de l'extension de la 1ère ligne de tramway vers la nouvelle gare - Avenant n°2 - Autorisation de signature	283
MD2019-080	Décision relative à une convention de déplacement du réseau d'eau potable avenue Georges Frêche sur la commune de Clapiers	285
MD2019-081	Décision relative à un avenant de transfert du marché n°4462DS16 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de téléskis nautique dans le parc Gérard Bruyère - Commune de Baillargues	287
MD2019-095	Décision relative au marché n°5119BISDC18 - Travaux de réfection des sols et de compléments de mobiliers à la médiathèque Jean-Jacques Rousseau - Attribution du lot 4 Tribune Télescopique	289
MD2019-102	Décision relative au marché n°M8D5244 DM - Exploitation du parc de stationnement des Arceaux à Montpellier - Attribution	291
MD2019-103	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AS80 - 2273 Route de Mende à Montpellier	293
MD2019-104	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SAS BPD MARIGNAN (gérante de la SNC MARIGNAN RESIDENCES) dans la ZAC Extension Eureka à Castelnau-le-Lez	296

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2019-114	Avenant n°2 au marché 3771 maîtrise d'œuvre relative à la construction de l'Intercepteur Est du giratoire Fesquet au lotissement Navitau et modification de deux pompes existants lot 1 Maîtrise d'œuvre réseaux	298
MD2019-115	Décision relative au marché M8C5250VD concernant le "broyage des déchets verts de la plateforme de traitement de Grammont" - Attribution - Autorisation de signature	300
MD2019-118	Décision relative au marché n°5134EP18 - Maîtrise d'oeuvre pour la réhabilitation de l'ouvrage RD112/RN113 à Vendargues - Avenant n°1 - Autorisation de signature	302
MD2019-127	Décision relative à l'agrément de candidature de la société GOOGLE France en vue de la mise à disposition d'une partie de l'espace FRENCH TECH au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech à Montpellier	304
MD2019-130	Décision relative aux avenants de transfert des marchés n°4446RI16 d'assistance à la maîtrise d'ouvrage fonctionnelle et organisationnelle dans le cadre du projet d'acquisition d'un logiciel de marché public mutualisé et n°4364RI16 de prestations de développement, maintenance et accompagnement sur les logiciels libre "W.C.S", AUTHENTIC 2", "LASSO", "PASSERELLE"	306
MD2019-132	Décision relative au lancement du dialogue compétitif pour la fourniture, la mise en œuvre, la gestion et la maintenance du nouveau service public des mobilités actives - Convention de groupement de commandes avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup - Autorisation de Signature	308
MD2019-136	Décision relative à la désaffectation et au déclassement de deux emprises issues du Domaine Public - Chemin des Libellules - Commune de Castelnau-le-Lez	311
MD2019-137	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 335 m² - rue Louis Breguet commune de Jacou	313
MD2019-138	Décision relative à une convention de groupement de commandes publiques concernant les dispositifs de vidéoprotection entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et les Transports de l'Agglomération de Montpellier, ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier	315
MD2019-146	Décision relative au marché n°5016MG18 - Accord-cadre pour les travaux neufs courants de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution du Lot n°10 - Etanchéité bitumeuse et synthétique	318
MD2019-151	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association AMO (Architecture et Maîtres d'Ouvrage Languedoc Roussillon) - Exercice 2019	321
MD2019-152	Décision modificative relative au marché n°5000 VD 18 de "Suivi post-exploitation des centres d'enfouissement techniques du Thôt et des Molières - Lots 1 et 2"	323
MD2019-156	Décision relative à la signature du marché subséquent n°M8D0026AT relatif aux travaux d'aménagement de la rue du Cours Complémentaire, des impasses des Oiseaux et du Rossignol à Castries	325
MD2019-158	Décision relative au programme d'Intérêt général (PIG) "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" - Avenant de prolongation	327

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2019-160	Décision relative à l'avenant n°1 de la convention de mandat d'études confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Secteur Comédie Lez - Commune de Montpellier	330
MD2019-161	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°5116PS18 de fourniture de transmetteurs de téléalarme et déclencheurs convertibles, compatibles logiciel MEGALARM V3.1	333
MD2019-165	Décision relative à une convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier pour l'acquisition d'un logiciel de commande publique et l'autorisation de signature de la convention	335
MD2019-166	Décision relative à une convention de domiciliation au sein du bâtiment MIBI passée avec la société MARCOTTE SYSTEMES FRANCE	338
MD2019-167	Décision relative à une convention autorisant l'installation d'un système de vidéosurveillance sur le mobilier urbain métropolitain de la commune de Pérols - Autorisation de signature	340
MD2019-172	Décision relative au marché n°2944 pour la réhabilitation de l'hôtel Montcalm en centre d'art contemporain - mandat SA3M - Lots 16.1 et 8.2 - Aménagements extérieurs et fourniture de mobiliers pour les espaces d'accueil - Attributions	342
MD2019-173	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelles AS n°1 et AS n°79 - 2355 Route de Mende à Montpellier	345
MD2019-174	Décision relative à un marché n°5225RI18 d'acquisition de matériel informatique - Attribution - Autorisation de signature	348
MD2019-175	Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelles SM 14, 23, 24, 27, 28 57 et 58 - 219 rue du Mas de Brousse - Commune de Montpellier	350
MD2019-176	Décision relative à la convention n° 34 19 0015 01 de mise à disposition de parcelles à la SAFER Languedoc Roussillon sur la Commune de Montferrier-sur-Lez	352
MD2019-182	Décision relative à l'acquisition des parcelles SK 123 , SK 184 et SK 125 Place de France - Commune de Montpellier	354
MD2019-185	Décision relative à l'agrément de candidature de la société OXELTIS dans l'immeuble CAP GAMMA à Grabels	356
MD2019-189	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES)	358
MD2019-192	Décision relative à un avenant n°1 au mandat d'études préalables de faisabilité pour la réalisation de nouveaux équipements sportifs métropolitains	360
MD2019-193	Décision relative à la convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de formation dans divers domaines	362
MD2019-194	Décision relative à la désaffectation et au déclassement de deux emprises à extraire du Domaine Public - Avenue de l'Europe et impasse des Violettes commune de Castelnau-le-Lez	364

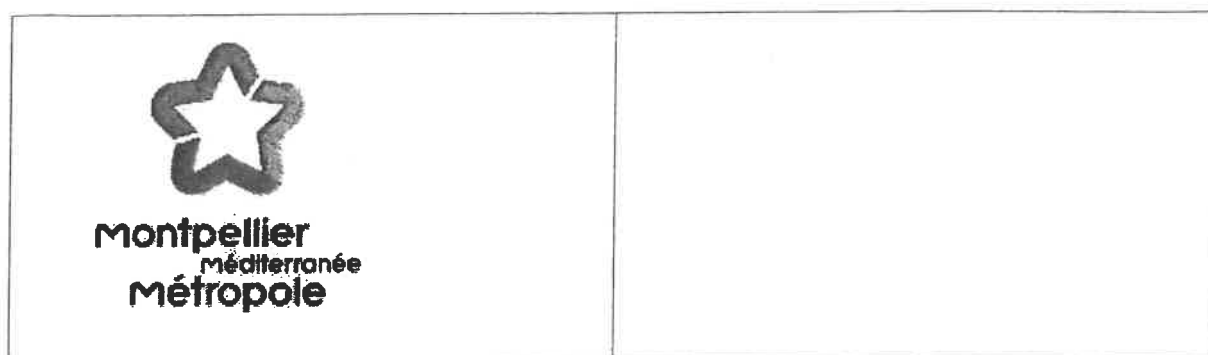
N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2019-198	Décision relative au marché n°M9B0021DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement de l'équitation - Jumping International de Montpellier Occitanie 2019	366
MD2019-199	Décision relative à l'attribution d'un marché d'ordonnancement, pilotage et coordination pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	368
MD2019-200	Décision relative au marché n°M8D5241AT - Acquisition de trois petits trains touristiques sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature	370
MD2019-202	Décision relative à un marché n°M9B0019RI d'assistance à la prestation pour un logiciel de gestion des ressources humaines	372
MD2019-203	Décision relative à l'acquisition de copieurs multifonctions pour l'année 2019 dans le cadre de la convention de partenariat conclue avec l'Union des Groupements d'Achats Publics	374
MD2019-204	Décision relative au marché n°5103TE18 - Lot 3 - Evaluation environnementale du plan climat air Energie territorial - Attribution	376
MD2019-205	Décision relative à un marché n°M8B0040RI d'acquisition d'un logiciel de gestion de l'accueil de loisir à l'écolothèque	379
MD2019-206	Décision relative à l'attribution d'un marché n°M8B0035CG d'assistance juridique et financière dans la procédure de délégation de service public relative à l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud	381
MD2019-208	Décision relative à l'avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre de conception et réalisation des travaux de restructuration de la médiathèque centrale Emile Zola	383
MD2019-209	Décision relative au marché n°M8b0023 de Jump'in Création 2019 - Action collective d'accélération de projets innovants du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (Cap Alpha-Cap Omega)	386
MD2019-214	Décision relative à un avenant au marché Assurances ' Tous risques chantier ' et ' Dommages Ouvrage ' - Prolongation des travaux pour la réalisation du Centre d'Art Contemporain "MO-CO"	389
MD2019-219	Décision relative à une jouissance différée dans le cadre de l'acquisition de la parcelle cadastrée BA n°209 sise commune de Grabels	391
MD2019-220	Décision relative à la cession de plusieurs parcelles au profit de la société SNCF RESEAU - Commune de Baillargues	393
MD2019-221	Décision relative à la cession de parcelles au profit de la Région Occitanie - P.E.M. - Commune de Baillargues	396
MD2019-222	Décision relative à un marché n°M8D0023RI d'extension du stockage et de l'infrastructure PRA (plan de reprise d'activité)	398
MD2019-223	Décision modificative de la décision MD2019-006 relative au marché n°4737MG17 - Maintenance multi-technique du Siège de la Métropole et des bâtiments annexes avec travaux associés à la maintenance - Avenant n°2 rectificatif	400
MD2019-224	Décision relative à l'attribution du marché n°5188DM18 portant sur les missions d'Organisme Qualifié Agréé (OQA)	402

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2019-226	Décision relative au marché n° 5214MG18 - Achat et livraison de papier - Attribution et autorisation de signature	405
MD2019-228	Décision relative à la cession de plusieurs parcelles situées aux abords du Pôle d'Echange Multimodal au profit de la Commune de Baillargues	407
MD2019-229	Décision relative à la signature d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Achat d'outillages et d'équipements de protection individuelle	409
MD2019-232	Décision relative au marché subséquent n°M8C0014EP - Réaménagement de la rue Terral à Montpellier - Sur le fondement de l'accord cadre n°5023AT17 - LOT n°2 - Attribution du marché	412
MD2019-234	Décision relative aux avenants 1 au lot n°2 et 2 au lot n°1 du marché 3418GD13 de "Prestations de services pour l'exploitation du casier n° 2 de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Castries	414
MD2019-235	Décision d'ester en justice "SAS SOCRI GESTION - Requête n°19MA00649 CAA"	417
MD2019-236	Décision relative au marché n°M8B0061EP - Modification de l'ouvrage hydraulique du Verdanson et de l'avenue de la voie Domitienne - Maitrise d'œuvre : AVP, PRO, ACT, VISA et missions complémentaires - Attribution du marché	419
MD2019-237	Décision relative à la vente au groupe Cap Santé d'un lot volume V2 en surplomb de la voie publique - rue des Jasses Commune de Saint Jean de Védas	421
MD2019-239	Décision relative à la l'avenant n° 1 à la convention n° 34 16 0030 01 de mise à disposition avec la SAFER Occitanie d'un ensemble de parcelles situées sur la commune de Montpellier	423
MD2019-240	Décision relative à la convention n° 3416003002 de mise à disposition avec la SAFER Occitanie des parcelles section RB n° 3-4-7-8-9-10-41-42-48-51 et 57 - Commune de Montpellier	425
MD2019-241	Décision relative à l'avenant N°1 au marché 4795AT17 - Travaux d'aménagement du quartier du Devois à Castelnau le Lez - Lot N°3	427
MD2019-242	Décision d'ester en justice" ROUX Etienne - Requête n°1706153-4 TA "	429
MD2019-243	Décision d'ester en justice "ZURICH INSURANCE PUB LIMITED COMPAGNY - Assignation TGI"	431
MD2019-246	Décision d'ester en justice "GINESTOUX Requête n°1700186-4TA"	433
MD2019-247	Décision autorisant la signature de l'avenant N°1 au marché de travaux N°4678AT17 relatif aux travaux de réaménagement de la rue des Jasses et amélioration de l'inondabilité du secteur sur la commune de Saint Jean de Védas	435
MD2019-249	Décision d'ester en justice "Assignation TGI - SARL KOSY"	437
MD2019-250	Décision d'ester en justice "Requête n°1700951-8 TA - Syndicat des copropriétaires Résidence Saint Christophe"	439
MD2019-252	Décision d'ester en justice : TA Montpellier - SARL d'une Ville à l'autre"	441
MD2019-253	Décision d'ester en justice "SCI LES DEUX EAUX TGI"	443
MD2019-254	Décision d'ester en justice "SAS L'ESSENTIEL - VIT'HALLES"	445

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2019-256	décision relative à un avenant n°1 au marché 4932DM17 "Mise à niveau du système de ventilation du tunnel de la Comédie"	447
MD2019-257	Décision relative à la cession d'un véhicule de marque Peugeot Partner immatriculé EX-204-YC techniquement réparable et économiquement irréparable suite à un sinistre	449
MD2019-258	Décision relative à la désaffectation et au déclassement des parcelles AM 593 et AM 595 - Partie du chemin situé derrière le cimetière de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone	451
MD2019-259	Décision d'ester en justice "Copropriété du 1 rue Levat - Requête n°1804174-8TA"	453
MD2019-264	Décision relative à la poursuite de la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles privées constitutives de voiries du groupe d'habitations "Les Jardin de Pérols", rues Georges Bizet et François Derosi - Commune de Pérols	455
MD2019-265	Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Tageos - Locaux situés au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier	457
MD2019-267	Décision d'ester en justice "Procédure d'expulsion TA - Aire de grand passage de Lattes"	459
MD2019-268	Décision relative au marché négocié M9C0017VD sans mise en concurrence de "Traitement complémentaire des perméats"	461
MD2019-269	Décision d'ester " Requête n°1804130-4TA JACKY HARTMANN Tribunal Administratif de Montpellier"	463
MD2019-270	Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre de deux œuvres graphiques de Jacques André Van der Burch, Voyage en Italie 12 esquisses et Chinoiserie	465
MD2019-271	Décision relative à l'acquisition d'une parcelle cadastrée OC 224 Avenue Etienne Méhul - Commune de Montpellier	467
MD2019-272	Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une aquarelle de Georges-Antoine Rochegrosse, Antipas observant une jeune fille et sa suivante sur une terrasse	469
MD2019-274	Décision relative à la signature d'un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Scouts et Guides de France - Locaux Domaine de Viviers à Jacou	471
MD2019-275	Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une sanguine d'Alexandre Cabanel, Etude de femme debout	473
MD2019-276	Décision relative au marché n°M9B0005DC de conception scénographique et maîtrise d'œuvre des travaux de muséographie de l'exposition Vincent Bioulès au musée Fabre	475
MD2019-277	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Montpellier Volley UC concernant un local situé 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez	477
MD2019-278	Décision d'ester en justice "Syndicat des copropriétaires rue du Faubourg du Courreau" - Assignation TGI	479

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2019-280	Décision relative aux avenants de transfert des marchés de la SARL UPEE7 à la SAS CMEVE suite à la fusion-absorption	481
MD2019-284	Décision relative au marché de travaux pour l'aménagement du centre d'art Montpellier Contemporain (MoCo) à l'hôtel Montcalm - Commune de Montpellier - Lot 16.2 Espaces verts	484
MD2019-287	Décision d'ester en justice "FOURCADIER Etienne Requête n°170652-TA"	486
MD2019-288	Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux du Conservatoire à Rayonnement Régional au bénéfice de l'Association des Professeurs de Formation Musicale	488
MD2019-291	Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux du Conservatoire à Rayonnement Régional au bénéfice de l'association "Champ libre" dans le cadre du Festival "Architectures Vives 2019"	490
MD2019-293	Décision relative à l'attribution d'une mission géotechnique pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	492
MD2019-298	Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux du Conservatoire à Rayonnement Régional au bénéfice de l'Atelier Régional des Pratiques Amateurs (ARPA)	494
MD2019-300	Décision relative au marché n°M9B0027DS de prestation de services en conseil phytosanitaire sur les aires de jeu du Stade de la Mosson "Mondial 98" et du GGL Stadium de Montpellier Méditerranée Métropole	496
MD2019-303	Décision relative à un contrat de prêt d'œuvres avec la société Ubisoft pour l'organisation d'une exposition à la médiathèque F. Fellini dans le cadre de la manifestation "La Métropole en jeux"	498
MD2019-305	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'un ancien chemin Lieudit Lignères Futur quartier Georges Bizet Commune de Baillargues	500
MD2019-306	Décision relative au marché n° M8C5245VD d'Assistance à maîtrise d'ouvrage du suivi technique et financier du contrat de délégation de service public d'exploitation de l'unité de méthanisation Ametyst	502
MD2019-312	Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux de l'antenne de Cournonterral du Conservatoire à Rayonnement Régional au bénéfice de l'association Choriolis	504
MD2019-320	Décision d'ester en justice "Requête n°19MA01085 CAA - Association Lattes Environnement et Paysages"	506
MD2019-322	Décision relative au dépôt provisoire et gratuit du musée des Beaux-Arts de Draguignan d'une oeuvre de Charles Camoin, Le Vésuve, vu de la villa Capella au musée Fabre	508
MD2019-323	Décision relatif à la signature d'un avenant rectificatif à l'avenant n°1 du lot 1 "Bâtiments administratifs et bâtiments annexes" du marché 4983MG18 Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole	510
MD2019-336	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 2 175 m² - ZAC Cambacérès - Route de Vauguières Commune de Montpellier	512

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2019-342	Décision d'ester en justice "Assignation TGI - Référé expertise - CORBIERE Hélène"	514
MD2019-348	Décision relative à deux conventions d'occupation temporaire de l'auditorium du Site archéologique Lattara-musée Henri Prades	516
MD2019-353	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AM17 - 2144 Route de Mende à Montpellier	518



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°4650DC16 de maîtrise d'œuvre
dans le cadre de l'opération de rénovation
du Théâtre du Hangar**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur TRAVIER dans le domaine de la Culture ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de l'opération de rénovation du Théâtre du Hangar, à la suite de la décision de retenir des prestations supplémentaires de travaux dont le montant s'élève à 271 130,22 € HT, le montant des honoraires pour la mission de maîtrise d'œuvre doit être complété sur la base d'un taux de rémunération de 9,15% du montant des travaux, soit 24 808,42 € HT ;

- que dans le cadre de cette opération, des missions complémentaires imprévues et spécifiques d'études et de définition des équipements mobiles de sonorisation, éclairage de scène et vidéo projection doivent être confiées au maître d'œuvre, pour un montant forfaitaire de rémunération de 9 600 € HT ;
- qu'un avenant au marché de maîtrise d'œuvre doit être conclu afin d'augmenter son montant des sommes correspondantes, soit un total de 34 408,42 € HT, portant le montant total du marché à 199 108,42 € HT ;
- que la commission d'appel d'offres s'est réunie le 11 décembre 2018 et a émis un avis favorable.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre pour la rénovation du Théâtre du Hangar avec l'EURL Peytavin Yvan, située 15 avenue d'Assas à Montpellier, pour un montant de rémunération complémentaire s'élevant à 34 408,42 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **2 8 FEV. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAPIER



Publiée le : **2 8 FEV. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

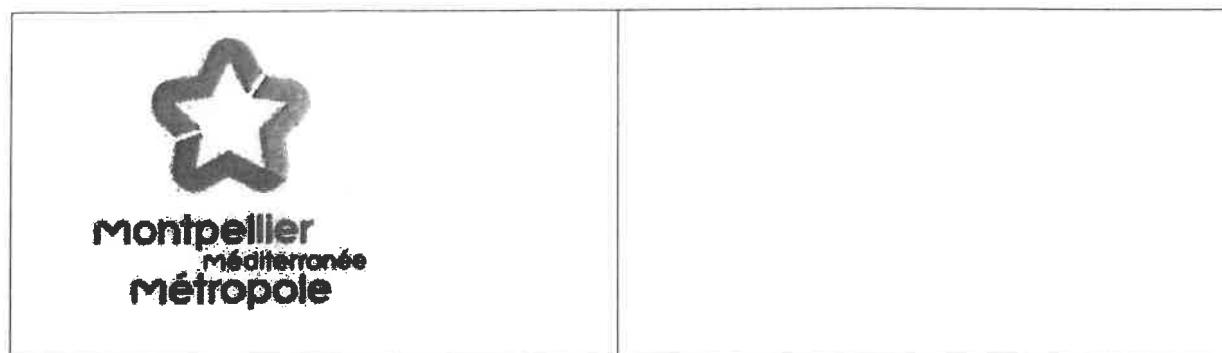
084-2431000 17-20190101-61872. cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **2 8 FEV. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché de travaux
n°5212 VD 18 - Lots n° 1, 2, 3 et 4 pour la
réhabilitation du Point Propreté de
Cournonterral

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°14472 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché de travaux pour la réhabilitation du Point Propreté de Cournonterral ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché alloti, en procédure adaptée ouverte ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
 - prix des prestations au regard du montant du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) : 40 %
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 11 décembre 2018 a été informée du choix :
 - de l'entreprise LA METROPOLITAINE DE SERVICES sise 929 rue d'Alco, BP 7315, 34086 Montpellier cedex 6, pour le lot n°1, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - de l'entreprise JOULIE TP sise rue des Barrys, 34660 Cournonsec, pour le lot n°2, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - de l'entreprise MP INDUSTRIES SAS sise 128 chemin de Roman, 13120 Gardanne, pour le lot n°3, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - du groupement d'entreprises FIMS/REEL sise 1025 avenue Henri Becquerel, 10 parc club du Millénaire, 34000 Montpellier, pour le lot n°4, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de travaux du point propreté de Cournonterral à :

- l'entreprise LA METROPOLITAINE DE SERVICES pour le lot n° 1, pour un montant de 29 999, 76 euros H.T. soit 35 999, 71 euros T.T.C. Le délai d'exécution des travaux est de 3 mois dont un mois de préparation à compter de la réception de l'ordre de service.
- l'entreprise JOULIE TP pour le lot n° 2, pour un montant de 179 725, 83 euros H.T. soit 215 671, 00 euros T.T.C. Le délai d'exécution des travaux est de 5 mois dont un mois de préparation à compter de la réception de l'ordre de service.
- l'entreprise MP INDUSTRIES SAS pour le lot n° 3, pour un montant de 64 370, 00 euros H.T. soit 77 244, 00 euros T.T.C. Le délai d'exécution des travaux est de 3 mois dont un mois de préparation à compter de la réception de l'ordre de service
- au groupement d'entreprises FIMS/REEL pour le lot n° 4, pour un montant de 45 819, 05 euros H.T. soit 54 982, 86 euros T.T.C. Le délai d'exécution des travaux est de 2 mois dont un mois de préparation à compter de la réception de l'ordre de service.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 MARS 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAT



Publiée le : 19 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

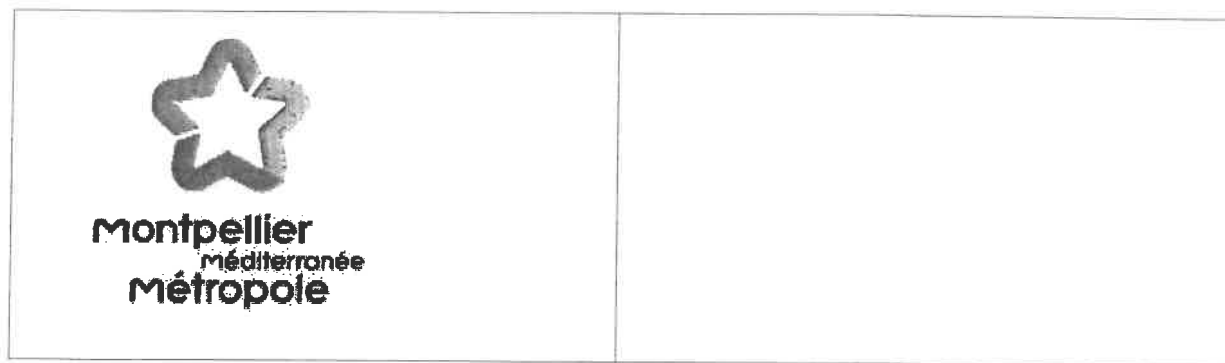
034-24-340007 - 6190101-7108-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 5 lots
volumes Ensemble immobilier Le Crescent
Place Jean Bene - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par l'exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la nécessité de régulariser auprès d'ACM HABITAT la propriété foncière de 5 lots-volumes situés en rez-de-chaussée de la résidence Le Crescent cadastrée EZ 388 et EZ 445, place Jean Bene à Montpellier, à savoir les lots 13, 14, 31, 34 et 37 soit une superficie totale de 276 m²,
- VU l'avis de France domaine n°2019-172V0031 en date du 14 janvier 2019 estimant la valeur des volumes à l'euro symbolique en raison du transfert de charges d'entretien et de gestion de ces espaces,

- VU la délibération d'ACM HABITAT prise en Conseil d'Administration en date du 24 janvier 2019 autorisant la cession des volumes 13, 14, 31, 34 et 37, d'une surface globale de 276 m², dépendant de la résidence Le Crescent, place Jean Bene à Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'euro symbolique,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'intégrer au domaine public les galeries couvertes en rez de chaussée, servant de cheminement piéton entre les voies de circulation (place Jean Bene, rue des Gabares, rue des Barques, boulevard des Consuls de Mer) et les parties privatives de l'immeuble,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition de ces lots-volumes permet de classer ces galeries piétonnes sous arches autour de la place Jean Bene à Montpellier dans le domaine public et de les entretenir comme tel,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès d'ACM HABITAT les 5 lots-volumes situés en rez-de-chaussée de la résidence Le Crescent cadastrée EZ 388 et EZ 445, place Jean Bene à Montpellier, à savoir les lots 13, 14, 31, 34 et 37 soit une superficie totale de 276 m², en vue de l'entretien des galeries piétonnes.

ARTICLE 2 : Les volumes acquis seront intégrés au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Cette acquisition sera réalisée au prix d'un euro avec dispense de paiement conformément à l'avis de France Domaine.

ARTICLE 4 : L'Office Notarial de Baillargues est désigné pour rédiger l'acte notarié, aux frais et à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

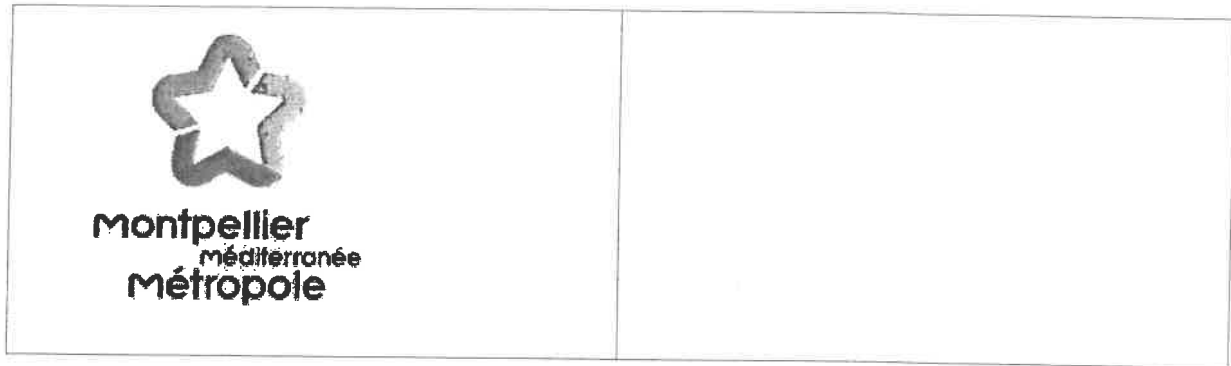
094 - 2M 2019 17 - 60190101 - 71386 - DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°4983MG18 -
Nettoyage des locaux de Montpellier
Méditerranée Métropole - Lot 1
"Bâtiments administratifs et bâtiments
annexes"- Avenant n°1 - Autorisation de
signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines « Administration générale, Affaires juridiques, Contentieux, Protocole » ;

- VU la notification du 04/09/2018 attribuant le lot n°1 « Bâtiments administratifs et bâtiments annexes » du marché 4983MG18 Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise Arc en ciel Sud Est, pour une durée de 12 mois reconductibles jusqu'au 03/09/2022, avec un montant initial pour la partie forfaitaire du marché de 235 077,48 € HT,

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de modifier par avenant le lot n°1 « Bâtiments administratifs et bâtiments annexes » du marché 4983MG18 pour tenir compte du rajout de deux bâtiments, à savoir la Maison de la Justice et les Salines de Villeneuve-lès-Maguelone ainsi que des prestations supplémentaires à l'immeuble le Belem,
- que l'avenant n°1 au lot n°1 « Bâtiments administratifs et bâtiments annexes » à une incidence financière sur le montant de l'accord-cadre : le montant annuel de l'avenant pour la partie forfaitaire est de 12 870 € HT, ce qui introduit un écart de 5,5%. Le montant du marché pour la partie forfaitaire est de 242 947,48 € HT,
- que la Commission d'Appel d'Offres du 19/02/2019 a rendu un avis favorable.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°1 au Lot 1 du marché 4983MG18 Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole avec l'entreprise Arc en ciel Sud Est, avenant d'un montant annuel pour la partie forfaitaire 12 870 € HT. Le montant forfaitaire annuel est de 242 947,48 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 MARS 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



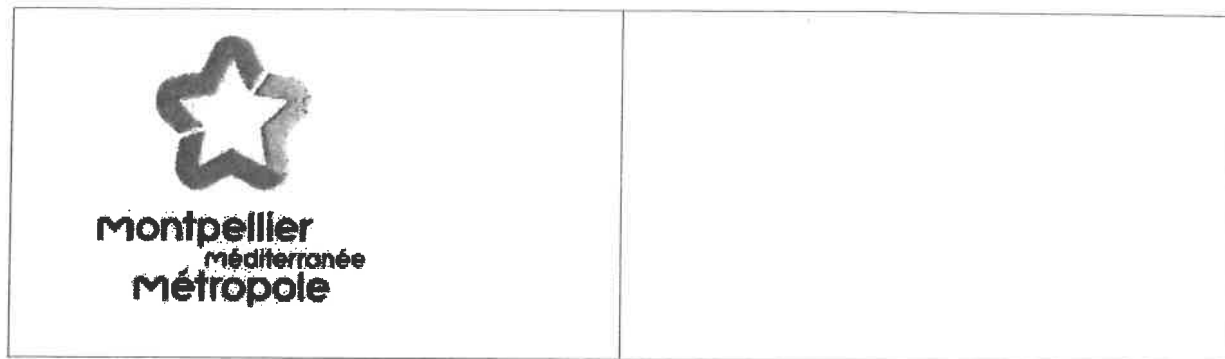
Publiée le : 11 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190101-71789-cc
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique
Pôle Énergie

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au mandat d'études avec
la SA3M portant sur la rénovation
thermique de copropriétés - Avenant n°2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n° 12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du « le Développement durable ; l'Environnement, incluant la protection et la mise en valeur des milieux naturels sensibles, la lutte contre la pollution de l'air et les nuisances sonores ; la Biodiversité et la Culture scientifique et technique, incluant l'Aquarium Mare Nostrum et le Planétarium Galilée ; le Plan Climat Air Énergie Territorial ; la Réhabilitation thermique des copropriétés » ;
- VU la convention de mandat « Rénovation thermique » au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour accompagner la rénovation thermique de copropriétés approuvée par délibération n°13258 du 30 septembre 2015 et notifiée le 15 décembre 2015 ;

CONSIDÉRANT :

- que plusieurs copropriétés initialement engagées dans le programme se sont désistées et ont été remplacées par de nouvelles résidences ;
- qu'il a été jugé nécessaire de prolonger l'accompagnement au-delà du vote de travaux en Assemblée Générale de copropriété par une mission de suivi-animation pendant les phases de travaux et d'instrumentation ;
- que l'intégration de nouvelles copropriétés au programme et le prolongement des missions en phases travaux et instrumentation nécessitent un allongement de la durée du mandat initialement fixée à 36 mois.

D É C I D E

ARTICLE 1 : De compléter les missions du mandat par une mission de suivi-animation en phases travaux et instrumentation sous condition de vote favorable aux travaux en Assemblée Générale pour laquelle le mandataire percevra une rémunération de 280 €/lot.

ARTICLE 2 : De prolonger la durée de validité du mandat au 31 décembre 2021.

ARTICLE 3 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au mandat « Rénovation thermique » confié à la SA3M, portant le montant prévisionnel du mandat à 1 021 000 € HT.

ARTICLE 4 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2019 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Stéphanie JANVIER



Publiée le : **13 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

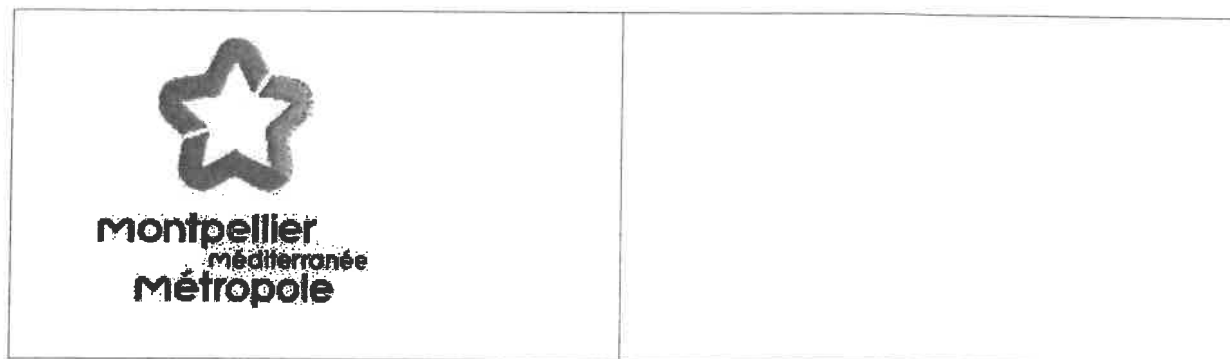
034-24 3400 17- 2019 0101 - 71495- cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du marché
subséquent n°5023A08 - Travaux de
requalification des rues du Calvaire, des
Aires et du Plan du Faubourg - Commune
de Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la « Voirie et de l'espace public ; Mixité dans le parc de logement social public » ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT 17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- qu'un besoin de travaux de requalification des rues du Calvaire, des Aires et du plan du Faubourg doit être couvert sur la commune de Grabels. Ces travaux ont notamment pour objet les prestations de terrassement, voirie, réseaux eaux pluviales et maçonnerie en vue de la requalification ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – lot 1 « 3M Ouest », sous la forme d'un marché subséquent, pour un délai maximum de 5 mois période de préparation comprise ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient pondérés à 50% pour la valeur technique, 40% pour le prix et 10% pour le délai ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 19/02/2019 a été informée du choix de l'attributaire EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON Agence Juvignac, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°5023A08 relatif aux travaux de requalification des rues du Calvaire, des Aires et du plan du Faubourg sur la commune de Grabels à l'entreprise EUROVIA LANGUEDOCROUSSILLON sise à JUVIGNAC (34990) pour un montant estimatif de 167 842,00 € HT et un délai d'exécution de 90 jours calendaires. Le marché prend effet à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerrané Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 8 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : **0 8 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024-24340007-20190101-72405A-cc

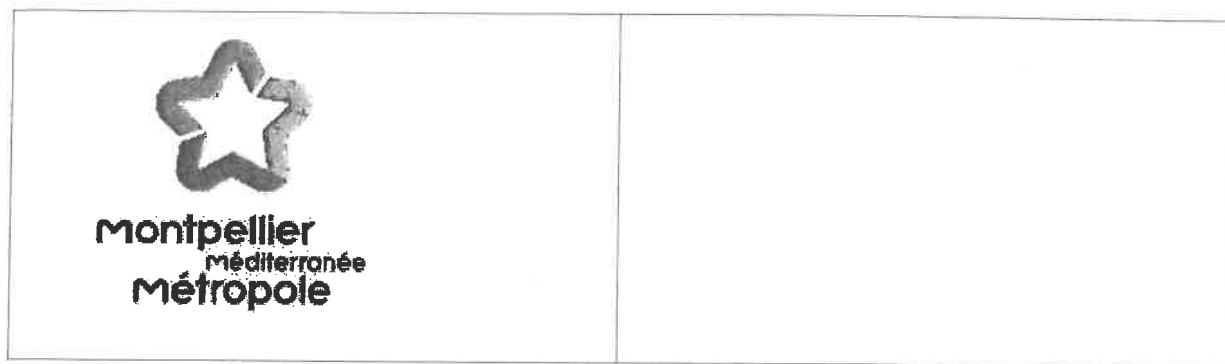
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 8 MARS 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°5143RI18
- Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage
pour l'accompagnement technique à la
maîtrise et gestion des infrastructures de
télécommunications**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOSSI en tant que Conseiller Délégué,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOSSI dans le domaine « Développement du très haut débit et de la fracture numérique » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite faire appel à un prestataire pour l'accompagner dans la mise en place d'une véritable stratégie de maîtrise et de gestion des infrastructures de télécommunications présentes sur son territoire ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à prix mixtes, composé d'un prix forfaitaire applicable sur la première année d'exécution et d'une partie passée en accord-cadre à bons de commande et un opérateur avec un montant maximum annuel de 60 000€ HT, applicable sur toutes les années de reconduction. Cette consultation est passée pour une durée d'un an à compter de sa notification, renouvelable par reconduction tacite deux fois par période d'un an ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1 – valeur technique au regard du mémoire technique (60 %) ;
 - 2 – prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement et du total du détail quantitatif estimatif (40 %) ;
- qu'après analyse, l'entreprise LM Ingénierie, sise 45 Allée Yves Stourdzé – 34830 Clapiers présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°5143RI18 Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement technique à la maîtrise et gestion des infrastructures de télécommunications à l'entreprise LM Ingénierie, pour un forfaitaire, applicable la première année d'exécution, de 35 000 € HT et un montant maximum annuel de 60 000 € HT pour la partie rémunérée aux quantités réellement exécutées des prix du Bordereau des Prix Unitaire (B.P.U), soit 180 000 € HT sur la durée totale. Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un an, renouvelable par reconduction tacite deux fois par période d'un an.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 MARS 2019

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 11 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

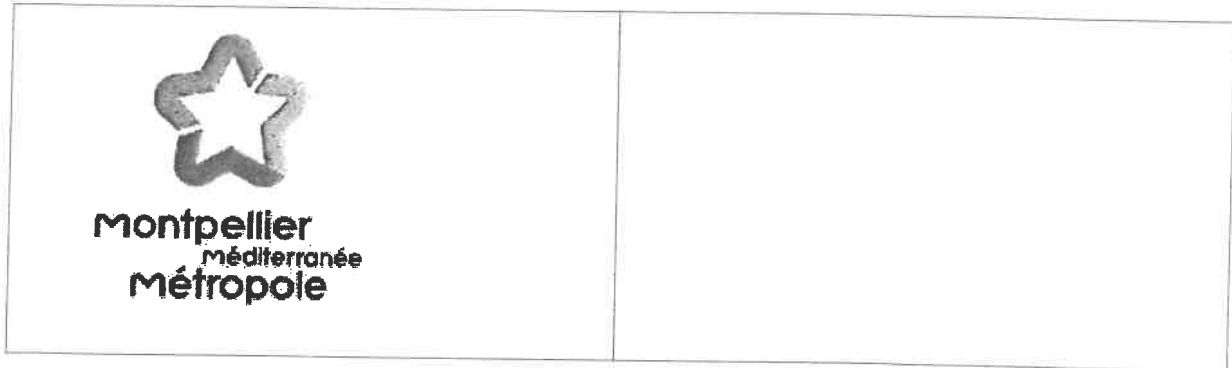
034-24340017-20190101 - 72636-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
n°8.882 portant sur le système
d'information du projet (GED) dans le
cadre de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU le marché n°8.882 portant sur le « Système d'Information du Projet » attribué à l'entreprise FORMI SA de Blagnac (31) en avril 2012 pour un montant de 162 700 € HT selon une procédure adaptée restreinte ;

- VU la décision n°D2014-575 du 5 mai 2015 autorisant la signature de l'avenant n°1 ayant pour objet d'intégrer une prestation de développement non prévue initialement pour un montant de 13 630 € HT portant le montant du marché à 176 330 € HT ;

CONSIDÉRANT :

- la reprise des études de la 5^{ème} ligne de tramway confirmé par le maître d'ouvrage « Montpellier Méditerranée Métropole »,
- qu'il est nécessaire de maintenir le système d'Information du projet,
- qu'il convient de prolonger le délai d'exécution de la phase C d'exploitation et par conséquent augmenter l'enveloppe financière associée.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 avec l'entreprise FORMI SA, ayant pour objet d'allonger le délai d'exécution (initialement de 62 mois) de la phase C1 « suivi de l'exploitation du contrat » en raison de la reprise des études de la 5^{ème} ligne de tramway. Le délai d'exécution est prolongé de 14 mois, jusqu'au 31/12/2019. Cette prolongation est identifiée sous un nouvel intitulé : « Phase E – Extension du délai suivi de l'exploitation du contrat ».

ARTICLE 2 : Le montant de l'avenant n°2 s'élève à 13 000 € HT, portant ainsi le montant du marché à 189 330 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 6 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué

~~Jean-Pierre BACQUET~~



Publiée le : **0 6 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

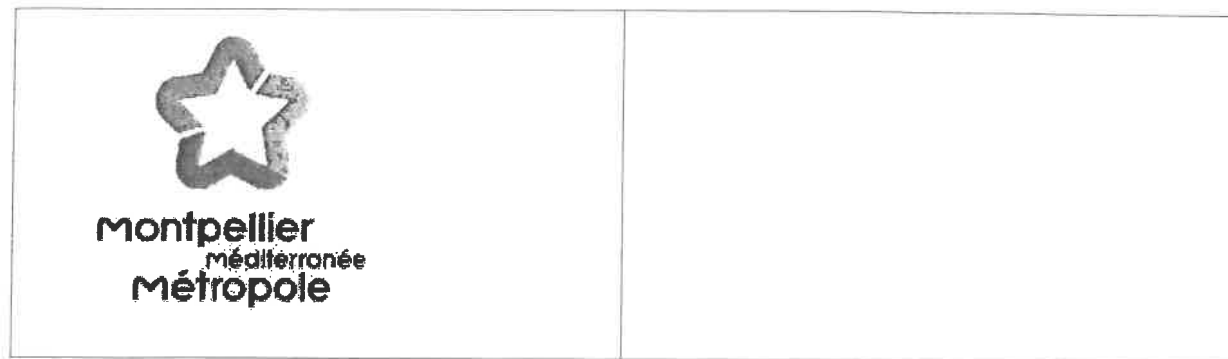
074-247420017-2019 0101-73044-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 6 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°9.115 de
reconnaisances géotechniques dans le
cadre de l'extension de la 1ère ligne de
tramway vers la nouvelle gare - Avenant
n°2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité ;
- VU la décision n°D2014-259 du 8 avril 2014 autorisant la SAAM à signer le marché portant sur les prestations de reconnaissances géotechniques dans le cadre de l'extension de la 1ère ligne de tramway vers la nouvelle gare avec l'entreprise HYDROGEOTECHNIQUE Sud-Ouest pour un montant minimum de 30 000 € HT et un montant maximum de 180 000 € HT ;

- VU la délibération du Conseil n°14196 du 25 octobre 2016 relative à la convention de mandat pour la réalisation de l'extension de la 1ère ligne de tramway vers la nouvelle gare, désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la décision n°D2017-1003 du 9 janvier 2018 autorisant la signature de l'avenant n°1 ayant pour objet de substituer au mandataire initial SA3M le nouveau mandataire TaM ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient désormais de prolonger la durée du marché n°9.115.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°9.115 portant sur les prestations de reconnaissances géotechniques dans le cadre de l'extension de la 1ère ligne de tramway vers la nouvelle gare ayant pour objet de prolonger la durée du marché jusqu'au 31 mars 2023.

ARTICLE 2 : L'avenant n°2 est sans incidence financière, les prix des prestations restant inchangés et seront révisés dans les conditions prévues au contrat.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 6 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre



Publiée le : **0 6 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

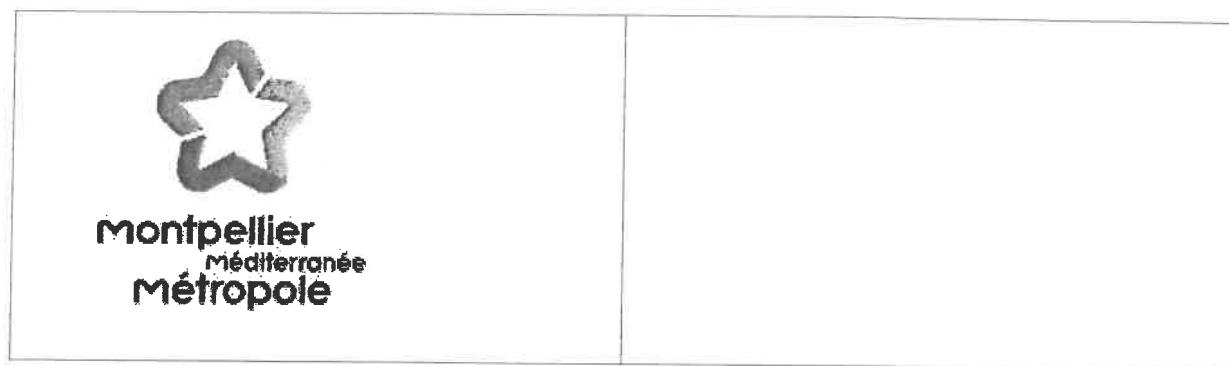
034-24 200017- 20190101-73050-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 6 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°9.111 de
prestations topographiques dans le cadre
de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway
vers la nouvelle gare - Avenant n°2 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- VU la décision n°D2014-240 du 2 avril 2014 autorisant la SAAM à signer le marché portant sur les prestations topographiques dans le cadre de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway vers la nouvelle gare avec le groupement d'entreprises SIRAGUSA (mandataire) / BILICKI DHOMBRES OSMO pour un montant minimum de 50 000 € HT et un montant maximum de 200 000 € HT,

- VU la délibération du Conseil n°14196 du 25 octobre 2016 relative à la convention de Mandat pour la réalisation de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway vers la nouvelle gare désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la décision n°D2017-1001 du 9 janvier 2018 autorisant la signature de l'avenant n°1 ayant pour objet de substituer au mandataire initial SA3M le nouveau mandataire TaM,
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient désormais de prolonger la durée du marché n°9.111.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°9.111 portant sur les prestations topographiques dans le cadre de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway vers la nouvelle gare Montpellier Sud de France ayant pour objet de prolonger la durée du marché jusqu'au 31 mars 2023.

ARTICLE 2 : L'avenant n°2 est sans incidence financière, les prix des prestations restant inchangés et seront révisés dans les conditions prévues au contrat.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 6 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICHARD



Publiée le : **0 6 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

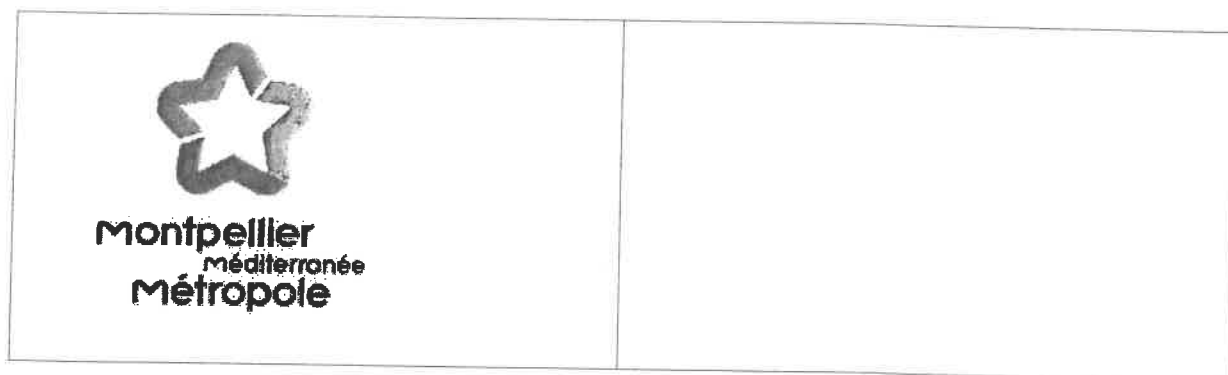
OM - En l'absence de 17-65190101-73055-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 6 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
déplacement du réseau d'eau potable
avenue Georges Frêche sur la commune de
Clapiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques » ;

CONSIDERANT :

- que la Métropole a décidé de réaliser le remplacement d'un ouvrage hydraulique avenue Georges Frêche et le recalibrage du ruisseau des Canaux sur la commune de Clapiers et que la réalisation de ce projet est contrainte par le tracé d'un réseau d'eau potable à Clapiers,
- que le Syndicat Mixte de Garrigues Campagne est gestionnaire du réseau d'eau potable,

- que Montpellier Méditerranée Métropole est maître d'ouvrage des travaux de protection contre les inondations du ruisseau des Canaux,
- que les obligations respectives du Syndicat Mixte de Garrigues Campagne et de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la réalisation des travaux de déplacement du réseau d'eau potable doivent être précisées.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de déplacement de réseau d'eau potable avenue Georges Frêche sur la commune de Clapiers.

ARTICLE 2 : Dire que les travaux exécutés par le Syndicat Mixte de Garrigues Campagne de déplacement du réseau d'eau potable sont prévus du 25 février au 8 mars 2019 et du 23 avril au 3 mai 2019.

ARTICLE 3 : Dire que les travaux exécutés par Montpellier Méditerranée Métropole de remplacement d'un ouvrage hydraulique avenue Georges Frêche et le recalibrage du ruisseau des Canaux sur la commune de Clapiers sont prévus du 4 mars 2019 au 30 août 2019.

ARTICLE 4 : Dire que la convention prendra effet à sa notification au Syndicat Mixte de Garrigues Campagne par Montpellier Méditerranée Métropole.

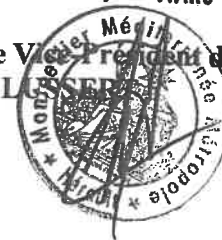
ARTICLE 5 : Dire que le coût des opérations de déplacement du réseau d'eau potable sera pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole sur la partie travaux concernant le recalibrage du ruisseau des Canaux. Les travaux de déviation du réseau d'eau potable sur une longueur approximative de 48 ml sont estimés à 39 007,38 euros HT.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 MARS 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Marc L...



Publiée le : 11 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

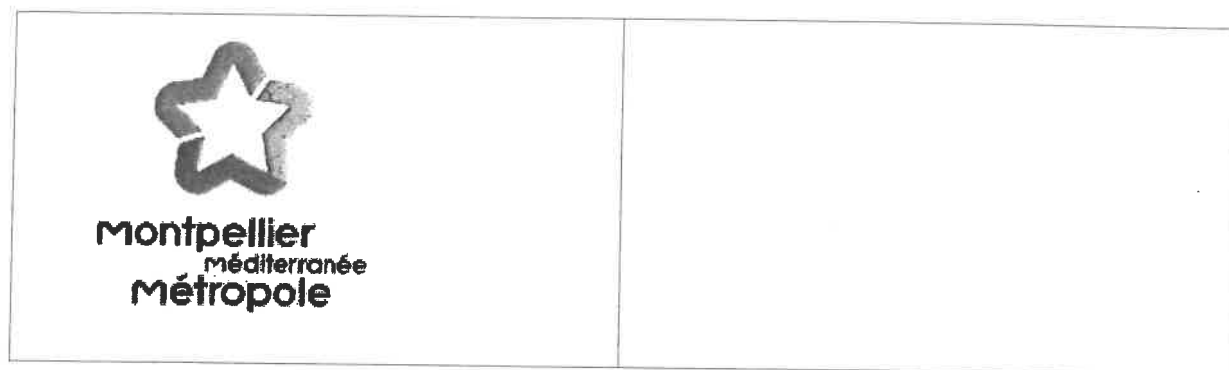
031-24340017 - 20190101-73333-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant de transfert
du marché n°4462DS16 de maîtrise
d'œuvre pour la réalisation de téléskis
nautique dans le parc Gérard Bruyère -
Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives,
- VU la décision n°D2016-339 du 1^{er} juillet 2016 attribuant le marché n°4462DS16 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de téléskis nautiques dans le parc Gérard Bruyère à Baillargues à l'entreprise SKATEPARK Service Conseil, sise à Montpellier (34060) – 19, rue des Gélinittes,

- VU la décision n°D2019-034 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché 4462DS16 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de téléskis nautiques dans le parc Gérard Bruyère à Baillargues,

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole a engagé des études relatives à la réalisation future de téléskis nautiques dans le bassin du Parc Gérard Bruyère de Baillargues dans le cadre du développement de la pratique de cette discipline sur son territoire, en lien avec la Fédération Française de ski nautique et de wakeboard,

- le transfert à venir de cet équipement dans la liste des équipements d'intérêt métropolitain au titre de ses compétences dans le domaine des équipements sportifs telle que défini par les délibérations n°4846 du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002 modifiée,

- le lancement par la Ville de Baillargues d'une procédure de consultation des entreprises concernant la réalisation du terrassement et de l'étanchéité du bassin situé au cœur du Parc Gérard Bruyère,

- la nécessité de coordonner la réalisation du terrassement et de l'étanchéité du bassin avec la future implantation des plots bétons ayant vocation à recevoir les structures de téléskis, en contact direct avec le fond du bassin.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant de transfert entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Baillargues du marché n°4462DS16 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de téléskis nautiques dans le parc Gérard Bruyère conclu avec l'entreprise SKATEPARK Service Conseil, sise à Montpellier (34060) – 19, rue des Gélinites, pour un montant total de 44 070 € HT.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 6 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER

Publiée le : **0 6 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2434000 17-20190101-73375-cc

Acte Certifié exécutoire

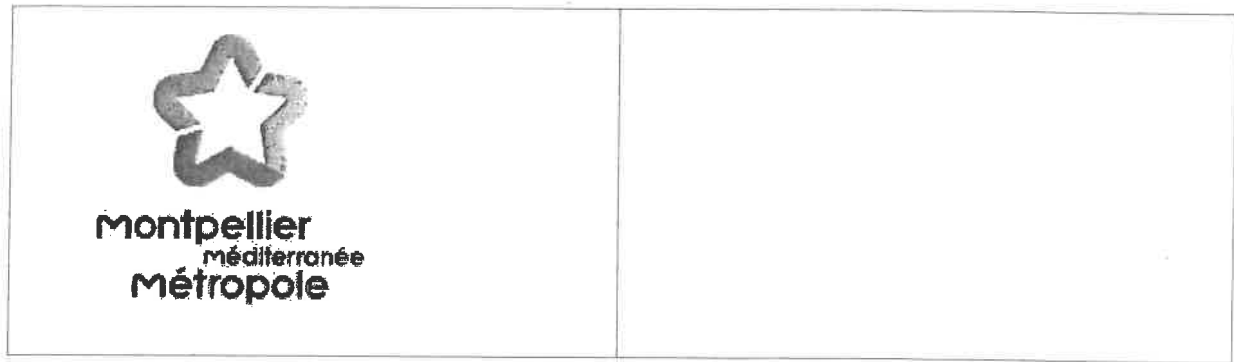
Envoi Préfecture :

0 6 MARS 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°5119BISDC18 - Travaux de réfection des
sols et de compléments de mobiliers à la
médiathèque Jean-Jacques Rousseau -
Attribution du lot 4 Tribune Télescopique**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n° 12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine "Culture" ;

CONSIDERANT :

- que les travaux de réfection de l'accueil et de la ludothèque de la médiathèque Jean-Jacques Rousseau nécessitent la conclusion de marchés de travaux et de fournitures,

- que cette procédure fait suite à un appel d'offre infructueux concernant uniquement le lot 4 "Tribune Télescopique",
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 2 mois,
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : Valeur technique au regard du mémoire technique, 60% ; Prix des prestations, 40%.
- qu'après analyse, l'entreprise HUGON présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
- que la commission d'appel d'offres a été informée le 22 janvier 2019 du classement et du choix de l'offre du candidat HUGON,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché 5119BISDC18 à l'entreprise HUGON, ZAC Grand Camp, 43090 MERCUES, pour un montant de 22.370 euros HT. La durée des travaux est de deux mois à compter de la date de notification du marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **2 8 FEV. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : **2 8 FEV. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024-24 Mars 17 - 2019 0101-73820

Acte Certifié exécutoire

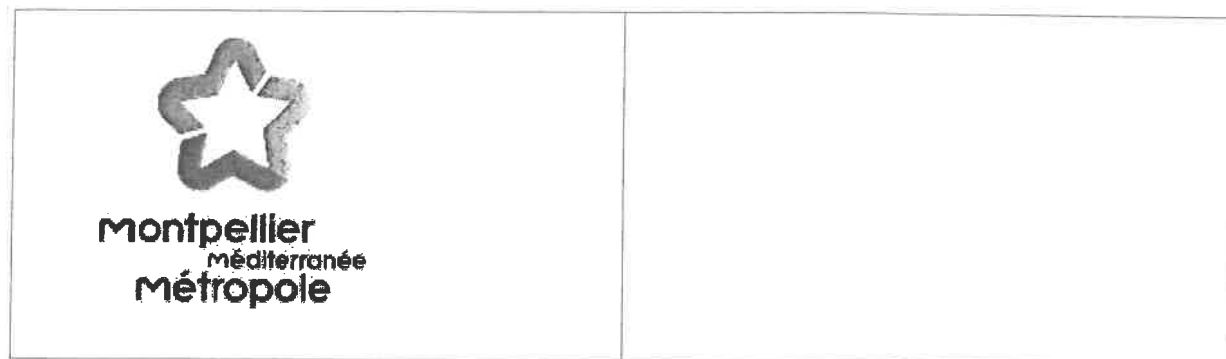
Envoi Préfecture :

2 8 FEV. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M8D5244
DM - Exploitation du parc de
stationnement des Arceaux à Montpellier -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des « Transports et de la Mobilité » ;

CONSIDERANT :

- que la mise en place d'un marché portant sur l'exploitation du parc de stationnement des Arceaux (situé sur la commune de Montpellier) est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 25-I.1 et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 selon une procédure d'appel d'offre ouvert pour une durée de 5 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% valeur technique de l'offre et 60% le prix des prestations ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 22 janvier 2019 a classé les offres et choisi l'entreprise EFFIA Stationnement, située au 20 rue Le Peletier à Paris Cedex 9 (75 320) comme présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché relatif à l'exploitation du parc de stationnement des Arceaux (à Montpellier) à l'entreprise EFFIA Stationnement, pour un montant de 757 947 euros HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service qui sera délivré à partir du 1^{er} avril 2019. Sa durée est de 5 ans.

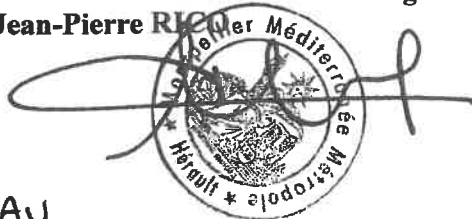
ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché M8D5244DM relatif à l'exploitation du parc de stationnement des Arceaux (à Montpellier) et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 6 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : **0 6 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

074 - 2434 0017 - 2019 01 01 - 73914 - AU

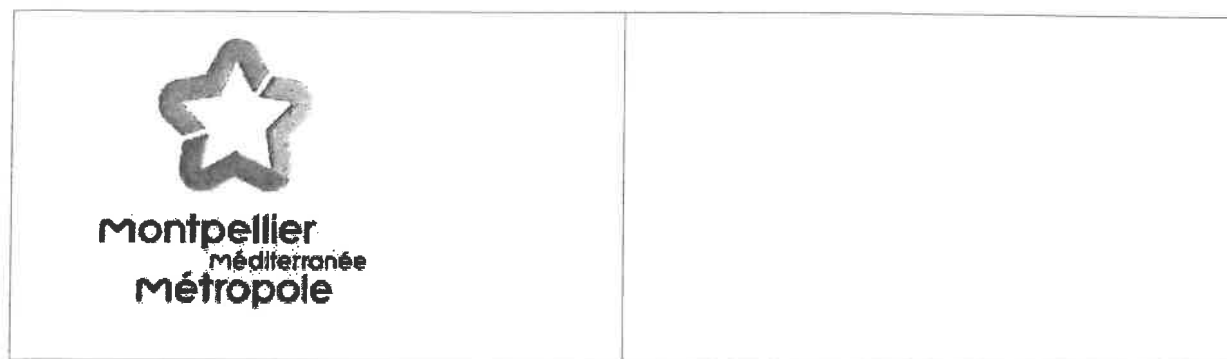
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

0 6 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle AS80 - 2273 Route de Mende à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

CONSIDERANT :

- que 212 m² du bien immobilier situé au 2273, route de Mende à Montpellier, cadastré section AS n°80 appartenant à Madame Françoise DARTOIS, sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ladite emprise,
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle AS n°80.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 212 m² du bien immobilier (terrain en nature d'espace vert) situé au 2273, route de Mende à Montpellier, cadastré section AS n°80 appartenant à Madame Françoise DARTOIS.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 28 320,00 € (VINGT HUIT MILLE TROIS CENT VINGT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame Françoise DARTOIS et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 4 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame Françoise DARTOIS.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 FEV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 27 FEV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

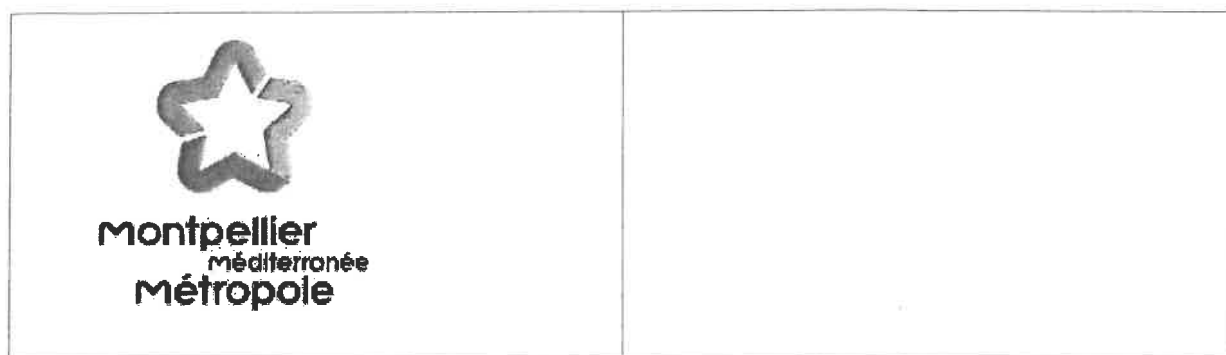
034-24200017-20190101-73927-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 FEV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société SAS BPD
MARIGNAN (gérante de la SNC
MARIGNAN RESIDENCES) dans la ZAC
Extension Eureka à Castelnau-le-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme » ;

CONSIDERANT la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Extension Eureka à Castelnau-le-lez : la société SAS BPD MARIGNAN (gérante de la SNC MARIGNAN RESIDENCES) est candidate à l'acquisition, auprès de la SERM, du lot 21 de 3 448 m² pour la réalisation d'un programme immobilier de 76 logements collectifs et 6 villas, en accession libre. La surface de plancher maximale est de 4 988 m².

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SAS BPD MARIGNAN (gérante de la SNC MARIGNAN RESIDENCES) ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 FEV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREM



Publiée le : 27 FEV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

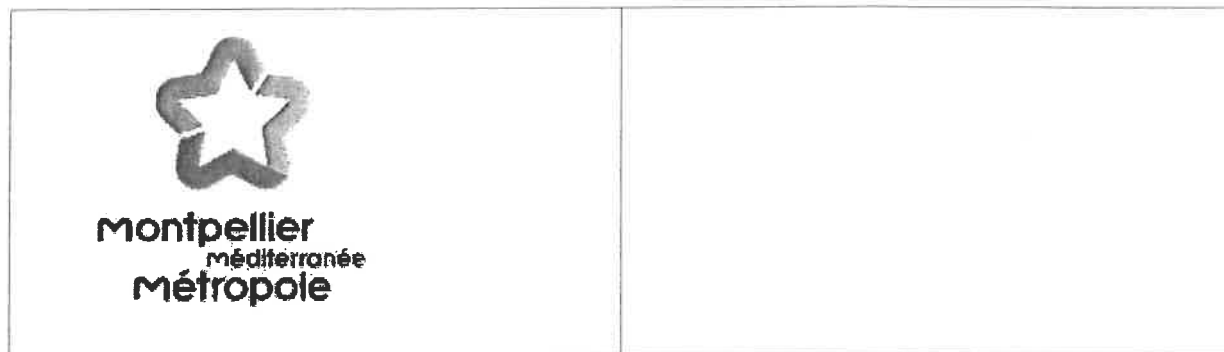
074 - 2474 0017 - 2019 0101 - 73952 AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 FEV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Avenant n°2 au marché 3771 maîtrise
d'œuvre relative à la construction de
l'Intercepteur Est du giratoire Fesquet au
lotissement Navitau et modification de
deux pompages existants lot 1 Maîtrise
d'œuvre réseaux**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »
- VU la décision n°D2015-39 du 25 février 2015 attribuant le marché n°3771 Maîtrise d'œuvre relative à la construction de l'Intercepteur Est du giratoire Fesquet au lotissement Navitau et modification de deux pompages existants lot 1 Maîtrise d'oeuvre réseaux à l'entreprise CABINET MERLIN - Agence de Montpellier - Multiparc Salaison bât 9 - 145 rue de la Marbrerie - 34740 VENDARGUES, pour un montant de 35 197,50 euros HT.

- VU la décision n°D2016-585 du 27 avril 2017 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché n° 3771 maîtrise d'œuvre relative à la construction de l'Intercepteur Est du giratoire Fesquet au lotissement Navitau et modification de deux pompages existants lot 1 maîtrise d'œuvre réseaux avec l'entreprise CABINET MERLIN - Agence de Montpellier - Multiparc Salaison bât 9 - 145 rue de la Marbrerie - 34740 VENDARGUES, pour un montant de 6 800 euros HT.

Considérant :

- Que les différents marchés relatifs à l'intercepteur Est amont ont subi des retards importants voir un ajournement ;
- Qu'il en résulte des prestations complémentaires demandées au maître d'œuvre par la maîtrise d'ouvrage entraînant une plus-value ;

D E C I D E

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché 3771 Maîtrise d'œuvre relative à la construction de l'Intercepteur Est du giratoire Fesquet au lotissement Navitau et modification de deux pompages existants lot 1 Maîtrise d'œuvre réseaux avec l'entreprise CABINET MERLIN - Agence de Montpellier - Multiparc Salaison bât 9 - 145 rue de la Marbrerie - 34740 VENDARGUES, avenant d'un montant de 2 320 euros HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 6 MARS 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN BOULDES



Publiée le : **0 6 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

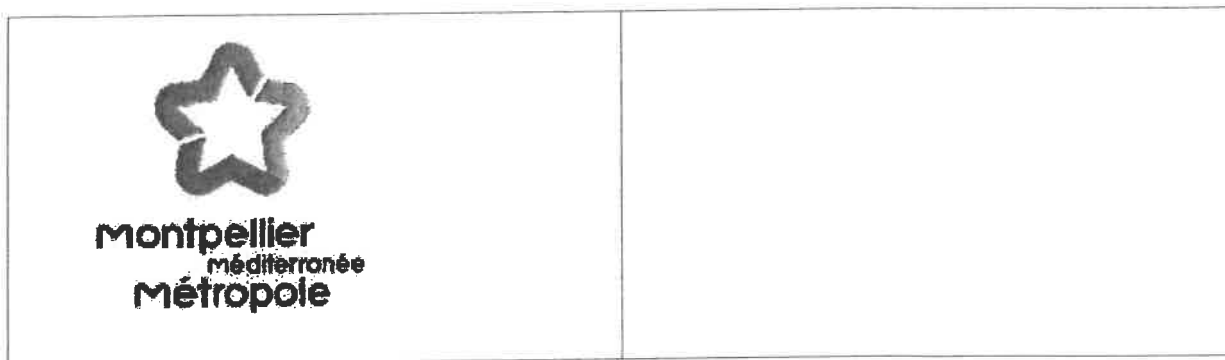
076-243400017-20190101-74357-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 6 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Régie de Collecte

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M8C5250VD
concernant le "broyage des déchets verts
de la plateforme de traitement de
Grammont" - Attribution - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la « Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public » ;

CONSIDERANT :

- que le fonctionnement de la plateforme de traitement de déchets végétaux de Grammont exige un broyeur pour traiter les déchets reçus sur le site accueillant les apports de 12 déchetteries, de nombreux services techniques communaux, ainsi que des entreprises privées et des usagers ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre mono attributaire à bons de commandes pour une durée de la semaine n°6 de 2019, ou à sa notification si celle-ci est ultérieure au 31 décembre 2019 ;

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

1° La valeur technique (**60 % de la note**) appréciée au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique selon :

- Le type de broyeur proposé et son rendement - 20 points.

- L'analyse du besoin et la stratégie mise en œuvre par le candidat pour dimensionner ses moyens en regard de la saisonnalité des apports sur la plateforme de Grammont, étant rappelé qu'il est exigé un jour de broyage minimum par semaine - 20 points.

- Les moyens mis en œuvre pour palier à un incident d'exploitation - 20 points.

2° Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif (**40 % de la note**)

- qu'après analyse, l'entreprise SUD BROYAGE RECYCLAGE / ZAC Le Fumérien – RD 103 - 2 Route de Bellegarde – 30 129 MANDUEL présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché pour le « broyage des déchets verts de la plateforme de traitement de Grammont » à l'entreprise SUD BROYAGE RECYCLAGE, pour un montant de 7,5 € HT la tonne. Le montant des prestations sur la durée totale du marché ne pourra pas atteindre le seuil de procédure formalisée (221 000 € H.T).

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

19 MARS 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée

Valérie BARTHASORSAL



Publiée le : **19 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

031-24210017-20190101-74355-AU

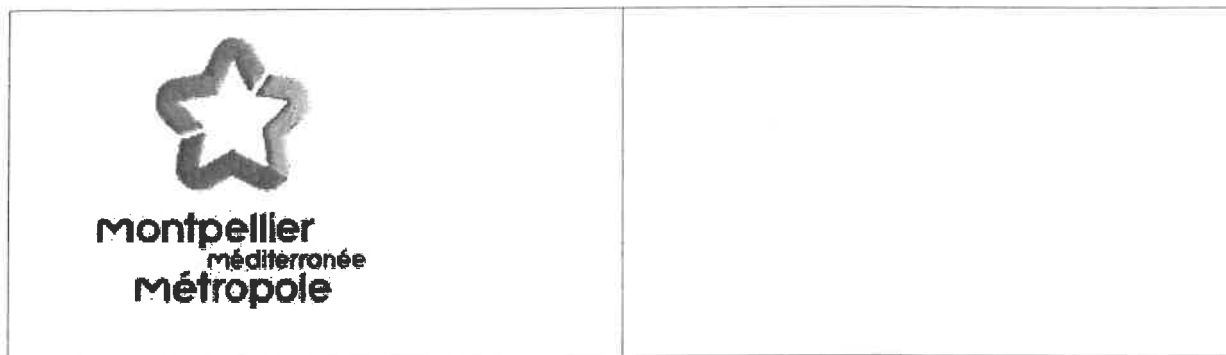
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

19 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Conduites Opérations Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5134EP18 -
Maîtrise d'oeuvre pour la réhabilitation de
l'ouvrage RD112/RN113 à Vendargues -
Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de la Voirie et de l'Espace public,

- VU la décision n°MD2018-672 du 23/10/2018 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre n°5134EP18 à l'entreprise SEDOA, sise à Saint Jean de Védas (34430) pour un montant de 25 000 € HT,

CONSIDERANT :

- que le marché de maîtrise d'œuvre n°5134EP18 est nécessaire à la réhabilitation de l'ouvrage RN112/RN113 à Vendargues ;
- que l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux était de 490 000 € HT ;
- qu'après remise de l'avant-projet détaillé, le coût prévisionnel des travaux est établi à 550 000,00 € HT ;
- que le montant du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre doit être recalculé ;
- que pour calculer la rémunération définitive, une formule est présente dans l'acte d'engagement du marché.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché 5134EP18 avec l'entreprise SEDOA pour un montant supplémentaire de 1 342,98 € HT. Le marché initialement d'un montant de 25 000,00 € HT, porté à 26 342,98 € HT par l'avenant n°1 (soit une augmentation de 5.37%).

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **08 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSSE



Publiée le : **08 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

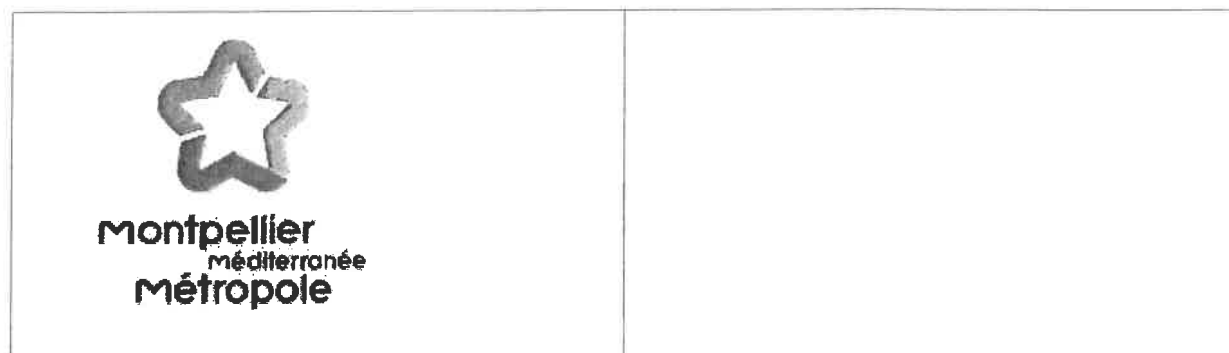
076 du 34 000 17 2019 0101 - 74460A.AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **08 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société GOOGLE France
en vue de la mise à disposition d'une partie
de l'espace FRENCH TECH au rez-de-
chaussée de l'Hôtel French Tech à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises, et celles d'autoriser la conclusion et la révision de louage de choses n'exédant pas 12 ans, que la chose soit louée ou prise à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme »,
- VU la délibération du conseil n°13560 du 27 janvier 2016 relative à la préfiguration du bâtiment totem dédié au numérique dans les locaux de l'ancien hôtel de ville de Montpellier, et l'autorisation d'occupation temporaire consentie par la ville de Montpellier.

- VU la délibération n°M2018-694 du 21 décembre 2018 relative aux tarifs 2019 pour Montpellier Méditerranée Métropole.

CONSIDERANT :

- que la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ont convenu, au bénéfice de cette dernière, de la mise à disposition au moyen d'une convention d'autorisation d'occupation temporaire créatrice de droits réels, d'une partie des locaux de l'ancien hôtel de ville situé sur la commune de Montpellier, Place Francis Ponge pour une durée de 6 ans.

- que la candidature de la société GOOGLE FRANCE en vue de la mise à disposition d'une partie de l'ESPACE FRENCH TECH au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech (ancien Hôtel de Ville), 1 place Francis PONGE à Montpellier pour l'ouverture d'un atelier numérique. Cet espace d'animation et de formation, dédié au numérique, accompagnera un large public (étudiants, parents, gérants de PME ou d'association...) vers une meilleure maîtrise des outils numériques et innovants.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société GOOGLE FRANCE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : La mise à disposition d'une partie de l'ESPACE FRENCH TECH est conclue pour une durée de 6 mois à compter de la date de signature de la convention partenariale, et selon les conditions établies dans le règlement de gestion opérationnelle du lieu. Le tarif de location du lieu, précisé dans la convention, est déterminé au prorata de l'utilisation horaire des locaux et de la superficie mise à disposition.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 FEV. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **27 FEV. 2019**

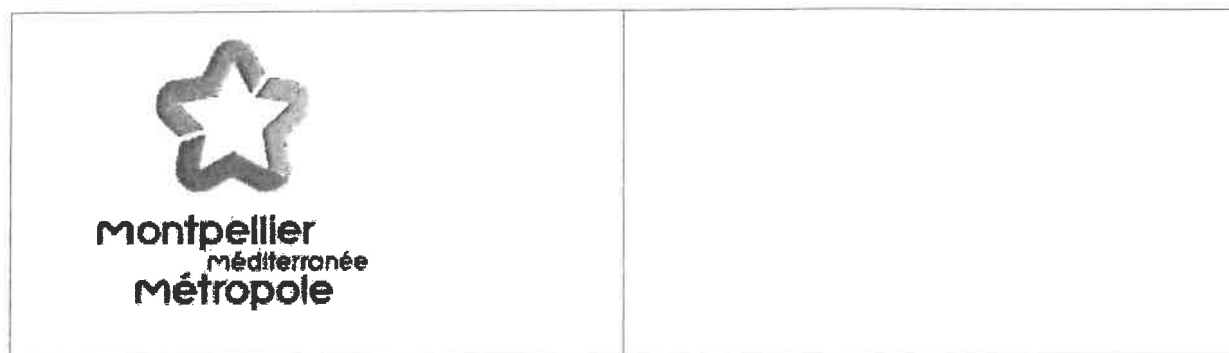
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024 - 272 000 17 - 2019 0101 - 74580 - AV
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **27 FEV. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux avenants de transfert
des marchés n°4446RI16 d'assistance à la
maîtrise d'ouvrage fonctionnelle et
organisationnelle dans le cadre du projet
d'acquisition d'un logiciel de marché
public mutualisé et n°4364RI16 de
prestations de développement,
maintenance et accompagnement sur les
logiciels libre "W.C.S", AUTHENTIC 2",
"LASSO", "PASSERELLE"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme. » ;

- VU la décision n°D2016-559 attribuant le marché n°4446RI16 d'assistance à la maîtrise d'ouvrage fonctionnelle et organisationnelle dans le cadre du projet d'acquisition d'un logiciel de marché public mutualisé du marché à l'entreprise COMOE, pour un montant de 89 000 euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de 24 mois (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) ;

-VU la délibération n°13645 attribuant le marché n°4364RI16 lot 2 de prestation de développement libre « W.C.S », « AUTHENTIC 2 », « LASSO », « PASSERELLE » à l'entreprise COMOE, pour un montant de 144 000 euros HT pour une durée de 1 an reconductible 3 fois par période de 1 an.

DECIDE

ARTICLE 1 : Deux avenants de transfert aux marchés n°4364RI16 de prestation de développement, maintenance et accompagnement sur les logiciels libres « W.C.S », « AUTHENTIC 2 », « LASSO », « PASSERELLE » et n°4446RI16 d'assistance à la maîtrise d'ouvrage fonctionnelle et organisationnelle dans le cadre du projet d'acquisition d'un logiciel de marché public, sont conclus et ont pour objet, le transfert universel de patrimoine Sarl COMOE dont le siège social est situé 56 rue Benjamin Baillard, 31500 TOULOUSE, immatriculée au RCS de Toulouse sous le numéro 410 711 626, vers la société par action simplifiée (sas) Sas COMOE, au capital de 129 580 euros dont le siège social est situé 56 rue Benjamin Baillard, 31500 TOULOUSE immatriculée au RCS de Toulouse sous le numéro 433 378 510.

ARTICLE 2 : Ces avenants ne modifient pas la durée et le montant des marchés initiaux.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 MARS 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 04 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

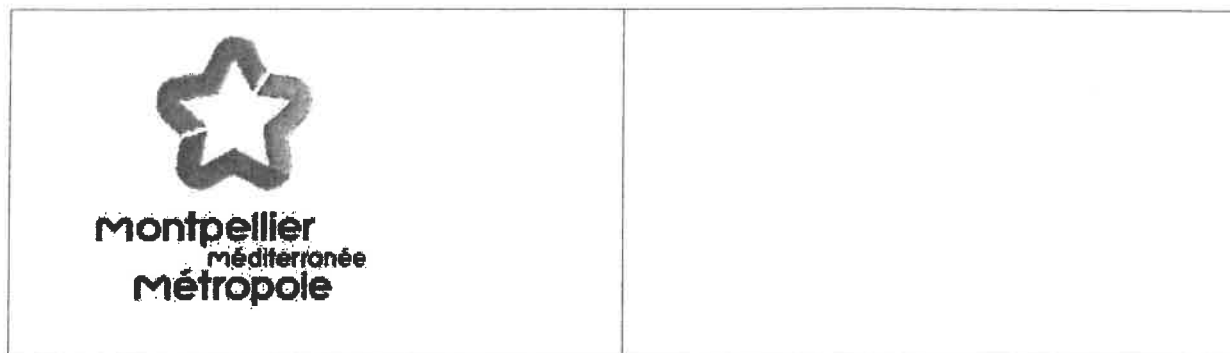
031-24340017-2019 0101-74721-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au lancement du dialogue
compétitif pour la fourniture, la mise en
œuvre, la gestion et la maintenance du
nouveau service public des mobilités
actives - Convention de groupement de
commandes avec la Communauté de
Communes du Grand Pic Saint-Loup -
Autorisation de Signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2018 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visées à l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean Pierre RICO dans les domaines des « Transports et de la Mobilité »,

CONSIDERANT :

- que la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent constituer un groupement de commandes, en vue de la passation d'un marché relatif à « la fourniture, la mise en œuvre, la gestion, la maintenance d'un service public des mobilités actives »,
- qu'en application l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, Montpellier Méditerranée Métropole sera coordonnateur du groupement en charge de l'ensemble de la procédure de mise en concurrence, dans le respect de la réglementation des marchés publics en vigueur, de la désignation de l'attributaire du marché, de sa signature et de sa notification,
- que compte tenu des ambitions des deux EPCI partenaires en termes d'innovation, d'adaptabilité et d'évolutivité, l'attribution du marché interviendra à l'issue d'une procédure de dialogue compétitif afin que les candidats proposent des solutions qui répondent aux attentes définies dans un projet de programme fonctionnel détaillé, conformément aux articles 75 et 76 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup.

ARTICLE 2 : Que le présent groupement est composé de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup, Montpellier Méditerranée Métropole étant désignée comme coordonnatrice du groupement.

ARTICLE 3 : De dire que cette convention est conclue jusqu'à la complète exécution du marché, y compris le cas échéant la tranche optionnelle.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22/03/2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : 22/03/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

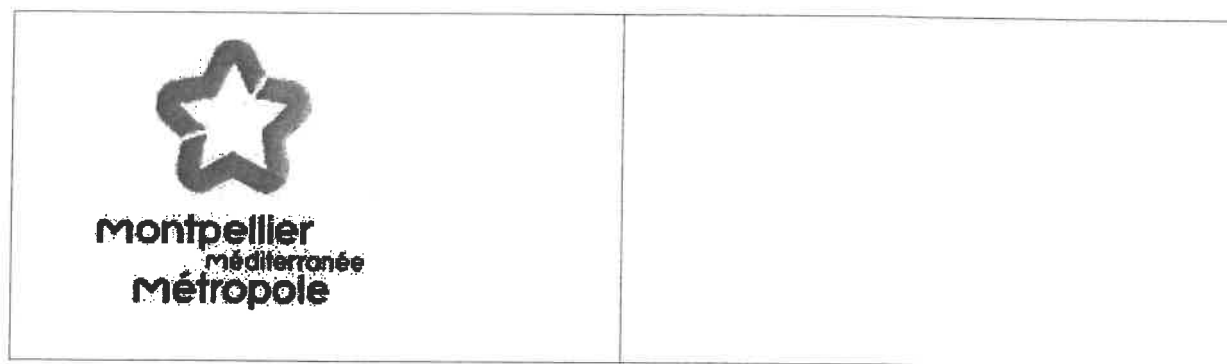
076-24 34 00017-20190101-74709-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/03/19

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la désaffectation et au
déclassement de deux emprises issues du
Domaine Public - Chemin des Libellules -
Commune de Castelnau-le-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine.
- VU la demande d'échange du propriétaire riverain du chemin, qui souhaite rectifier le positionnement de ses clôtures et propose d'améliorer la visibilité des véhicules au débouché de l'impasse des Libellules.
- **CONSIDERANT** que le report des clôtures aux nouvelles limites sécurisera la sortie des véhicules de l'impasse des Libellules.
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public des emprises DP a d'une superficie de 79 m² et DP b d'une superficie de 11 m² à extraire du domaine public, afin de prononcer leur déclassement et les intégrer au domaine privé de la Métropole,

- **CONSIDERANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait des emprises DP a d'une superficie de 79 m² et DP b d'une superficie de 11 m², situées Chemin des Libellules et Impasse des Libellules à Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public de ces emprises situées Chemin des Libellules et Impasse des Libellules à Castelnau-le-Lez et les intègre à son domaine privé.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale des emprises désaffectées et déclassées.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

20 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 20 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

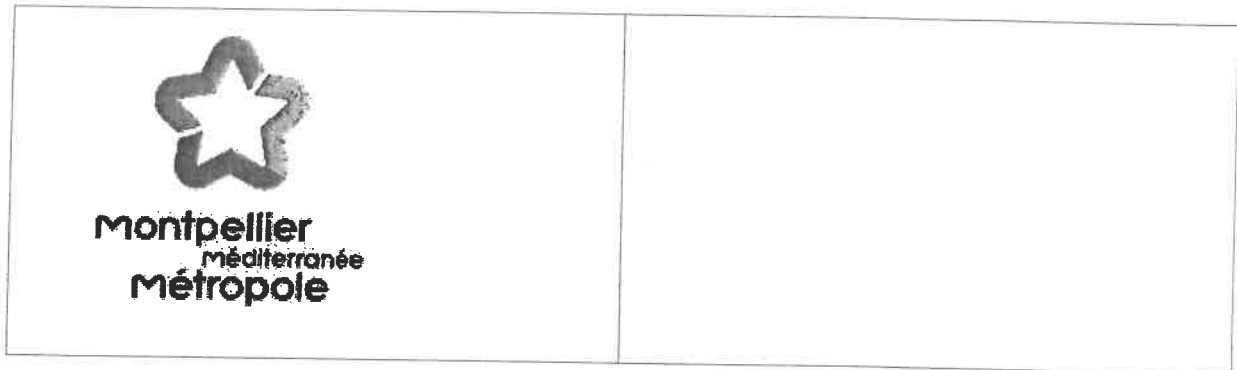
031 - Un 17 - 6190101-74906-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la désaffectation et au
déclassement du domaine public d'une
emprise de 335 m² - rue Louis Breguet
commune de Jacou

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Jacou n°04-17 dec 15 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°2015-816 en date du 08 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Jacou dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation et de prononcer le déclassement du domaine public d'une emprise non cadastrée d'une superficie de 271 m² environ, ainsi qu'une ancienne parcelle cadastrée AK 24 de 64 m², rue Louis Breguet sur la commune de Jacou,

- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée sur ce secteur.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise non cadastrée d'une superficie de 271 m² environ située rue Louis Breguet ainsi qu'une ancienne parcelle cadastrée AK 24 de 64 m² sur la commune de Jacou.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise non cadastrée d'une superficie de 271 m² environ située rue Louis Breguet ainsi qu'une ancienne parcelle cadastrée AK 24 de 64 m² sur la commune de Jacou.

ARTICLE 3 : Une emprise totale de 335 m² environ située rue Louis Breguet sur la commune de Jacou est intégrée au domaine privé de la Métropole.

ARTICLE 4 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 MARS 2019**

Monsieur le Président
Philippe SATRE



Publiée le : **05 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

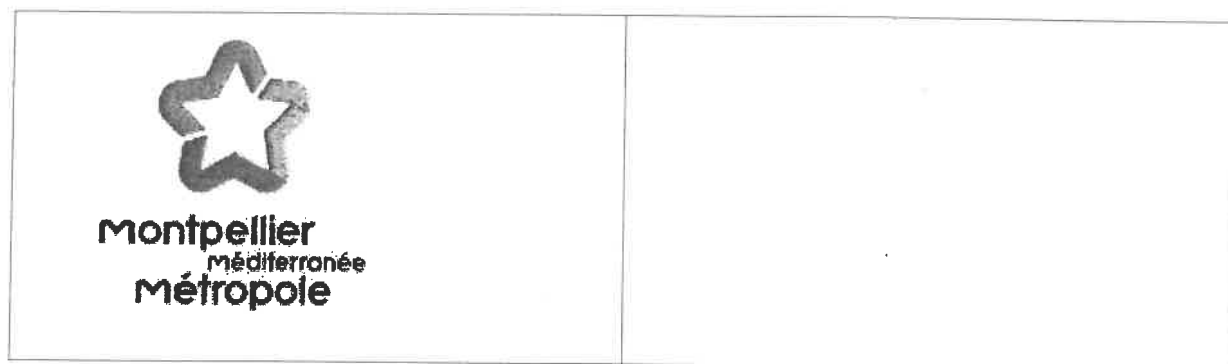
074-2434 0017 - 2019 0101 - 79 550 - DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Gestion Multimodale des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
groupement de commandes publiques
concernant les dispositifs de
vidéoprotection entre Montpellier
Méditerranée Métropole, la Ville de
Montpellier et les Transports de
l'Agglomération de Montpellier, ayant
pour coordonnateur la Ville de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de

commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des Transports et de la Mobilité ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et les Transports de l'Agglomération de Montpellier ont développé ces dernières années des dispositifs de vidéoprotection afin de répondre aux enjeux de sécurité, de gestion d'équipement et de circulation au sein du territoire communal.

- qu'afin de rationaliser certains investissements et de favoriser, in fine, des économies, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et les Transports de l'Agglomération de Montpellier ont décidé de constituer un groupement de commandes et de lancer une procédure commune de mise en concurrence.

- que les prestations feront l'objet de deux marchés distincts suivants :

- **1ère consultation** : Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les études de faisabilité sur le partage des accès aux images de vidéoprotection, avant-projet, études de projet, assistance apportée au Maître d'ouvrage, études d'exécution, direction de l'exécution, assistance aux opérations de réception et de bon fonctionnement.

Procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, en vue de la conclusion d'accord-cadre mono attributaire à bons de commande, sans minimum et avec maximum en application des articles 78 et 80 du décret susvisé.

Le montant maximum pour la durée totale de l'accord-cadre s'élève à 70 000 € HT avec la clef de répartition suivante : 80% pour la Ville de Montpellier et 20% pour Montpellier Méditerranée Métropole (délégataire des Transports de l'Agglomération de Montpellier compris) ; pour une durée de 2 ans, soit un montant maximum annuel de 35 000 € HT.

- **2ème consultation** : Acquisition d'une solution d'hypervision, accompagnée, d'une maintenance et d'une formation associées, ainsi que son installation et sa mise en œuvre réseau.

Procédure concurrentielle avec négociation soumise aux dispositions de l'article 71 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, selon une estimation de 400 000 € HT avec la clef de répartition suivante : 80% pour la Ville de Montpellier et 20% pour Montpellier Méditerranée Métropole (délégataire des Transports de l'Agglomération de Montpellier compris); pour une durée de 4 ans.

- Que la Ville de Montpellier sera désignée coordonnateur du groupement. A ce titre, elle sera chargée de l'ensemble de la procédure de mise en concurrence, jusqu'à la notification. La Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Transports de l'Agglomération de Montpellier seront chargés, pour la partie les concernant, de l'exécution technique et financière des accords-cadres.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver le principe d'un groupement de commandes avec la Ville de Montpellier comme coordonnateur pour la passation des deux marchés concernant le partage des systèmes vidéo de la Ville, de la Métropole et de la TaM.

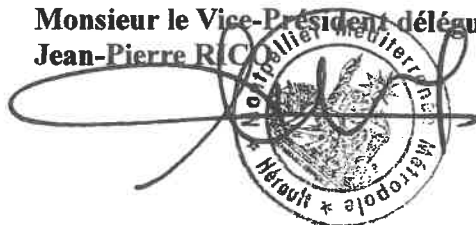
ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention constitutive du groupement au terme de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MARS 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : 06 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

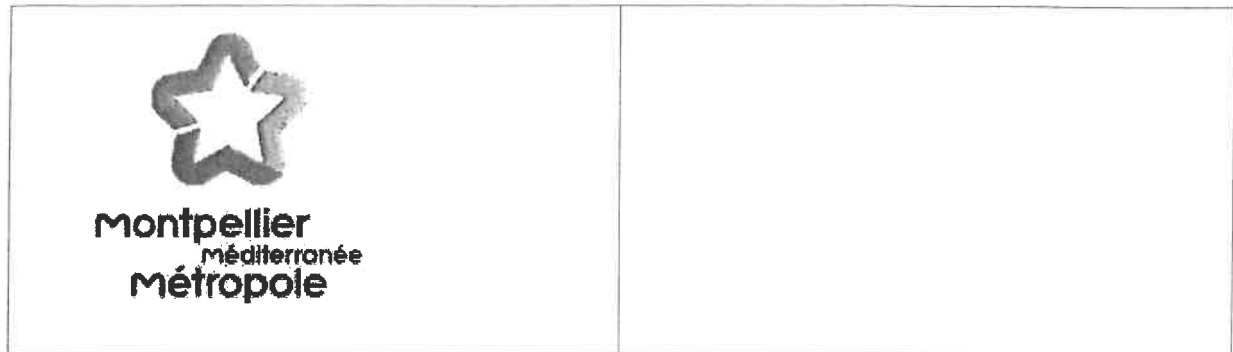
031-24340017-20190101-75026-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°5016MG18 -
Accord-cadre pour les travaux neufs
courants de rénovation et réhabilitation
sur les bâtiments de Montpellier
Méditerranée Métropole - Attribution du
Lot n°10 - Etanchéité bitumeuse et
synthétique**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'afin de répondre aux besoins courants en maintenance et travaux de Montpellier Méditerranée Métropole, en dehors d'opérations spécifiques, une procédure relative à un marché n°5016MG18 « Accord-cadre pour les travaux neufs courants de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole » a été lancée conformément aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et en application de l'article 78 du décret concernant les accords-cadres, sous la forme d'un marché à bons de commandes allotis sans minimum ni maximum et un opérateur économique, pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 27/11/2018 a adopté le classement des offres suivant pour l'attribution du lot n° 10 « Etanchéité bitumeuse et synthétique » et choisi l'offre de la société SEICCF – Sol Roof Europe comme économiquement la plus avantageuse :

.Société SEICCF – Sol Roof Europe rang 1 ;

.Société SAS ETI rang 2 ;

.Les étancheurs du Midi rang 3 ;

.Languedoc toiture rang 4 ;

-que la société SEICCF – Sol Roof Europe a été rejetée de plein droit conformément à l'article 55-IV du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés public car elle n'a pas transmis dans le délai fixé l'intégralité des documents demandés à un candidat retenu ;

-qu'il convient d'attribuer le lot n°10 à la société SAS ETI, dont l'offre a été classée en deuxième position, pour un montant estimatif annuel de 30 172,73 euros.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot n° 10 « Etanchéité bitumeuse et synthétique » du marché n°5016MG18 à la SAS ETI, sise Parc Tec. Les Terres de Roy, 80 impasse des Millepertuis, BP 40074, 34 742 Vendargues.

ARTICLE 2 : Le marché prend effet à compter de sa notification. La durée est de 1 an reconductible 3 fois, pour un montant estimatif annuel de 30 172,73 euros.

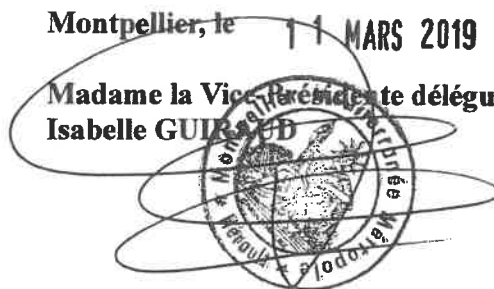
ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 900 et 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 MARS 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 11 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

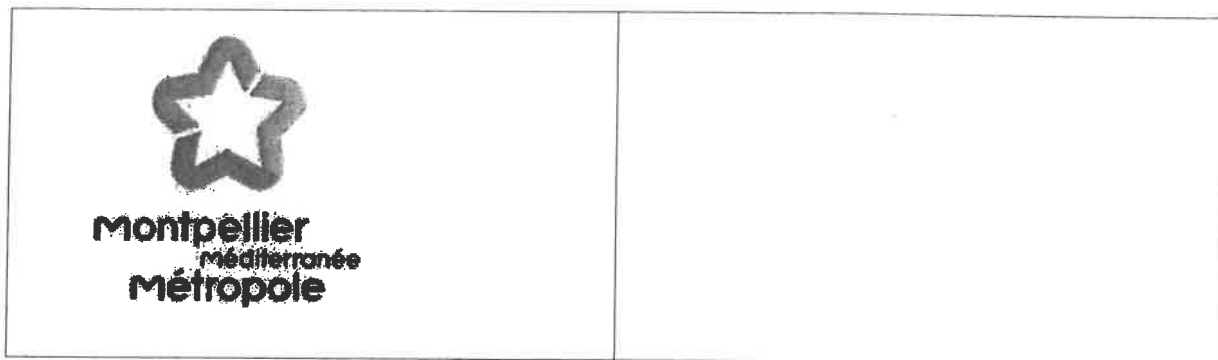
034-243400017 - 201901-75048-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique
Unité Politiques Contractuelles**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'association AMO
(Architecture et Maîtres d'Ouvrage
Languedoc Roussillon) - Exercice 2019**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- **CONSIDERANT**, l'intérêt de l'association AMO (Architecture et Maîtres d'Ouvrage Languedoc Roussillon) dont l'objet est de promouvoir la qualité architecturale en mettant l'accent sur l'importance des rôles respectifs du maître d'ouvrage et de l'architecte dans le processus de production de l'architecture, de l'urbanisme et dans l'intégration des programmes à leur environnement ; son rôle dans la conduite d'actions d'informations, de sensibilisation et de formation des intervenants à l'acte de construire, destinées à mieux connaître leurs missions et responsabilités propres à susciter l'apprentissage de pratiques professionnelles partagées ; son audience régionale et nationale notamment au travers des journées nationales AMO qui contribue au rayonnement de Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à l'association AMO Architecture et Maîtres d'Ouvrage Languedoc Roussillon dont le montant annuel s'élève à 800 € sans TVA, pour l'année 2019.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **13 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

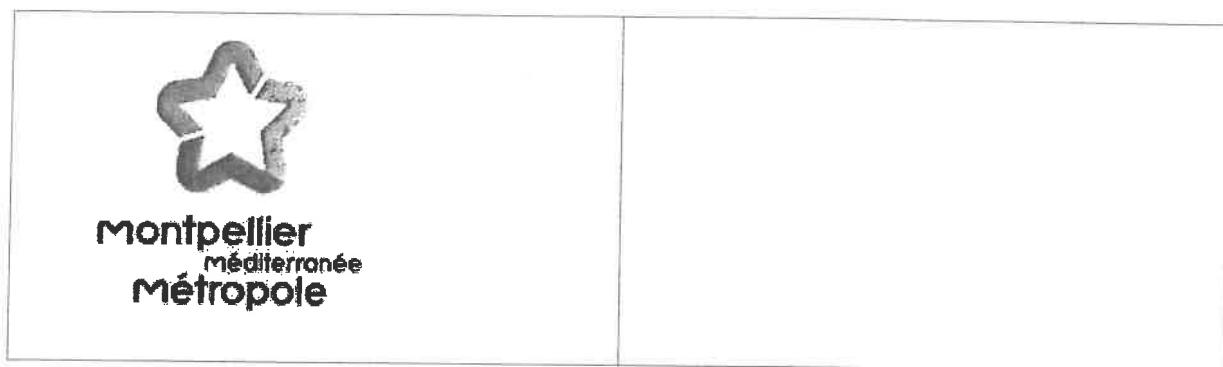
034-2474007 - 2019 01 01 - 79571-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **13 MARS 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché
n°5000 VD 18 de "Suivi post-exploitation
des centres d'enfouissement techniques du
Thôt et des Molières - Lots 1 et 2"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté 2017/190 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- VU la décision n°MD2018-704 du 23 octobre 2018 attribuant le lot n°1 du marché n°5000VD18 à l'entreprise SMTVD sise au 765, rue Henri Becquerel, 34 000 Montpellier et le lot n°2 à l'entreprise PRODEVAL sise à la ZA Rovoltain, 11 rue Olivier de Serres, Parc du 45 parallèle, 26 300 Châteauneuf sur Isère ;

CONSIDÉRANT :

- que cette décision doit être modifiée à la suite d'une erreur matérielle concernant le montant global et forfaitaire annuel HT du lot n°1.

D É C I D E

ARTICLE 1 : L'article 1 de la décision n°MD2018-704 du 23 octobre 2018 doit être modifié comme suit « d'attribuer le lot n°1 du marché n°5000VD18 – Suivi post-exploitation du Thôt et des Molières, à l'entreprise SMTVD sise au 765, rue Henri Becquerel, 34 000 Montpellier pour un montant global et forfaitaire annuel de 74 858,14 euros HT et des prestations ponctuelles plafonnées à 89 000 euros HT ».

Concernant le lot n°2, les conditions restent inchangées.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 8 MARS 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS



Publiée le : **0 8 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

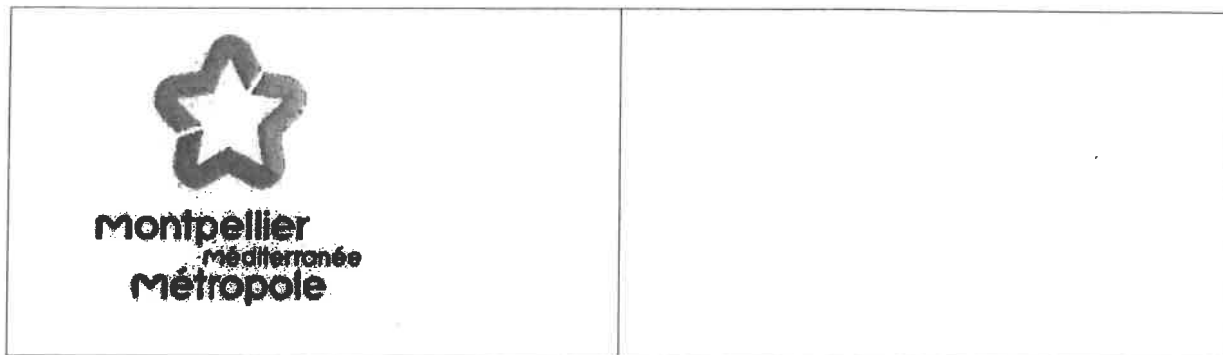
08-24340017-690101-754194-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 8 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du marché
subséquent n°M8D0026AT relatif aux
travaux d'aménagement de la rue du
Cours Complémentaire, des impasses des
Oiseaux et du Rossignol à Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, dans le domaine de la « Voirie et l'Espace public, et de la Mixité dans le parc de logement social public » ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que les travaux sont nécessaires pour l'aménagement de la rue du Cours Complémentaire, des impasses des Oiseaux et du Rossignol à Castries ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 3 « 3M Est », sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 16 semaines maximum, période de préparation de 4 semaines incluse ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix pondéré à 60 % ;
 - Valeur technique pondérée à 30 % ;
 - Délai pondéré à 10 %.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M8D0026AT relatif aux travaux d'aménagement de la rue du Cours Complémentaire, des impasses des Oiseaux et du Rossignol à Castries au Groupement LAUTIER MOUSSAC / FAURIE / TPSO sise ORANGE (84102) pour un montant de 234 632,50 euros HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 13 semaines comprenant la période de préparation de 4 semaines.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : **19 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

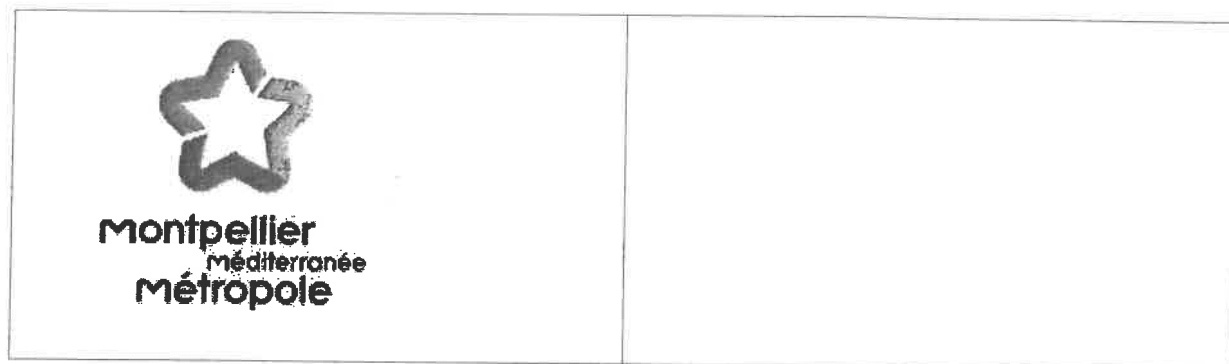
034-24460017-20190101-76793-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au programme d'Intérêt
général (PIG) "Rénover pour un Habitat
Durable et Solidaire" - Avenant de
prolongation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Noël SEGURA en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, notamment celle de prendre toute décision concernant la signature des conventions de type PIG, POPAC, OPAH, Plan de sauvegarde;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Noël SÉGURA, dans le domaine du « Logement » ;
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 327-1 (PIG), L. 321-1 et R. 321-1 et suivants ;
- VU le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat ;
- VU la circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;

- VU les conditions d'accès et les modalités de mise en œuvre des aides du programme Habiter Mieux définies par les délibérations n°2018-31 à 2018-38 prises par le conseil d'administration de l'Anah du 29/11/2017 ;
- VU le Programme Local de l'Habitat, adopté par Montpellier Méditerranée Métropole le 27 novembre 2013 ;
- VU la convention de délégation de compétence du 30/05/2016 conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'État, en application de l'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'Habitation ;
- VU la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé conclue à la même date entre le délégataire et l'Anah ;
- VU l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie du 1^{er} février 2019 ;
- VU l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat Montpellier Méditerranée Métropole, en application de l'article R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation, en date du 12 décembre 2018 ;

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire d'accompagner les usagers dans leurs demande de subventions à la Métropole tant par délégation de l'Anah que sur fonds propres ;
- Qu'il est nécessaire de leur fournir, dans l'attente du prochain Programme d'intérêt général, le même niveau de service notamment la gratuité de l'intervention de l'opérateur afin de continuer la dynamique en cours.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de prolongation pour 6 mois, de la convention de programme d'intérêt général « Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire ». L'impact financier (investissements) est de 1 691 479 € sur fonds délégués de l'Anah et de 684 000 € sur fonds propres.

ARTICLE 2 : D'autoriser le Vice-Président délégué au Logement à signer l'avenant n°1 à la convention PIG, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

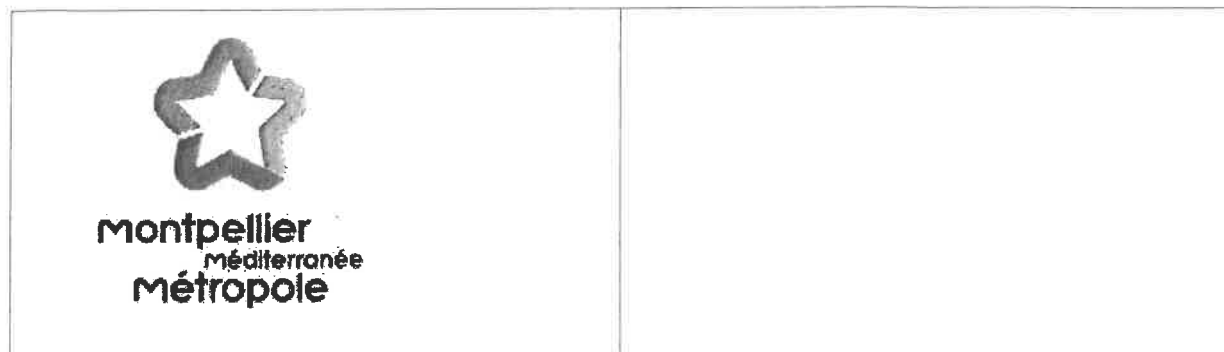
034-2434 0017-2019 01 01 - 75528 - CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 de la
convention de mandat d'études confiée à la
Société d'Aménagement de Montpellier
Méditerranée Métropole (SA3M) - Secteur
Comédie Lez - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en tant que Vice-Présidente,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et

Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme.»,

- VU la décision n°D2016-652 en date du 11 janvier 2017 relative à une convention de mandat d'études confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre de la reconquête urbaine entre la place de la Comédie et le Lez,

- VU la convention de mandat en date du 19 septembre 2017 conclue avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,

CONSIDÉRANT :

- que la labellisation de l'ancien Hôtel de Ville au « Patrimoine du XXème siècle » conduit à reconsidérer les hypothèses d'aménagement initiales et amène à produire une mise en jour substantielle du plan urbain établi, ainsi que des études portant sur sa reconversion ;

- qu'il est nécessaire d'engager des études architecturales, de réseaux, de sécurité incendie et de structures complémentaires sur la partie de projet portant sur le bâtiment des Echelles de la Ville, qu'il est nécessaire de procéder à de nombreux levés topographiques complémentaires à ceux déjà réalisés dans le cadre de la convention initiale, pour parvenir à une représentation précise du secteur d'études ;

- que la complexité technique et foncière du site et la multiplicité des acteurs et entreprises implantés, ainsi que le montage des bilans requiert des expertises complémentaires (étude notariale et économiste).

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché de mandat d'études confié à la SA3M, tel qu'annexé à la présente décision.

ARTICLE 2 : De proroger la durée du mandat de 24 à 30 mois.

ARTICLE 3 : De porter par l'avenant l'enveloppe prévisionnelle des dépenses à engager par le mandataire de 243 650 € HT à 350 000 € HT.

ARTICLE 4 : Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer l'avenant cité dans l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 MARS 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARIG



Publiée le : 04 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

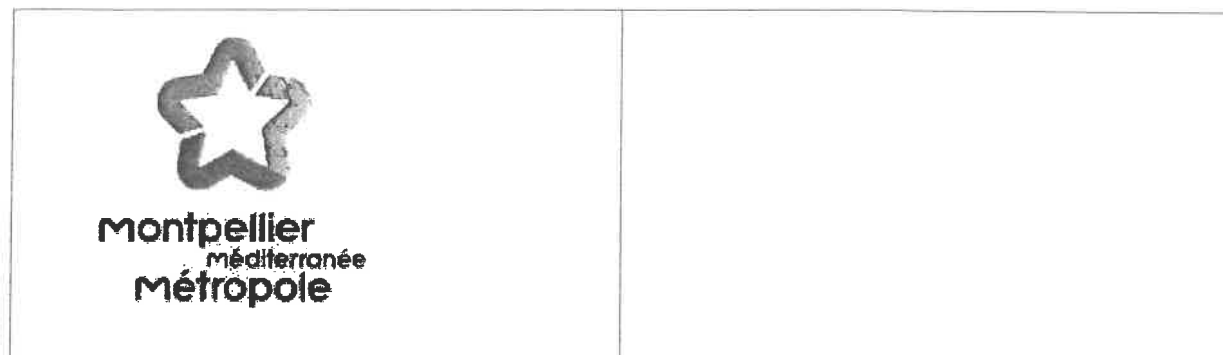
Obj - 243400017 - 2019 0101 - 75583 - CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Téléalarme

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°5116PS18 de fourniture de
transmetteurs de téléalarme et
déclencheurs convertibles, compatibles
logiciel MEGAGALARM V3.1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans les domaines de « Cohésion sociale, politique de la ville, lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage, gestion des temps, accessibilité, autonomie et handicap »,

- VU la décision n°MD2018-558 du 4 juillet 2018 autorisant la signature du marché 5116PS18 avec la société SOLEM pour un montant maximum de 75 000 € HT et pour une durée de 1 an,

CONSIDERANT :

- L'augmentation non prévisible des besoins des abonnés au dispositif de téléalarmes compatibles internet proposé par Montpellier Méditerranée Métropole d'une part, et du nécessaire remplacement des émetteurs téléalarme d'ancienne génération par des appareils compatibles internet, il est nécessaire d'équiper les transmetteurs d'un abonnement de connectivité complémentaire data mensuel, 3G et multi-opérateurs, n'entraînant aucune modification du montant du marché.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché n°5116PS18 de fourniture de transmetteurs de téléalarme et déclencheurs convertibles, compatibles logiciel MEGALARM V3.1 passé avec la société SOLEM, sis ZAE La Plaine, 5 rue Georges Besse, 34830 Clapiers.

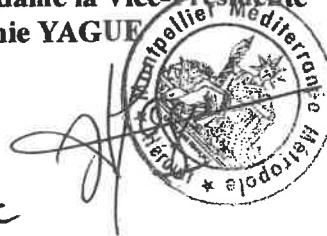
ARTICLE 2 : Le montant total des abonnements n'augmentera pas le montant maximum du marché s'élevant à 75 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget 21568 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 901.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 MARS 2019**

Madame la Vice-Présidente
Annie YAGUE



Publiée le : **04 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

031-24 24 000 A-20190101-7579-CC

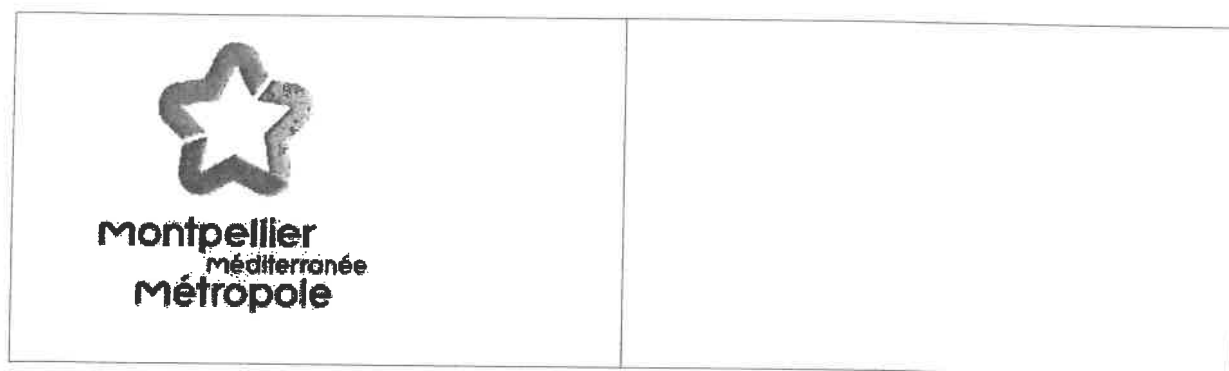
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

04 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
constitutive de groupement de commandes
entre Montpellier Méditerranée Métropole,
la Ville de Montpellier, le CCAS de
Montpellier pour l'acquisition d'un logiciel
de commande publique et l'autorisation de
signature de la convention**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme » ;
- VU la décision n°D2017-617 du 19/10/2017 approuvant l'autorisation de signature d'une convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier et 15 communes membres de la Métropole pour l'acquisition d'un logiciel de commande publique ;

CONSIDERANT :

- que la coordination des achats est source d'économies d'échelle et de bonne gestion des deniers publics ;
- l'évolution contextuelle relative au périmètre du groupement de commande désignée dans la décision n°D2017-617 ;
- L'abandon de la procédure de dialogue compétitif
- que Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville et le CCAS de Montpellier ont décidé de mutualiser la procédure de mise en concurrence en vue de l'acquisition d'un logiciel de commande publique, par le biais d'une convention constitutive de groupement de commandes entre l'ensemble de ces organismes, avec Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnateur du groupement.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La présente décision modifie la décision n°D2017-617.

ARTICLE 2 : Il est donc constitué un groupement de commandes entre ces divers organismes, régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23/07/2015 et relatif à la conclusion d'un marché portant sur l'acquisition d'un logiciel de commande publique.

ARTICLE 3 : Un projet de convention constitutive du groupement de commande a été élaboré à cet effet. Ce projet prévoit la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnatrice du groupement qui lancera donc la procédure de mise en concurrence conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics afin de passer et conclure le marché nécessaire à l'acquisition du logiciel de commande publique. Après signature et notification du marché par la Métropole, chaque membre du groupement sera chargé de son exécution technique et financière.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 MARS 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 11 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

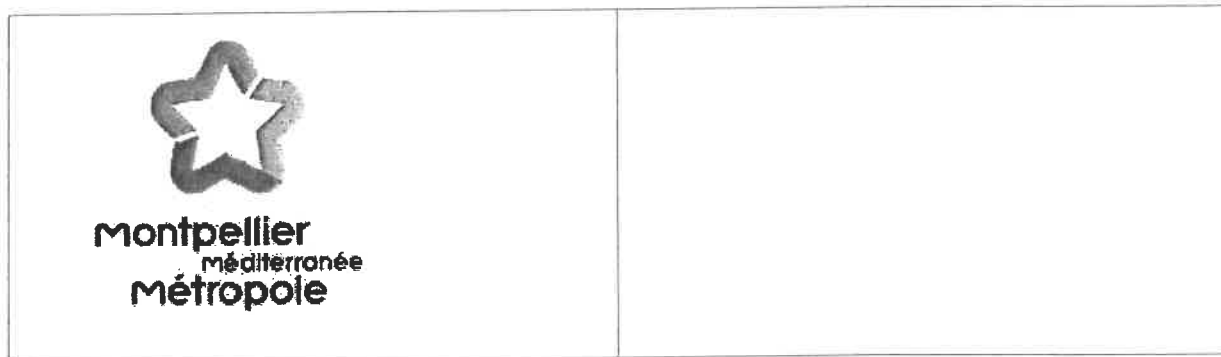
034-243400017 - 20190101 - 75795-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
domiciliation au sein du bâtiment MIBI
passée avec la société MARCOTTE
SYSTEMES FRANCE**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2019 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme »,

- VU la demande formulée par la société canadienne MARCOTTE SYSTEMS qui souhaite implanter sa filiale française MARCOTTE SYSTEMES FRANCE à Montpellier en bénéficiant d'une domiciliation avec installation de son siège social au MIBI,

CONSIDERANT :

- que la domiciliation au MIBI de la société MARCOTTE SYSTEMES FRANCE pourrait donner suite à une implantation et à des créations d'emploi sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,

- qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de domiciliation au sein du MIBI est passée pour une durée d'un an à compter de sa notification entre la société MARCOTTE SYSTEMES FRANCE, et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : La convention de domiciliation autorise la société MARCOTTE SYSTEMES FRANCE à établir son siège social à l'adresse du MIBI (Montpellier International Business Incubator) 672, rue du Mas de Verchant, CS37777, 34 967 MONTPELLIER cedex 02.

ARTICLE 3 : Le coût mensuel hors taxes à payer par l'entreprise domiciliée est de 25,55 euros, conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2018-694 du Conseil de Métropole en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 4 : La recette résultant de la présente convention est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

27 FEV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SARRAIL



Publiée le : 27 FEV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

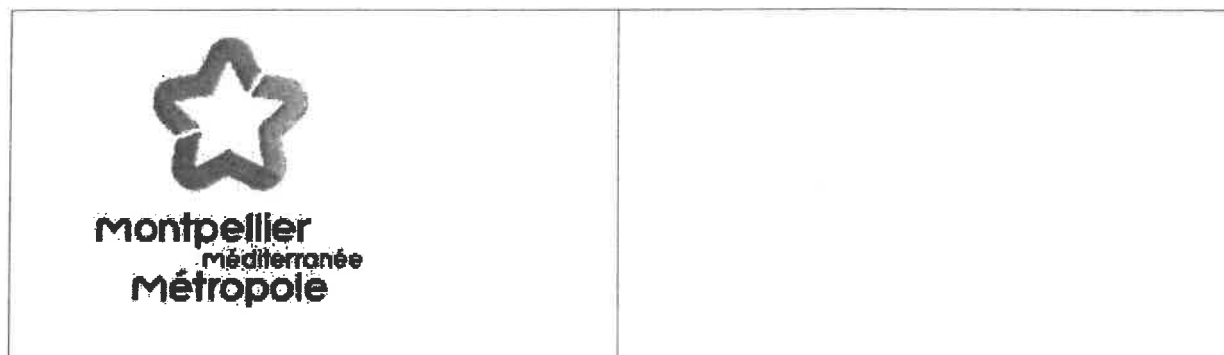
0 M - 24 M 00017 - 2019 01 01 - 75775 - CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 FEV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
autorisant l'installation d'un système de
vidéosurveillance sur le mobilier urbain
métropolitain de la commune de Pérols -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines « Voire et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public »,
- **CONSIDERANT** que les caméras de vidéosurveillance affectées à la surveillance du domaine public communal demeurent de la compétence communale qu'il ne concourt pas à l'exploitation de la voie,

- **CONSIDERANT** que pour permettre l'installation de cette vidéosurveillance, il est nécessaire de définir les modalités d'occupation du domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'autoriser la commune de Pérols à implanter les installations de vidéosurveillance sur les équipements de la Métropole,

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est nécessaire d'établir une convention d'occupation temporaire du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Pérols, afin de définir les modalités de cette occupation

ARTICLE 2 : La présente convention prend effet à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée de 3 ans, renouvelable par tacite reconduction, pour la même durée, sous réserve d'une dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée au plus tard 6 mois avant l'échéance de la convention, sauf accord exprès des parties.

ARTICLE 3 : Ladite convention étant considérée d'intérêt général, elle est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

19 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 19 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

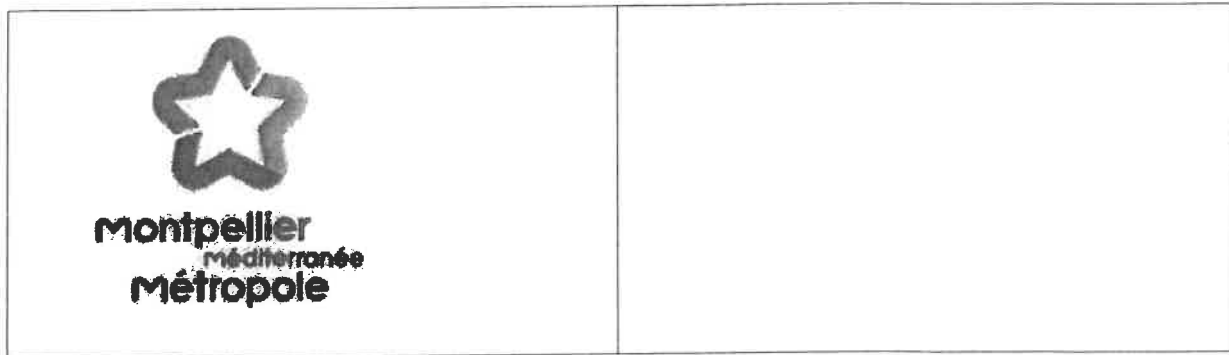
084 - 2484 000 17 - 6019 01 01 - 75780 - CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°2944 pour la
réhabilitation de l'hôtel Montcalm en
centre d'art contemporain - mandat SA3M
- Lots 16.1 et 8.2 - Aménagements
extérieurs et fourniture de mobiliers pour
les espaces d'accueil - Attributions**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- VU la convention de mandat en date du 30/06/2016 au bénéfice de la SA3M pour la réalisation du centre d'art contemporain – Hôtel Montcalm – Montpellier ;

CONSIDERANT :

- que les travaux de réhabilitation de l'hôtel Montcalm en Centre d'Art Contemporain sont en cours ;
- qu'une procédure a été lancée :
 - conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 pour le lot 16.1 – Aménagement extérieurs - sous la forme d'un marché ordinaire et pour une durée de 15 mois,
 - conformément aux articles 67 – 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, pour le lot 8.2 – Fourniture de mobiliers pour les espaces d'accueil du public – sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande et une durée de 17 mois,
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
60% - valeur technique et 40 % - prix,
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 05/02/2019 a classé et choisi:
Lot 8.2 : l'entreprise SASU LO NARDO – rue Mézières Christin - Fabrègues présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 05/02/2019 a été informée du choix:
Lot 16.1 : l'entreprise EUROVIA 6 rue J.B. Calvignac - Baillargues présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer les marchés :

- de travaux - lot 16.1 - Aménagements extérieurs à l'entreprise EUROVIA 6 rue J.B. Calvignac – Baillargues pour un montant de 184 382 euros HT,
- de fournitures - lot 8.2 – Mobilier d'accueil à l'entreprise SASU LO NARDO – rue Mézières Christin - Fabrègues, sans minimum ni maximum.

Les marchés prennent effet à compter de leur notification pour une durée de 15 mois pour le lot 16.1 et de 17 mois pour le lot 8.2.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 MARS 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 19 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

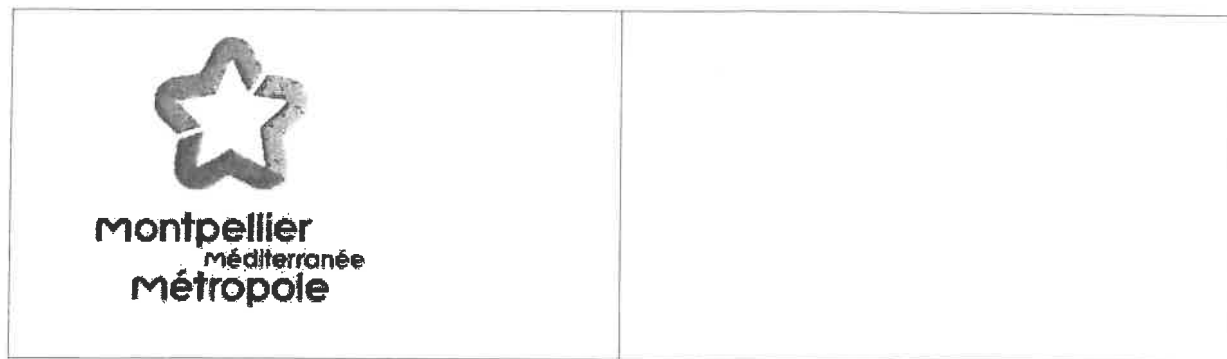
074-243400017-20190101-7855-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelles AS n°1 et AS n°79 - 2355 Route
de Mende à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT :

- que 46 m² du bien immobilier, situé au 2355 route de Mende à Montpellier, cadastré sections AS n°1 et AS n°79, appartenant à l'indivision NOUAÏLLE / MATHIEU, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ladite emprise,
- qu'il est également nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur les parcelles AS n°1 et AS n°79

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 46 m² du bien immobilier (terrain en nature d'espace vert) situé au 2355 route de Mende à Montpellier, cadastré sections AS n°1 et AS n°79, appartenant à l'Indivision NOUAÏLLE / MATHIEU.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 10 268,00 € (DIX MILLE DEUX CENT SOIXANTE HUIT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désignée à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'Indivision NOUAÏLLE / MATHIEU et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté n°A2017-191 du 27 juillet 2017 portant délégation de fonction
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1, ci-dessus, est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'Indivision NOUAÏLLE / MATHIEU.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 FEV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 27 FEV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

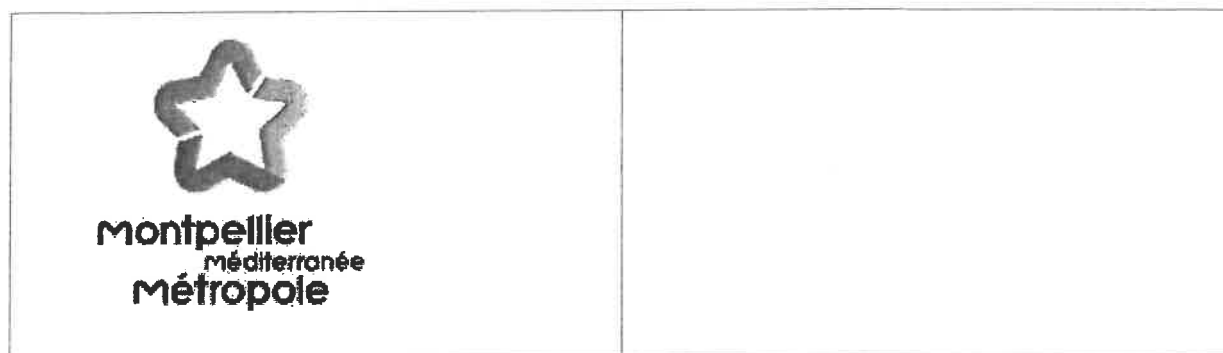
03/02/2019 17 2019 01 01 75877 - AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 27 FEV. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°5225RI18
d'acquisition de matériel informatique -
Attribution - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
 - VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
 - VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
 - VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
 - VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
 - VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment approuver prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech, artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) » ;
- CONSIDERANT :**
- qu'afin de rationaliser leurs achats et de créer des économies d'échelle Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Jacou, Le Crès, Restinclière, Saint Geniès des Mourgues, Castelnau-le-Lez, Saint Jean de Védas, Castries, et Clapiers ont décidé de constituer un groupement de

commandes conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatif aux marchés publics pour « l'acquisition de matériel informatique » ;

- que la décision MD2018-562 a autorisé d'une part, la constitution de ce groupement de commandes et d'autre part le lancement de l'appel d'offre ;
- que les communes de Saint Jean de Védas, Saint Génès des Mourgues et Clapiers se sont retirées du Groupement avant le lancement de la consultation ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et en application de l'article 78 du décret susvisé, sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes sans minimum ni maximum et un opérateur économique, pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - . Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif, pondération 40%
 - . Valeur technique au regard du mémoire technique, pondération 60% ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 05/02/2019, a adopté le classement des offres et a choisi l'entreprise DELL SA, sise 1 rond-point Benjamin Franklin, 34 938 Montpellier cedex 9, présentant une offre satisfaisante ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°5225RI18 d'acquisition de matériel informatique à l'entreprise DELL SA pour un montant sans minimum ni maximum. Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 1 an, reconductible 3 fois par période de 1 an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée, pour les prestations concernant Montpellier Méditerranée Métropole sur le budget de la Métropole, chapitres 900 et 903 sur le plan 01, et chapitre 011 sur la plan 03.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché visé à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **08 MARS 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : **08 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24 34 00017-20190101-78534-AU

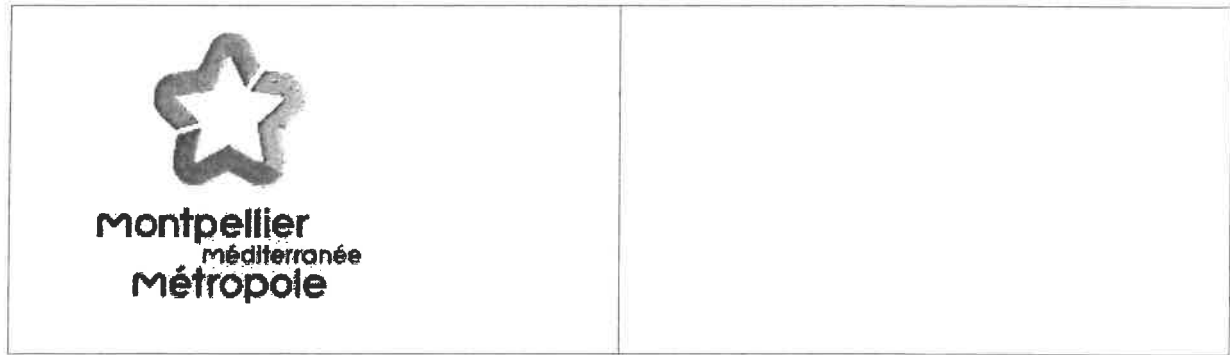
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

08 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt d'un permis de
démolir - Parcelles SM 14, 23, 24, 27, 28 57
et 58 - 219 rue du Mas de Brousse -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 421-1 et suivants notamment L. 421-4 et R. 421-1 et suivants ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- VU la délibération en date du 24/09/2013 par laquelle la Métropole de Montpellier a contracté une concession d'aménagement pour une durée de 25 ans avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue SA3M, et créé la ZAC Cambacérès sur 60 ha ;
- VU le plan local d'urbanisme de la ville de Montpellier approuvé par délibération du conseil Municipal en date du 02/03/2006, sa révision simplifiée du 01/10/2012, ses modifications notamment celle du 05/03/2015, ses mises à jour notamment celle du 03/11/2015 et sa dernière modification en date du 29/03/2017 par délibération de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la zone d'aménagement concertée Cambacérès créée par délibération n°11928 du 29 octobre 2013 et réalisée par délibération n° 12472 du 31 juillet 2014 ;
- VU l'avis de Madame l'Architecte des Bâtiments de France ;

CONSIDERANT :

- qu'il convient de démolir le mur d'enceinte Est et Sud du Mas de Brousse, lequel est édifié sur les parcelles cadastrées SM 14, 23, 24, 27, 28, 57 et 58 sisent 219 rue du Mas de Brousse, acquise dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Cambacérés.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer un permis de démolir concernant le mur d'enceinte Est et Nord édifié sur les parcelles cadastrées SM 23, 27, 28 et 58 lui appartenant situées 219 rue du Mas de Brousse.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer un permis de démolir concernant le mur d'enceinte Est et Nord édifié sur les parcelles cadastrées SM 14, 24 et 57 appartenant à la SA3M situées 219 rue du Mas de Brousse.

ARTICLE 3 : Le Président ou tout autre Vice-Président délégué est autorisé à signer la demande de permis de démolir visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

27 FEV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SARRAIL



Publiée le : 27 FEV 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

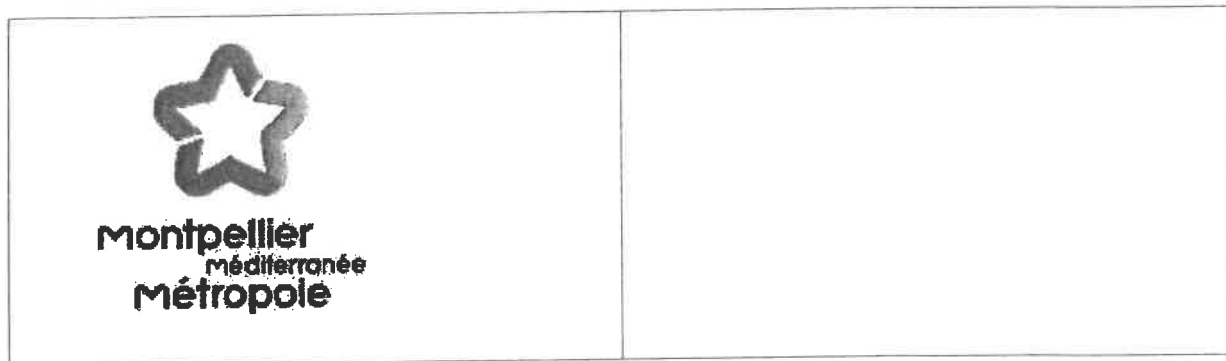
071-21 71 000 17- 2019 001 - 259 25-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 FEV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention n° 34 19
0015 01 de mise à disposition de parcelles à
la SAFER Languedoc Roussillon sur la
Commune de Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°2019-0085 du 11 février 2019 portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans les domaines de l'Agro-écologie et de l'alimentation,
- VU le projet de convention, conclu en application de l'article L 142-6 du Code Rural, par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Languedoc Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, les parcelles situées sur la commune de Montferrier-sur-Lez cadastrées section BE n° 34 ; 116 ; 119 ; 122 et BH n° 103, pour une contenance cadastrale totale de 10 ha 60 a 87 ca, pour une durée de 3 ans, moyennant une redevance annuelle de 1 060€,

- **CONSIDERANT** que les parcelles en cause, acquises dans le cadre des réserves foncières de la Métropole constituent des terres agricoles qui peuvent conforter l'outil de production des agriculteurs du secteur,
- **CONSIDERANT** que la Métropole pourra résilier annuellement l'occupation de ces parcelles sous réserve de justifier de pouvoir les vendre ou les aménager,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, en application de l'article L 142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, les parcelles situées sur la commune de Montferrier-sur-Lez cadastrées section BE n° 34 ; 116 ; 119 ; 122 et BH n° 103, pour une contenance cadastrale totale de 10 ha 60 a 87 ca.

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée de 3 campagnes, jusqu'au 30 octobre 2021.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie et acceptée moyennant le versement d'une redevance annuelle de mille soixante euros (1 060€).

ARTICLE 4 : Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

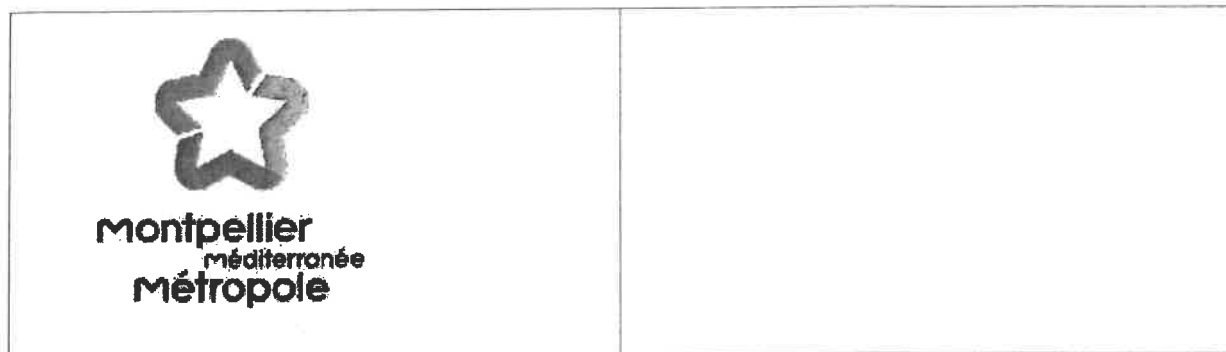
084 26 26 00 17 2019 0101-79484-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 28 MARS 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles SK 123 , SK 184 et SK 125 Place
de France - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par l'exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de la SERM pour céder les parcelles cadastrées SK 123, SK 184 et SK 125 d'une emprise respective de 117 m², 1 282 m² et 45 m² situées dans le périmètre de la ZAC Odysseum, place de France sur la commune de Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain la place de France à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SERM les trois parcelles cadastrées SK 123, SK 184 et SK 125 d'une emprise totale 1 444 m², à savoir la place de France située dans le quartier Odysseum sur la commune de Montpellier, en vue de classer la place dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : L'acte de transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 MARS 2019**

Monsieur le Président
Philippe KUREL



Publiée le : **19 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

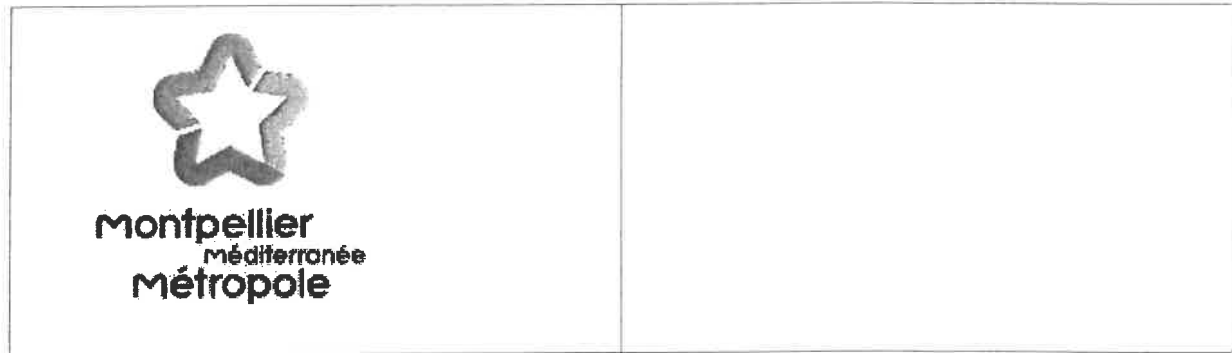
024-24300017-2019 0101-76264-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société OXELTIS dans
l'immeuble CAP GAMMA à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « des Relations internationales ; Tourisme et Création, Aménagement et Gestion des Parcs d'activité et l'immobilier métropolitaine » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société OXELTIS, représentée par Monsieur Jean-Marc ALLAIRE est une SAS dont l'activité est la prestation de services en chimie médicinale
Elle est candidate à la location des lots 2.2 et 2.3 représentant 383,85 m² pour une période 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 18 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société OXELTIS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

27 FEV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 27 FEV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

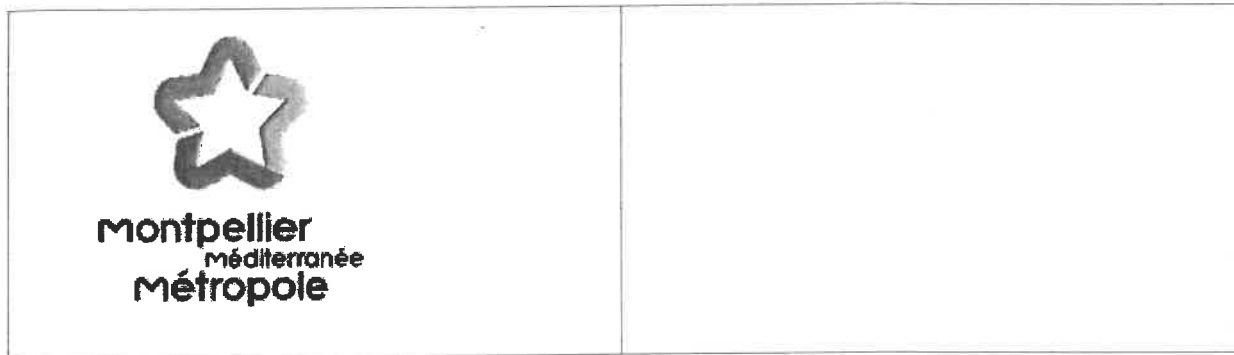
074-24340017-20190101-76343-AV

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 FEV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'Association nationale des
élus en charge du sport (ANDES)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,
- **CONSIDÉRANT** que le sport en général, et le sport professionnel en particulier, sont en constante évolution, et que leur approche par les collectivités territoriales et leurs groupements nécessite par conséquent d'assurer une veille régulière afin de faire face aux évolutions rapides du secteur sportif.

D É C I D E

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES), dont la cotisation pour 2019, calculée en fonction du nombre d'habitants des communes membres de la Métropole, est fixée à 4 841 €.

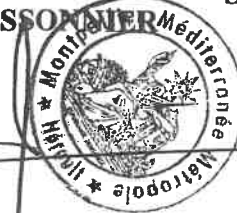
ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer tous documents relatifs à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER



Publiée le : **06 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

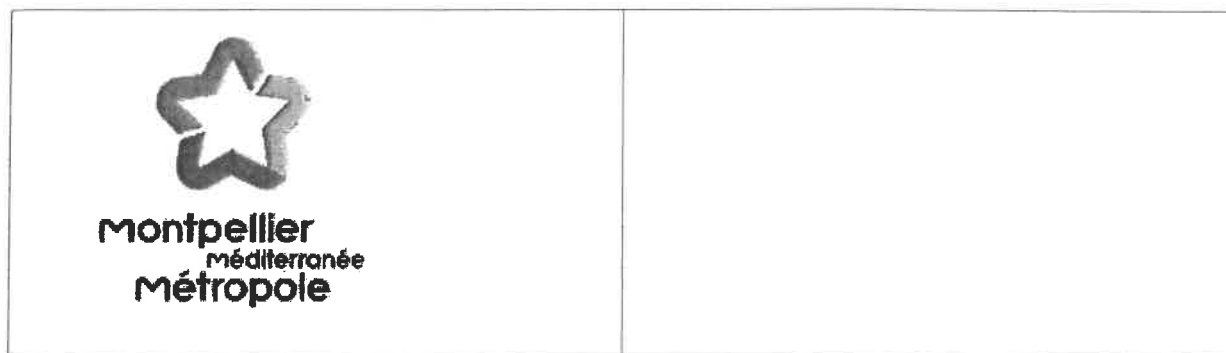
034-2434417-2019 0101-76445-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **06 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
mandat d'études préalables de faisabilité
pour la réalisation de nouveaux
équipements sportifs métropolitains**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président dans le domaine « Sport et Traditions Sportives » ;
- VU la décision n°D2016-966 du 13 janvier 2017 relative à un mandat d'études préalables de faisabilité en vue de la réalisation de nouveaux équipements sportifs métropolitains ;
- VU la convention de mandat d'études préalables du 17 mars 2017 conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ;

CONSIDÉRANT :

- que la convention doit être modifiée afin de prendre en compte :
- le caractère complexe des études engagées, du fait de l'orientation multifonctionnelle envisagée et du montage juridique et économique à mettre en œuvre ;
- l'affermissement de la tranche optionnelle du mandat initial sur les seules études préalables de faisabilité d'un stade de football de 25 000 à 30 000 places dans le quartier de Cambacérès à Montpellier ;
- la nécessaire prolongation du mandat pour une durée supplémentaire de 18 mois portant la durée totale de ladite convention de mandat à 30 mois ;
- la nécessaire réduction du montant total du mandat de 11 000 € le portant désormais à 207 000 € HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de mandat d'études préalables du 17 mars 2017 conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) fixant montant global du mandat à 207 000 € HT et la durée totale du mandat à 30 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Sport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER



Publiée le : **06 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

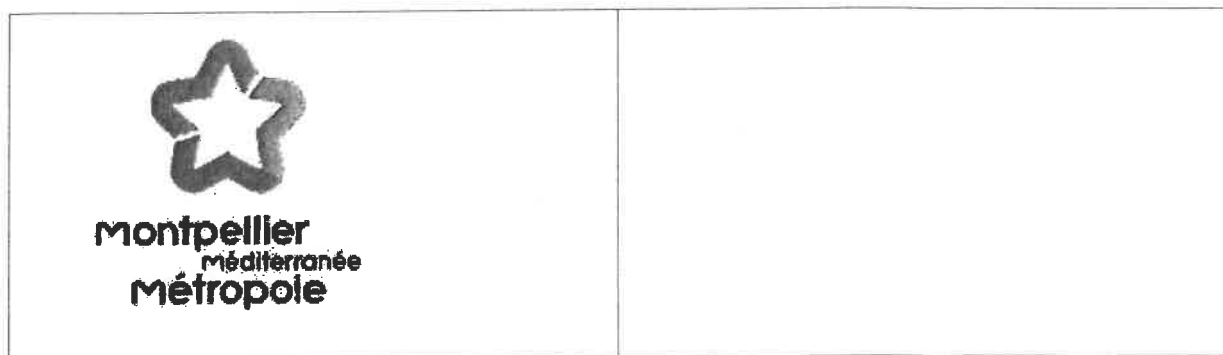
074 2434 0017-20190101-7575-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **06 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des parcours professionnels et des compétences
Service Formation

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de
groupement de commandes publiques
entre la Ville de Montpellier et Montpellier
Méditerranée Métropole pour l'achat de
formation dans divers domaines**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE dans le domaine des Ressources Humaines,

CONSIDERANT :

- qu'afin de faire des économies, le droit des marchés publics permet aux entités publiques de se regrouper pour effectuer des achats dans divers secteurs,
- que dans cette optique, et à la mutualisation du service Formation, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent avoir recours à une convention constitutive d'un groupement de commandes,
- que la présente convention a pour objet de créer un groupement de commandes concernant la passation de marchés pour des formations de natures différentes et qui regrouperont des agents métropolitains et municipaux,
- que la convention prend effet à compter de sa signature par les deux membres du groupement jusqu'à la date d'expiration des différents marchés, périodes de reconductions comprises.
- que Montpellier Méditerranée Métropole est désignée comme coordinateur du groupement,
- que chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution des différents marchés passés pour ce qui la concerne,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : D'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à signer les documents relatifs à la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MARS 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Régine ILLAIRE



Publiée le : **22 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

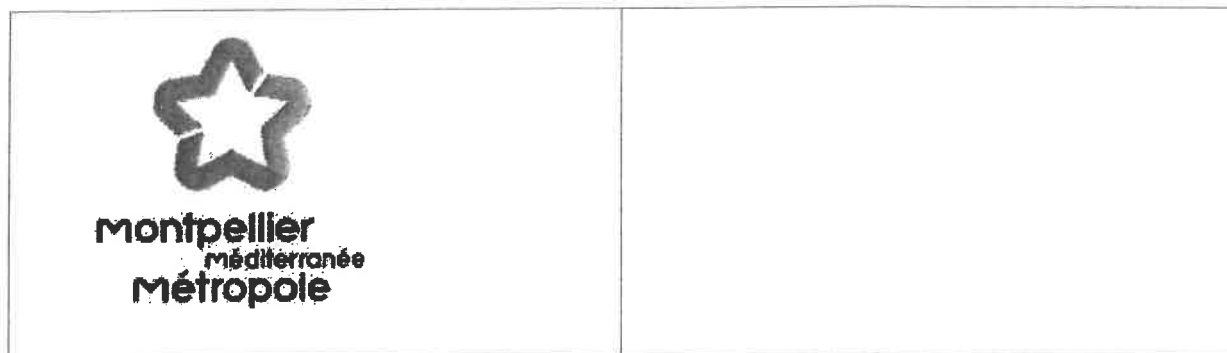
034 - 24 34 000 17 - 20190101 - 76661 - CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la désaffectation et au
déclassement de deux emprises à extraire
du Domaine Public - avenue de l'Europe et
impasse des Violettes Commune de
Castelnau-le-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine.

CONSIDERANT que certaines emprises situées sur la commune de Castelnau Le Lez, avenue de l'Europe, et impasse des Violettes, pour une superficie totale de 139 m², ne sont plus affectées à l'usage du public,

CONSIDERANT la nécessité de déclasser du domaine public ces emprises d'une superficie totale de 139 m² avant de pouvoir les céder,

CONSIDERANT que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait des emprises d'une superficie totale de 139 m², situées sur la commune de Castelnau Le lez, avenue de l'Europe et impasse des Violettes issues des parcelles suivantes :

- 39 m² cadastrés AS 258 et AS 260,
- 84 m² à détacher de la parcelle AS 256
- 6 m² à détacher de la parcelle AS 257
- deux emprises non cadastrées : DP a (7 m²) et DP b (3 m²).

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public desdites emprises d'une superficie totale de 139 m², situées sur la commune de Castelnau Le lez, avenue de l'Europe et impasse des Violettes.

ARTICLE 3 : Les emprises concernées sont intégrées au domaine privé de la Métropole.

ARTICLE 4 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale des emprises extraites du domaine public et des parcelles divisées.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

0 8 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **0 8 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

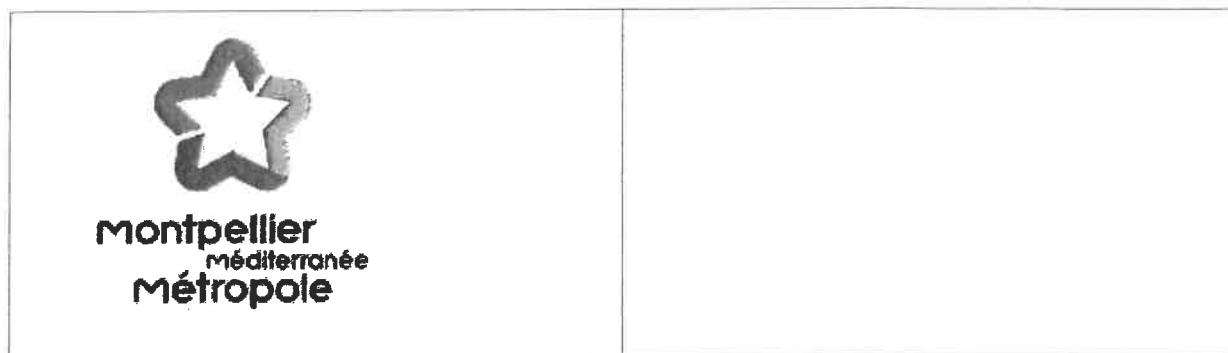
034-24 84 00 17 2019 01 01 76643 A - AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 8 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M9B0021DS
- Achat d'espaces publicitaires, d'actions de
communication et de billets pour le
développement de l'équitation - Jumping
International de Montpellier Occitanie
2019

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en tant que Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,
- VU le rapport d'analyse des offres en date du 15 février 2019,

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence sportive, contribue à l'organisation de manifestations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de son territoire,
- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole au Jumping International de Montpellier Occitanie, rendez-vous prestigieux qui associe des performances sportives de haut niveau et une exposition de qualité,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30-I-3c du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables, marché à prix forfaitaire, pour une durée allant de sa notification jusqu'à la fin de la manifestation, soit le 10 mars 2019,
- qu'Occitanie Events est la société d'événementiel qui dispose de l'exclusivité du package de partenariats du tournoi.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9B0021DS d'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement de l'équitation – Jumping International de Montpellier Occitanie 2019 à la société Occitanie Events, pour un montant de 42 021,68 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 10 mars 2019.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

06 MARS 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONIER



Publiée le : 06 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

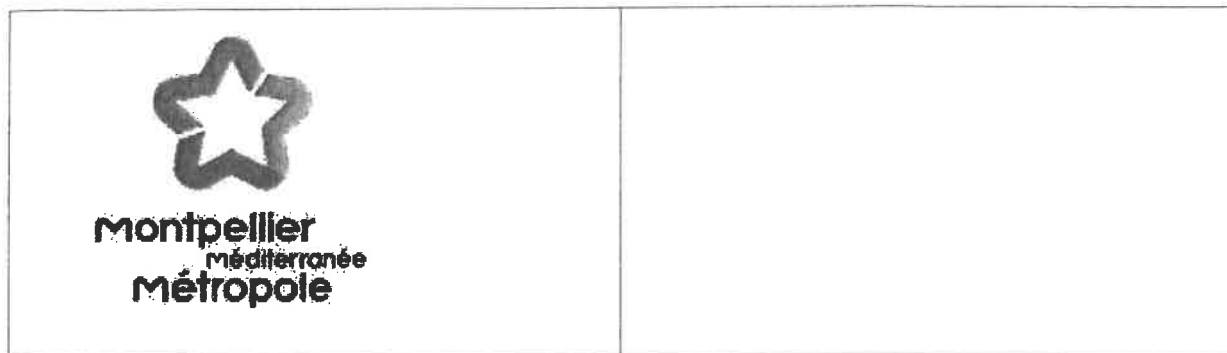
034-448450017-20190101-76792-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un
marché d'ordonnancement, pilotage et
coordination pour la réalisation d'un
réseau d'aires d'accueil des gens du voyage
sur le territoire de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans le domaine dans le domaine de la cohésion sociale, la politique de la Ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, aux aires d'accueil des Gens du voyage, la gestion des temps, l'accessibilité, l'autonomie et du handicap ;
- VU la convention de mandat d'études en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M,

relative à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole.

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu dans le cadre de la mise en œuvre d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole, d'attribuer une mission d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) ;
- qu'une procédure a été lancée en procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord cadre ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% pour la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 05 février 2019 a classé les offres et choisi le bureau d'études ARTELIA - 2630 Avenue Georges Frêche, 34470 Pérols, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché au bureau d'études ARTELIA pour un montant de commande maximum de 150 000 € HT.

Le marché prendra effet à compter de la date fixée par l'ordre de service.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MARS 2019**

Madame la Vice-Présidente
Annie YAGLE



Publiée le : **22 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

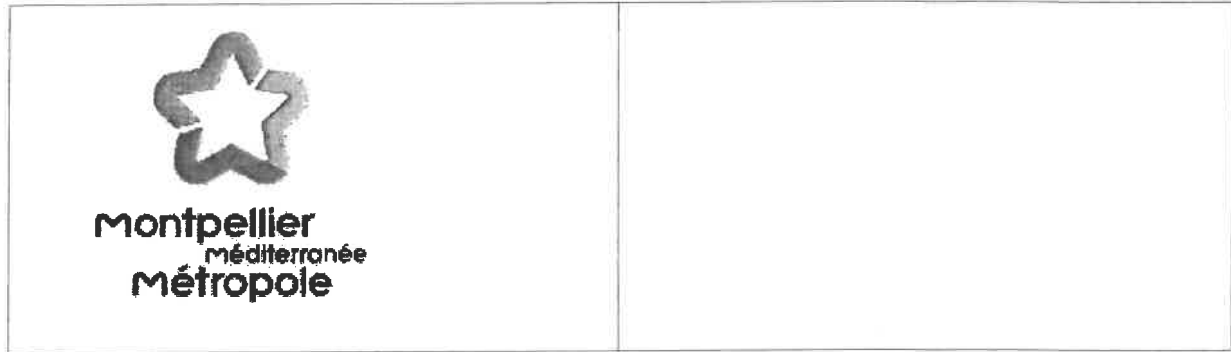
084 2484 0017-2019-101-768 00-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M8D5241AT
- Acquisition de trois petits trains
touristiques sur la commune de Villeneuve-
lès-Maguelone - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, dans le domaine de la Voirie et l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de renouveler le parc de petits trains touristiques de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-1. 1° et 67 à 68 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes pour une durée de 6 mois à compter de sa notification ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique au regard du mémoire technique 60 %, prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement 40 %.

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 5 février 2019 a été informée du choix de l'entreprise présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, la société DELTRAIN sise Rua do Pinheiro, Maça-Sesimbra : 2970-516 Sesimbra – PORTUGAL, pour un montant global et forfaitaire de 631 500 € HT.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché d'acquisition de trois petits trains touristiques à Villeneuve-lès-Maguelone, à l'entreprise DELTRAIN, pour un montant global et forfaitaire de 631 500 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSER



Publiée le : **04 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

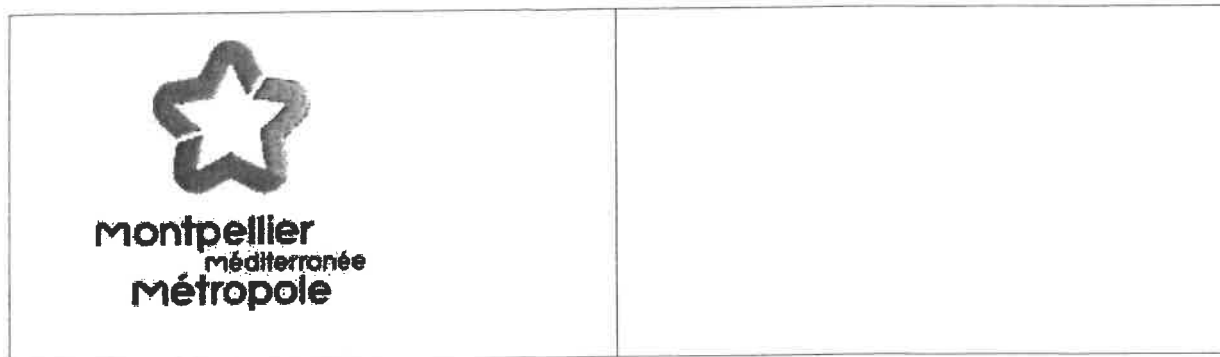
034-24 31 0017 - 20190101-76809-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **04 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°M9B0019RI d'assistance à la prestation
pour un logiciel de gestion des ressources
humaines**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;
- VU l'acquisition d'un logiciel de gestion des ressources humaines auprès de la société BERGER-LEVRAULT ;

- **CONSIDERANT** qu'une procédure de marché négocié sans publicité et sans mise en concurrence a été lancée conformément à l'article 28.II du Code des marchés publics ;
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer l'assistance fonctionnelle et technique de ces logiciels ;
- **CONSIDERANT** que seule la société BERGER-LEVRAULT peut réaliser ces prestations au regard des brevets qu'elle détient concernant ces produits ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer un marché n°M9B0019RI d'assistance à la prestation pour un logiciel de gestion des ressources humaines à l'entreprise BERGER-LEVRAULT, 64 rue Jean Rostand, 31670 LABEGE, d'un montant compris entre un minimum de neuf mille Euros HT (9 000 € HT) et un maximum de quarante mille Euros HT (40 000 € HT). Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MAILLON



Publiée le : **13 MARS 2019**

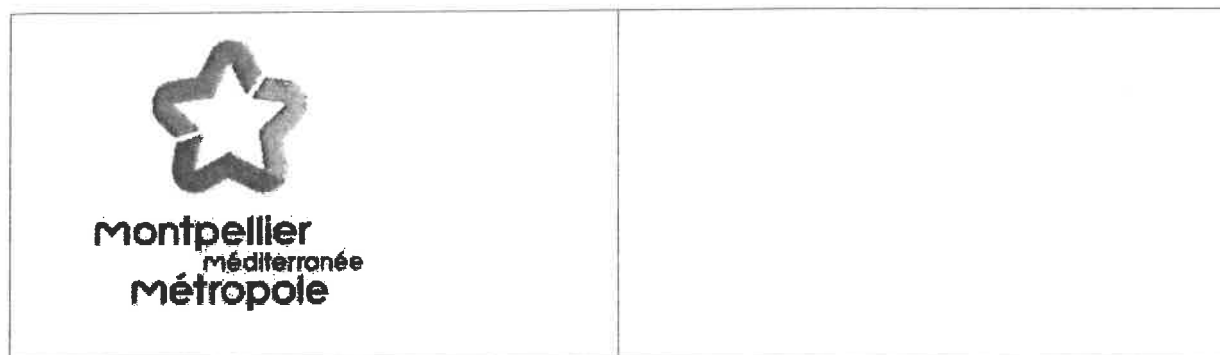
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-2434-17 2019 0101 76815-AJ
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de copieurs
multifonctions pour l'année 2019 dans le
cadre de la convention de partenariat
conclue avec l'Union des Groupements
d'Achats Publics**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole ».

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole exerce des missions de service public nécessitant des moyens matériels adaptés et sécurisés pour les agents territoriaux qui les utilisent,

- Qu'un groupement de commandes avec la Ville de Montpellier a été constitué afin de lancer une procédure de mise en concurrence portant sur l'achat de copieurs multifonctions avec contrats de maintenance,
- Qu'il apparaît opportun, en raison des délais de procédure en appel d'offre formalisé et des besoins des services durant cette période, de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui propose une gamme de services et d'équipements adaptés et diversifiés aux besoins de la Métropole,
- Que par la décision n° MD2018-094 du 26 mars 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé une convention avec l'Union des Groupements d'Achats Publics pour une durée de 4 ans, ce partenariat permettant de bénéficier de conditions tarifaires préférentielles dans le domaine de l'informatique,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer des commandes à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour un montant maximum des commandes de 12 000 euros HT pour l'année 2019.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser, toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 MARS 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 11 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

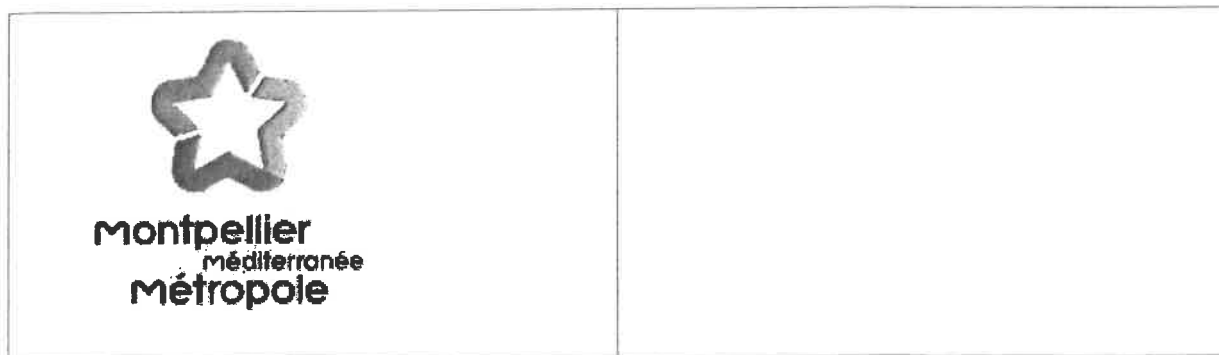
034-2134 00017 - 20190101-7689-CC.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique
Pôle Énergie

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°5103TE18 -
Lot 3 - Evaluation environnementale du
plan climat air Energie territorial -
Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine lié au développement durable, l'environnement incluant la protection et la mise en valeur des milieux naturels sensibles, la lutte contre la pollution de l'air et les nuisances sonores, la biodiversité et la culture scientifique et technique incluant l'Aquarium Mare Nostrum, le planétarium Galilée, le Plan Climat Air Energie Territorial ; la Réhabilitation thermique des copropriétés ;

CONSIDERANT :

- que le Plan Climat Energie Territorial 2013-2018 doit être révisé en Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) afin de répondre aux exigences du décret d'application de la loi pour la Transition Energétique et la Croissance Verte n°2016-849 du 28 juin 2016, que le dispositif de suivi et d'évaluation du PCAET sera élaboré au travers de la démarche Cit'ergie, qu'au titre de sa compétence d'autorité organisatrice de la distribution de l'énergie, la métropole souhaite élaborer un schéma directeur des énergies et qu'une évaluation environnementale du PCAET doit être réalisée ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I.1° et 67 à 68 dont une partie des prestations est passée sous la forme d'un accord cadre mono attributaire, sans minimum ni maximum en application de l'article 77 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Cette procédure a été lancée sous le n°5103TE18 - Révision et animation du plan climat en plan climat air énergie territorial, l'évaluation environnementale, la démarche Cit'ergie associée et l'élaboration du schéma directeur des énergies - Elle est divisée en 3 lots pour une durée de 48 mois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

1 – Valeur technique au regard du mémoire technique : 70%

2 – Prix des prestations au regard du total de la décomposition du prix global et forfaitaire plus total HT du détail quantitatif estimatif : 30%.

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 27 novembre 2018 a classé les offres et choisi, pour le lot 3 – Evaluation environnementale du plan Climat air Energie – la société EGIS Structures et environnement, sise 889 rue de la vieille Poste, CS 89017 - 34965 Montpellier Cedex 02 qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot 3 du marché n 5103TE18 - Evaluation environnementale du plan air Energie - à l'entreprise EGIS Structures et environnement, pour un montant forfaitaire de 32 230 euros HT et sans minimum, ni maximum sur les prestations rémunérées sur le Bordereau des Prix Unitaires. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 48 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le lot 3 du marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 MARS 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Stéphanie JAMVEN



Publiée le : 12 MARS 2019

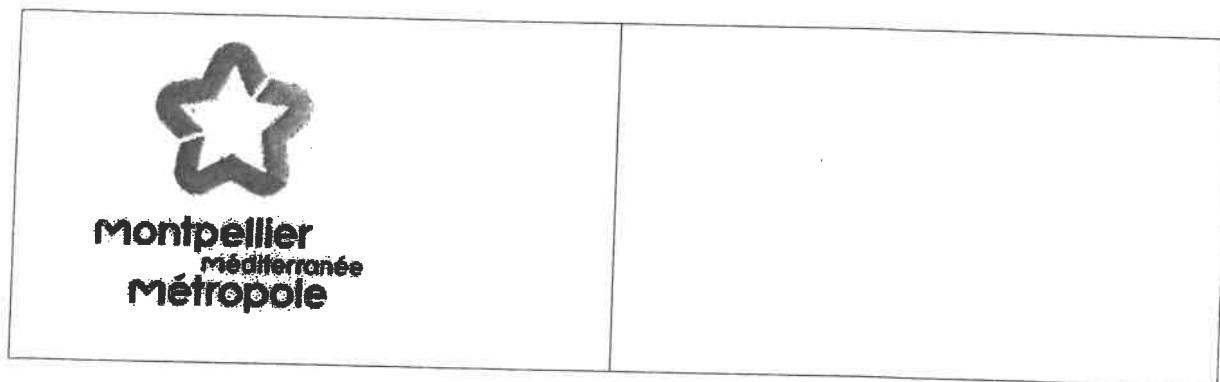
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

074-2434000 17-2019 0101-76874-cc
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 12 MARS 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un marché
n°M8B0040RI d'acquisition d'un logiciel
de gestion de l'accueil de loisir à
l'écolothèque

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international et Artisanat »,
- **CONSIDERANT** : la nécessité d'acquérir un logiciel de gestion de l'accueil de loisir à l'écolothèque,

- **CONSIDERANT** : qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à prix mixte,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord cadre n°M8B0040RI d'acquisition d'un logiciel de gestion de l'accueil de loisir à l'écolothèque à l'entreprise TECHNOCARTE, 370 allée Charles Levaran, 13270 FOS SUR MER comme suit :

- pour un prix forfaitaire de 23 375 € H.T. (comprenant l'acquisition du logiciel de gestion et du portail famille et incluant les 3 années de maintenance)

- pour une partie à prix unitaire et à bons de commande, sans minimum et avec un maximum de 15 000.00 € H.T. par an (soit 60 000.00 € H.T. toute période de reconduction comprise).

La durée maximale d'exécution du marché est de 1 an reconductible trois fois par période de 1 an.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le l'accord cadre visé à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerrané Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : **13 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

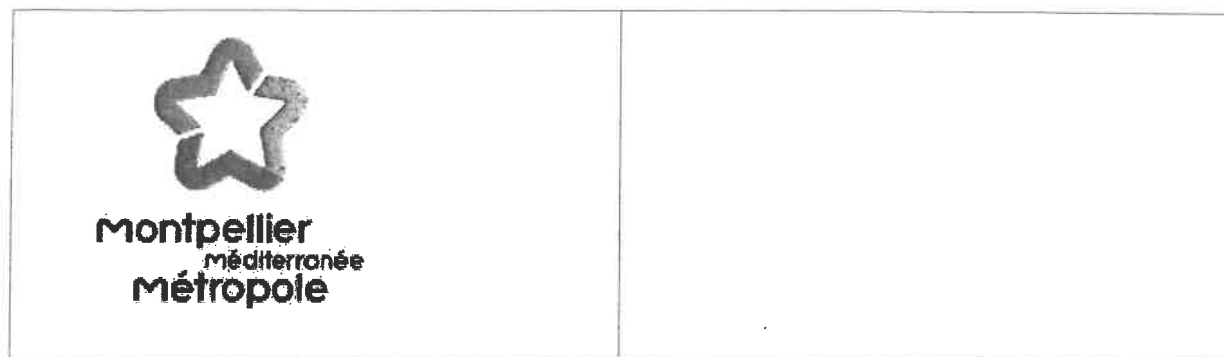
034 - 24 34 0017 - 2019 0101 - 76882 - Au

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Contrôle de Gestion

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un
marché n°M8B0035CG d'assistance
juridique et financière dans la procédure
de délégation de service public relative à
l'exploitation du Corum-Palais des
Congrès-Opéra et du Zénith Sud**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des relations internationales, du tourisme et des parcs d'activité,

CONSIDERANT :

- qu'il convient de disposer d'une prestation d'assistance juridique et financière dans le cadre de la procédure de renouvellement de la délégation de service public relative à l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud,
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 27 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre passé en procédure adaptée, sans minimum et avec un maximum de 45 000 € HT pour une durée de 14 mois,
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique au regard du mémoire technique 60% et prix des prestations 40%,
- Qu'après analyse, le groupement composé de la société SCP VPNG (mandataire), sis 11 bis rue de la Loge, 34000 Montpellier, et du cabinet BST Consultant, sis 149 avenue du Golf, 34 670 Baillargues, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché d'assistance juridique et financière dans le cadre de la procédure de renouvellement de la délégation de service public relative à l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud au groupement SCP VPNG et BST Consultant, pour un montant maximum de 45 000 € HT et pour une durée de 14 mois.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR



Publiée le : **20 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

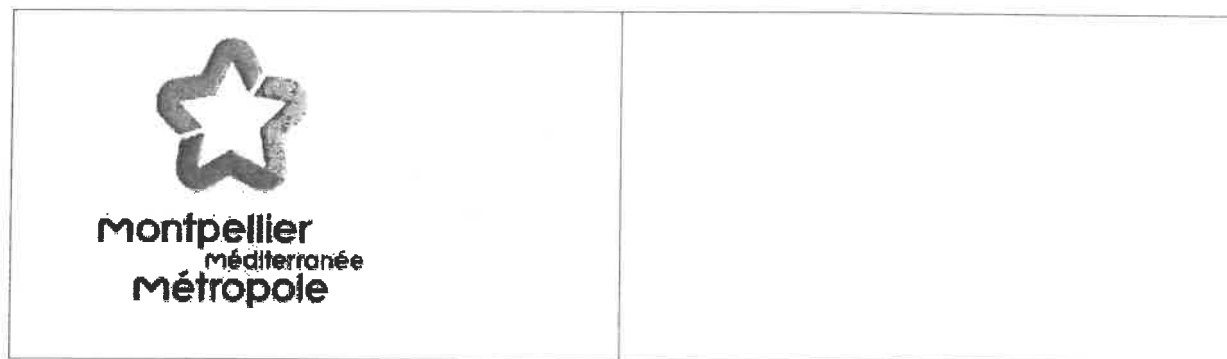
034-2434 000 17- 2019 01 01-77077-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture **20 MARS 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
de maîtrise d'œuvre de conception et
réalisation des travaux de restructuration
de la médiathèque centrale Emile Zola**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la convention de mandat conclue en date du 28 Juillet 2017, transmise en préfecture le 31 Juillet 2017 et notifiée le 17 Août 2017 au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),

- VU la décision N°MD2018-388 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation des travaux de restructuration de la médiathèque centrale Emile Zola dans le cadre de l'intégration des services de la médiathèque F. Fellini au groupement d'entreprises TRAVERSES + Frustié + Astier + Inse + Aker + Jourdan pour un montant global forfaitaire provisoire de 380 305 € HT,

- VU la décision N°MD2018-1081 autorisant la signature de l'avenant 1 au marché de MOe afin de transférer les droits et obligations de la société Frustié et Associés, cotraitante, à la société EGIS Bâtiments Sud-Ouest

Considérant :

- que le programme des travaux prévoit de donner une vraie fonction d'auditorium à la salle polyvalente du rez-de-chaussée; travaux de la phase 1, dont le démarrage est programmé dès l'été 2019,

- que le programme de l'opération prévoit en point principal la création d'une mezzanine au niveau R+1 de la médiathèque afin d'intégrer l'offre de la médiathèque F. Fellini,

- que les études de conception de cette mezzanine ont démontré la nécessité de renforcer la structure du plancher haut du R+1 afin de permettre de reprendre les charges de la future mezzanine. La solution de confortement envisagé consiste à mettre en œuvre des plats carbone en sous face des poutres existantes,

- que l'impact financier de cette disposition sur l'estimation des travaux ne pourra être conforté définitivement qu'à l'issue des études de Projet (PRO) qui détermineront plus précisément le traitement et l'aspect de ces plats carbone.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'acter que le montant des travaux relatifs à la phase 1 concernant uniquement l'Auditorium est estimé à 514.000 € HT, conformément à l'estimation remise par la maîtrise d'œuvre à l'appui du dossier PRO Auditorium

ARTICLE 2 : De reporter la fixation du coût prévisionnel définitif de la globalité des travaux, ainsi que la fixation du montant définitif du prix global et forfaitaire de la rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre, à l'issue de la phase des études de Projet,

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MARS 2019

Monsieur le Vice-président délégué
Bernard TRUQUET



Publiée le : 06 MARS 2019

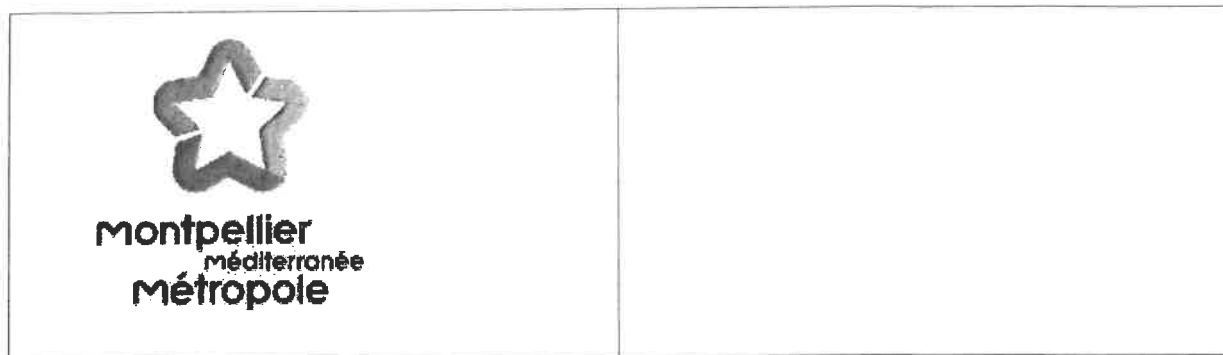
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

074-2434000 17-20190101-76934-cc
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M8b0023 de
Jump'in Création 2019 - Action collective
d'accélération de projets innovants du BIC
de Montpellier Méditerranée Métropole
(Cap Alpha-Cap Omega)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, et de l'Artisanat,

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de lancer une action collective d'accélération de projets innovants du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole intitulée « Jump'In Création 2019 » destinée aux créateurs d'entreprises innovantes, l'objectif étant d'apporter à ces créateurs les connaissances nécessaires au montage et au suivi de leur projet et de les accompagner dans leur phase de création.

Cette prestation est décomposée en 10 lots, chaque lot faisant l'objet d'un marché à bons de commande :

- Lot n°1/ **Animation et cohésion de groupe**
- Lot n°2/ **Profil entrepreneurial du fondateur -Esprit d'entreprendre**
- Lot n°3/ **Gestion de projets innovants**
- Lot n°4/ **Management-Leadership**
- Lot n°5/ **Les bases du marketing**
- Lot n°6/ **Les bases de l'action commerciale**
- Lot n°7/ **Les bases de la finance**
- Lot n°8/ **Juridique : les fondamentaux**
- Lot n°9/ **Préparation au pitch**
- Lot n°10/ **Les bases de l'expression orale**

- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 du Code des marchés publics, pour mettre en place cette action.

Le déroulement de l'action est programmé à compter de la date de notification jusqu'au 31/12/2019.

- Période prévisionnelle de déroulement : de février à décembre 2019

- Durée prévisionnelle ou délai d'exécution : 12 mois maximum

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- **prix 40%**

- **valeur technique au regard du mémoire remis 60% décomposée comme suit :**

- la compréhension de la demande et l'approche méthodologique (20%)

- la qualité de l'intervenant dédié à la mission, ses compétences, ses expériences professionnelles et la maîtrise de la problématique traitée de l'intervention auprès d'un public d'entrepreneurs (30%)

- l'expertise et les références significatives dans le domaine requis pour répondre à ce marché (10%)

D E C I D E

ARTICLE 1: D'attribuer le marché **Jump'In Création** aux entreprises présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

Lot n°1/ Animation et cohésion de groupe : Octopus, dont le siège social est 21 rue Frédéric Peysson – 34000 Montpellier

Montant : mille cinq cents euros HT (1 500,00€ HT), aucune TVA ne s'appliquant à ce prestataire (article 293B du Code général des impôts)

Lot n°2/ Profil entrepreneurial du fondateur -Esprit d'entreprendre : Innecho, dont le siège social est 83, chemin des Crouzettes – 34730 St Vincent de Barbeyrargues

Montant : sept mille cinq cents euros HT (7 500,00€ HT), soit neuf mille euros TTC (9 000,00€ TTC)

Lot n°3/ Gestion de projets innovants : Myriagone, dont le siège social est, 145 rue Jérémy Bentham, immeuble F&J, parc de l'aéroport – 34470 Pérols

Montant : trois mille euros HT (3 000,00€ HT), soit trois mille six cents euros TTC (3 600,00€ TTC)

Lot n°4/ Management-Leadership : BforBusiness, dont le siège social est, 1025 rue Henri Becquerel, Bat. 10 parc club du Millénaire – 34000 Montpellier

Montant : quatre mille sept cent cinquante euros HT (4 750,00€ HT), soit cinq mille sept cents euros TTC (5 700€ TTC)

Lot n°5/ **Les bases du marketing** : Dowel, dont le siège social est, immeuble le piazza, 159 rue de Thor, 34000 Montpellier
Montant : sept cents euros HT (sept cents euros HT), soit huit cent quarante euros (840,00 euros TTC)

Lot n°6/ **Les bases de l'action commerciale** : Innecho, dont le siège social est 83, chemin des Crouzettes – 34730 St Vincent de Barbeyrargues
Montant : trois mille sept cent cinquante euros HT (3 750,00€ HT) soit, quatre mille cinq cents euros TTC (4 500,00€ TTC)

Lot n°7/ **Les bases de la finance** : Sofira, dont le siège social est, 10 avenue Alfred Sauvy – 34 473 Pérols cedex
Montant : quatre mille euros HT (4 000,00€ HT), soit quatre mille huit cents euros TTC (4 800,00€ TTC)

Lot n°8/ **Juridique : les fondamentaux** : Sud formation, dont le siège social est Hôtel St Côme, 32 Grand Rue Jean Moulin – 34000 Montpellier
Montant : six mille cinq cents euros HT (6 500,00€ HT), aucune TVA ne s'appliquant à ce prestataire (article 293B du Code général des impôts)

Lot n°9/ **Préparation au pitch** : In Extenso, dont le siège social est, 2000 rue des Lucioles – les algorithmes, Thalès B - 06410 Biot Sophia Antipolis
Montant : huit mille euros HT (8 000,00€ HT), soit neuf mille six cents euros TTC (9 600,00€ TTC)

Lot n°10/ **Les bases de l'expression orale** : MD Performance, dont le siège social est 237 rue Hector Berlioz – 34 980 Saint Gély du Fesc
Montant : huit cent soixante-quinze euros HT (875,00€ HT), aucune TVA ne s'appliquant à ce prestataire (article 293B du Code général des impôts)

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 MARS 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARICHER



Publiée le : **04 MARS 2019**

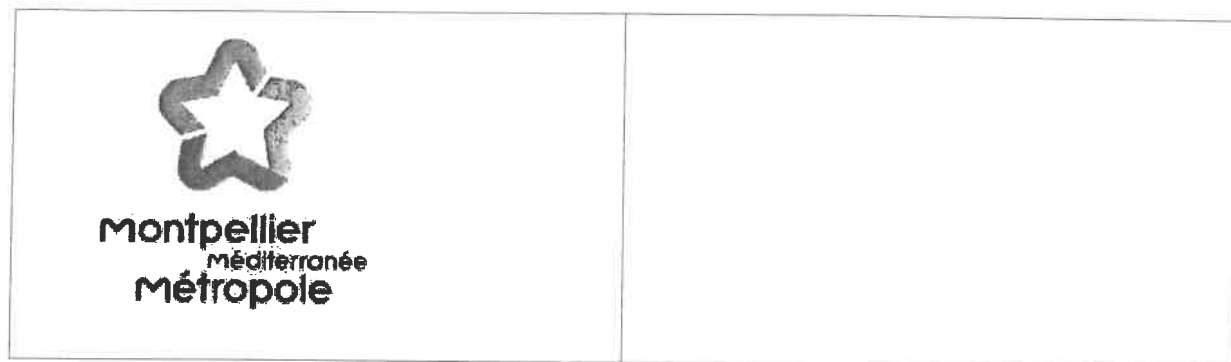
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

076-26250017-20190101-77299-CC
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **04 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant au marché
Assurances ' Tous risques chantier '
et ' Dommages Ouvrage ' - Prolongation
des travaux pour la réalisation du Centre
d'Art Contemporain "MO-CO"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la convention de mandat en date du 30/06/2016 au bénéfice de la SA3M pour la réalisation du centre d'art contemporain – Hôtel Montcalm – Montpellier,
- VU la décision N°MD2018-518 attribuant le marché/le lot n°2 du marché Assurances « tous risques chantier » et « Dommages Ouvrage » à l'entreprise GRAS SAVOYE SAS – quai de Dion Bouton - Puteaux, pour un montant de 37 611 euros HT,

Considérant :

- que la date de fin des travaux est reportée au 30/04/2019,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché Assurances « tous risques chantier » et « Dommages Ouvrage » à l'entreprise GRAS SAVOYE SAS – quai de Dion Bouton – Puteaux.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : **04 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

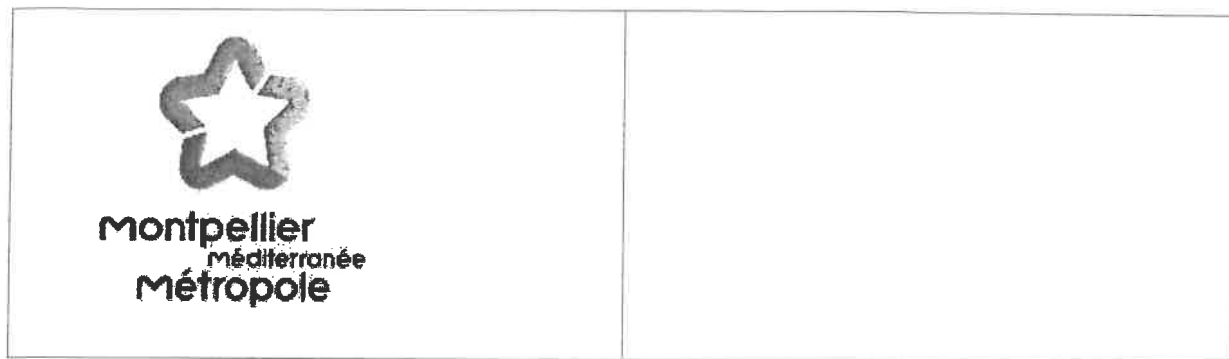
024 - 24 34 00 17 - 6017 0101 - 77059 - CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **04 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une jouissance différée
dans le cadre de l'acquisition de la parcelle
cadastrée BA n°209 sise commune de
Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans les domaines de la prévention des risques majeurs et de la gestion des milieux aquatiques;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le 28 juillet 2018 par M. DIVET Jean-Pierre et Mme COUSIN Dominique, portant sur la parcelle cadastrée BA n°209, d'une superficie cadastrale de 1 088 m², sise commune de Grabels, moyennant un prix de 432 000 €,

- VU l'avis de France Domaine en date du 5 juillet 2018,
- VU la décision d'acquisition n° MD2018-732 relative à l'acquisition de la parcelle BA n°209, sise commune de Grabels
- **CONSIDERANT** la demande de Monsieur DIVET, propriétaire indivisaire de 50% de la parcelle ci-dessus mentionnée, de pouvoir garder la jouissance de sa maison d'habitation située sur la parcelle cadastrée BA n°209, jusqu'au 31 mai 2019 afin de pouvoir organiser son départ des lieux.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise Monsieur Jean-Pierre DIVET à garder la jouissance de la maison d'habitation située sur la parcelle cadastrée BA n°209, sise commune de Grabels, jusqu'au 31 mai 2019 après signature de l'acte notarié.

ARTICLE 3 : le paiement de la moitié du prix revenant à Madame Dominique Cousin, soit 216 000€ (deux cent seize mille euros) interviendra à la signature de l'acte conformément à la décision n° MD2018-732 en date du 9 août 2018.

ARTICLE 4 : Montpellier Méditerranée Métropole prendra la jouissance de la maison d'habitation située sur la parcelle BA n°209, sise commune de Grabels, au terme de l'échéance susmentionnée. Le versement de la seconde moitié du prix soit 216 000 € (deux cent seize mille euros) et revenant à Monsieur Jean-Pierre DIVET interviendra au terme de cette échéance, soit à partir du 31 mai 2019.

ARTICLE 5 : Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président délégué, est autorisé à signer l'acte authentique d'acquisition de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 FEV. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SABREL



Publiée le : **27 FEV. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

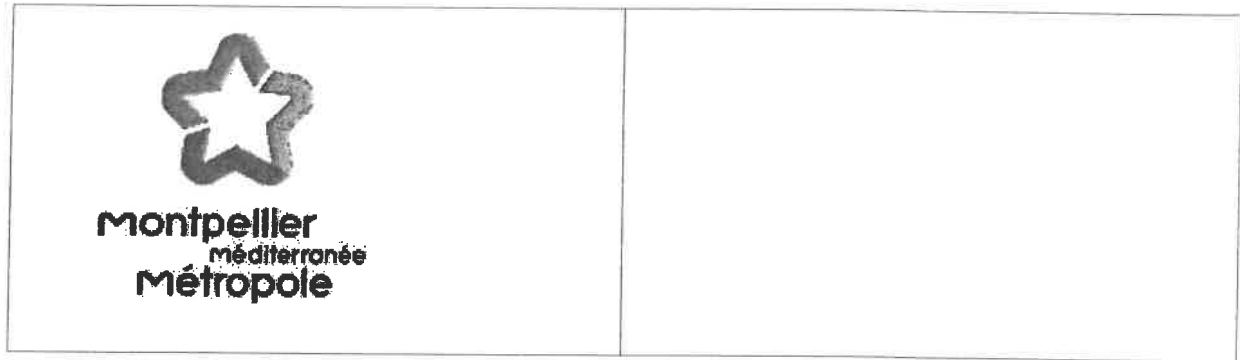
071-247400017-20190101-77213-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **27 FEV. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession de plusieurs
parcelles au profit de la société SNCF
RESEAU - Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU la nécessité de régulariser la situation juridique de plusieurs parcelles issues du domaine public à la suite de la réalisation des travaux concernant le Pôle d'Echange Multimodal de Baillargues et à la suppression du passage à niveau n° 31 ;
- VU les décisions n° MD 2018-1131 du 24 décembre 2018 et MD 2019-013 du 4 Février 2019 relative à la désaffectation et au déclassement de plusieurs emprises à extraire du domaine public non cadastré, situées RD 26 à Baillargues.
- VU l'estimation de France Domaine n°2019-022V0018 en date du 11 Janvier 2019,

CONSIDERANT :

- qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole de conserver certaines emprises à l'issue de la réalisation des travaux d'aménagement du pôle d'échange multimodal de Baillargues, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,
- que des accords sont intervenus entre les différents partenaires propriétaires riverains, et qu'il n'y a donc pas lieu de purger le droit de priorité des riverains conformément à l'article L. 112-8 du Code de la voirie routière,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la société SNCF RESEAU, les parcelles suivantes situées RD 26 à Baillargues :

DP 1	3 m ² environ
DP 2	96 m ² environ
DP 3	112 m ² environ
DP 4	255 m ² environ
DP 5	148 m ² environ
DP 6	262 m ² environ
DP 11	23 m ² environ
BE 162 p 1	17 m ² environ
BE 168 p 1	14 m ² environ

ARTICLE 2 : Cette vente sera réalisée à l'euro symbolique conformément à l'estimation de France Domaine. L'acte notarié constatant la vente sera rédigé aux frais des deux parties.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

19 MARS 2019

Monsieur le Président

Philippe SAUVEL



Publiée le : 19 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Ou - 24 Mars 2019 17-2019 0101-77222 - AU

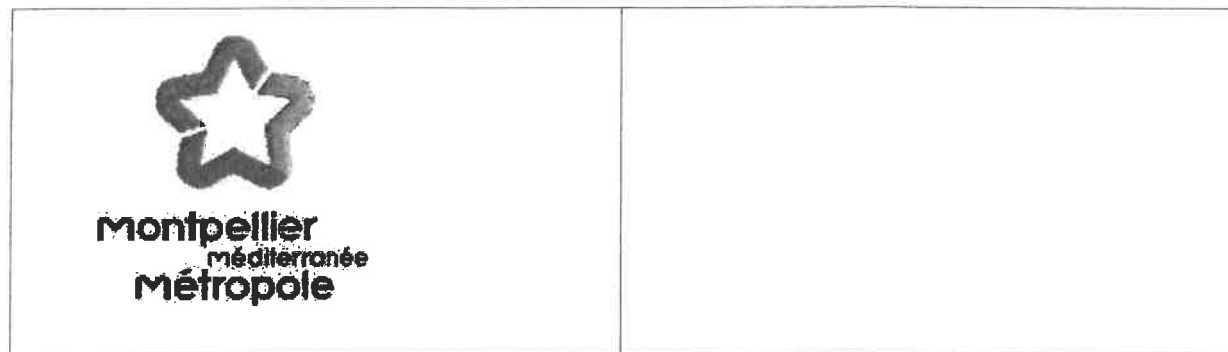
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

19 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession de parcelles
au profit de la Région Occitanie - P.E.M. -
Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU la nécessité de régulariser la situation juridique de plusieurs parcelles issues du Domaine Public suite à la réalisation des travaux concernant le Pôle d'Echange Multimodal de Baillargues et à la suppression du passage à niveau n° 31 ;
- VU la décision n°MD 2018-1131 du 24 décembre 2018 relative à la désaffectation et au déclassement de plusieurs emprises à extraire du domaine public non cadastré, situées RD 26 à Baillargues.
- VU l'estimation de France Domaine n°2019-022V0018 en date du 11 janvier 2019,

CONSIDERANT :

- qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole de conserver certaines emprises à l'issue des travaux relatifs au Pôle d'Echange Multimodal de Baillargues et à la suppression du passage à niveau n°31, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,
- que des accords sont intervenus entre les différents partenaires, propriétaires riverains, il n'y a donc pas lieu de purger le droit de priorité des riverains conformément à l'article L. 112-8 du Code de la voirie routière,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la Région Occitanie, les parcelles suivantes, situées RD 26 à Baillargues :

DP 7	318 m ² environ
DP 9	84 m ² environ
DP 10	1040 m ² environ
BE 168 p 3	26 m ² environ
BE 168 p 5	2 m ² environ

ARTICLE 2 : Cette vente sera réalisée à l'euro symbolique conformément à l'évaluation de France domaine. L'acte notarié constatant la vente sera rédigé aux frais des deux parties.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **2 8 MARS 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : **2 8 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

08-28 mars 17-2019 01 01-77235-AU

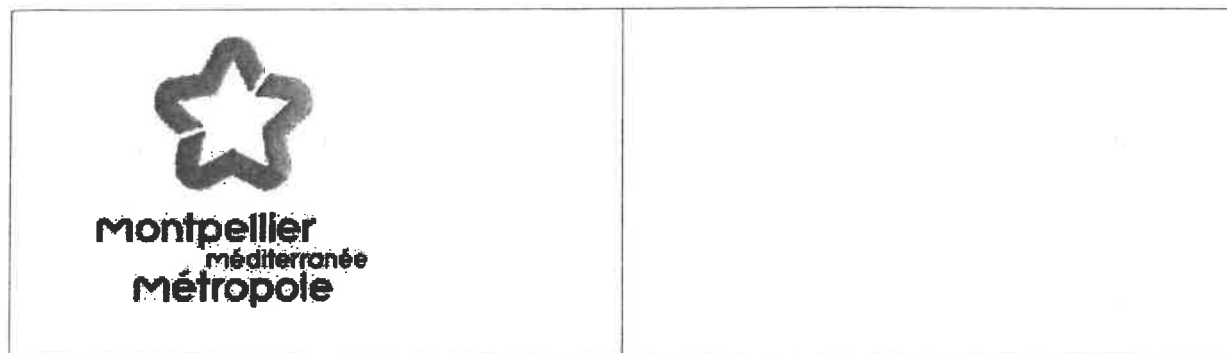
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **2 8 MARS 2019**



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un marché
n°M8D0023RI d'extension du stockage et
de l'infrastructure PRA (plan de reprise
d'activité)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **CONSIDERANT :**
 - la nécessité d'acquérir une extension du stockage et de l'infrastructure PRA (plan de reprise d'activité) pour Montpellier Méditerranée Métropole ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre mono attributaire à bons de commandes en application de l'article 78 du décret susvisé. Cet accord cadre est passé pour une durée de 1 an à compter de sa notification et reconductible trois fois par période de 1 an ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

1 – valeur technique (60 %),

2 – prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40 %) ;

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 19 février 2019 a été informée du choix de l'entreprise QUADRIA présentait une offre satisfaisante.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M8D0023RI à l'entreprise QUADRIA, 70 rue Alois Schumpeter, 34470 PEROLS, pour un montant sans minimum ni maximum. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 1 an reconductible trois fois par période de un an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900 et 930,

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

22 MARS 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 22 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

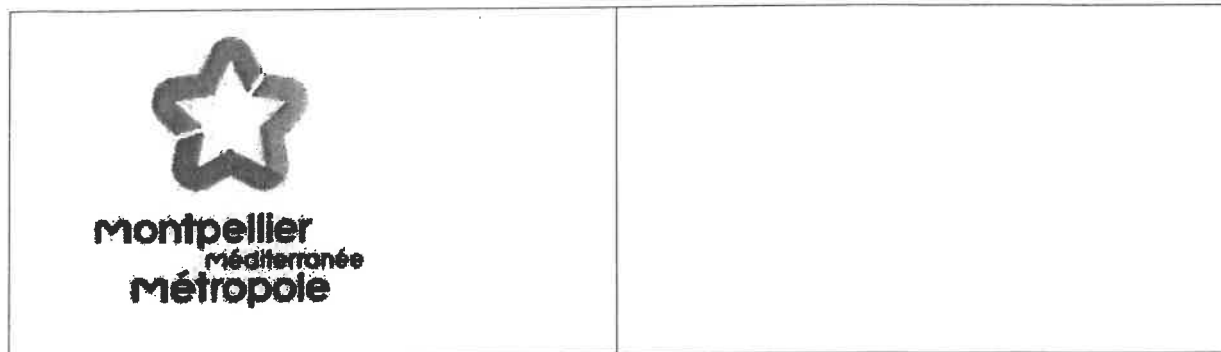
03M-2M 84000 17-2019010677247 AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative de la décision
MD2019-006 relative au marché
n°4737MG17 - Maintenance multi-
technique du Siège de la Métropole et des
bâtiments annexes avec travaux associés à
la maintenance - Avenant n°2 rectificatif**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de l'administration générale, du contentieux, du juridique et du protocole ;
- VU la décision n°2017-638 attribuant le marché n°4737MG17- Maintenance multi-technique du Siège de la Métropole et des bâtiments annexes avec travaux associés à la maintenance- à l'entreprise VINCI FACILITIES/CEGELEC MAINTENANCE TERTIAIRE SUD-EST, sise rue Henri Becquerel – 63, allée Niels Bohr – CS 59014 – 34965 Montpellier Cedex 2, pour un montant de 215 184€ HT (part forfaitaire) et 149 062 €HT (part unitaire) soit un montant total estimatif de 364 246 € HT (toutes reconductions comprises).

Le marché a pris effet lors de sa notification le 29 août 2017 et pour une durée de 1 an reconductible 3 fois. Un avenant n°1 a été notifié le 1/12/2017 portant sur l'actualisation de la liste des bâtiments.

Un avenant n°2 a été notifié le 15/02/2019 portant sur la nécessité d'ajouter la prise en charge des prestations de maintenance de portes automatiques.

Considérant :

- Que cet avenant n°2 présentait une erreur matérielle portant sur le calcul de la partie forfaitaire annuelle HT. En effet, il a été indiqué 58 167,50 € HT au lieu de **58 200,17€ HT** soit 69 840,20 € TTC.
- Qu'il convient de rectifier cette erreur matérielle,
- Que la Commission d'Appel d'Offre a rendu un avis favorable lors de sa séance du 19/02/2019,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 rectificatif au marché n°4737MG17-Maintenance multi- technique du Siège de la Métropole et des bâtiments annexes avec travaux associés à la maintenance- avec l'entreprise VINCI FACILITIES/CEGELEC MAINTENANCE TERTIAIRE SUD-EST.

ARTICLE 2 : la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 930, 935, 936 et 938.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MARS 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 25 MARS 2019

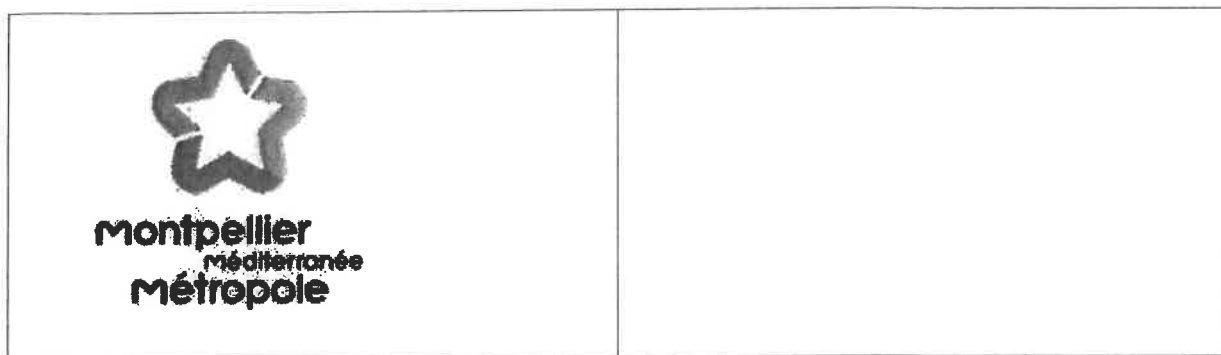
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024 - 24 Mars 17 - 201901-77360 - AU
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
n°5188DM18 portant sur les missions
d'Organisme Qualifié Agréé (OQA)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre Rico en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre Rico dans les domaines « Transports et Mobilité » ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre du décret 2017-440 relatif à la sécurité des transports publics guidés, la Métropole doit faire appel à un organisme agréé ou accrédité pour procéder à l'évaluation de la sécurité de la conception, de la réalisation et de l'exploitation des systèmes de transport public guidé;

- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord cadre mono attributaire à bons de commande, comprenant 3 lots pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois ;
- que pour le lot 1, les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique au regard du mémoire technique 60%, prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire 40% ;
- que pour le lot 1 la commission d'appel d'offres dans sa séance du 18 décembre 2018 a été informée du choix du candidat Cerema pour un montant maximum annuel de 40 000 € H.T ;

La société Cerema, 105 rue Marconi 34000 Montpellier présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

- que pour le lot 2, les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique au regard du mémoire technique 60%, prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire 40% ;
- que pour le lot 2, la commission d'appel d'offres dans sa séance du 18 décembre 2018 a été informée du choix du candidat Sector pour un montant maximum annuel de 20 000 € H.T ;

l'entreprise Sector, 12 avenue du Québec – BP 636 – Villebon sur Yvette – 91965 COURTABOEUF Cedex présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

- que pour le lot 3, les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique au regard du mémoire technique 60%, prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire 40% ;
- que pour le lot 3 la commission d'appel d'offres dans sa séance du 18 décembre 2018 a été informée du choix du candidat Sector pour un montant maximum annuel de 20 000 € H.T ;

l'entreprise Sector, 12 avenue du Québec – BP 636 – Villebon sur Yvette – 91965 COURTABOEUF Cedex présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché Missions d'Organisme Qualifié Agréé (OQA) :

- pour le lot 1 Insertion Urbaine à l'entreprise Cerema, pour un montant maximum annuel de 40 000 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an renouvelable 3 fois ;
- pour le lot 2 Energie à l'entreprise Sector, pour un montant maximum annuel de 20 000 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an renouvelable 3 fois ;
- pour le lot 3 Evaluation globale à l'entreprise Sector, pour un montant maximum annuel de 20 000 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an renouvelable 3 fois ;

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 MARS 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : 19 MARS 2019

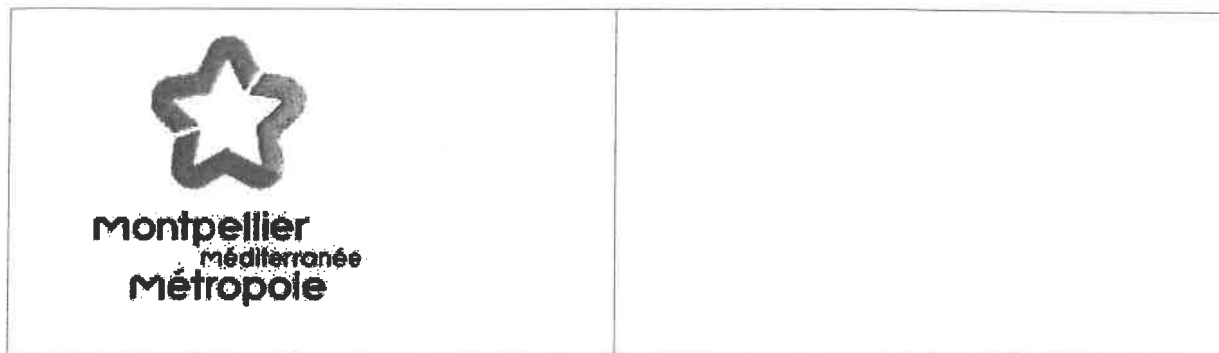
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
034-24340017-20190101-77371-12

Envoi Préfecture : 19 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n° 5214MG18
- Achat et livraison de papier - Attribution
et autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,

CONSIDERANT

- qu'afin de rationaliser leurs achats et de créer des économies d'échelle Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Beaulieu, Jacou, Fabrègues, Grabels, Montpellier, Murviel- lès-Montpellier, Pérols, Pignan, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone ont décidé de constituer un groupement de commandes conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatif aux marchés publics pour l'achat et la livraison de papier,

- que la décision MD2018-288 a autorisé d'une part, la constitution de ce groupement de commandes et d'autre part le lancement de l'appel d'offre,
- que la commune de Fabrègues s'est retirée du Groupement avant le lancement de la consultation ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et en application de l'article 78 du décret concernant les accords-cadres. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum et un opérateur économique, pour une durée de 1 an reconductible 3 fois, sans que ce délai puisse excéder le 31 décembre 2022 ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - . Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif, pondération 60%
 - . Valeur technique au regard du mémoire technique, pondération 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 05/03/2019, a adopté le classement des offres et a choisi INAPA France, 11 rue de la Nacelle, 91 814 Corbeil-Essonnes présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°5214MG18 « Achat et livraison de Papier » à INAPA France pour un montant sans minimum ni maximum. Le marché prend effet à compter de la notification. La durée est de 1 an, reconductible 3 fois, sans que ce délai puisse excéder le 31 décembre 2022.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée, pour les prestations concernant Montpellier Méditerranée Métropole sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 930, 936, 938.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUYOT



Publiée le : 25 MARS 2019

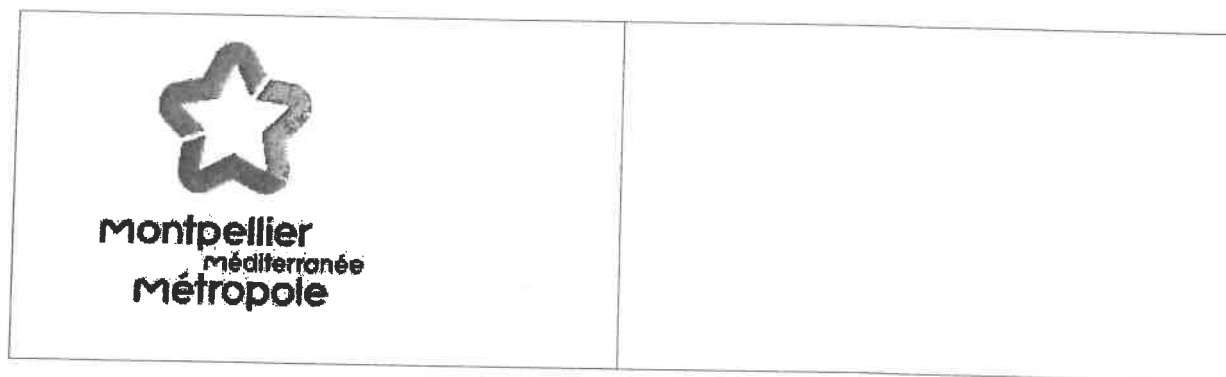
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-24740007-6190101-77555-cc
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession de plusieurs
parcelles situées aux abords du Pôle
d'Echange Multimodal au profit de la
Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU la nécessité de régulariser la situation juridique de plusieurs parcelles issues du Domaine Public suite à la réalisation des travaux concernant le Pôle d'Echange Multimodal de Baillargues et à la suppression du passage à niveau n° 31,
- VU la décision n° MD 2018-1131 du 24 décembre 2018 relative à la désaffectation et au déclassement de plusieurs emprises à extraire du domaine public non cadastré, situées RD 26 à Baillargues.
- VU l'estimation de France Domaine n°2019-022V0018 en date du 11 janvier 2019,

CONSIDERANT :

- qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ces emprises, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,
- que des accords sont intervenus entre les différents partenaires, propriétaires riverains, il n'y a donc pas lieu de purger le droit de priorité des riverains conformément à l'article L. 112-8 du Code de la voirie routière,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la Commune de Baillargues, les parcelles suivantes, situées RD 26 à Baillargues :

DP 8	1150 m ² environ
BE 162 p 3	150 m ² environ
BE 168 p 4	38 m ² environ

ARTICLE 2 : Cette vente sera réalisée à l'euro symbolique conformément à l'estimation de France Domaine. L'acte notarié constatant la vente sera rédigé aux frais des deux parties.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 19 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

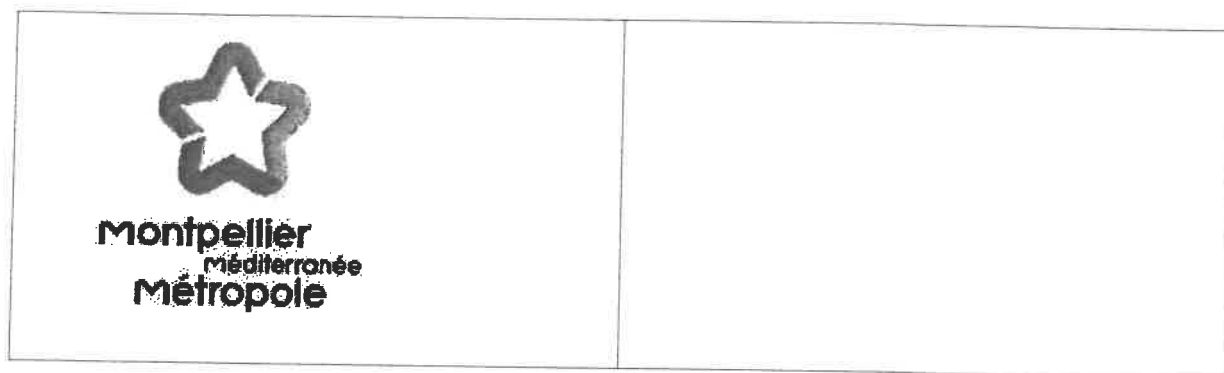
024-2424000 17-20190101-77720-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention de groupement de commandes
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la Ville de Montpellier - Achat
d'outillages et d'équipements de protection
individuelle**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, et celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,

CONSIDERANT :

- Qu'afin de poursuivre la rationalisation de leurs achats et de bénéficier d'économies d'échelle, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont décidé de créer un groupement de commandes en vue de la passation d'un accord cadre relatif à l'achat d'outillages et d'équipements de protection individuelle,
- Qu'à ce titre, une procédure de mise en concurrence sous la forme d'un appel d'offres ouvert sera lancée afin de conclusion d'un accord cadre à bons de commande mono-attributaire, pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois,
- Que cet accord-cadre sera décomposé en 6 lots et qu'après recensement des besoins des membres, les montants d'achats annuels estimés sont les suivants :

Lot n°1 Achat de petit outillage à main de mécanicien :

Ville de Montpellier : 30 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole : 30 000 € HT

Lot n°2 Achat d'outillages, de consommables et de produits d'atelier et de chantier :

Ville de Montpellier : 60 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole : 60 000 € HT

Lot n°3 Achat d'équipement de protection individuelle :

Ville de Montpellier : 60 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole ne participe pas à ce lot

Lot n° 4 Achat d'équipement de protection individuelle pour le risque électrique :

Ville de Montpellier : 10 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole ne participe pas à ce lot

Lot n°5 Achat d'outillage électroportatif :

Ville de Montpellier : 30 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole : 30 000 € HT

Lot n°6 Achat de petit outillage à main de jardin et d'arboriculture :

Ville de Montpellier : 20 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole : 20 000 € HT

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes avec la Ville de Montpellier.

Conformément aux termes de la convention, la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement de commandes et, à ce titre :

- sa Commission d'Appel d'Offres est compétente pour, sur chaque lot, classer les offres et choisir l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- elle est habilitée à signer les marchés à intervenir.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 MARS 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 28 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

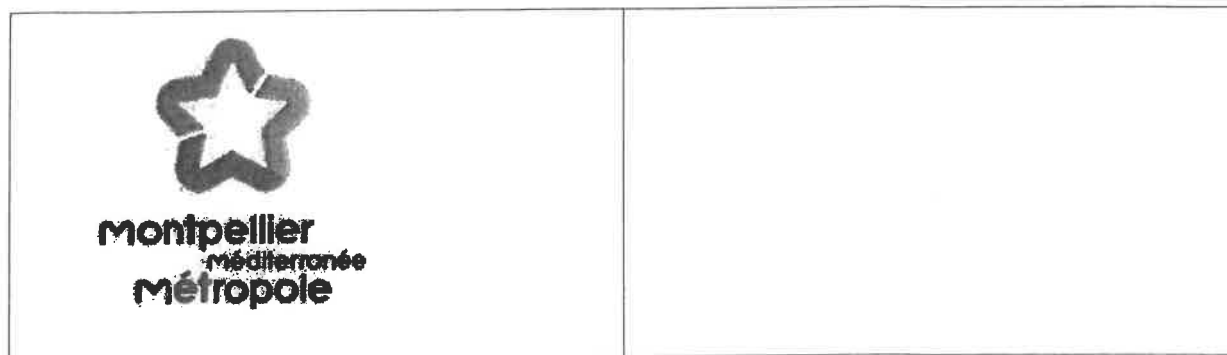
08u - 2u 2u 17 2019 01 01 - 77743 - CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 28 MARS 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Voiries Urbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M8C0014EP - Réaménagement de la rue
Terral à Montpellier - Sur le fondement de
l'accord cadre n°5023AT17 - LOT n°2 -
Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la voirie et de l'espace public,
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 Mars 2018,

CONSIDERANT :

- qu'un réaménagement de la rue Terral à Montpellier est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 70 %
 - Valeur technique, au regard du mémoire technique: 30 %
- qu'après analyse, le groupement GUINTOLI / EHTP / SIORAT, RD172 - Route de Vauguières - La Mogère - 34130 Mauguio - présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M8C0014EP – Réaménagement de la rue Terral à Montpellier au groupement GUINTOLI / EHTP / SIORAT pour un montant de 119 986.00€ HT. Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage pour une durée d'un mois, hors période de préparation.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : **19 MARS 2019**

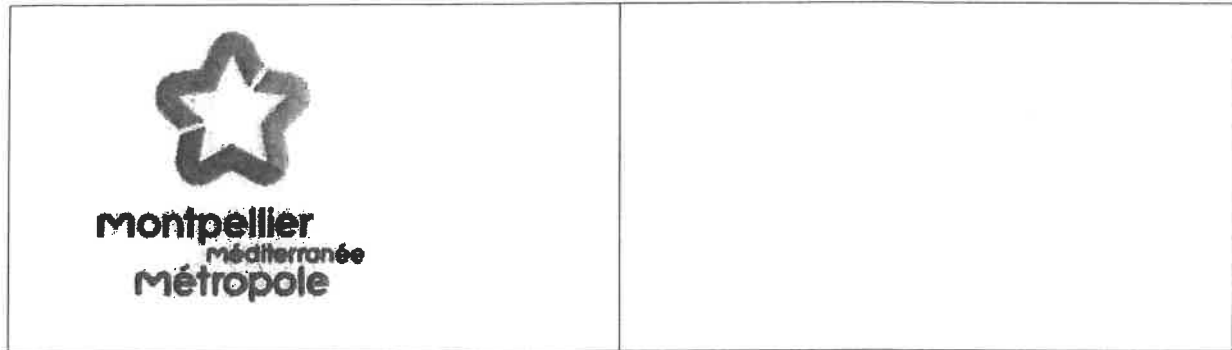
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 24 Mars 17 - 2019 0101 - 77916-AU
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 MARS 2019**
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative aux avenants 1 au lot n°2
et 2 au lot n°1 du marché 3418GD13 de
"Prestations de services pour l'exploitation
du casier n° 2 de l'installation de stockage
de déchets non dangereux (ISDND) de
Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- VU la délibération n°11807 en date du 26 juillet 2013 attribuant du marché n° 3418GD13 « Lot n°1 : Exploitation du casier n°2 de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de

Castries» à l'entreprise SMTVD et «Lot n° 2 : exploitation de l'unité de traitement des lixiviats de l'Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND) » à l'entreprise OVIVE.

Les prestations sont rémunérées par application des prix forfaitaires et unitaires du Bordereau des Prix correspondant à chacun des lots. Le montant total général sur la durée des marchés évalué sur la base du Détail Quantitatif et Estimatif de chacun des deux lots s'établit à 12 408 000 € HT, dont respectivement 11 575 000 € HT pour le lot n°1 et 833 000 € HT pour le lot n°2.

Chaque marché est conclu pour une durée de soixante mois (soit cinq ans) correspondant à la capacité d'accueil du tonnage annuel maximum de 83 000 tonnes par an, à compter du début des prestations liées à la réception de la première tonne de déchets.

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole a été autorisée à exploiter le casier n° 2 de l'installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries selon les dispositions de capacité et de durée fixées par l'article 1.2.2.3 de l'arrêté n° 2013-I-2234 B. L'exploitation du casier n° 2 a débuté en mai 2014 pour une durée prévisionnelle d'exploitation de 5 ans et un tonnage maximum autorisé de 415 000 T,
- Que le tonnage mensuel moyen résultant de l'activité des services de la Métropole de 6 190 tonnes, conduit à envisager la poursuite de l'exploitation jusqu'au 30 novembre 2019 au plus tard, soit une durée complémentaire de 7 mois environ, pour atteindre le tonnage autorisé de 415 000 T. Cette prolongation n'entraîne aucune autre évolution des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et n'apporte pas de modification substantielle aux activités et installations autorisées,
- Que l'exploitation de l'installation jusqu'au terme de sa capacité autorisée constitue une mesure d'optimisation de la dépense publique,
- Qu'il est nécessaire en conséquence de passer un avenant n° 2 au lot n° 1 pour prolonger les prestations nécessaires à l'exploitation du casier n°2 et à son suivi environnemental sur la base du tonnage maximal autorisé de 415 000 T, soit une prolongation courant jusqu'au 30 novembre au plus tard,
- Que la prolongation de la durée d'exploitation permet de valoriser le biogaz produit sur l'ISDnd et de bénéficier d'une TGAP réduite et qu'il convient de créer des prix nouveaux pour prendre en compte des prestations nouvelles liées à la valorisation thermique du biogaz permettant ainsi d'optimiser les coûts d'exploitation,
- Qu'il est également nécessaire de passer un avenant n° 1 au lot n° 2 pour prolonger la durée du marché pour l'exploitation de la station d'épuration. La conclusion de l'avenant n° 1 au marché 3418GD13 lot n° 2 permet la continuité de l'exploitation du site et le fonctionnement de la station d'épuration jusqu'à la fin du mois de novembre 2019,
- L'avis favorable de la commission d'appel d'offres du 19 février 2019 quant à la passation de ces 2 avenants,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 2 au lot 1 du marché 3418GD13 - Exploitation du casier n°2 de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Castries et de l'avenant n°1 au lot 2 du marché 3418GD13 - Exploitation de l'unité de traitement des lixiviats de l'Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND) » » conclus avec les entreprises SMTVD et OVIVE.

Le montant prévisionnel de l'avenant n°2 au lot n°1 s'élève pour l'entreprise SMTVD à 941 393,75 euros HT,

Le montant prévisionnel de l'avenant 1 au lot n°2 s'élève pour l'entreprise OVIVE à 111 730, 83 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MARS 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-OPSAL



Publiée le : 22 MARS 2019

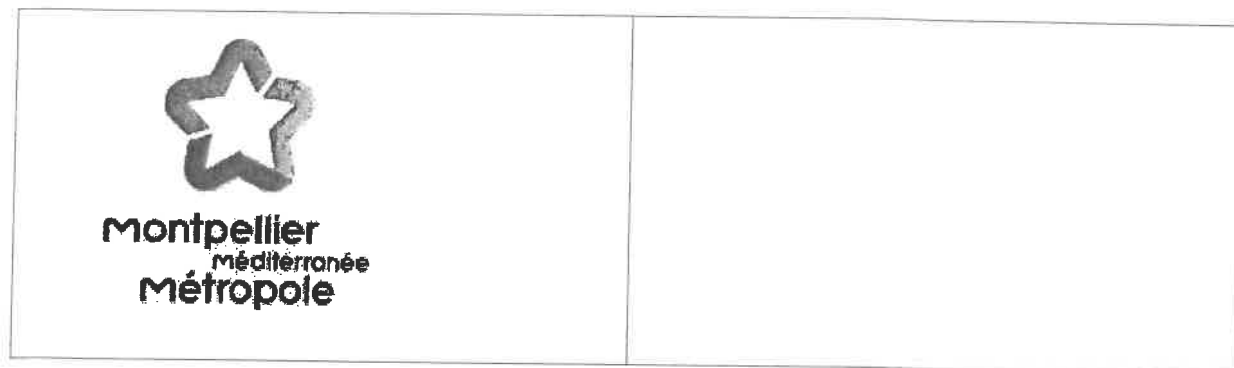
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

DM-24340017-20190101-78033-AJ
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "SAS SOCRI
GESTION - Requête n°19MA00649 CAA"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU le dépôt de la requête n°19MA00649 le 12 février 2019 par la SAS SOCRI GESTION contre le jugement n°1604304 du 13 décembre 2019 rejetant sa demande d'annulation du contrat conclu le 15 décembre 2014 entre la société d'aménagement de l'agglomération de Montpellier devenue la société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole et la société IF ECOPOLE à l'issue de la consultation organisée en vue de désigner un opérateur qui assurera la construction et la gestion future du nouveau programme commercial d'ODE Acte 1,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°19MA00649 le 12 février 2019 par la SAS SOCRI GESTION.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats PARME.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

01 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 01 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

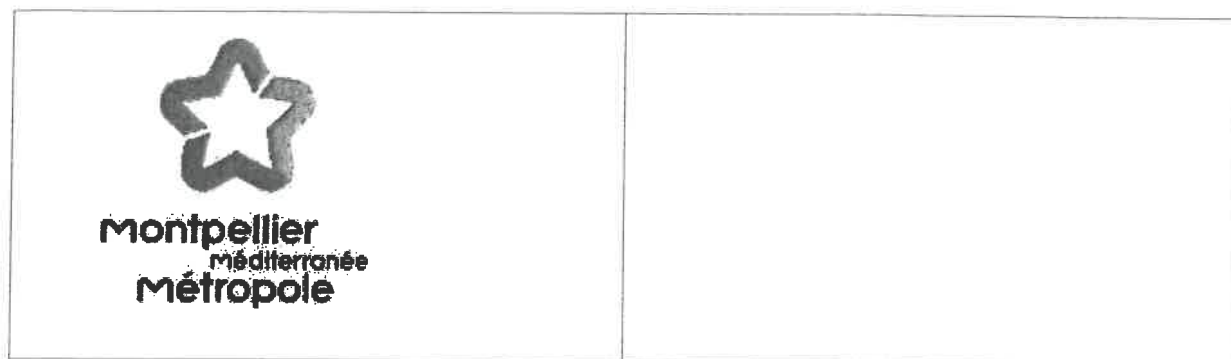
030-201900017-20190101-78117-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Conduites Opérations Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M8B0061EP
- Modification de l'ouvrage hydraulique du
Verdanson et de l'avenue de la voie
Domitienne - Maitrise d'œuvre : AVP,
PRO, ACT, VISA et missions
complémentaires -
Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, dans le domaine « Voirie et Espace public ; mixité dans le parc de logement social public »,

CONSIDERANT :

- qu'une modification de l'ouvrage hydraulique du Verdanson et de l'avenue de la voie Domitienne est nécessaire notamment pour la protection contre les inondations.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché de maîtrise d'œuvre.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivant :
- La valeur technique, appréciée au regard du mémoire remis : 60% ;
- Le prix, noté au regard du montant global et forfaitaire de l'Acte d'Engagement : 40% ;
- qu'après analyse, l'entreprise SAFEGE SAS, 650 rue Henri Becquerel – Zone du millénaire – Le bruyère 2000 – Bâtiment 1 – CS 79542 – 34961 Montpellier Cedex 2, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M8B0061EP « Modification de l'ouvrage hydraulique du Verdanson et de l'avenue de la Voie Domitienne – Maîtrise d'œuvre » : AVP, PRO, ACT, VISA et missions complémentaires à l'entreprise SAFEGE SAS, pour un montant de 89 460.00 euros HT et une durée globale prévisionnelle de 36 mois.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSÉ

Publiée le : **22 MARS 2019**

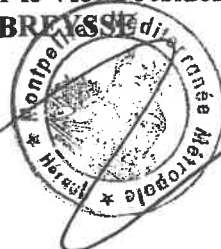
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24200017-680101-7814 AU

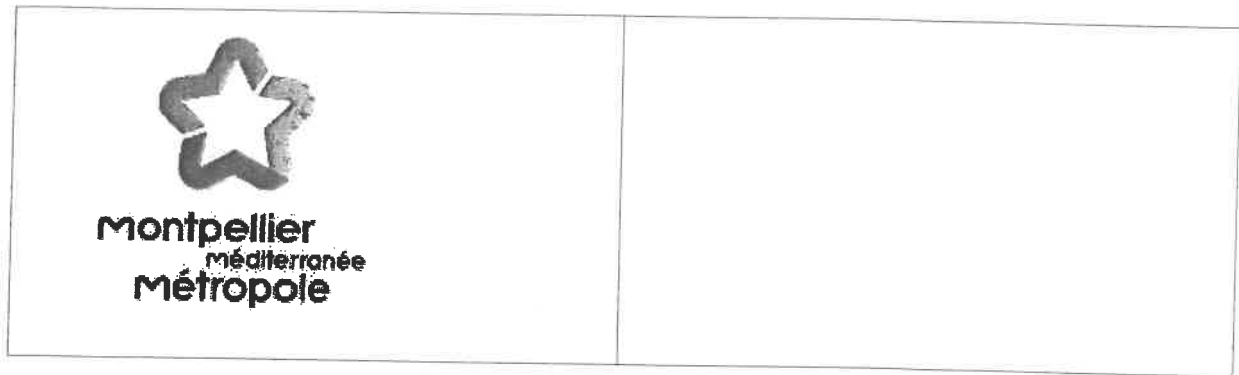
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 MARS 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la vente au groupe Cap
Santé d'un lot volume V2 en surplomb de
la voie publique - rue des Jasses
Commune de Saint Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens immobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU la décision du Président n° MD2019-076 en date du 04 février 2019 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'un lot volume situé rue des Jasses, sur la commune de Saint-Jean de Védas,
- VU l'accord du groupe CAP SANTE, représenté par son Directeur Général Laurent RAMON, sur les modalités de transfert de propriété d'un lot volume V2 en surplomb de la voie publique, rue des Jasses à Saint-Jean de Védas,
- VU l'avis de France Domaine en date du 25 janvier 2019, référence 2019-270V0096,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend un lot volume V2 en surplomb de la voie publique, rue des Jasses à Saint Jean de Védas pour une emprise de 109 m², préalablement désaffecté et déclassé, au groupe CAP SANTE, conformément au prix fixé par France Domaine, soit 3540 € (trois mille cinq cent quarante euros.)

ARTICLE 2 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Maître GRANIER, notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, à la demande et aux frais du groupe CAP SANTE.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 MARS 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **05 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

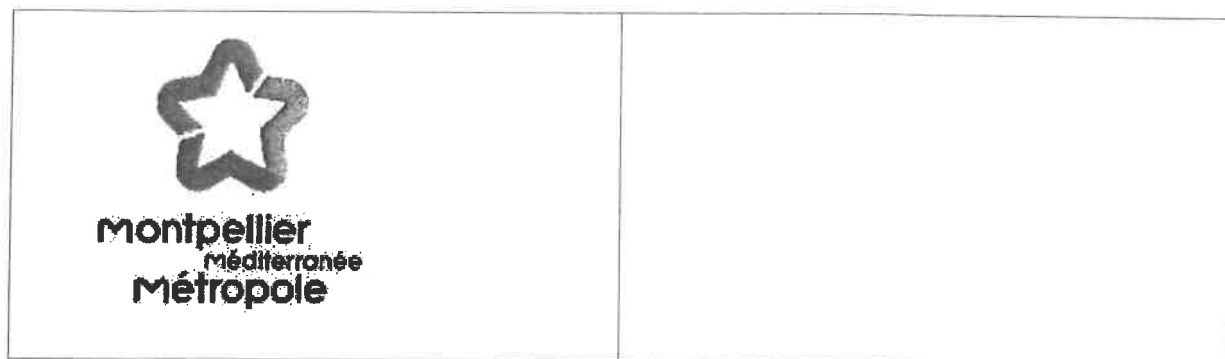
024-243100017 - 20190101 - 78108 - DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la l'avenant n° 1 à la
convention n° 34 16 0030 01 de mise à
disposition avec la SAFER Occitanie d'un
ensemble de parcelles situées sur la
commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans le domaine de l'Agro-écologie et de l'alimentation,
- VU le projet d'avenant n° 1 à la convention n° 34 16 0030 01 modifiant la superficie exploitable mise à disposition de la SAFER Occitanie par ajout des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section RB n° 4 – 42 – 48 – 51 et 57,
- **CONSIDERANT** que la surface exploitable est désormais de 5ha 27a 12ca et que la redevance globale de la CMD est de 808€,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'avenant n° 1 à la convention n° 34 16 0030 01 de mise à disposition de la SAFER Occitanie est accepté.

ARTICLE 2 : La superficie mise à disposition la surface exploitable est désormais de 5ha 27a 12ca, et la redevance globale de la CMD est de 808€.

ARTICLE 3 : Les autres clauses de la convention initiale demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer l'avenant n°1 à la convention n° 34 16 0030 01 et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MARS 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **28 MARS 2019**

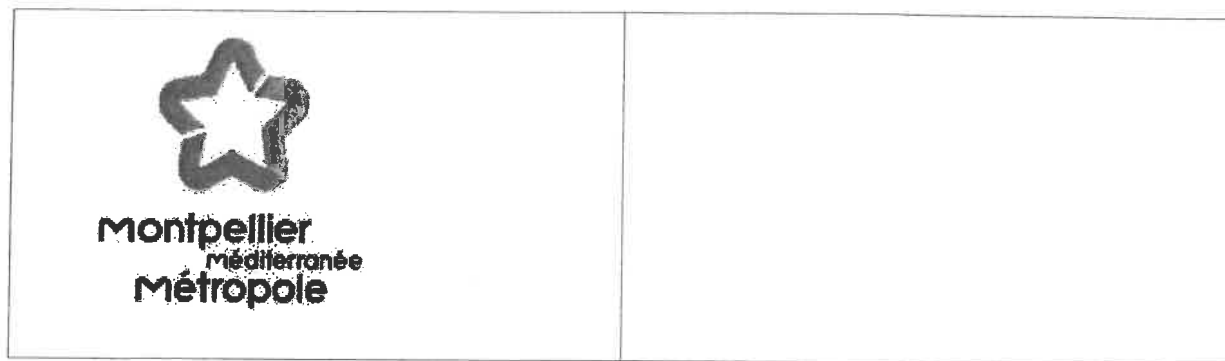
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 249000 17-20190101-78174cc
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention n°
3416003002 de mise à disposition avec la
SAFER Occitanie des parcelles section RB
n° 3-4-7-8-9-10-41-42-48-51 et 57 -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans le domaine de l'Agro-écologie et de l'alimentation,
- VU le projet de convention, conclu en application de l'article L 142-6 du Code Rural, par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Occitanie, dont le siège est à CASTANET-TOLOSAN (31321), 10 Chemin de la Lacade Auzerville-Tolosane, BP 22125, identifiée au SIREN sous le numéro 61B086120235, les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section RB n° 3-4-7-8-9-10-41-42-48-51 et 57, lieu-dit « Le Grand Grès », pour une contenance cadastrale totale de 5 ha 27 a 12 ca, pour une durée de trois campagnes,

- **CONSIDERANT** que les parcelles en cause, acquises dans le cadre des réserves foncières de la Métropole, constituent des terres agricoles qui peuvent, d'une part conforter l'outil de production des agriculteurs du secteur et, d'autre part, grâce à la mise en culture, permettre d'éviter tout risque d'occupation illicite,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, en application de l'article L 142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc Roussillon à CASTANET-TOLOSAN (31321), 10 Chemin de la Lacade Auzeville-Tolosane, BP 22125, les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section RB n° 3-4-7-8-9-10-41-42-48-51 et 57, lieu-dit « Le Grand Grès », pour une contenance cadastrale totale de 5 ha 27 a 12 ca.

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée de trois campagnes, du 01/11/2019 jusqu'au 31 octobre 2022.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie moyennant le versement d'une redevance annuelle de huit cent huit euros (808€).

ARTICLE 4 : Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MARS 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **28 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

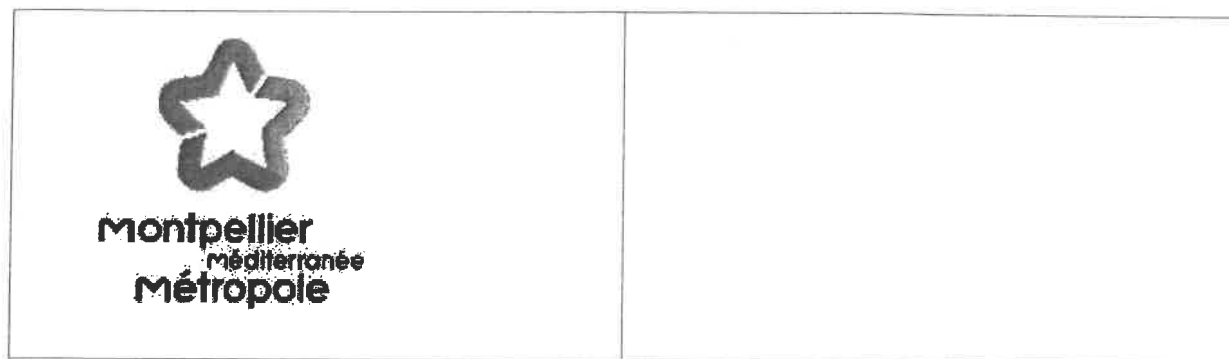
031-243000 17-201901-28180-AV

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant N°1 au
marché 4795AT17 - Travaux
d'aménagement du quartier du Devois à
Castelnau le Lez - Lot N°3**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public »,
- VU la décision N°D2017-713 attribuant le lot n° 3 du marché n°4795AT17 pour l'aménagement du quartier du Devois à Castelnau le Lez à l'entreprise BRL Espaces Naturels, pour un montant de 36 064,68 euros HT et pour une durée de 3 mois pour la tranche ferme et 3 mois pour la tranche conditionnelle à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations pour chacune des tranches,

Considérant :

- Que compte tenu de l'évolution du projet, des prestations ont dû être ajoutées au marché entraînant une plus-value sur le montant du marché initial,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4795AT17, relatif aux travaux d'aménagement du quartier du Devois à Castelnau le Lez, attribué à l'entreprise BRL Espaces Naturels, avenant d'un montant de 961,26 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué

Thierry BREYSE



Publiée le : 19 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

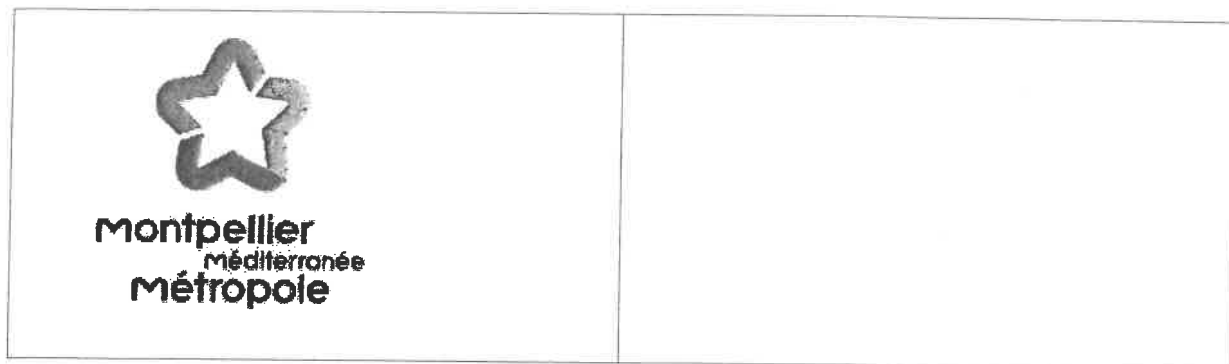
034 - 24 Mars 17 - 6019 0101 - 78256-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice" ROUX Etienne
- Requête n°1706153-4 TA "

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°MD2018-088 du 25 janvier 2018 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1706153-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 29 décembre 2017 par Monsieur Etienne ROUX tendant :
- à l'exécution des travaux de protection des propriétés riveraines du ruisseau le Rieucoulon contre les inondations prescrits par l'expert judiciaire dans son rapport déposé près le Tribunal Administratif de Montpellier dans le cadre du référé expertise n°1604771/1606513,
- à condamner conjointement et solidairement les communes de Montpellier et Lattes, Montpellier Méditerranée Métropole, le SYBLE et la société ASF à verser au demandeur la somme de 14 651,86 euros correspondant au coût de l'expertise.

ARTICLE 3 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats PARME.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

01 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe S. AREL



Publiée le : 01 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

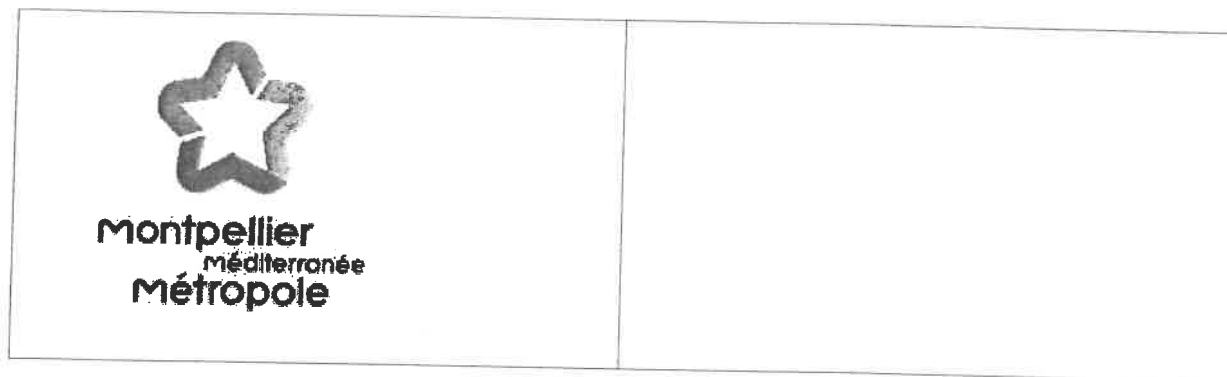
034 - 2434 0017 - 2019 0101 - 28285 - AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "ZURICH
INSURANCE PUB LIMITED
COMPAGNY - Assignation TGI"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision D2016-1006 du 29 décembre 2016 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts à la suite de l'assignation en justice en référé reçue le 20 décembre 2016 par Montpellier Méditerranée Métropole à la demande de ZURICH INSURANCE PUB LIMITED COMPAGNY relative à des désordres liés aux inondations constatées au droit de la résidence des Occitanes, résidence Appart'hôtel, située rue de la République à Montpellier.

ARTICLE 3 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats PARME.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

01 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 01 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

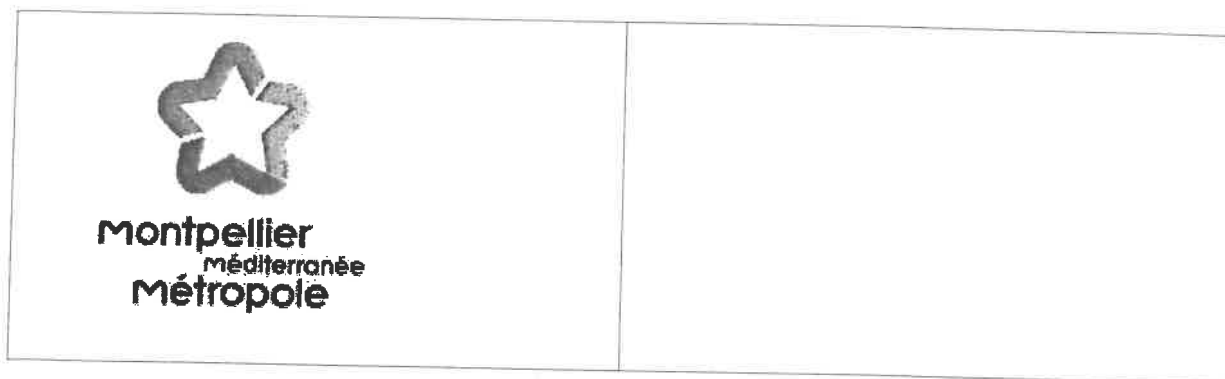
074 24 300 17 - 1019 0101 - 78 283 - AN

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "GINESTOUX
Requête n°1700186-4TA"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°D2017-78 du 6 février 2017 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1700186-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 13 janvier 2017 par Monsieur Didier GINESTOUX contre la commune de Castelnau-le-Lez et contre la commune de Montpellier tendant à obtenir réparation suite à une chute à deux roues motorisées dont il a été victime en février 2013 rue Doscares en limite des communes de Castelnau-le Lez et Saint-Aunès.

ARTICLE 3 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats PARME.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 01 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

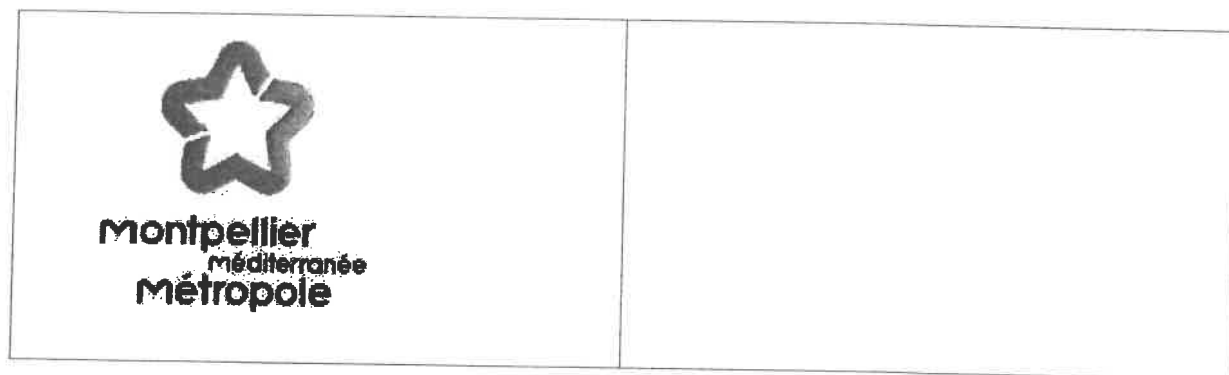
024-2430007-20190101-78345-AV

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision autorisant la signature de
l'avenant N°1 au marché de travaux
N°4678AT17 relatif aux travaux de
réaménagement de la rue des Jasses et
amélioration de l'inondabilité du secteur
sur la commune de Saint Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines « Voirie et espace public, et à la Mixité dans le parc de logement social public »,
- VU le marché N°4678AT16 – Lot 1 relatif aux travaux de réaménagement de la rue des Jasses et amélioration de l'inondabilité du secteur sur la commune de Saint Jean de Védas conclu avec la

Société Eiffage Route Méditerranée sise RD613 – Lieudit Le Devès à Saint Jean de Védas (34433), pour un montant de 648 900,00 € HT,

- CONSIDERANT :

- que l'estimation du projet d'aménagement de la rue des Jasses et amélioration de l'inondabilité du secteur sur la commune de Saint Jean de Védas a été validé en octobre 2016 ;
- que le marché de travaux, et notamment le lot N°1 a été notifié le 23 janvier 2018,
- qu'entre temps et contrairement à ce qui était prévu dans le dossier de consultation, les travaux de construction de la clinique Saint Jean ont démarré sur le secteur des travaux ;
- que cette contrainte a entraîné des prestations supplémentaires ;
- que l'objet du présent avenant consiste à entériner le montant des plus-values ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant N°1 au marché n°4678AT16 – Lot N°1 relatif aux travaux de réaménagement de la Rue des Jasses et amélioration de l'inondabilité du secteur sur la Commune de Saint Jean de Védas conclu avec l'entreprise Eiffage sise RD613 – Lieudit Le Devès à Saint Jean de Védas (34433), pour un montant en plus-value de 52 203,33 € HT, soit une augmentation de 8,04 % du montant du marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSÉ



Publiée le : **22 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

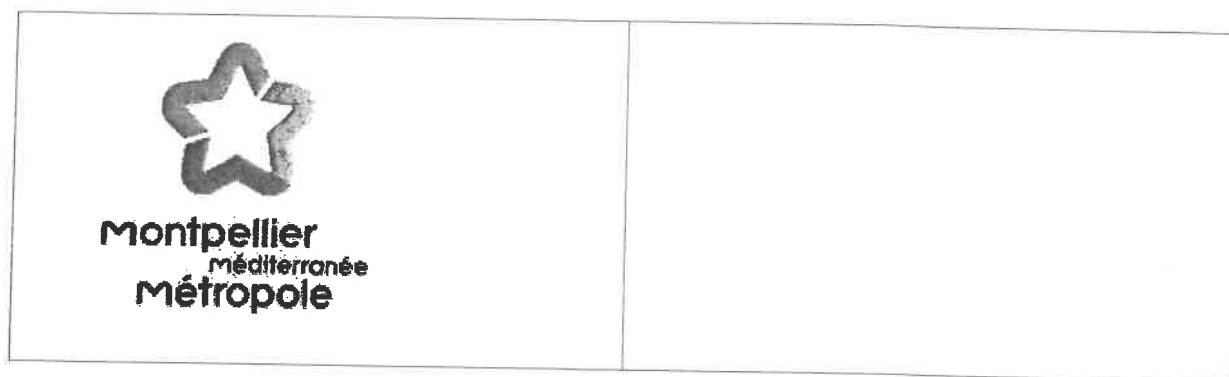
074-2430017-2019010278364-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'estimer en justice "Assignment TGI - SARL KOSY"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°MD2018-1112 du 4 décembre 2018 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à l'assignation près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier déposée par la SARL KOSY tendant à obtenir paiement d'une indemnité d'éviction consécutivement au non renouvellement à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole du contrat de bail des locaux à usage commercial sis rue de la Fontaine la Banquière à Boirargues Lattes.

ARTICLE 3 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats PARME.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **01 MARS 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **01 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

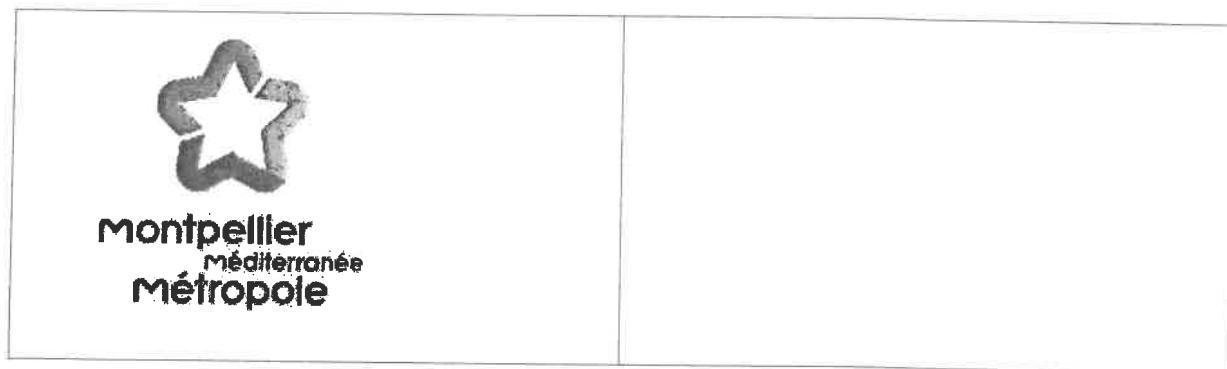
034 - 24 34 000 12 - 601 9 0101 - 78382 - AN

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **01 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°1700951-8 TA - Syndicat des
copropriétaires Résidence Saint
Christophe"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°D2017-211 du 14 mars 2017 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête en référé expertise n°1700951-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 1er mars 2017 par le syndicat des copropriétaires de la résidence Saint Christophe tendant à la désignation d'un expert consécutivement à d'importantes infiltrations constatées aux sous-sol de la copropriété.

ARTICLE 3 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats PARME.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **01 MARS 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **01 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

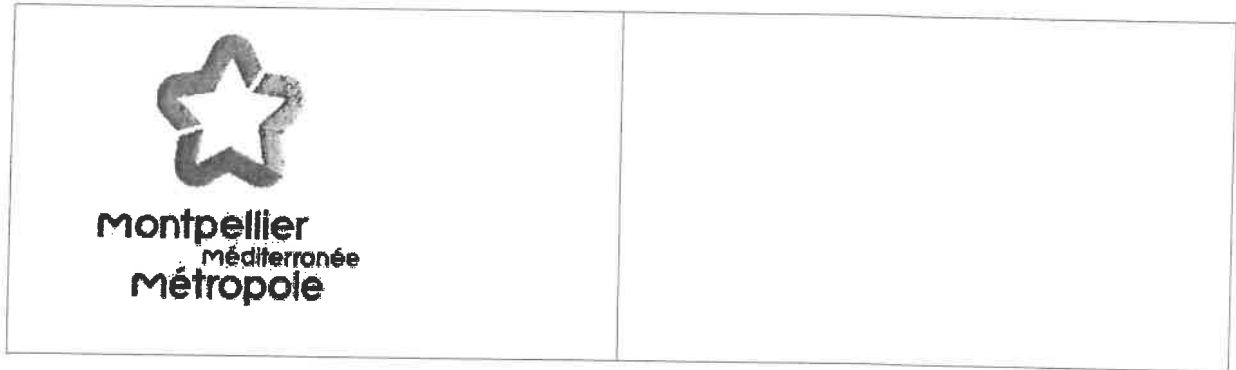
034-2434 sur 17 - 2019 01 01 - 78462-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **01 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice : TA Montpellier
- SARL d'une Ville à l'autre"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU les erreurs de conception lors de la rédaction du dossier de consultation des entreprises du marché de maîtrise d'œuvre n°2012-34 conclu entre la commune de Saint Jean de Védas et la SARL « d'une Ville à l'autre » puis transféré à Montpellier Méditerranée Métropole et relatif à la réfection et l'aménagement de voiries avenue Clémenceau et espaces publics attenants sis sur la commune de Saint Jean de Védas.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** que la décision n° MD2019-196 traitant de la même affaire comporte une erreur matérielle,

D E C I D E

ARTICLE 1 : la décision n°MD2019-196 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier contre la SARL « d'une Ville à l'autre ».

ARTICLE 3 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « PARME ».

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 01 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

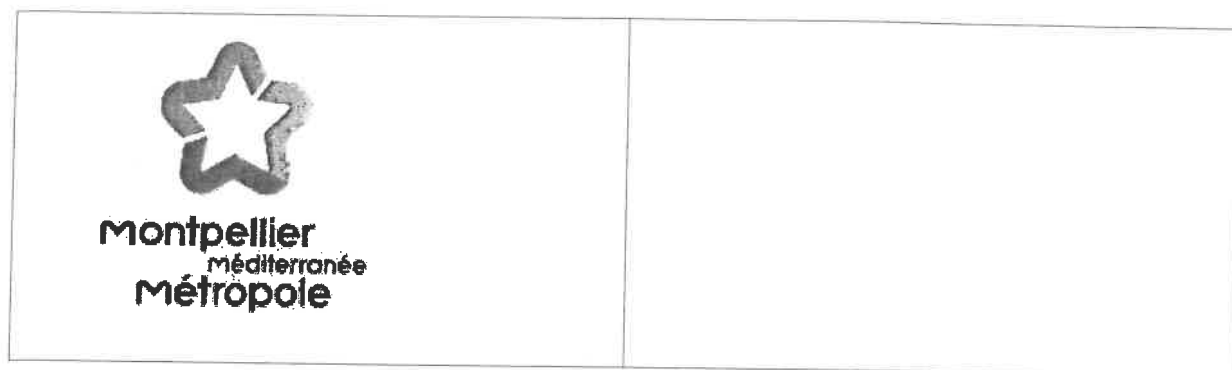
076-2436 2017-2019 0101-28463-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "SCI LES DEUX EAUX TGI"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence et, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°D2017-629 du 31 juillet 2017 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à la résiliation judiciaire du bail commercial d'un immeuble situé rue Fontaine de la Blanquière à Lattes propriété de Montpellier Méditerranée Métropole conclu au bénéfice de la SCI LES DEUX EAUX et ce, pour non-respect d'une clause résolutoire.

ARTICLE 3 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats PARME.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 01 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

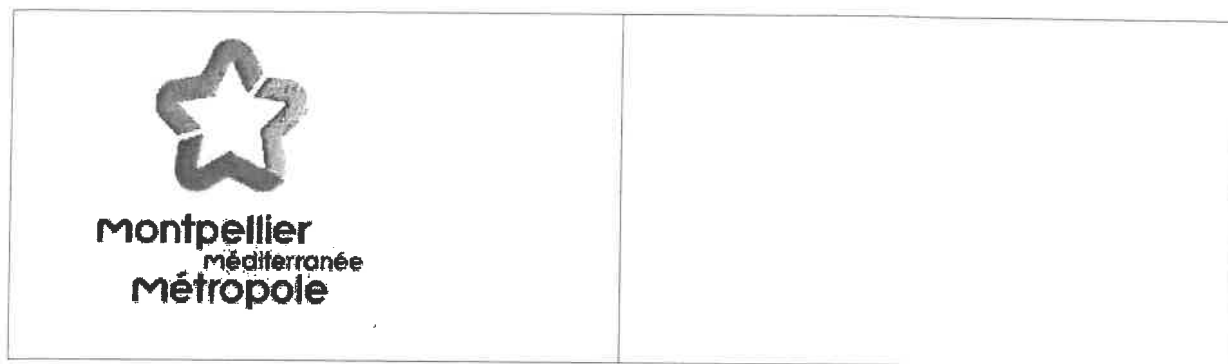
05-243000 A - 2019 01 01 - 78484 - AV

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "SAS
L'ESSENTIEL - VIT'HALLES"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°D2015-688 du 30 novembre 2015 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à la déclaration d'appel déposée par la SAS L'ESSENTIEL VIT'HALLES près la Cour d'Appel de Montpellier, contre le jugement du Tribunal des affaires de sécurité sociale de l'Hérault en date du 15 juillet 2015 fixant le montant du crédit en faveur de la société L'ESSENTIEL VIT'HALLES relatif au trop perçu au titre du versement transport.

ARTICLE 3 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats PARME.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 01 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

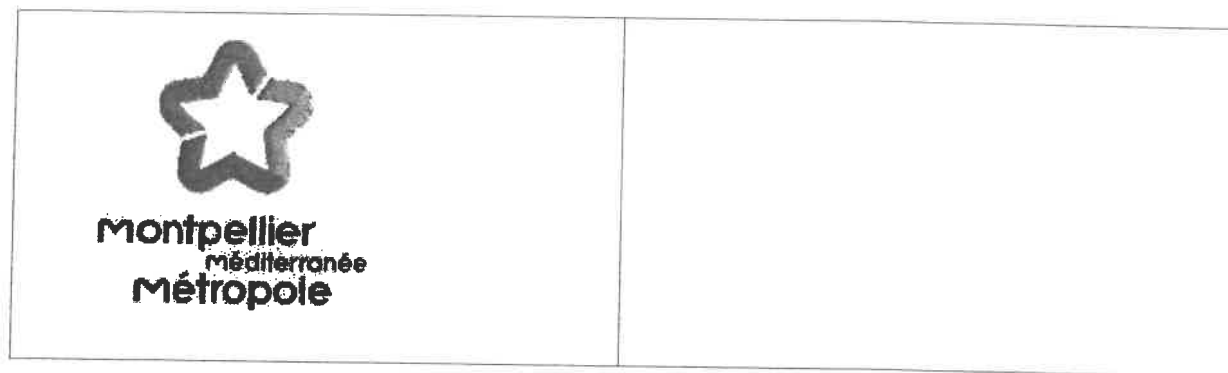
024 - 24340017 - 20190101 - 78541 - AV

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Gestion Multimodale des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**décision relative à un avenant n°1 au
marché 4932DM17 "Mise à niveau du
système de ventilation du tunnel de la
Comédie"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine « Transports et Mobilité » ;
- VU la décision n°MD2018-834 attribuant le marché n°4932DM17 « Mise à niveau du système de ventilation du tunnel de la Comédie ».

CONSIDÉRANT :

- Que le groupement d'entreprises groupement conjoint SPIE INDUSTRIES & TERTIAIRES / YVROUD est titulaire du marché n°4932DM17 « Mise à niveau du système de ventilation du tunnel de la Comédie », notifié le 03 janvier 2019.
- Que dans le cadre de la restructuration interne du groupe SPIE en France, une cession du fonds de commerce correspondant à l'activité Transport de la société SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE au profit de la société SPIE CITYNETWORKS est intervenue en date du 01 janvier 2019.
- Qu'il est donc nécessaire de céder le contrat du groupement d'entreprises SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE (mandataire) / YVROUD au groupement d'entreprises SPIE CITYNETWORKS (mandataire) / YVROUD.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4932DM17 « Mise à niveau du système de ventilation du tunnel de la Comédie ».

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer l'avenant au marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre Ruffin

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official stamp. The stamp contains the text "Montpellier Méditerranée Métropole" around the top and "Hérault" at the bottom, with a central emblem. The signature is written across the stamp and extends to the right.

Publiée le : **22 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

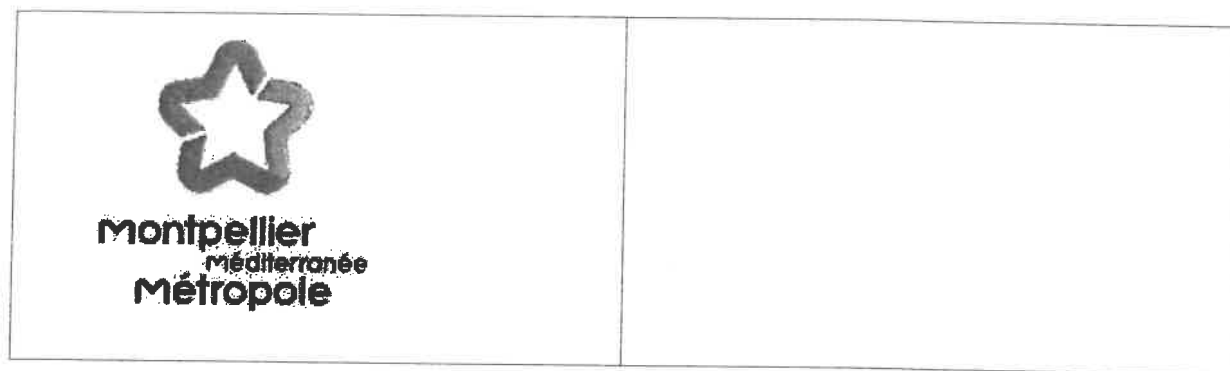
621 - 24 84 00 17 - 20 19 01 01 - 8587 - CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession d'un véhicule
de marque Peugeot Partner immatriculé
EX-204-YC techniquement réparable et
économiquement irréparable suite à un
sinistre

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule accidenté de marque Peugeot Partner immatriculé EX-204-YC,
- CONSIDERANT** que suite au rapport d'expertise du Cabinet Rey&Associés, sis 537 Chemin de Sablassou à Castelnau-le-Lez (34 170), le véhicule a été jugé techniquement réparable mais économiquement irréparable,

- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule techniquement réparable et économiquement irréparable,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède le véhicule de marque Peugeot Partner immatriculé EX-204-YC à la compagnie d'assurance La Sauvegarde sise 64 ES Avenue Kennedy, 59 000 Lille.

ARTICLE 2 : Le prix de cession, conforme au rapport d'expertise de Cabinet Rey&Associés s'élève à 14 250 euros TTC, après déduction d'une franchise de 150 euros.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 5 MARS 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **0 5 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

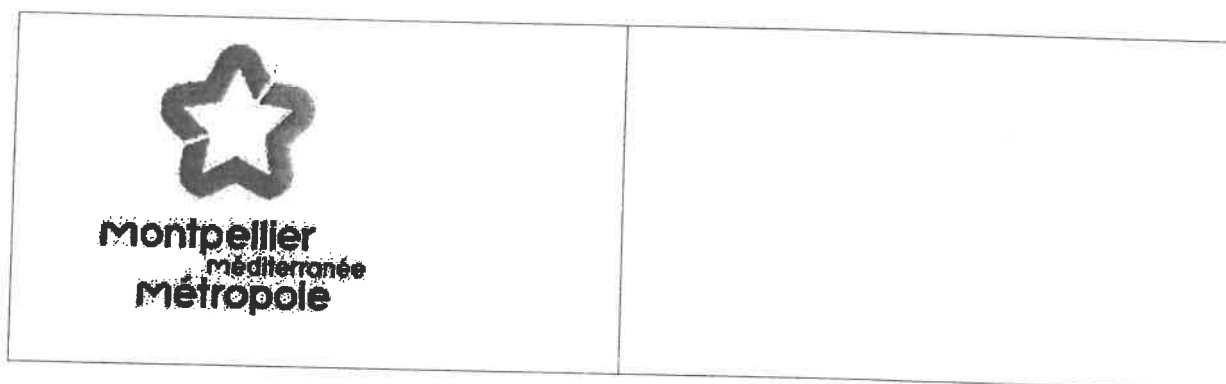
036 - 26 36 00017 - 20190101 - 79045 AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 5 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la désaffectation et au
déclassement des parcelles AM 593 et
AM 595 - Partie du chemin situé derrière
le cimetière de la commune
de Villeneuve-lès-Maguelone

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **CONSIDERANT** que les parcelles cadastrées AM 593 (427 m²) et AM 595 (795 m²), constituent une partie de l'ancien chemin communal situé derrière le cimetière à Villeneuve-lès-Maguelone,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public des parcelles cadastrées AM 593 (427 m²) et AM 595 (795 m²), avant de pouvoir les déclasser et les céder,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole conserve la propriété de l'emprise affectée à la circulation piétonne, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par ce chemin,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait des parcelles cadastrées AM 593 (427 m²) et AM 595 (795 m²), constituant une partie de l'ancien chemin communal situé derrière le cimetière à Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions de l'article L. 141-3 du code de la voirie routière, ces parcelles sont déclassées du domaine public, et intégrées au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 4 MARS 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **0 4 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

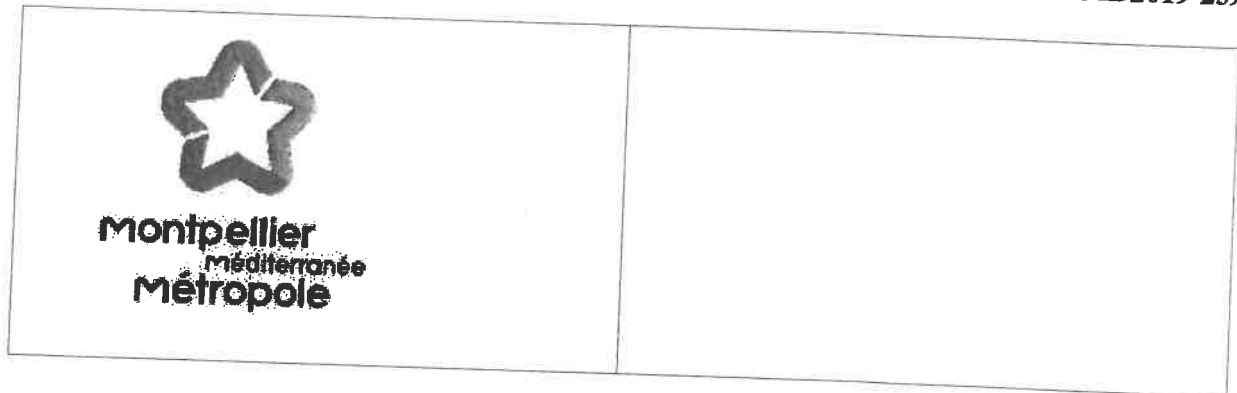
04-03-2019 10:10:10 - 79241-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 4 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "Copropriété du
1 rue Levat - Requête n°1804174-8TA"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°MD2018-791 du 5 septembre 2018 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête en référé expertise n°1804174-8, le 28 août 2018, près le Tribunal Administratif de Montpellier par la copropriété 1 rue Levat tendant à la désignation d'un expert afin de déterminer l'origine des désordres affectant la maçonnerie et les caves de l'immeuble situé au n°1 de la rue Levat à Montpellier.

ARTICLE 3 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocat PARME.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

04 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 04 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

074 2434 50017-2019 0101-79218-AU

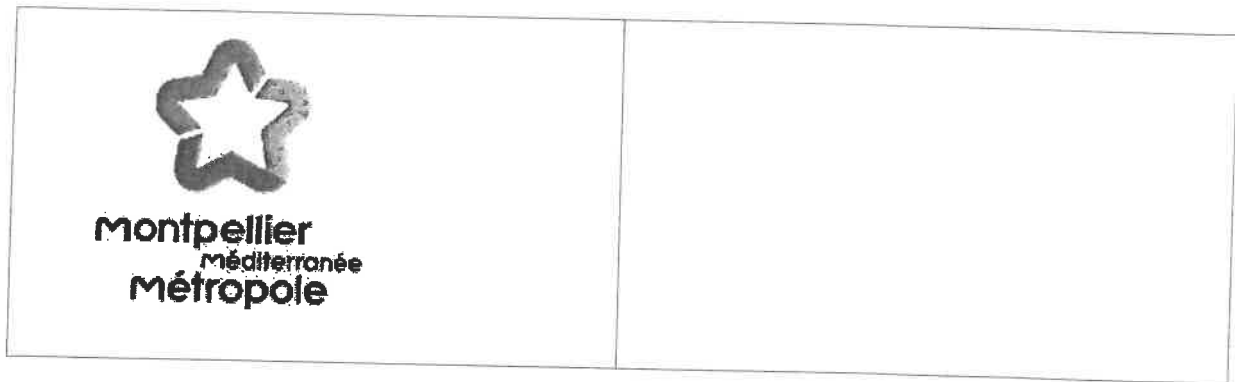
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

04 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la poursuite de la
procédure de transfert d'office dans le
domaine public métropolitain des parcelles
privées constitutives de voiries du groupe
d'habitations "Les Jardin de Pérols", rues
Georges Bizet et François Derosi -
Commune de Pérols**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les Articles L.318-3, R.318-7, R.318-10 et R.318-11,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles R 141-4 à 141-10,
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de Pérols n° 2015-01-29/3 en date du 29 janvier 2015 relative au recours à la procédure de transfert d'office des voies privées dans le domaine public communal du groupe d'habitation Les Jardins de Pérols Rues Georges Bizet et François Derosi ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole,

- VU l'arrêté n°MAR2019-0117 en date du 27 février 2019 portant ouverture d'une enquête publique relative au transfert d'office des parcelles privées constitutives de voiries du groupe d'habitations "Les Jardins de Pérols", rues Georges Bizet et François Derosi – Commune de Pérols - Autorisation,

- **CONSIDERANT** la nécessité de poursuivre la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles privées constitutives de voiries du groupe d'habitations "Les Jardins de Pérols", rues Georges Bizet et François Derosi, dans le domaine public métropolitain,

DECIDE

ARTICLE 1 : Conformément à l'article R 318-10 du code de l'Urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole émet un avis favorable sur le projet de transfert d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles privées cadastrées AO 530, AO 531, et une emprise à extraire de la parcelle cadastrée AO 2 constitutives de voiries du groupe d'habitations "Les Jardins de Pérols". Par conséquent, la procédure de transfert d'office est poursuivie.

ARTICLE 2 : Le dossier mis à l'enquête publique est approuvé.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

074 2474 0017 - 2019 0101 - 74437 - AU

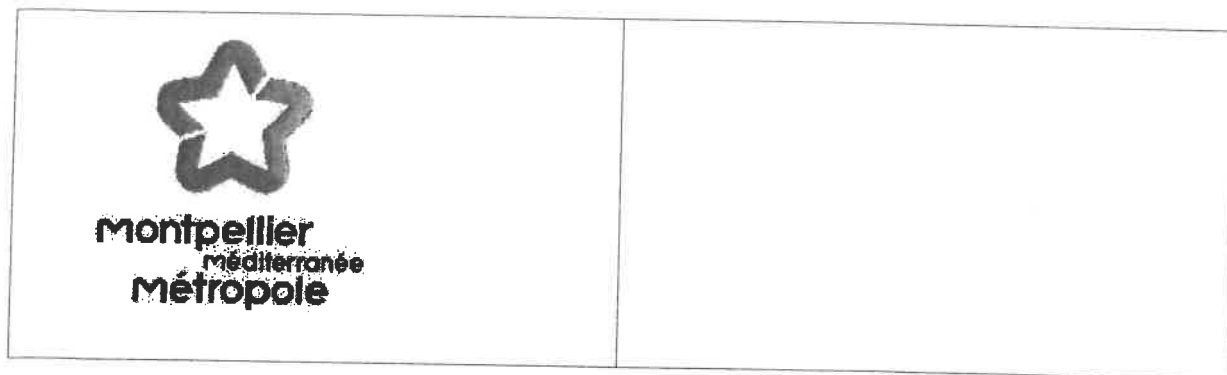
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

05 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un contrat de location
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la société Tageos - Locaux situés au 515
rue Alfred Nobel à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses missions de développement économique, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les entreprises en développement,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'une espace pouvant accueillir une activité de fabrication de composants électroniques,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un contrat de location est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société TAGEOS, dont le siège social est situé 515 rue Alfred Nobel à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le contrat est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa signature.

ARTICLE 3 : La location est consentie et acceptée moyennant un loyer mensuel de de 3 916,29 euros HT (T.V.A. au taux de 20% en vigueur en sus), soit un total 4 699,55 Euros TTC et hors charges par mois.

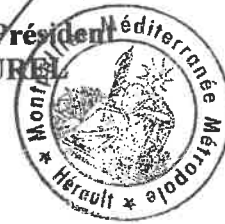
ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 MARS 2019

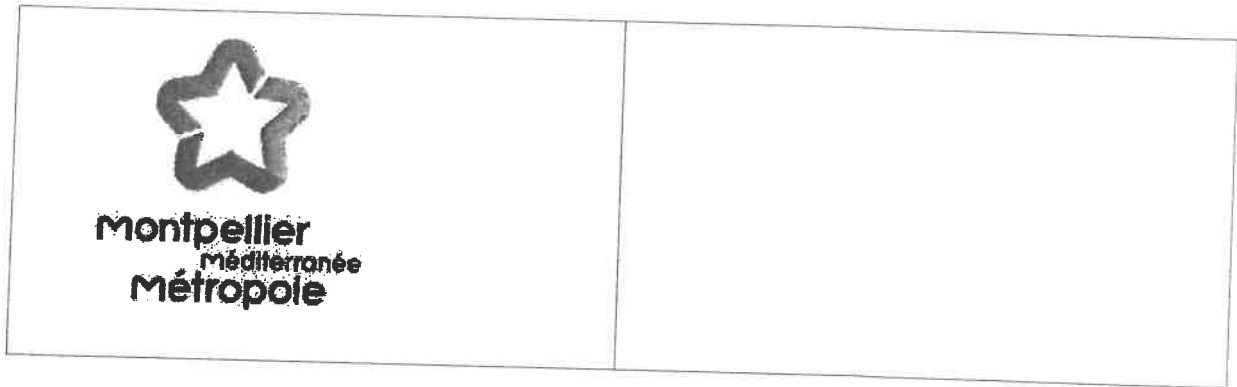
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024-24 34 000 17 - 20190101-79455-cc
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'estimer en justice "Procédure
d'expulsion TA - Aire de grand passage de
Lattes"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de gens du voyage occupant sans autorisation et après effraction l'aire de grand passage des gens du voyage situé sur la commune de Lattes.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « PARME Avocats ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

04 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 04 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

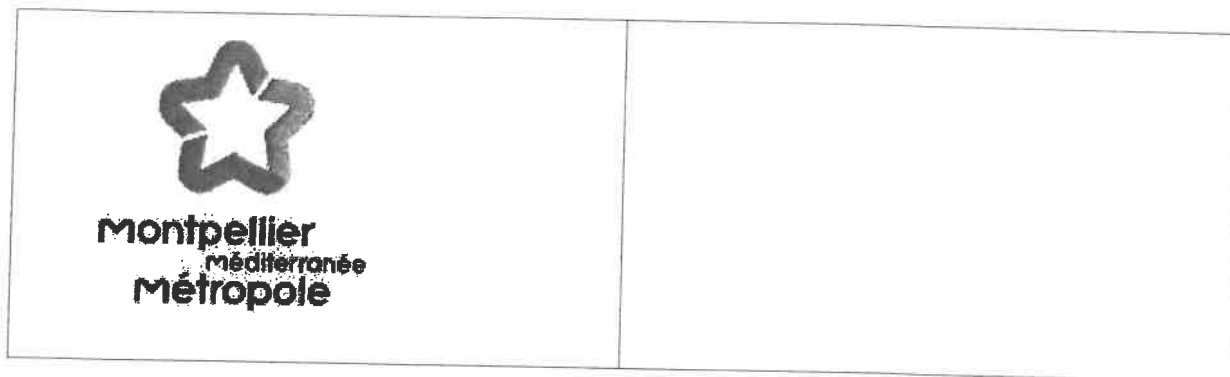
04-03-2019 - 20190101-79479-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché négocié
M9C0017VD sans mise en concurrence de
"Traitement complémentaire des
perméats"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public,

CONSIDERANT :

- ° qu'il est nécessaire d'assurer un traitement complémentaire des perméats via un système d'évaporation des dits perméats par utilisation de la chaleur issue de la combustion du biogaz

produits par les déchets stockés dans l'installation de stockage des déchets non dangereux (ISDnD) de Castries;

° que ces prestations ne peuvent être confiées qu'au titulaire du marché initial, la société Ovine, compte tenu :

- de raisons et contraintes techniques de réalisation en cohérence et en complément des prestations d'exploitation de l'actuelle station d'épuration conformément aux prescriptions de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire d'autorisation d'exploiter 2018- I-1384 en date du 04 décembre 2018 ;

- de la nécessité de disposer d'un acteur économique unique responsable de l'intégralité du traitement des effluents de l'ISDND mis en place par le lot n° 2 du marché d'exploitation.

° qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30.I.3° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché négocié sans mise en concurrence.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché négocié sans mise en concurrence de « Traitement complémentaire des perméats » à l'entreprise Ovine, 10, rue de Lorival, 59 113 SECLIN, pour un montant prévisionnel de 150 013, 62 euros HT soit 165 014, 98 euros TTC.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 MARS 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL



Publiée le : 28 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

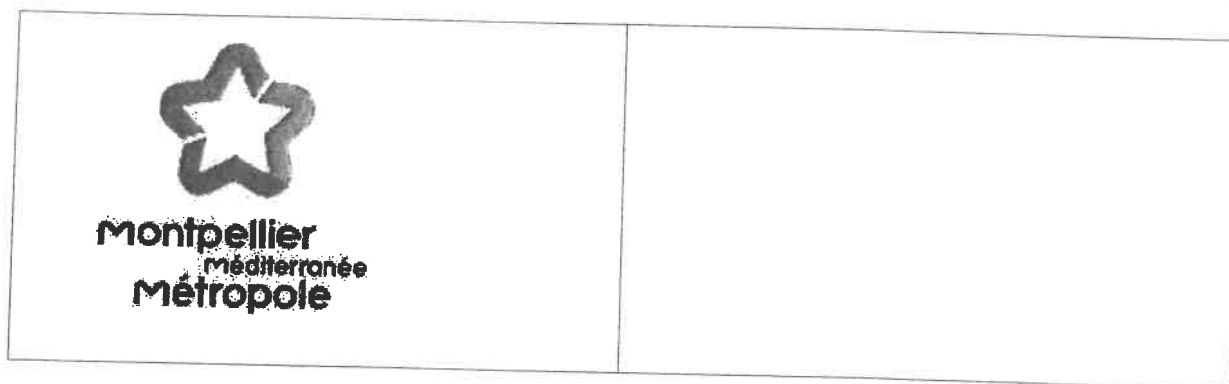
04/04/2019 17:00:01 - 79484 - AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester " Requête n°1804130-4TA
JACKY HARTMANN Tribunal
Administratif de Montpellier"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°1804130-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 24 août 2018 par Monsieur Jacky HARTMANN tendant à obtenir réparation pour préjudice subi suite à la chute d'une branche d'arbre sur le pilier du portail de son habitation sise à Clapiers le 28 février 2018.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1804130- près le Tribunal Administratif de Montpellier le 24 août 2018 par Monsieur Jacky HARTMANN.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la société d'avocats GIL-FOURRIER et CROS.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

04 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 04 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

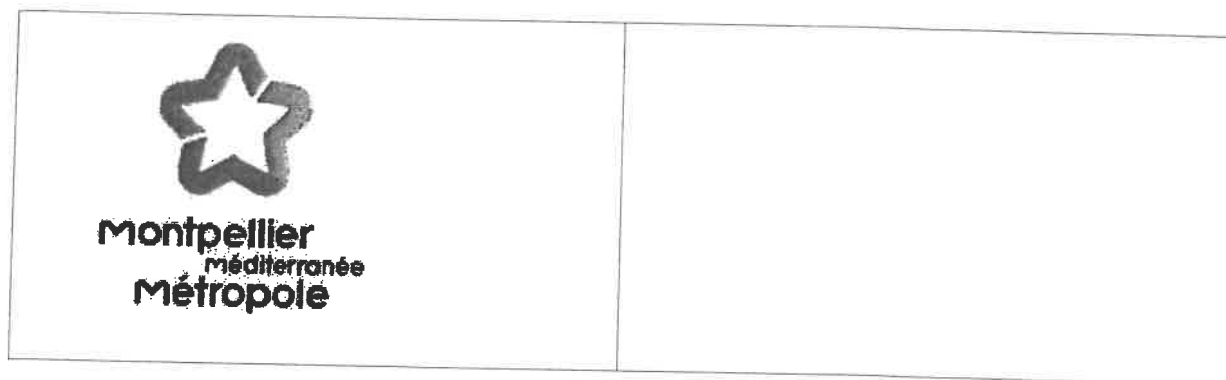
031-24 31 00 17-2019 0101-79500-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une donation de la
Fondation d'Entreprise du musée Fabre de
deux œuvres graphiques de Jacques André
Van der Burch, Voyage en Italie 12
esquisses et Chinoiserie

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre, représentée par Monsieur Max Ponceillé, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537, 34960 Montpellier Cedex 2, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole deux œuvres graphiques de Jacques André Van der Burch, *Voyage en Italie 12 esquisses*, d'une valeur de 1 764 € (mille sept-cent soixante-quatre euros) et *Chinoiserie* d'une valeur de 875 € (huit cent soixante-quinze euros),
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre, représentée par Monsieur Max Ponceillé, de deux œuvres graphiques de Jacques André Van Der Burch, *Voyage en Italie 12 esquisses* d'une valeur de 1 764 € (mille sept-cent soixante-quatre euros) et *Chinoiserie* d'une valeur de 875 € (huit cent soixante-quinze euros).

ARTICLE 2 : Ces deux œuvres graphiques seront conservées au sein des collections graphiques du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué, est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 MARS 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAURET



Publiée le : **20 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

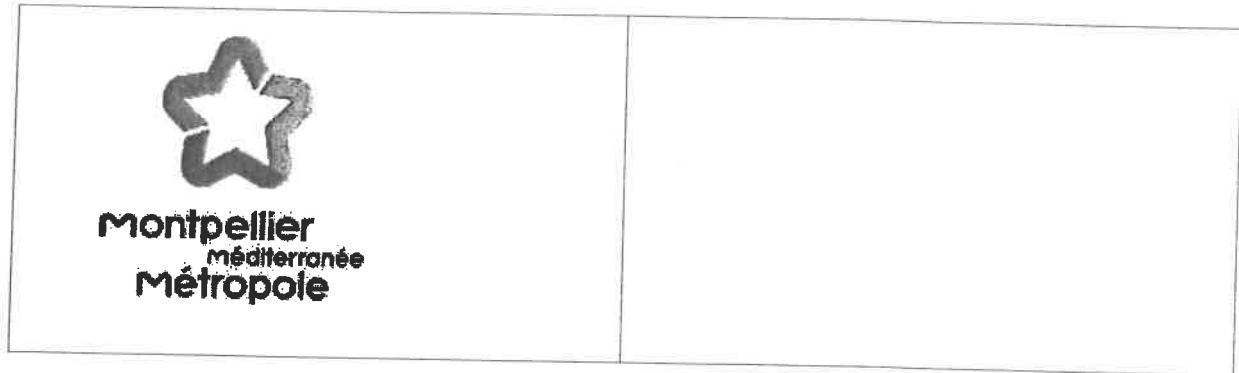
08m - du 8mars 17 - 60190101-79536- AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition d'une
parcelle cadastrée OC 224 Avenue Etienne
Méhul - Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaine, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération n° 15030 prise en conseil de Métropole en date du 27 novembre 2017 et la convention sur le Projet Urbain Partenarial signée le 15 janvier 2018 avec la société SEQUOIA permettant la cession d'une bande de terrain de 4 m environ à extraire de la parcelle cadastrée OC 37, située 2715 Avenue Etienne Méhul sur la commune de Montpellier, sous forme d'apport en nature valorisé à hauteur de 15 600 €,
- VU le nouveau découpage cadastral créant la parcelle OC 224 d'une superficie de 265 m² concernée par la mise à l'alignement de l'avenue Etienne Méhul à Montpellier au droit de l'opération immobilière,

- VU l'accord de la société UNITI HABITAT sur les modalités du transfert de propriété de la parcelle cadastrée OC 224 d'une superficie de 265 m² au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir une bande de terrain nouvellement cadastrée OC 224 de 265 m² en vue d'élargir la rue au droit de l'opération immobilière menée par la société UNITI HABITAT,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société UNITI HABITAT, la parcelle OC 224 d'une superficie de 265 m² située 2715 Avenue Etienne Méhul sur la commune de Montpellier, afin d'élargir la rue au droit de l'opération immobilière.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie pour un montant de 15 600 € converti en apport en nature conformément à la convention de projet urbain partenarial.

ARTICLE 3 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : L'acte de transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 MARS 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUBET



Publiée le : **19 MARS 2019**

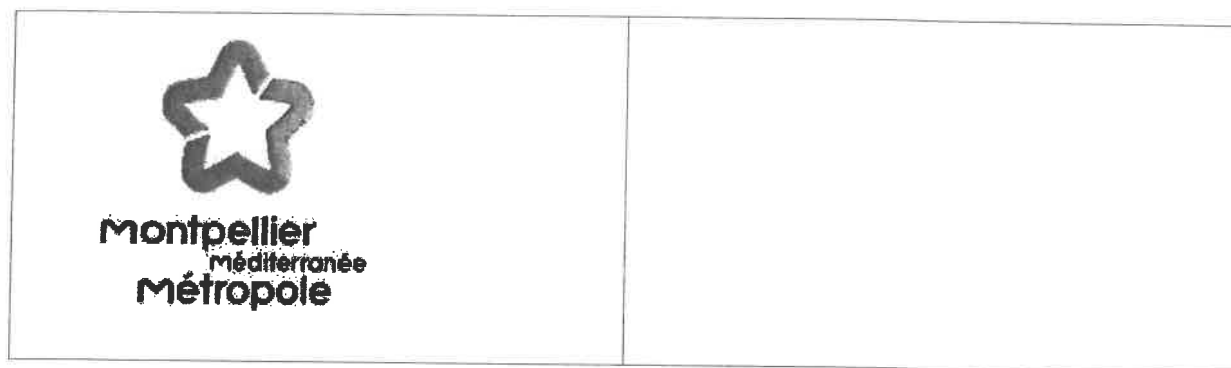
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

634-243460 A-2019 0101-79525-DE
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **19 MARS 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une donation de la
Fondation d'Entreprise du musée Fabre
d'une aquarelle de Georges-Antoine
Rochegrosse, Antipas observant une jeune
fille et sa suivante sur une terrasse**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre, représentée par Monsieur Max Ponceillé, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537, 34960 Montpellier Cedex 2, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une aquarelle de Georges-Antoine Rochegrosse, *Antipas observant une jeune fille et sa suivante sur une terrasse*, 26,5 x 18,5 cm, d'une valeur de 1 040 € (mille quarante euros).
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre, représentée par Monsieur Max Poneillé, d'une aquarelle de Georges-Antoine Rochegrosse, *Antipas observant une jeune fille et sa suivante sur une terrasse*, 26,5 x 18,5 cm, d'une valeur de 1 040 € (mille quarante euros).

ARTICLE 2 : Cette aquarelle sera conservée au sein des collections graphiques du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

20 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SUREL



Publiée le : 20 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

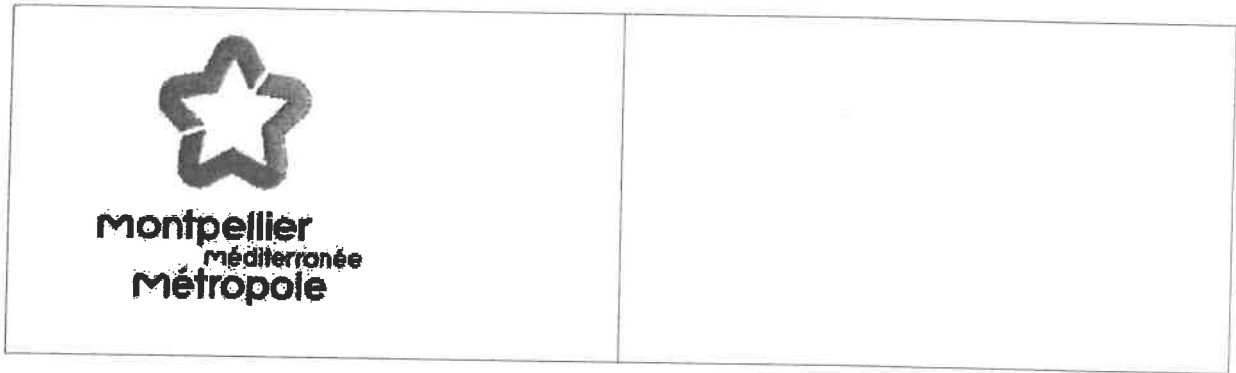
034 - In 2019 - 60 19 0101 - 79591 - AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 20 MARS 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'un bail
précaire entre Montpellier Méditerranée
Métropole et l'association Scouts et Guides
de France - Locaux Domaine de Viviers à
Jacou**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT** que l'association Scouts et Guides de France a demandé à bénéficier temporairement d'un espace de stockage de matériel lors des rassemblements organisés sur des terrains situés sur le Domaine de Viviers (34 830) et dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire,
- CONSIDERANT** que l'association Scouts et Guides de France est reconnue d'utilité publique, que son rayonnement sur le territoire de la Métropole est important, que les actions conduites

respectent l'intérêt métropolitain et que certains regroupements sont ouverts à d'autres associations de scoutisme,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail précaire avec l'association Scouts et Guides de France, sise Maison Diocésaine, Villa Maguelone, 31 ter avenue Saint-Lazare à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le bail concerne des locaux appartenant à la Métropole et situés Domaine de Viviers, sur la parcelle cadastrée AV 0003 à Jacou (34 830). La surface totale des locaux loués est d'environ 113m².

ARTICLE 3 : Le bail précaire prendra effet à sa signature et arrivera à terme le 31 décembre 2019.

ARTICLE 4 : L'association Scouts et Guides de France étant reconnue d'utilité publique, tenant compte des actions menées et du fait que les regroupements sont ouverts à d'autres associations de scoutisme, le bail précaire est consenti à titre gratuit.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le bail visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 08 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

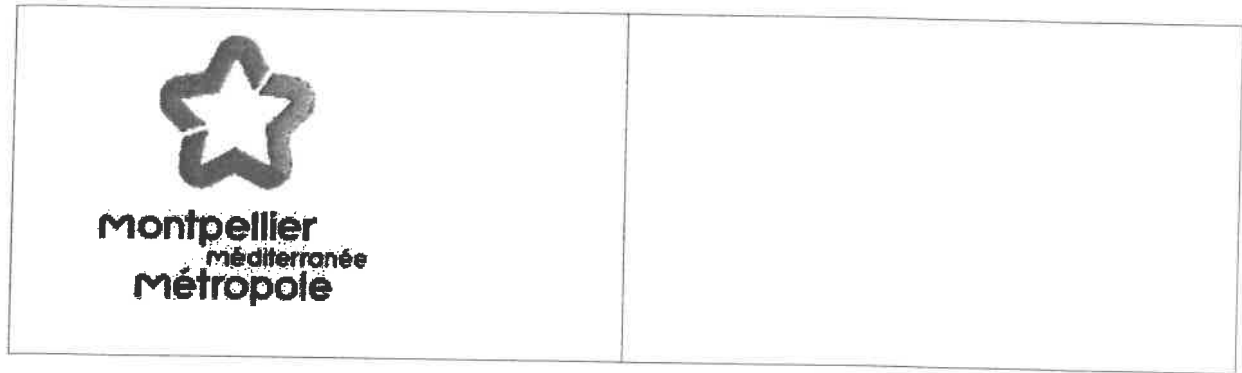
074-243400017-20190101-79602A-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une donation de la
Fondation d'Entreprise du musée Fabre
d'une sanguine d'Alexandre Cabanel,
Etude de femme debout

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre, représentée par Monsieur Max Ponceillé, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537, 34960 Montpellier Cedex 2, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une sanguine d'Alexandre Cabanel (Montpellier, 1823 - Paris, 1889), *Etude de femme debout*, 46 x 28 cm, d'une valeur de 2 860 € (deux mille huit cent soixante euros).
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre, représentée par Monsieur Max Ponceillé, d'une sanguine d'Alexandre Cabanel (Montpellier, 1823 - Paris, 1889), *Etude de femme debout*, 46 x 28 cm, d'une valeur de 2 860 € (deux mille huit cent soixante euros).

ARTICLE 2 : Cette œuvre graphique sera conservée au sein des collections graphiques du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué, est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

20 MARS 2019

Monsieur le Président

Philippe SANNEL



Publiée le : 20 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

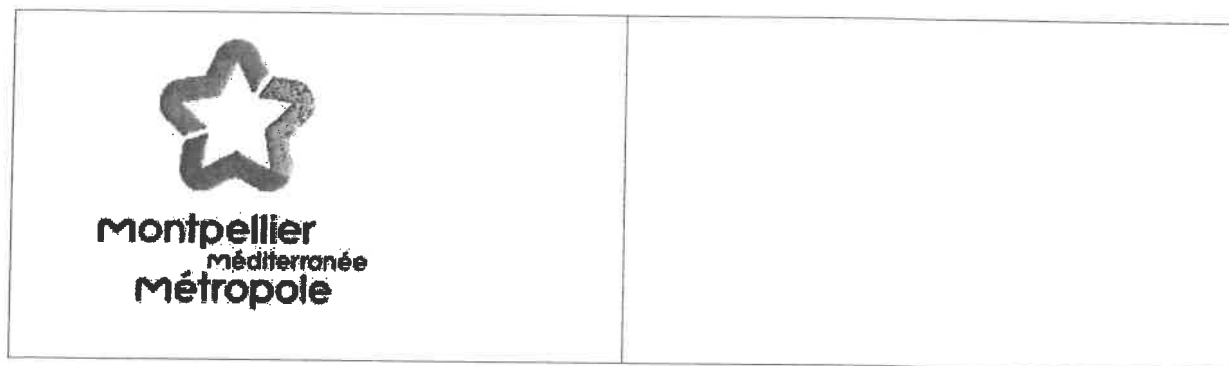
084-2434000 A 2019 0101-79596 - AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M9B0005DC de conception
scénographique et maîtrise d'œuvre des
travaux de muséographie de l'exposition
Vincent Bioulès au musée Fabre**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de conclure un marché de conception scénographique et maîtrise d'œuvre des travaux de muséographie pour l'exposition *Vincent Bioulès* organisée par le musée Fabre,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 8 mois,
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire : 40 %
 2. Valeur technique : 60 %
- qu'après analyse, le groupement conjoint Maud Martinot (163, avenue Jean Jaurès 75019 Paris) – Xavier Morlet (92, avenue Jean Jaurès 75019 Paris) présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9B0005DC de conception scénographique et maîtrise d'œuvre des travaux de muséographie de l'exposition *Vincent Bioulès* au musée Fabre au groupement conjoint Maud Martinot (163, avenue Jean Jaurès 75019 Paris) – Xavier Morlet (92, avenue Jean Jaurès 75019 Paris), pour un montant de 20 000 euros HT,

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : **20 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

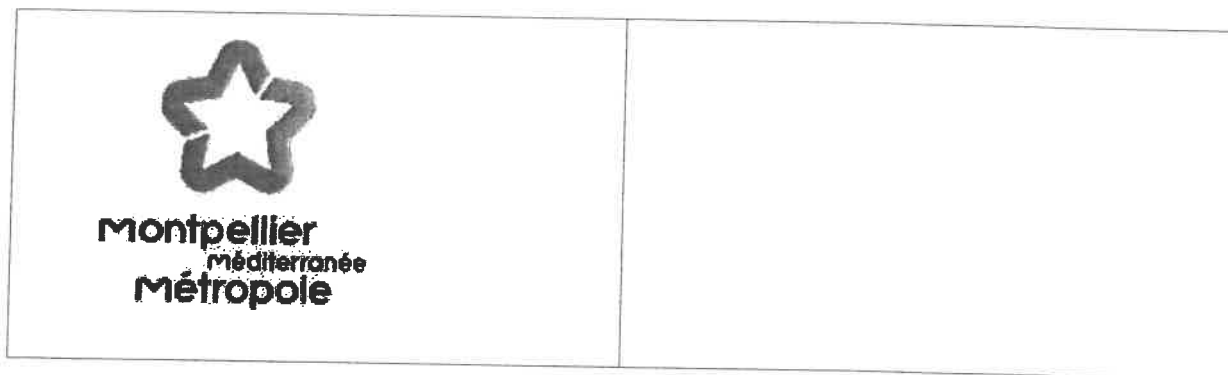
034-2019-17-2019 001 -79677-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
contrat de location entre Montpellier
Méditerranée Métropole et l'association
Montpellier Volley UC concernant un local
situé 345 route de Nîmes à Castelnau-le-
Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT** qu'il convient de signer un nouveau contrat de location avec le Montpellier Volley Université Club concernant un local situé au 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec le Montpellier Volley Université Club.

ARTICLE 2 : Le contrat concerne un local appartenant à la Montpellier Méditerranée Métropole et situé au 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez. La surface louée est de 76m² environ.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de 1 an à compter du 20 mars 2019.

ARTICLE 4 : La valeur locative annuelle de ce local est de 9120 euros HT et hors charges. Toutefois, le contrat est consenti et accepté moyennant un loyer minoré constitutif d'une subvention en nature d'un montant de 4120 euros. Le Montpellier Volley UC s'acquittera d'un loyer annuel de 5000 euros hors charges.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

08 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **08 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

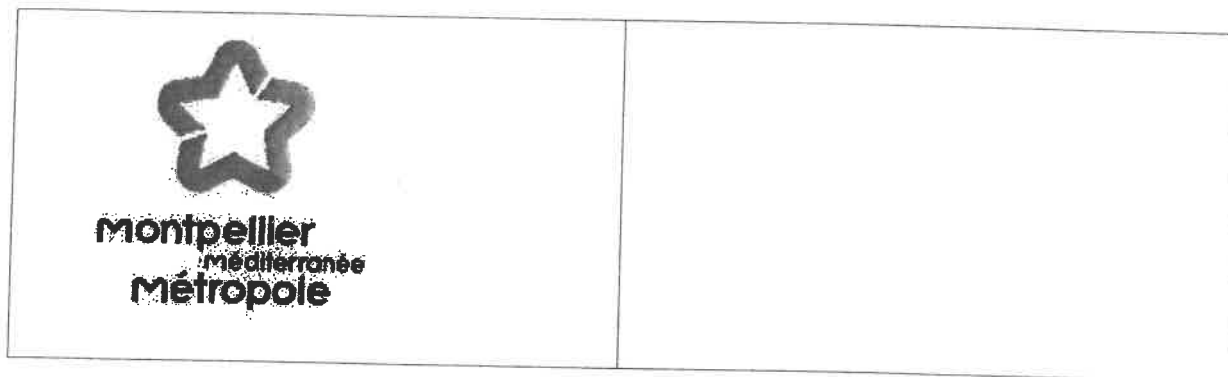
034 - 24 34 000 17 - 617 01 01 - 79683A - cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **08 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Syndicat des
copropriétaires rue du Faubourg du
Courreau" - Assignation TGI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à une assignation en justice en référé n°17/31935 près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier par le syndicat des copropriétaires tendant à la désignation d'un expert pour déterminer les causes de l'atteinte à la solidité de l'ouvrage et au risque d'effondrement de l'immeuble situé au 40-42 rue du Faubourg du Courreau à Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats PARME.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

14 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 14 MARS 2019

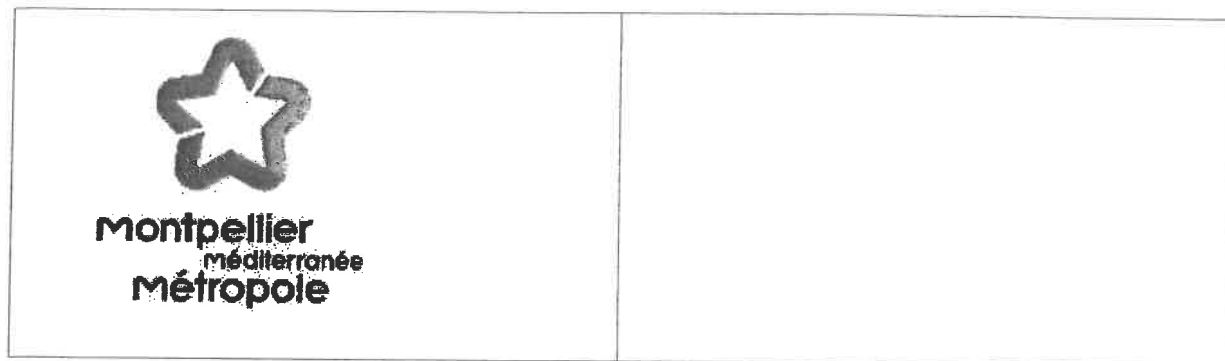
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

03u-2u3u00017-2019 0101-79791-AU
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux avenants de transfert
des marchés de la SARL UPEE7 à la SAS
CMEVE suite à la fusion-absorption**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la Voirie et l'Espace public, et de la mixité dans le parc de logement social public,
- VU les décisions ou délibération attribuant les marchés à l'entreprise UPEE7 ou actant le transfert de marchés suite au transfert de la compétence voirie des communes ou du Département de l'Hérault à la Métropole :
 - Délibération n°13210 attribuant le marché n°3948bisTV15
 - Décision D2017-716 attribuant le marché n°4632AT17 – Lot 2
 - Décision D2017-883 attribuant le marché n°4962AT17
 - Décision MD2018-142 attribuant le marché n°4929EP17 – Lot 3

Marché n°4611EP16 – Lot 4 transféré de la Ville de Montpellier
Décision MD2018-613 attribuant le marché n°5081AT18 – Lot 2
Marché n°4891AT17 transféré du Département de l'Hérault par décision D2017-522
Décision D2017-370 attribuant le marché n°4826AT17 – Lot 2.

Considérant :

- Que la SAS Compagnie Méditerranéenne d'Espaces Verts - Exploitation (CMEVE), par courrier daté du 8 janvier 2019, a fait part à Montpellier Méditerranée Métropole de l'entrée en vigueur au 1^{er} mars 2019 de la convention de fusion-absorption par la SAS CMEVE des sociétés UPEE7 et DLM Espaces verts, avec rétroactivité au 1^{er} octobre 2018 ;
- Qu'il convient d'acter cette fusion-absorption par la passation d'avenants de transfert de la SARL UPEE7 à la SAS CMEVE des marchés suivants :

3948bisTV15 Accord-cadre multi-attributaire relatif aux travaux d'entretien et d'aménagement d'espaces verts, sans montant minimum ni maximum, d'une durée allant de la notification jusqu'au 31/12/2016, reconductible trois fois par période successive d'un an, pour une durée de reconduction de 3 ans,

4632AT17 Travaux d'aménagement de l'avenue des Hauts de Fontcaude à Juvignac - Lot 2 Plantations – arrosage, à prix global et forfaitaire s'élevant à 45 907,20 € HT + PSE à 2 500, 00 € HT, pour une durée de 2 ans,

4962AT17 Aménagements paysagers RD145 Doublement Allée des platanes à Prades-le-Lez, à prix unitaire, dont le prix est estimé initialement à 44 416, 60 € HT et pour une durée de 37 mois et 2 semaines,

4929EP17 Aménagement de la rue du Faubourg Figuerolles dans le cadre du PRU Montpellier centre, à prix unitaire, dont le montant estimatif s'élève à 47 565, 50 € HT, pour une durée de 35 semaines,

4611EP16 Aménagement Espace public "Les Tritons" Phase 2 - Lot 4 Espaces verts, à prix unitaire, dont le montant initial est estimé à 13 200, 00 € HT, pour une durée de 7 mois,

5081AT18 Réaménagement de l'avenue des Hauts de Fontcaude à Juvignac - Lot 2 Plantations – arrosage, à prix global et forfaitaire s'élevant à 60 956, 85 € HT + PSE à 3000, 00 € HT, pour une durée de 14 mois,

4891AT17 RD65 Aménagement 2x2 voies de la section Lyre / Clapiers - Aménagement paysager, à prix unitaires, dont l'estimation initiale s'élève à 477 569, 40 € HT, pour une durée de 42 mois

4826AT17 RD610 Déviation de Castries - Lot 2 Aménagement paysager, à prix unitaires, dont l'estimation initiale s'élève à 196 191, 70 € HT, pour une durée de 48 mois.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants de transfert de la SARL UPEE7 à la SAS CMEVE des marchés n°3948bisTV15, 4632AT17 – Lot 2, 4962AT17, 4929EP17 – Lot 3, 4611EP16 – Lot 4, 5081AT18 – Lot 2, 4891AT17 et 4826AT17 – Lot 2.

ARTICLE 2 : Les avenants n'ont aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 MARS 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSSE



Publiée le : 19 MARS 2019

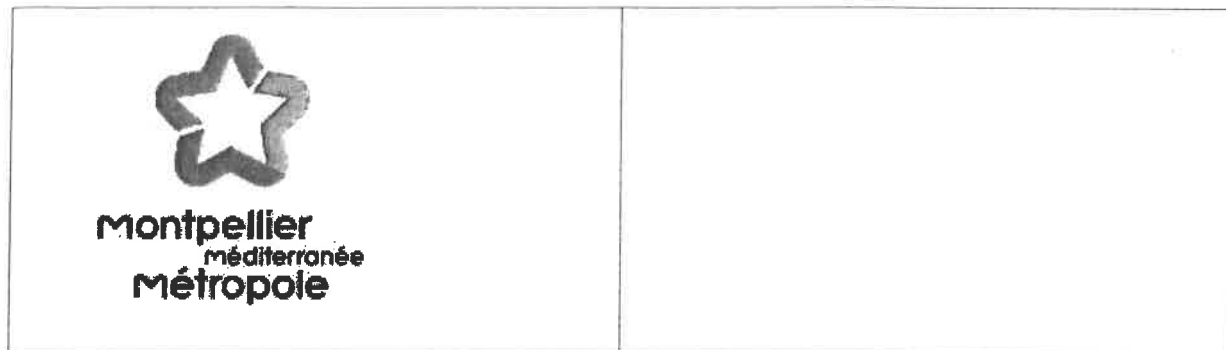
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 24 44 000 17 - 2019 01 01 - 79893 - CC
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché de travaux
pour l'aménagement du centre d'art
Montpellier Contemporain (MoCo) à
l'hôtel Montcalm - Commune de
Montpellier - Lot 16.2 Espaces verts**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine Culture,

- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du centre d'art Montpellier Contemporain (MoCo), dont la signature a été approuvée par délibération n° 13898 du 30 juin 2016

CONSIDERANT :

- que la réhabilitation de l'hôtel Moncalm en vue de l'ouverture du MoCo inclut l'aménagement du parc Roblès,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché de travaux à prix unitaires pour une durée de 14 mois,
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique (60%) et le prix (40%),
- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 5 mars 2019 a été informée du choix de l'entreprise Sud Espaces Verts (SEV), 9 rue de l'artisanat 11 100 Narbonne, qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de travaux pour la réhabilitation de l'hôtel Montcalm, « lot 16.2 Espaces verts » à l'entreprise Sud Espaces Verts, pour un montant de 35 051.00 euros HT.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : **20 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

031 - 24 84 000 17 - 2019 01 01 - 80120 - A

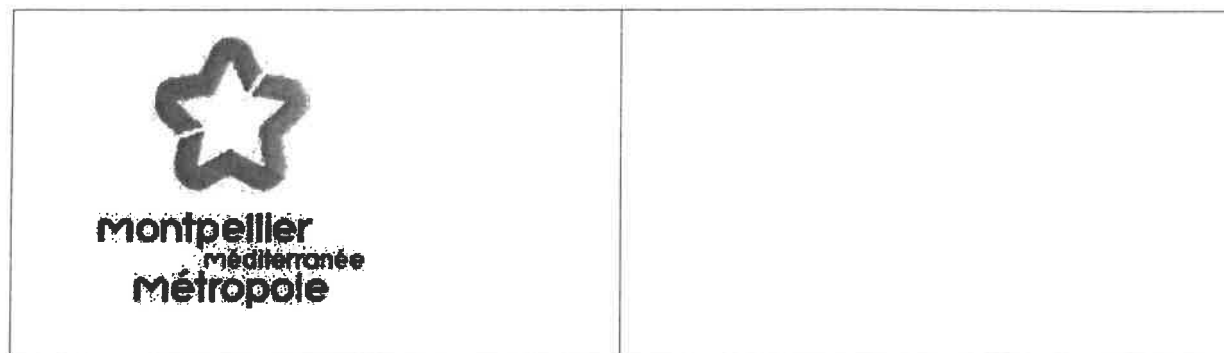
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture **20 MARS 2019**



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice
"FOURCADIER Etienne Requête
n°170652-TA"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°MD2018-089 du 25 janvier 2018 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1706152-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 29 décembre 2017 par Monsieur Etienne FOURCADIER tendant :

- à l'exécution des travaux de protection des propriétés riveraines du ruisseau le Rieucoulon contre les inondations prescrits par l'expert judiciaire dans son rapport déposé près le Tribunal Administratif de Montpellier dans le cadre du référé expertise n°1602462/1605140,
- à la condamnation conjointe et solidaire des communes de Montpellier et Lattes, Montpellier Méditerranée Métropole, le SYBLE et la société ASF à verser la somme de 24 706 euros correspondant au préjudice financier des époux FOURCADIER suite aux inondations des 23 et 24 août 2015.

- à la condamnation conjointe et solidaire des communes de Montpellier et Lattes, Montpellier Méditerranée Métropole, le SYBLE et la société ASF à verser la somme de 17 162,30 euros correspondant au coût de l'expertise.

ARTICLE 3 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats PARME.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUVAL



Publiée le : 14 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

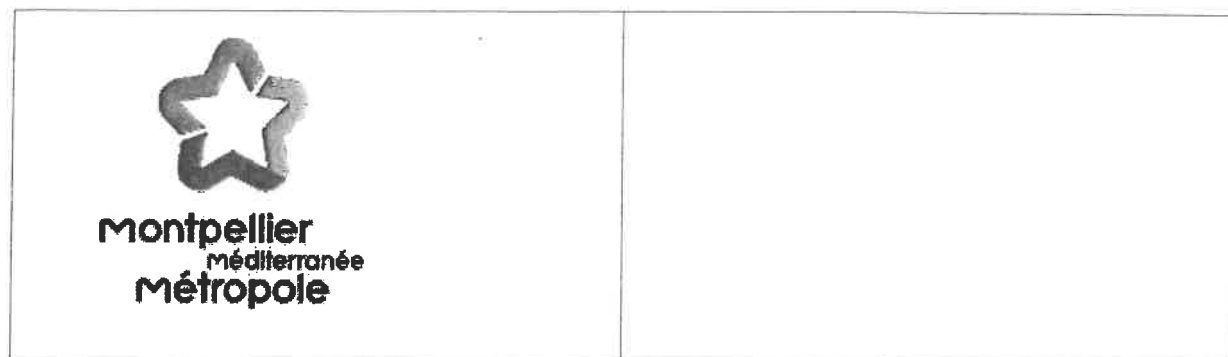
08u - 2u Nov 17 - 2019 0101 - 80188 - AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de mise
à disposition de locaux du Conservatoire à
Rayonnement Régional au bénéfice de
l'Association des Professeurs de Formation
Musicale**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- la demande effectuée par l'Association des Professeurs de Formation Musicale (APFM) auprès du Conservatoire à Rayonnement Régional, en vue de pouvoir disposer d'espaces adaptés pour l'organisation d'une journée pédagogique,
- que le programme de cette journée pédagogique sera axé sur les rythmes et percussions et la formation sera encadrée par le percussionniste Cristobal DIAZ,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention est conclue avec l'APFM pour la mise à disposition de locaux du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR), pour la journée pédagogique qui se déroulera le samedi 30 mars 2019, de 9h à 18h.

ARTICLE 2 : Le CRR s'engage à mettre à disposition de l'APFM, à titre gracieux, les locaux du site de Candolle, 3 rue de Candolle, Montpellier, sous la responsabilité de la présidente de l'Association, Madame Chantal BOULAY.

ARTICLE 3 : L'association APFM s'engage à prendre en charge la rémunération de l'intervenant et à prendre en charge tous les besoins techniques.

ARTICLE 4 : La convention de mise à disposition gracieuse prendra fin le samedi 30 mars 2019 à 18h.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

2 8 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **2 8 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

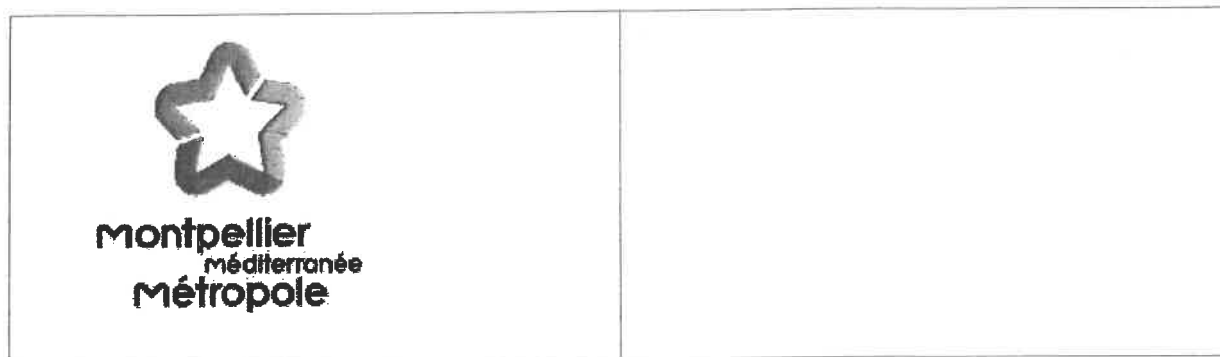
026-26200017-20190101-80196-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **2 8 MARS 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de mise
à disposition de locaux du Conservatoire à
Rayonnement Régional au bénéfice de
l'association "Champ libre" dans le cadre
du Festival "Architectures Vives 2019"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT la demande de mise à disposition de locaux de l'association « Champ Libre » auprès du Conservatoire à Rayonnement Régional, en vue de pouvoir disposer d'espaces permettant aux jeunes architectes participant au Festival des Architectures Vives d'exposer leurs travaux dans les cours intérieures des hôtels particuliers de la ville de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention est établie entre l'association « Champ Libre » et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole afin de mettre à disposition des jeunes architectes participant au Festival des Architectures Vives la cour intérieure du site de Sainte Anne, sis 14 rue Eugène Lisbonne à Montpellier, pour l'installation d'une création éphémère.

ARTICLE 2 : La mise à disposition de la cour du site Sainte Anne est consentie à titre gracieux du mercredi 5 juin au lundi 17 Juin 2019. Ces dates comprennent le montage, la durée de l'exposition et le démontage de la création.

ARTICLE 3 : L'exposition aura lieu en présence des jeunes architectes et sous la responsabilité de la présidente de l'association « Champ Libre », sur le site et aux dates précités. Le public aura accès au site du 11 au 16 juin 2019. Une visite de presse sera organisée le 11 juin.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 MARS 2019

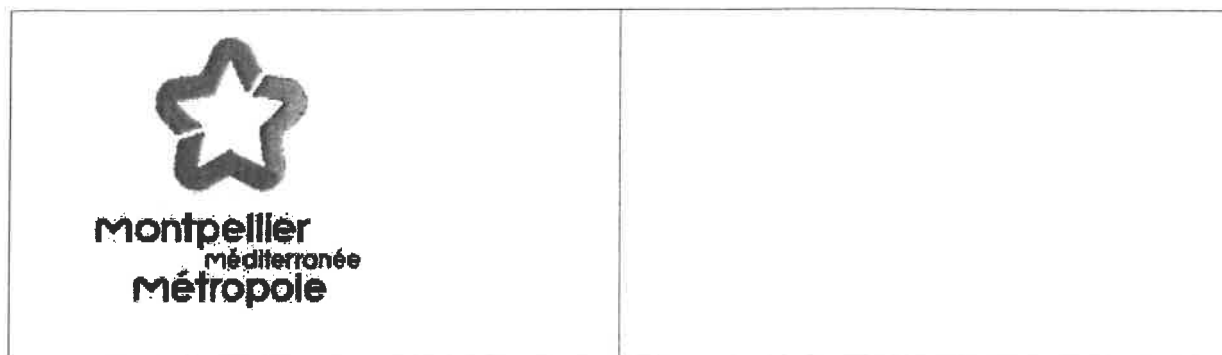
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

02u-2u3u0017-2u19010280232-cc
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'attribution d'une
mission géotechnique pour la réalisation
d'un réseau d'aires d'accueil des gens du
voyage sur le territoire de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans le domaine de la cohésion sociale, la politique de la Ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, aux aires d'accueil des Gens du voyage, la gestion des temps, l'accessibilité, l'autonomie et du handicap,

- VU la convention de mandat d'études en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M, relative à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole.

CONSIDERANT :

- Qu'il y a lieu dans le cadre de la mise en œuvre d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole de Montpellier, d'attribuer une mission Géotechnique ;
- Qu'une procédure d'accord-cadre a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'une procédure adaptée ouverte sans négociation ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% pour la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations ;
- Qu'après analyse, l'entreprise EGSA BTP située sur le Parc d'activités Clément Ader au 19 rue Louis Breguet à 34830 JACOU, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord cadre mono-attributaire à l'entreprise EGSA BTP pour un montant de commande maximum de 85 000 euros HT.
Le marché prendra effet à compter de la date fixée par l'ordre de service.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MARS 2019**

Madame la Vice-Présidente
Annie YAGUE



Publiée le : 22 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084 - 24 24 00 17 - 2 19 01 01 - 80 311 - CC

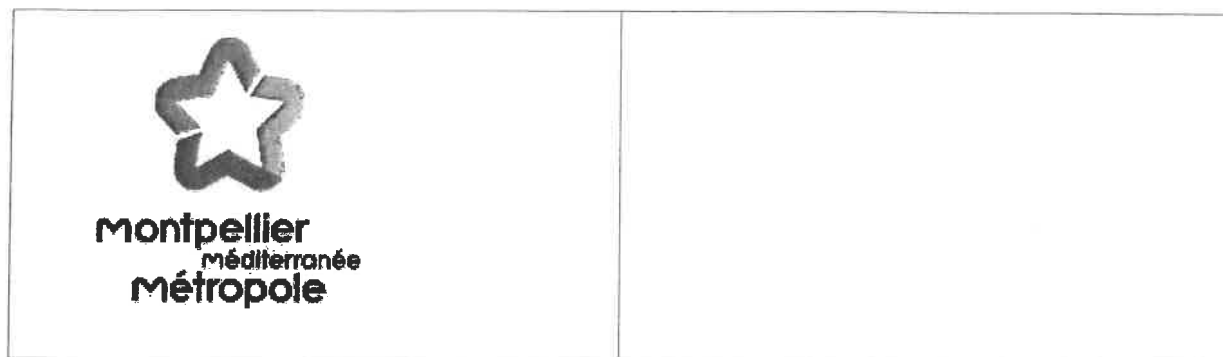
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

22 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de mise
à disposition de locaux du Conservatoire à
Rayonnement Régional au bénéfice de
l'Atelier Régional des Pratiques Amateurs
(ARPA)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- la demande effectuée par l'Atelier Régional des Pratiques musicales Amateurs (ARPA) auprès du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR), en vue de pouvoir disposer d'espaces adaptés pour l'organisation de la journée mondiale de la Voix,
- que cette journée a pour objet la prévention vocale, le lien corps/voix et l'encadrement vocal des jeunes voix et qu'elle se déroulera en présence d'orthophonistes, de médecins et de chercheurs,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention est conclue avec l'ARPA pour la mise à disposition par le CRR de locaux permettant l'organisation et le bon déroulement de la journée mondiale de la Voix, le dimanche 14 avril 2019, de 9h à 17h.

ARTICLE 2 : Le CRR s'engage à mettre à disposition de l'ARPA, à titre gracieux, les locaux du site de Candolle, 3 rue de Candolle, à Montpellier, sous la responsabilité du directeur de l'ARPA, Monsieur Jean-Louis COMORETTO.

ARTICLE 3 : L'ARPA prendra en charge l'organisation et la rémunération éventuelle des intervenants. Le CRR assurera l'accueil des participants et la sécurité du site.

ARTICLE 4 : La convention de mise à disposition gracieuse prendra fin le dimanche 14 avril à 17h.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MARS 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUER



Publiée le : **28 MARS 2019**

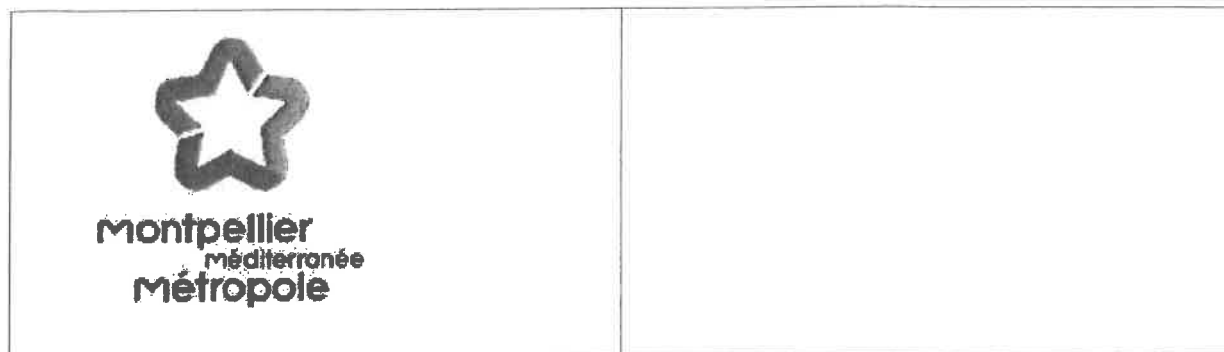
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024 24 34 000 17-2019 0101-80647-Ce
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **28 MARS 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°M9B0027DS
de prestation de services en conseil
phytosanitaire sur les aires de jeu du Stade
de la Mosson "Mondial 98" et du GGL
Stadium de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en tant que Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives »,
- VU le rapport d'analyse des offres du 11 mars 2019,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole rencontre depuis plusieurs mois des problèmes phytosanitaires sur les aires de jeu du stade de la Mosson « Mondial 98 » et du GGL Stadium, liés au développement d'une activité pathogène de type *pyricularia*, maladie fongique qui atteint les surfaces engazonnées,
- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'analyser les situations et de fournir des solutions phytosanitaires pour les aires de jeu du Stade de la Mosson « Mondial 98 » et du GGL Stadium,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire à procédure adaptée pour une durée de trois ans,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - la valeur technique, au regard des réponses apportées pour chaque mission détaillée au C.C.T.P. (60%),
 - le prix des prestations, au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire (40%),
- qu'après analyse, le Centre International en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), sis 42, rue Scheffer à Paris (75116), présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M9B0027DS « prestation de services en conseil phytosanitaire sur les aires de jeu du Stade de la Mosson « Mondial 98 » et du « GGL Stadium » au C.I.R.A.D., pour un montant de 59 200,00 € H.T. pour une durée de trois ans (toutes reconductions confondues).

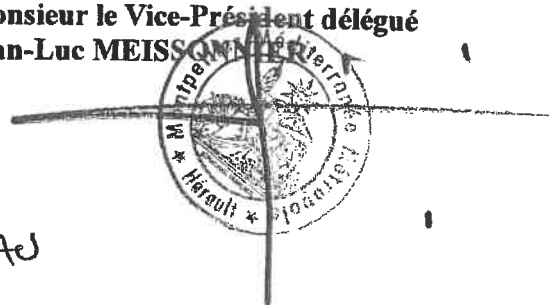
ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **2 2 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER



Publiée le : **2 5 MARS 2019**

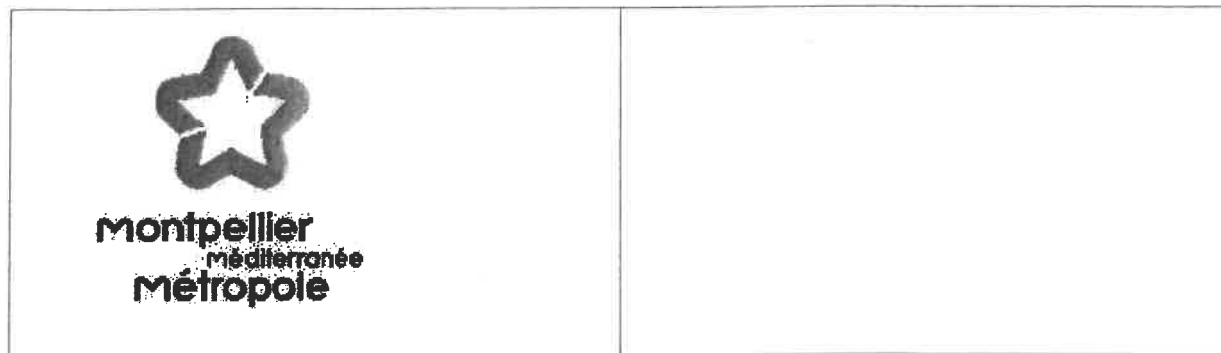
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084 2484 0017 - 20190101-8824 AJ
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **2 5 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un contrat de prêt
d'œuvres avec la société Ubisoft pour
l'organisation d'une exposition à la
médiathèque F. Fellini dans le cadre de la
manifestation "La Métropole en jeux"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

CONSIDERANT :

- que, dans le cadre de son temps fort intitulé « La Métropole en Jeux », qui se tiendra dans le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole et dans les établissements communaux partenaires, du 30 mars au 14 avril 2019, la médiathèque centrale Federico Fellini exposera des œuvres créées dans le cadre du jeu « Soldats inconnus : Mémoires de la Grande Guerre » produit par le studio Ubisoft Montpellier.
- que le prêt des œuvres concernées nécessite la conclusion d'un contrat avec la société Ubisoft.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de prêt d'œuvres est conclu avec la société Ubisoft pour le prêt des œuvres qui feront l'objet d'une exposition présentée à la médiathèque centrale F. Fellini dans le cadre de la manifestation « La Métropole en Jeux », du samedi 30 mars 2019 au 14 avril 2019.

ARTICLE 2 : Le contrat prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties et prend fin au terme de l'exposition, soit le dimanche 14 avril 2019, sauf prolongation du prêt formalisée par avenant au présent contrat.

ARTICLE 3 : Le prêt des œuvres concernées est consenti à titre gracieux.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 15 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

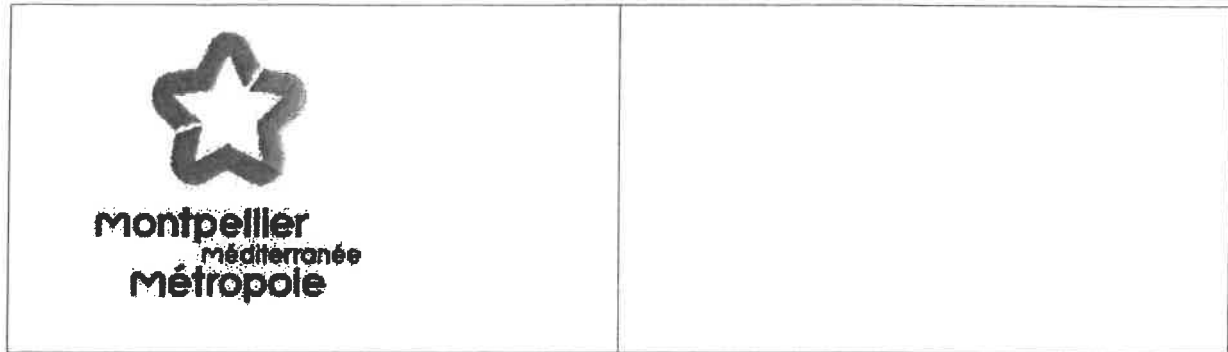
034-26340017-20190101-80765-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'un ancien chemin Lieudit
Lignères Futur quartier Georges Bizet
Commune de Baillargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine.

CONSIDERANT que l'ancien chemin situé lieudit Lignères à Baillargues dans le futur quartier Georges Bizet n'est pas affecté à l'usage public,

CONSIDERANT la nécessité de constater la désaffectation du domaine public de l'ancien chemin d'une superficie de 1052 m² situé lieudit Lignères à Baillargues, dans le futur quartier Georges Bizet avant de pouvoir prononcer son déclassement du domaine public,

CONSIDERANT que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait de l'ancien chemin d'une superficie de 1052 m² situé lieudit Lignères à Baillargues dans le futur quartier Georges Bizet.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public de l'ancien chemin situé lieudit Lignères à Baillargues dans le futur quartier Georges Bizet, et intègre cette emprise de 1052 m² dans son domaine privé.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 MARS 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAURET



Publiée le : **19 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

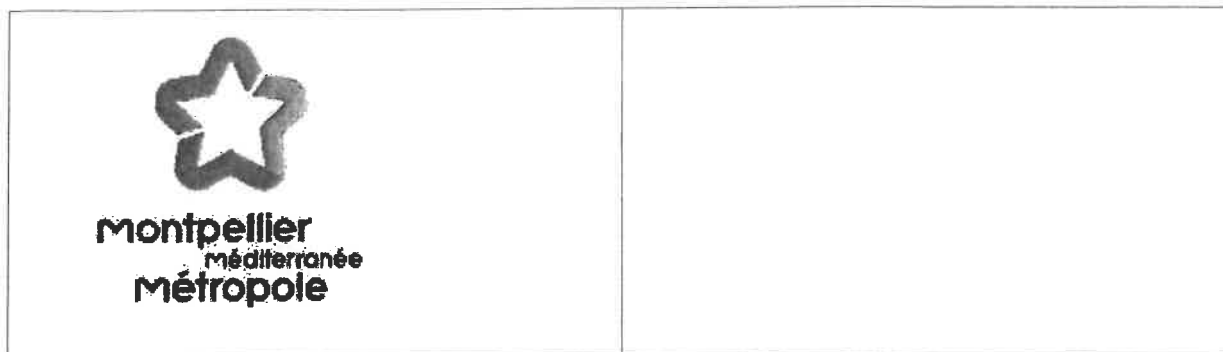
024 - 24 Mars 17 - 2019 0101-80807-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
M8C5245VD d'Assistance à maîtrise
d'ouvrage du suivi technique et financier
du contrat de délégation de service public
d'exploitation de l'unité de méthanisation
Ametyst**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté 2017/190 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public,

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché d'« Assistance à maîtrise d'ouvrage du suivi technique et financier du contrat de délégation de service public d'exploitation de l'unité de méthanisation Amétyst »,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande ayant un maximum annuel de 40 000 € H.T en application de l'article 78 du décret susvisé. Cet accord cadre est passé pour une durée de 3 ans à compter de sa notification,
- les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40%) et la valeur technique au regard du mémoire technique (60%),
- qu'après analyse, l'entreprise SETEC Environnement Energie, 42/52 Quai de la Rapée, CS 71230, 75583 Paris cedex 12, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché M8C5245VD d'Assistance à maîtrise d'ouvrage du suivi technique et financier du contrat de délégation de service public d'exploitation de l'unité de méthanisation Amétyst à l'entreprise SETEC Environnement Energie, pour un montant de 40 000 € H.T maximum par an.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MARS 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : **25 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

074 - 24 800 17 - 2019 01 01 - 80705 cc

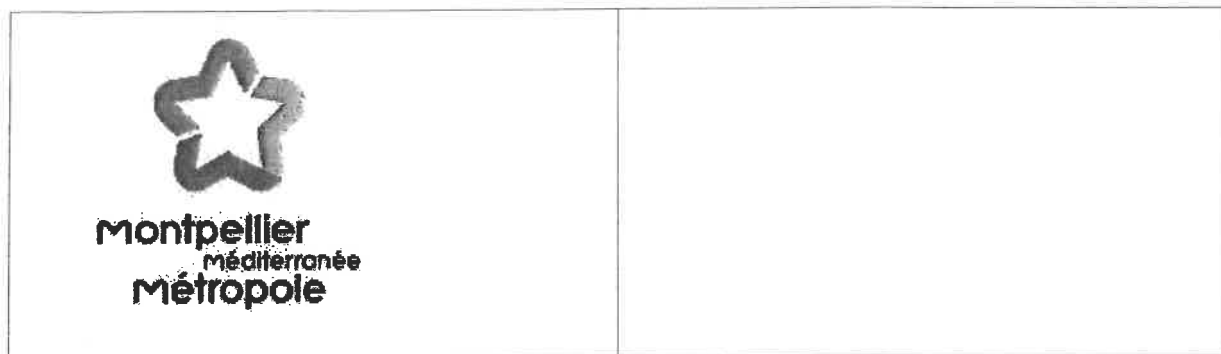
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 MARS 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de mise
à disposition de locaux de l'antenne de
Cournonterral du Conservatoire à
Rayonnement Régional au bénéfice de
l'association Choriolis**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- que le Conservatoire à Rayonnement Régional a été sollicité par l'Association Choriolis en vue de la mise à disposition d'un espace adapté pour le déroulement d'un stage de musique d'ensemble dirigé par Monsieur Philippe Henry et ouvert à tous les musiciens qui souhaitent travailler sur les musiques du monde et notamment méditerranéennes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention est conclue avec l'association Choriolis pour la mise à disposition par le Conservatoire à Rayonnement Régional de ses locaux situés à Courmonterral.

ARTICLE 2 : La mise à disposition est consentie, à titre gracieux, aux dates suivantes :

- Les 16 mars et 17 mars 2019 au matin,
- Les 27 et 28 Avril 2019,
- Du 15 au 21 juillet 2019.

ARTICLE 3 : L'association CHORIOLIS s'engage à respecter le règlement applicable dans les locaux précités et à les remettre en état après chaque répétition pour permettre leur occupation par d'autres utilisateurs dans des conditions optimales.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer la convention, visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SANNEL



Publiée le : 20 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

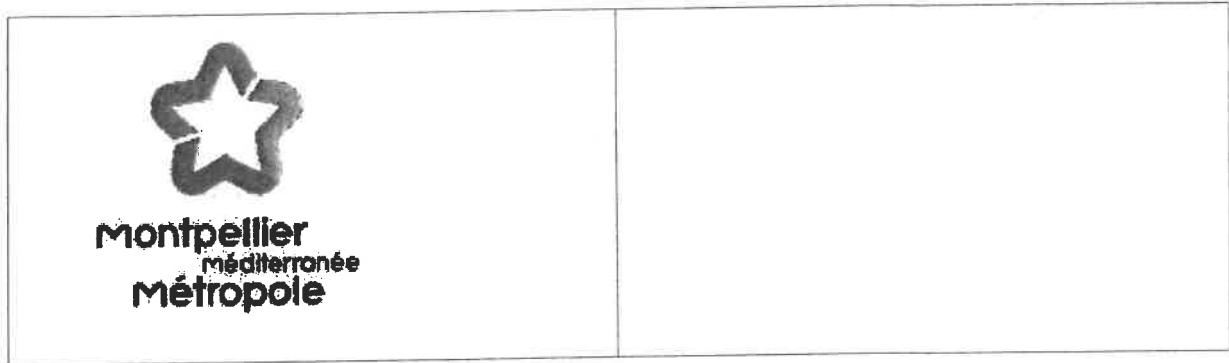
074 - 24 du 000 A - 2019 01 01 - 81133 - CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 20 MARS 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°19MA01085 CAA - Association Lattes
Environnement et Paysages"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°19MA01085 déposée le 7 mars 2019 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par l'Association Lattes Environnement et Paysages contre le jugement du Tribunal Administratif n°1700585 du 26 décembre 2018 refusant d'annuler la délibération n°14208 du 24 novembre 2016 par laquelle le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lattes.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°19MA01085 le 7 mars 2019 par l'Association Lattes Environnement et Paysages.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

19 MARS 2019

Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

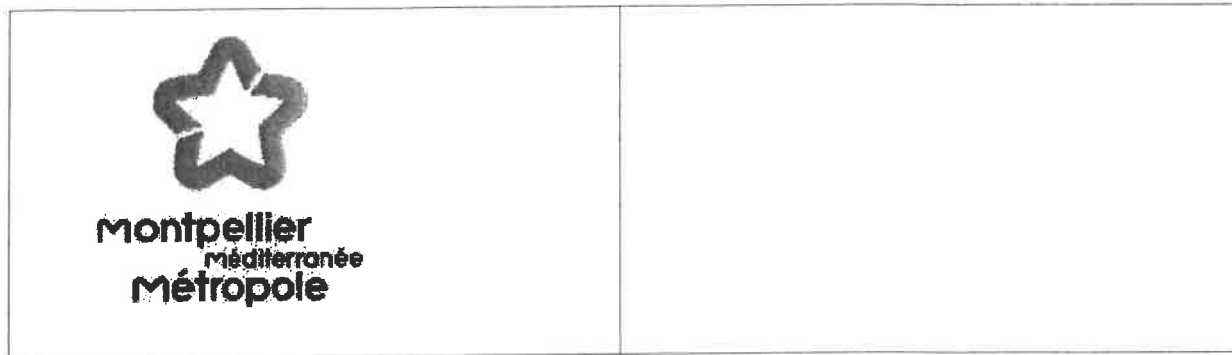
024 - 24 34 00 17 - 2019 01 01 - 81173 - AV

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 19 MARS 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au dépôt provisoire et
gratuit du musée des Beaux-Arts de
Draguignan d'une oeuvre de Charles
Camoin, *Le Vésuve, vu de la villa Capella*
au musée Fabre**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture »,

CONSIDERANT :

- que la Commune de Draguignan autorise le dépôt d'une œuvre de Charles Camoin, *Le Vésuve, vu de la villa Capella*, 1904, huile sur toile, 94 x 78 cm, d'une valeur de 300 000 € (trois cent mille euros) ;
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec la Commune de Draguignan une convention relative au dépôt de l'œuvre de Charles Camoin, *Le Vésuve, vu de la villa Capella*, 1904, huile sur toile, 94 x 78 cm, d'une valeur de 300 000 € (trois cent mille euros), en vue de son exposition au département des peintures du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Ce dépôt prendra effet à la date de réception de l'œuvre par le conservateur du musée Fabre. Le dépositaire s'interdit tout transfert de l'œuvre dans un autre établissement sauf en cas de force majeure et en informant le déposant. L'œuvre sera enregistrée sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le dépôt est consenti pour une durée d'un an, avec reconduction tacite pour la même durée, à échéance de chaque terme jusqu'à la fin des travaux de rénovation du musée des Beaux-Arts de Draguignan. Il pourra être mis fin au dépôt à tout moment par dénonciation du contrat par l'une ou l'autre des parties notamment en cas de non-respect des conditions énoncées dans le présent contrat. En cas de contestation d'un risque grave pour la sécurité ou la conservation de l'œuvre, le déposant pourra en exiger la restitution immédiate.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

20 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **20 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

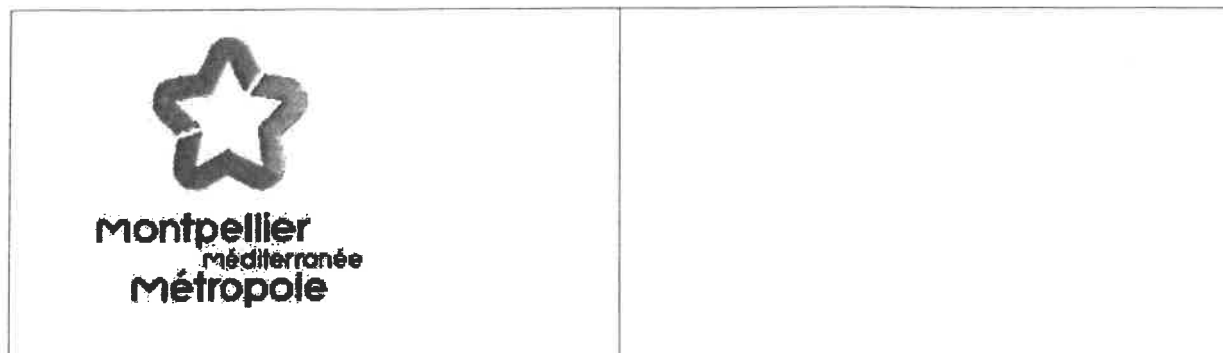
031-21 21 000 17-2019 0101-81257-A

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relatif à la signature d'un avenant
rectificatif à l'avenant n°1 du lot 1
"Bâtiments administratifs et bâtiments
annexes" du marché 4983MG18 Nettoyage
des locaux de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines « Administration générale, Affaires juridiques, Contentieux, Protocole, »
- VU la notification du 04/09/2018 attribuant le lot n°1 « Bâtiments administratifs et bâtiments annexes » du marché 4983MG18 Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole à

l'entreprise Arc en ciel Sud Est, pour une durée de 12 mois reconductibles jusqu'au 03/09/2022, avec un montant initial pour la partie forfaitaire du marché de 235 077, 48 € HT,

- VU l'avenant n°1 au lot n°1 « Bâtiments administratifs et bâtiments annexes » notifié le 11 mars 2019 portant sur le rajout de deux bâtiments en gestion et de prestations supplémentaires pour le Belém et modifiant le montant initial pour la partie forfaitaire du marché,

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de modifier par un avenant rectificatif l'avenant au lot n°1 « Bâtiment administratifs et bâtiments annexes » du marché n°4983MG18 en raison d'une erreur matérielle portant sur le montant annuel forfaitaire HT, le montant correct étant de 247 947,48 € HT,
- Que pour mémoire, le montant de l'avenant reste inchangé soit 12 870 € HT (15 444 € TTC)
- Que cet avenant rectificatif est sans incidence financière sur le montant de l'accord-cadre,
- Que la Commission d'Appel d'Offres a rendu un avis favorable dans sa séance du 19/03/2019,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant rectificatif à l'avenant n°1 du Lot 1 du marché n°4983MG18 « Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole » avec l'entreprise Arc en ciel Sud Est en raison d'une erreur matérielle sur le montant annuel HT pour la partie forfaitaire du marché, le montant correct étant de 247 947, 48 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 MARS 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 28 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

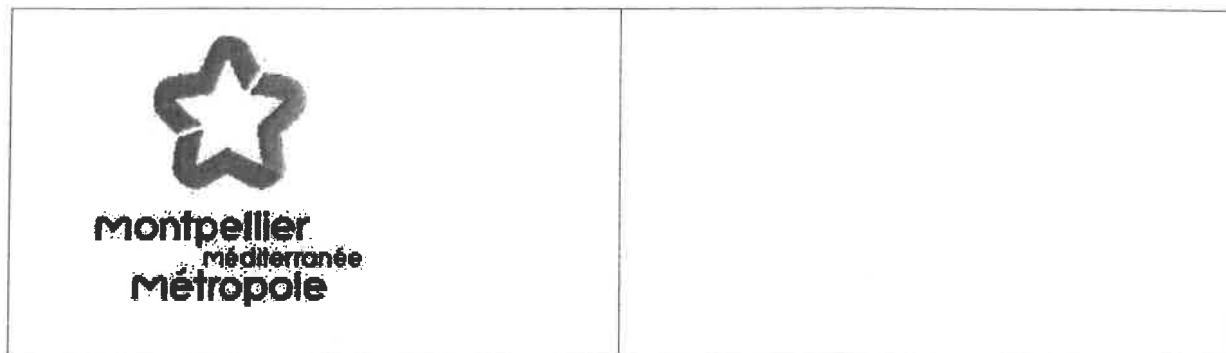
09u-2u6u 00 17-16 19 0101 -81256- CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la désaffectation et au
déclassement du domaine public d'une
emprise de 2 175 m² - ZAC Cambacérès -
Route de Vauguières Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Montpellier n° 2015/514 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n° D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la Commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,

- **CONSIDERANT** la modification du tracé de la route de Vauguières à Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de constater la désaffectation du domaine public d'une emprise de 2 175 m² située dans la ZAC Cambacérès, route de Vauguières à Montpellier, et de prononcer son déclassement avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation et prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 2 175 m², située route de Vauguières dans la ZAC Cambacérès à Montpellier.

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions de l'article L.141-3 du Code de la voirie routière, cette emprise est déclassée du domaine public et intégrée au domaine privé de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder au numérotage cadastral de l'emprise désaffectée et déclassée, en créant deux nouveaux numéros cadastraux, à savoir une parcelle de 1 177 m² et une parcelle de 998 m².

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MARS 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **22 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

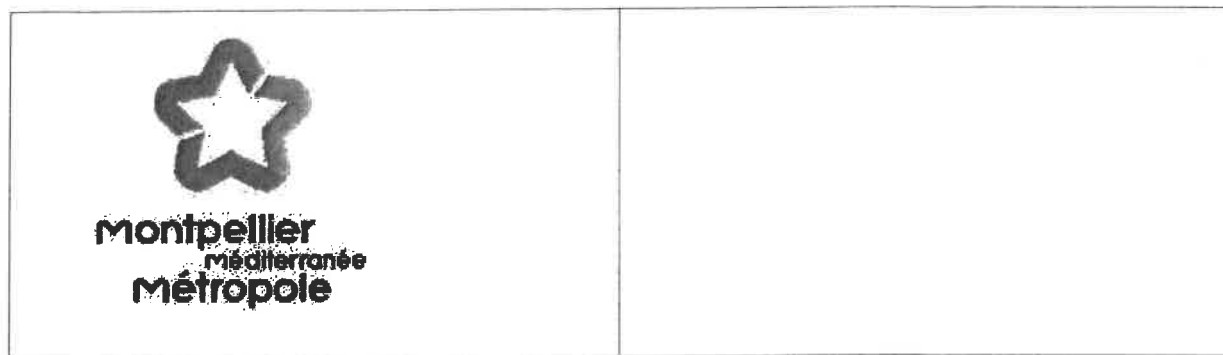
084 2434 55 17-20190101-81520-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Assignment
TGI - Référé expertise - CORBIERE
Hélène"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU l'assignation près le Tribunal de Grande Instance de MONTPELLIER reçue à la métropole le 18 mars 2019 à la demande de Madame Corbière Hélène tendant à une nouvelle mission d'expertise pour rechercher l'origine des désordres constatés au droit de son habitation sise 26 et 26 bis avenue de Lodève à Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts Près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier suite à l'assignation reçue à la Métropole le 19 mars 2019 à la demande de Madame Hélène Corbière.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 25 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

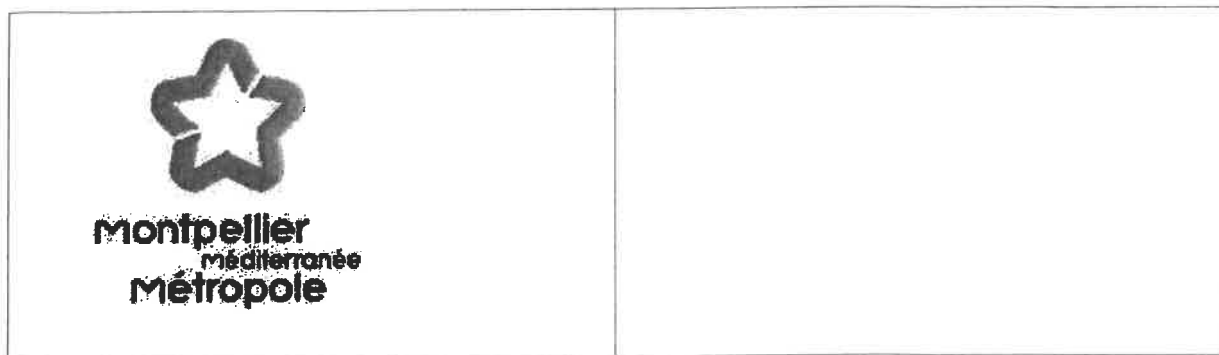
024 - 24 24 600 17-2019 01 01 - 81563 - AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à deux conventions
d'occupation temporaire de l'auditorium
du Site archéologique Lattara-musée Henri
Prades**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu de répondre aux demandes du Festival du Cinéma Méditerranéen de Montpellier et du Foyer rural de Maurin concernant la mise à disposition de l'auditorium du Site archéologique Lattara-musée Henri Prades pour l'organisation de manifestations culturelles,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La mise à disposition de l'auditorium du Site archéologique Lattara-musée Henri Prades par Montpellier Méditerranée Métropole est accordée, d'une part, au Festival du Cinéma Méditerranéen de Montpellier pour l'organisation les 8, 9 et 16 avril 2019 de séances de cinéma destinées au public scolaire de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du festival jeune public, et d'autre part, au Foyer rural de Maurin le 20 juin 2019 pour l'organisation d'un concert gratuit de leur ensemble vocal.

ARTICLE 2 : Ces mises à disposition ponctuelles et non exclusives, consenties à titre gracieux, sont définies dans le cadre de conventions d'occupation temporaire du domaine public à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et chacune des deux structures.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué à la Culture est autorisé à signer ces conventions d'occupation temporaire du domaine public ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le . 25 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 25 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

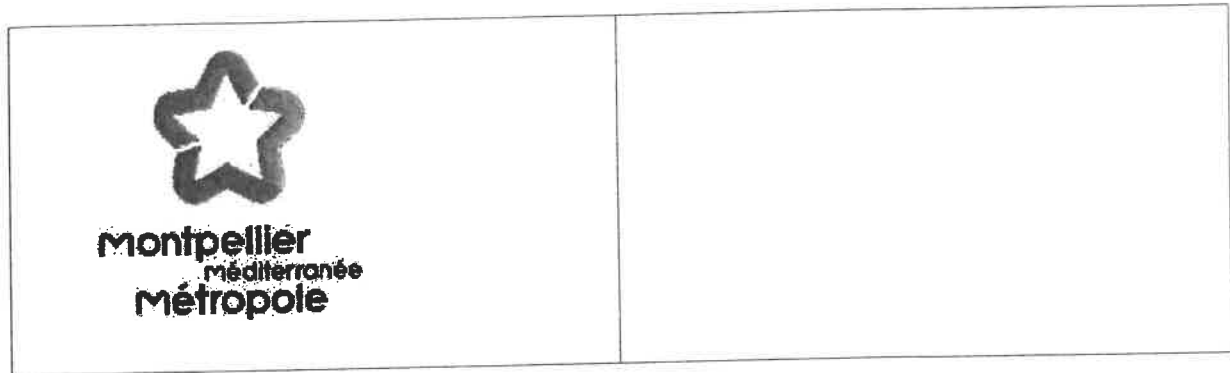
034 - 24 34 000 17 - 20 19 0101 - 81729 - CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle AM17 - 2144 Route de Mende à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté n°A2017-191 du 27 juillet 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

CONSIDERANT :

- que 68 m² du bien immobilier situé au 2 144, route de Mende à Montpellier, cadastré section AM n°17 appartenant à Monsieur Daniel DUMAS, sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ladite emprise,
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle AM n°17,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une partie (68 m²) du bien immobilier (terrain supportant un bâti à usage d'habitation de 841 m²) situé au 2144, route de Mende à Montpellier, cadastré section AM n°17 appartenant à Monsieur Daniel DUMAS.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 6 719,00 € (SIX MILLE SEPT CENT DIX NEUF EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur Daniel DUMAS et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur Daniel DUMAS.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

03e du 17-619 01 01 - 80836-AV
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

PARTIE 3 - SOMMAIRE
1- ARRETES REGLEMENTAIRES AVRIL 2019

N°ARRETES	TITRES	PAGE
MAR2019-0132	Arrêté portant désignation des représentants des Commissions Administratives Paritaires	523
MAR2019-0147	Délégations de signature - Direction Générale des Services	529
MAR2019-0158	Délégation de signature relative à l'intérim de M. le Directeur Général des Services du 19 au 26 avril 2019 inclus	532



Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité carrière/retraite portefeuille Métropole

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant désignation des
représentants des Commissions
Administratives Paritaires**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales,
- **Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements,
- **Vu** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** la délibération n°6230 du Conseil du 21 décembre 2004 portant création des commissions administratives paritaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** l'arrêté n° MAR2018-0150 du 26 Juin 2018 portant constitution des Commissions Administratives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Vu** les procès-verbaux des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel aux Commissions Administratives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 6 décembre 2018, fixant la composition des collèges pour les catégories A, B et C,
- **Considérant** la lettre de démission de Monsieur Bruno BEGUIN du mandat de représentant du personnel suppléant (CFDT) relevant du groupe hiérarchique 5 à la CAP de catégorie A,

- **Considérant** que Madame Pascale NABAFFA (CFDT), premier candidat non élu restant sur la même liste et relevant du même groupe hiérarchique, s'est désistée, et que Madame Céline GAGLIANO (CFDT) est le candidat non élu qui suit sur la même liste en application de l'article 6 du décret n°89-229 du 17 avril 1989 susvisé,
- **Considérant** la lettre de démission de Madame Christel QUINTANA-BALLUET du mandat de représentante du personnel suppléante (UNSA) relevant du groupe hiérarchique 2 à la CAP de catégorie C,
- **Considérant** que Monsieur Ichem MOGHEL (UNSA) est le premier candidat non élu restant sur la même liste et relevant du même groupe hiérarchique en application de l'article 6 du décret n°89-229 du 17 avril 1989 susvisé,
- **Considérant** la lettre de démission de Madame Nour El Amel LAGHMIRI du mandat de représentante du personnel suppléante (SUD CT) relevant du groupe hiérarchique 2 à la CAP de catégorie C,
- **Considérant** que Madame Salmia BELADAM (SUD CT) est le premier candidat non élu restant sur la même liste et relevant du même groupe hiérarchique en application de l'article 6 du décret n°89-229 du 17 avril 1989 susvisé,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° MAR2018-0150 du 26 Juin 2018 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Les Commissions Administratives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole sont constituées comme suit :

Commission Administrative Paritaire – Catégorie A

**Représentants de l'administration
TITULAIRES**

M. Philippe SAUREL
Président de la Commission Administrative Paritaire
Mme Régine ILLAIRE
Mme Rosy BUONO
Mme Eliane LLORET
M. Jérémie MALEK

**Représentants de l'administration :
SUPPLEANTS**

M. Guy BARRAL
M. Yvon PELLET
M. Abdi EL KANDOUSSI
Mme Jackie GALABRUN-BOULBES
Mme Mylène FOURCADE

**Représentants du personnel
TITULAIRES**

Groupe hiérarchique 6
M. Pierre BRICE (UNSA)
Mme Sarah COMMUNAL (UNSA)
Groupe hiérarchique 5
Mme Marianne TOQUE (CFDT)
Mme Aurélie PALHOL (FO)
M. Mohamed CHEBLI (UNSA)

**Représentants du personnel :
SUPPLEANTS**

Groupe hiérarchique 6
M. Marc APARICIO (UNSA)
Mme Diane DUSSEAUX (UNSA)
Groupe hiérarchique 5
Mme Céline GAGLIANO (CFDT)
Mme Sabine BERGUA (FO)
Mme Catherine LANDEMAINE (UNSA)

Commission Administrative Paritaire – Catégorie B

**Représentants de l'administration
TITULAIRES**

M. Philippe SAUREL
Président de la Commission Administrative Paritaire
Mme Régine ILLAIRE
Mme Rosy BUONO
Mme Eliane LLORET
M. Jérémie MALEK

**Représentants de l'administration :
SUPPLEANTS**

M. Guy BARRAL
M. Yvon PELLET
M. Abdi EL KANDOUSSI
Mme Jackie GALABRUN-BOULBES
Mme Mylène FOURCADE

**Représentants du personnel
TITULAIRES**

Groupe hiérarchique 4
M. Laurent BERNARD (UNSA)
M. Stéphane BERTAUX (FO)
Mme Françoise TILLY (SUD CT)
Groupe hiérarchique 3
Mme Nadia MEGHRAOUI (UNSA)
M. Patrick SENDRA (UNSA)

**Représentants du personnel :
SUPPLEANTS**

Groupe hiérarchique 4
M. Armelle CABRERA (UNSA)
M. Gilles GUY (FO)
M. Patrick CORNELLES (SUD CT)
Groupe hiérarchique 3
Mme Carole GILBERT (UNSA)
Mme Lisette LESUEUR (UNSA)

Commission Administrative Paritaire – Catégorie C

**Représentants de l'administration
TITULAIRES**

M. Philippe SAUREL
Président de la Commission Administrative Paritaire
Mme Régine ILLAIRE
M. Guy BARRAL
Mme Eliane LLORET
Mme Rosy BUONO
M. Abdi EL KANDOUSSI
M. Gérard CASTRE
M. Jean Luc COUSQUER

**Représentants de l'administration :
SUPPLEANTS**

M. Jérémie MALEK
M. Yvon PELLET
Mme Marie-Hélène SANTARELLI
Mme Jackie GALABRUN-BOULBES
Mme Mylène FOURCADE
Mme Patricia MIRALLES
M. Fabien ABERT
Mme Chantal MARION

**Représentants du personnel
TITULAIRES**

Groupe hiérarchique 2
M. Sauveur SPINA (UNSA)
Mme Edwige HERNANDEZ (FO)
M. Fabrice IRLES (CGT)
Mme Régine BARRY-VENTURE (SUD CT)
Mme Hanane ZIANI (UNSA)
Groupe hiérarchique 1
Mme Nafisa LOUNISSI (FO)
Mme Shirley BARBAUD (UNSA)
M. Ludovic ESTEVES (UNSA)

**Représentants du personnel :
SUPPLEANTS**

Groupe hiérarchique 2

M. Philippe MAURY (UNSA)
M. Denis SAVOYE (FO)
M. Vincent CHIRON (CGT)
Mme Salmia BELADAM (SUD CT)
M. Ichem MOGHEL (UNSA)

Groupe hiérarchique 1

M. Michaël PARENTINI (FO)
Mme Sabrina ALBERTELLI (UNSA)
M. Maxime LE GOUIC (UNSA)

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 avr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 11/04/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-81506-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/04/19

Réception en Préfecture : 11/04/19

Notifié le : 11/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature
Direction Générale des Services**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La Direction Générale des Services est composée des départements, pôles, missions et directions suivants :

- Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
 - Département Solidarité et Vivre ensemble ;
 - Département Développement et Aménagement Durables du Territoire ;
 - Département Administration générale et finances ;
 - Département Culture et Sport ;
 - Département Services Publics de l'Environnement et des Transports ;
 - Département Développement économique, Emploi et Insertion ;
 - Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales ;
- au sein desquels les délégations de signature sont organisées par un arrêté ad hoc.

Lui sont rattachées en direct les missions et directions suivantes :

- Mission Grand Cœur ;
- Mission Coordination Interne et Vie de l'Intercommunalité ;
- Mission Coopérations territoriales ;
- Direction du Contrôle de Gestion Externe.

Par dérogation aux délégations de fonctions consenties aux vice-présidents et conseillers métropolitains, Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des départements et directions sous son autorité, délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L 5211-10 du Code général des collectivités territoriales et arrêtés du Président.

Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des départements et directions placés sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de ses départements et missions.
- Délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions et arrêtés du Président.
- Délégation de signature pour l'ensemble des décisions individuelles favorables ou défavorables prises en réponse à la demande d'un agent de la Métropole ou d'un usager.
- En matière de ressources humaines, délégation pour l'ensemble des courriers et documents relatifs à la gestion du personnel métropolitain.
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés métropolitains, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian FINA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des services.

ARTICLE 2 : Madame Florence TISSEYRE, directrice de la Mission Coordination interne et Vie de l'Intercommunalité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence TISSEYRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-1 : Madame Sabine BERGUA, responsable du service Guichet unique de proximité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sabine BERGUA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence TISSEYRE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Sabine BERGUA et Florence TISSEYRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 3 : Monsieur Philippe RENAUD, directeur de la Mission Coopération territoriales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour les décisions d'attribution des aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4 : Madame Caroline KNAPP-LUQUET, directrice du Contrôle de Gestion Externe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 avr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/04/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-83192-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/04/19

Réception en Préfecture : 12/04/19

Notifié le : 12/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de signature relative à l'intérim
de M. le Directeur Général des Services
du 19 au 26 avril 2019 inclus**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme de Montpellier Méditerranée Métropole tel qu'approuvé par le Comité technique,
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à M. Christian FINA, Directeur Général des Services,
- **CONSIDERANT** que M. Christian FINA, Directeur Général des Services, sera absent du 19 au 26 avril 2019 inclus et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services durant cette période,

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de M. Christian FINA, Directeur général des services, du 19 au 26 avril 2019 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Alain PONS DE VINCENT, Directeur général adjoint des services.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 18/04/19

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190101-84861-AR-1-1**

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/19

Réception en Préfecture : 18/04/19

Notifié le : 18/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3 - SOMMAIRE
2 - ARRETES INDIVIDULES AVRIL 2019

N°ARRETES	TITRES	PAGES
MAI2019-0052	Représentation du Président Médiation juridique Affaire ANDRIEU c/ Montpellier Méditerranée Métropole	535



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Représentation du Président
Médiation juridique
Affaire ANDRIEU c/ Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5217-2, 5 a) et 5 d),
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le litige qui oppose Madame ANDRIEU à Montpellier Méditerranée Métropole relatif à la présence de deux arbres appartenant à Madame ANDRIEU qui causent des dégâts importants sur la chaussée,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole, pour des raisons de sécurité et suite à un rapport d'expert, souhaite abattre ces deux arbres,
- **CONSIDERANT** que CFDP, assurance juridique de Montpellier Méditerranée Métropole, a mandaté Madame Dorothée BERNARD en qualité de médiatrice,

- **CONSIDERANT** que les parties ont accepté la médiation afin de régler le litige qui oppose Montpellier Méditerranée Métropole à Madame ANDRIEU,
- **CONSIDERANT** que la médiatrice a convoqué les parties à une réunion de médiation,

AR R E T E

ARTICLE 1 : Délégation aux fins de me représenter est donnée à Monsieur Jérôme MOYNIER, agent du Pôle territorial littoral de Montpellier Méditerranée Métropole, lors de la médiation concernant l'affaire Madame ANDRIEU c/ Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 12 avr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/04/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-83650-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/04/19

Réception en Préfecture : 12/04/19

Notifié le : 12/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.